

Relations industrielles Industrial Relations



Index alphabétique Subject Index

Volume 25, numéro 4, 1970

Index analytique – Relations industrielles Volume 1 – Volume 25
(1945-1970) – Rapport des Congrès des Relations Industrielles
(1946-1970)

Cumulative Index – Industrial Relations Volume 1 – Volume 25
(1945-1970) – Proceedings of Congrès des Relations Industrielles
(1946-1970)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/028177ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/028177ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1970). Index alphabétique. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 25(4), 645–773. <https://doi.org/10.7202/028177ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1970

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

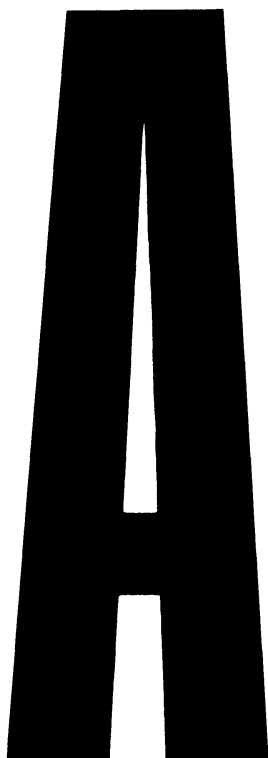
<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



INDEX ALPHABETIQUE

SUBJECT INDEX

L'INDEX ALPHABÉTIQUE SIGNALE LES ARTICLES ANALYSÉS AU MOYEN DE DESCRIPTEURS SPÉCIFIQUES, CLASSÉS ALPHABÉTIQUEMENT ET DÉSIGNANT DES SUJETS PRÉCIS. LE TITRE ORIGINAL DE L'ARTICLE APPARAÎT AU DÉBUT DE L'ANALYSE.

EXEMPLE :

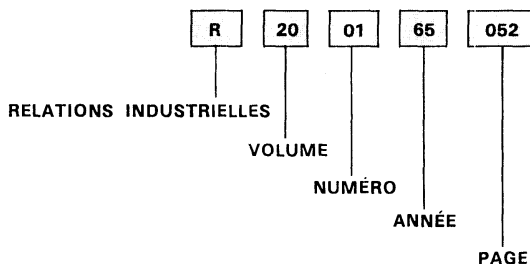
DESCRIPTEUR SPÉCIFIQUE TIRÉ DE L'ARTICLE ANALYSÉ ET DÉSIGNANT UN DES POINTS IMPORTANTS TRAITÉS DANS L'ARTICLE.

SIGNALEMENT DU SUJET OU DES IDÉES PRINCIPALES DÉVELOPPÉES DANS L'ARTICLE.

DROIT D'ASSOCIATION

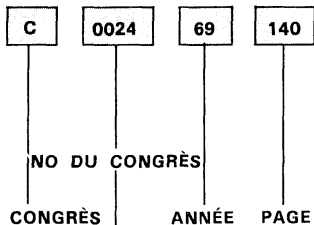
LE CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC : PRINCIPALES ORIENTATIONS. INNOVATIONS DANS LES DOMAINES DU DROIT D'ASSOCIATION, DE L'UNITÉ DE NÉGOCIATION ET DU RÈGLEMENT DES CONFLITS.

(GÉRARD HÉBERT)



LORSQU'IL S'AGIT D'UNE ÉTUDE PUBLIÉE DANS LE RAPPORT D'UN DES 25 CONGRÈS ANNUELS DU DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES, LA COTE DÉBUTE PAR LA LETTRE « C ».

EXEMPLE :



ENTRIES IN THE SUBJECT INDEX CONSIST OF SPECIFIC KEYWORDS CLASSIFIED IN ALPHABETICAL ORDER AND ASSIGNED TO THE ARTICLE TO DESCRIBE ITS SUBJECT CONTENTS. THE ORIGINAL TITLE OF THE ARTICLE REVIEWED APPEARS AT THE BEGINNING OF THE ABSTRACT.

EXAMPLE :

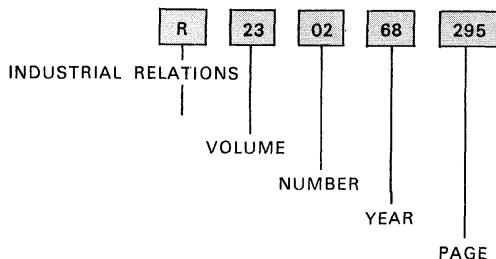
SPECIFIC KEYWORD ASSIGNED TO THE ARTICLE TO DESCRIBE ITS SUBJECT CONTENTS.

CONVENTION COLLECTIVE

ABSTRACT

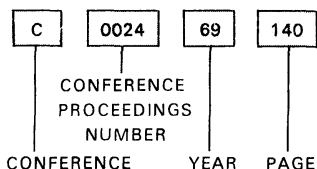
TECHNOLOGICAL INNOVATIONS AND COLLECTIVE BARGAINING.
INCIDENCE DES TRANSFORMATIONS TECHNIQUES SUR LES MODALITÉS ET LES CLAUSES DES CONVENTIONS COLLECTIVES AU CANADA.

(FÉLIX QUINET)



THE ACCESSION CODE STARTS WITH THE LETTER « C » FOR THE PROCEEDINGS OF INDUSTRIAL RELATIONS CONFERENCES ARTICLES.

EXAMPLE :



ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'ORGANISATION DE L'ASSURANCE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL DANS LE QUÉBEC. LEGISLATION QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. (R-EDGAR GUAY).
R-130458-424

LA COMPENSATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. DESCRIPTION DE LA LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DU QUÉBEC. (FREDERIC-T. HECKER).
R-030648-091

LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES (1925-1931). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUÉBÉCOISE DU TRAVAIL (V). (ROGER CHARTIER).
R-180163-045

LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE. LEGISLATION EN MATIÈRE DE COMPENSATION ET DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.
R-010746-003

LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE. PRINCIPAUX RÈGLEMENTS DE LA LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. (JAMES O'CONNEL-MAHER).
R-010846-007

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES. ASPECT GÉNÉRAL ET LOCAL DU PROBLÈME. LA LEGISLATION RELATIVE AU PROBLÈME. (CLEMENT BROWN).
C-000651-111

READAPTATION AU TRAVAIL. PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET COMPENSATION.
R-010345-004

ACCREDITATION

ACCREDITATION SYNDICALE - JURIDICTION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES.
R-170362-334

ACCREDITATION SYNDICALE. 'DOMINATION' D'UN SYNDICAT PAR UN EMPLOYEUR. DEMANDE CONJOINTE DE DEUX SYNDICATS POUR FORMER LA MAJORITÉ DANS UNE UNITÉ DE NÉGOCIATION, SELON LE CODE DU TRAVAIL.
R-200265-372

ACCREDITATION SYNDICALE. GREVE ILLÉGALE DU REQUÉRANT. LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES REFUSE L'ACCREDITATION SYNDICALE À UN SYNDICAT ILLÉGALEMENT EN GREVE.
R-190264-271

ACCREDITATION SYNDICALE. REQUÊTE EN REVOCATION D'ACCREDITATION. EMPLOYEUR VS SYNDICAT.
R-190364-386

ACCREDITATION. COMPÉTENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL QUANT À LA DÉTERMINATION DE L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.
R-190464-505

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL - ACCREDITATION - CÔTE AU SCRUTIN SECRET.
R-210166-098

L'ACCREDITATION SYNDICALE AU QUÉBEC. LES ASSISES JURIDIQUES DU RÉGIME D'ACCREDITATION. LES EFFETS DE L'ACCREDITATION À L'ÉGARD DE CERTAINS SALAIRES ET À L'ÉGARD DU SYNDICAT ET LA DÉTERMINATION DE L'UNITÉ DE NÉGOCIATION APPROPRIÉE (FERNAND MORIN, CLAUDE D'Aoust ET RAYMOND LACHAPPELLE).
R-250370-401

ACCREDITATION (SUITE)

L'EFFET DU VOTE AU SCRUTIN SECRET (ART. 25 C.T.) PRÉALABLE À L'ACCREDITATION. SENTENCE DE LA CRT SUR L'EFFET DU VOTE AU SCRUTIN SECRET PRÉALABLE À L'ACCREDITATION. (FERNAND MORIN).
R-240269-432

LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL ET L'ACCREDITATION SYNDICALE. JURIDICTION DE LA C.R.T. DANS LE DOMAINE DE LA REPRESENTATIVITÉ SYNDICALE. (GERARD VAILLANCOURT).
C-002065-091

LE RATTACHEMENT DE L'ACCREDITATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE À L'ENTREPRISE. L'ARTICLE 36 DU CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC PROTÈGE L'ACCREDITATION ET LA CONVENTION COLLECTIVE DANS LE CAS DE CONCEPTION TOTALE OU PARTIELLE D'UNE ENTREPRISE. (PIERRE VERGE).
R-240269-403

ACTE DES MANUFACTURES DE QUÉBEC

L'INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES ÉDIFICES PUBLICS (1885-1900). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL AU QUÉBEC: ACTE DES MANUFACTURES DE QUÉBEC; 1885; LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE QUÉBEC. 1894. (ROGER CHARTIER).
R-170162-043

ACTION POLITIQUE

ACTION POLITIQUE ET SYNDICATS. INFLUENCE POLITIQUE DES SYNDICATS ET LÉGITIMITÉ DE LEUR ACTION EN FAVEUR D'UN PARTI POLITIQUE. (GERARD FILION).
R-150460-496

ANNEXE I: LE SYNDICALISME AU CANADA. LES GROUPEMENTS ET LES EFFECTIFS SYNDICAUX. LES SYNDICATS CANADIENS ET AMÉRICAINS. L'ACTION SYNDICALE. LES CENTRALES SYNDICALES ET LA POLITIQUE. (GERARD DION).
C-002368-263

DEMOCRATIE OUVRIÈRE EN 1952. COMMENTAIRE SUR LA NATURE ET L'IMPORTANCE DES CONGRÈS ANNUELS DES MOUVEMENTS OUVRIERS CANADIENS ET SUR L'ACTION POLITIQUE DE CES DERNIERS. (ÉMILE GOSSELIN).
R-080152-045

ÉVOLUTION DE L'ACTION POLITIQUE DE LA C.S.N. (GUY LORTIE).
R-220467-532

L'ACTION POLITIQUE SYNDICALE. NOTION. DÉFINITION FONCTIONNELLE. OBJECTIFS. MÉTHODES ET FINALITÉ. DESCRIPTION DE TROIS MODÈLES ANALYTIQUES. PRÉVISION DE L'ÉVOLUTION DES MOUVEMENTS SYNDICAUX FACE À L'ACTION POLITIQUE. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).
R-210166-044

L'ÉVOLUTION DU SYNDICALISME DANS LA RÉVOLUTION TRANQUILLE. DÉFINITION ET ÉVOLUTION DE L'ACTION SYNDICALE AU QUÉBEC DURANT LES ANNÉES QUI ONT SUIVI 1960. DEGRÉ DE L'INTÉGRATION POLITIQUE DES SYNDICATS SOIT COMME GROUPES DE PRESSION SOIT COMME CORPS INTERMÉDIAIRES, AU COURS DE CETTE PÉRIODE. RAPPROCHEMENT DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DEUX GRANDES CENTRALES. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).
R-220167-086

LA C.T.C.C. ET L'ACTION POLITIQUE. TEXTE D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE EN 1952.
R-080152-079

ACTION POLITIQUE (SUITE)

LA CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX ET L'ACTION POLITIQUE. ATTITUDES MODIFIEES DE LA CENTRALE CONCERNANT L'ACTION POLITIQUE. **R-170462-495**

LA CTC. L'ACTION POLITIQUE ET LA CONFESSIONNALITE. MODIFICATION DES CONSTITUTIONS ET NOUVELLES RESOLUTIONS. **R-140459-604**

LA FTQ ET L'ACTION POLITIQUE A L'ECHELLE PROVINCIALE. POSITION DE LA CENTRALE SUR LES ATTITUDES POLITIQUES A PRENDRE. (ROGER PROVOST). **R-130158-054**

LE COLLOQUE CTC-PSD A WINNIPEG. REUNION POUR ETUDIER LA POSSIBILITE DE CREER UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE. (FERNAND BOURRET). **R-140459-573**

LE CONGRES 1962 DE LA CSN: L'ACTION POLITIQUE. (GILLES BEAUSOLEIL). **R-180163-080**

LE MOUVEMENT POLITIQUE OUVRIER DE MONTREAL (1883-1929). HISTORIQUE D'UN PARTI POLITIQUE OUVRIER A MONTREAL ET DE SON DEVELOPPEMENT AU COURS DES LUTTES ELECTORALES DE 1904 A 1929. RAPPORTS ENTRE LE PARTI OUVRIER ET LES UNIONS OUVRIERES. (ALFRED CHARPENTIER). **R-100255-074**

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. ACTION POLITIQUE DE L'AFL, DU CIO ET DE L'AFL-CIO. (LEON A. DALE). **R-170462-422**

LE SYNDICALISME DANS UNE SOCIETE LIBRE. LE SYNDICALISME A LE DEVOIR D'ETRE LUI-MEME DEMOCRATIQUE. L'ACTION POLITIQUE. L'EDUCATION DES MEMBRES SONT AUSSI SES RESPONSABILITES. (GERARD DION). **R-110456-234**

LES SYNDICATS ET L'ACTION POLITIQUE. CONDITIONS PREALABLES A L'ACTION POLITIQUE. DIFFERENTS MODES D'ACTION POLITIQUE SYNDICALE. (VINCENT LEMIEUX). COMMENTAIRES DE MARCEL PEPIN (CSN). LAURENT CHATEAUNEUF ET WILLIAM DODGE (CTC). **C-002368-201**

POLITICAL CULTURE AND CHRISTIAN TRADE UNIONISM: THE CASE OF BELGIUM. ORIGINE ET STRUCTURE DU SYNDICALISME CHRETIEN BELGE. QUESTIONS RELIGIEUSES ET IDEOLOGIQUES. RELATIONS AVEC LES AUTRES SYNDICATS ET AVEC LES PARTIS POLITIQUES. LA CULTURE POLITIQUE ET LE PLURALISME SYNDICAL. (SAMUEL BARNES). **R-190364-354**

POUVOIR ET ACTION SYNDICALE. FONCTION ET PLACE DU POUVOIR DANS UNE SOCIETE ET DANS LES GROUPES SOCIAUX ET INSTITUTIONS QUI LA CONSTITUENT. POUVOIR SYNDICAL DANS L'ENTREPRISE ET DANS LA SOCIETE POLITIQUE. (DANIEL VIDAL). **C-002570-117**

ROLE DU SYNDICALISME DANS LA VIE POLITIQUE. DESCRIPTION DES FORMES D'ACTION POLITIQUE QUE PEUVENT CHOISIR LES SYNDICATS DANS NOTRE SYSTEME DEMOCRATIQUE. (EMILE GOSSELIN). **R-090153-002**

ACTION POLITIQUE (SUITE)

SOME THOUGHTS ON LABOR AND POLITICAL ACTION. QUELQUES HYPOTHESES SUR LES RELATIONS ENTRE LES MOUVEMENTS OUVRIERS ET L'ACTION POLITIQUE. (ADOLF STURMTHAL). **R-170362-244**

SYNDICALISME ET ACTION POLITIQUE. NECESSITE POUR LES SYNDICATS D'AGIR HORS DES CADRES ORDINAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE. **R-010345-006**

SYNDICALISME OUVRIER ET ACTION POLITIQUE. RESOLUTIONS ET DECLARATIONS DE PRINCIPES DU C.T.C., DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.Q. **R-140159-154**

SYNDICAT ET ETAT. PRINCIPES ET EVOLUTION HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE SYNDICAT ET ETAT. DROITS ET DEVOIRS DE CHACUN. (MGR PIETRO PAVAN). **R-100154-002**

SYNDICAT ET PARTIS POLITIQUES. ROLE RESPECTIF DU SYNDICAT ET DU PARTI POLITIQUE. LIENS IDEOLOGIQUES VI-AUX QUI DOIVENT S'ETABLIR ENTRE LES DEUX. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090454-314**

THE TRADES AND LABOUR CONGRESS OF CANADA AND POLITICAL ACTION. 1898-1908. L'ACTION POLITIQUE DU CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU CANADA ET SES RELATIONS AVEC LE MOUVEMENT POLITIQUE SOCIALISTE ENTRE 1898 ET 1908. (MARTIN ROBIN). **R-220267-187**

UNION DUES AND POLITICAL CONTRIBUTION: GREAT BRITAIN, UNITED STATES, CANADA - A COMPARAISON. (JAN K. WANCZYCKI). **R-210266-143**

ACTION SOCIALE

LA RESPONSABILITE DES LAIQUES DANS L'ACTION SOCIALE. (MAURICE ROY). **R-120457-405**

ACTION SYNDICALE

ACTION SYNDICALE ET BIEN COMMUN. DEFINITION DU BIEN COMMUN ET PERSPECTIVES DE L'ACTION SYNDICALE EN REGARD DU BIEN COMMUN. (ROGER CHARTIER). **R-150460-483**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS LES SYNDICATS. NOTION DU POUVOIR ET DISTINCTIONS FONDAMENTALES QUI TIENNENT A LA NATURE MEME DU SYNDICALISME OUVRIER. REPARTITION DES POUVOIRS SELON L'OBJET DE LA DECISION A PRENDRE ET LE NIVEAU OU ELLE SE PREND DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. PROBLEME DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD HEBERT). **C-002570-089**

POUVOIR SYNDICAL: DEFINITION DU POUVOIR; CONDITIONS PREALABLES ET NECESSAIRES DU POUVOIR D'UNE ORGANISATION SYNDICALE; FACTEURS DE DIFFERENCIATION DES STRUCTURES SYNDICALES; SELON LES DIFFERENTS NIVEAUX OU IL S'EXERCE; LE POUVOIR SYNDICAL N'EST PAS ORDONNE AUX MEMES OBJECTIFS; PROBLEME DE LA DEMOCRATIE AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES. (BERNARD SOLASSE). **C-002570-139**

ACTIVITE SYNDICALE

ACTIVITE SYNDICALE SUR LA PROPRIETE D'UNE COMPAGNIE. SENTENCE ARBITRALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-100255-132**

ACTIVITE SYNDICALE (SUITE)

CONGEDIEMENT POUR ACTIVITE SYNDICALE. REINTEGRATION ORDONNEE PAR LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. JURIDICTION DE LA COMMISSION POUR AGIR EN DE TELS CAS EN VERTU DES ARTICLES 21A ET 21B. DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-160461-485

LES NOUVEAUX POUVOIRS DE LA C.R.O. EN MATIERE DE RENVOI POUR ACTIVITE SYNDICALE ET LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-170162-062

ADAPTATION DES TRAVAILLEURS

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. DEFINITION DES TERMES 'ENTREPRISE', 'TRAVAILLEUR' ET 'ADAPTATION' METHODE D'ADAPTATION: LA DISCUSSION EN GROUPE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD).

C-000853-113

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. METHODE DE DISCUSSION DE GROUPE POUR OBTENIR CETTE ADAPTATION. ROLE DU SERVICE DU PERSONNEL. ET AVANTAGE DE LA COLLABORATION SYNDICALE DANS LA MISE EN OEUVRE DE CETTE METHODE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD).

R-080353-274

ADMINISTRATEUR

POSITION DU PROBLEME. EVOLUTION DE LA CONCEPTION D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATEUR. (EMILE GOSSELIN).

C-001762-011

AFL - CIO

LE ROLE SOCIAL DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. LES ACTIVITES MULTIPLES DE L'AFL CIO. (LEON DALE).

R-180363-363

QUELQUES ASPECTS PARTICULIERS DU SYNDICALISME AUX ETATS-UNIS. UNITE SYNDICALE AFL-CIO. ET AUTRES ASPECTS DU SYNDICALISME AMERICAIN. (LEON DALE).

R-190264-201

AGENT D'AFFAIRES DU SYNDICAT

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES III- L'AGENT D'AFFAIRES DU SYNDICAT. DEFINITION, ROLE ET IMPORTANCE DE L'AGENT D'AFFAIRES DU SYNDICAT. (JOSEPH PELCHAT).

R-020747-006

AGENT DU PERSONNEL

SOME UNFINISHED BUSINESS IN THE PROFESSIONALIZATION OF THE PERSONNEL MAN. LE SPECIALISTE DU PERSONNEL EST-IL UN PROFESSIONNEL? RAISONS DE CETTE TENDANCE VERS LA PROFESSION. TRAITS ESSENTIELS ET CARACTERES SECONDAIRES DE LA PROFESSION. (OSWALD HALL).

R-160361-315

AGENTS ECONOMIQUES

POSSIBILITES ET CONDITIONS DE COLLABORATION ENTRE LES AGENTS DE L'ECONOMIE. LES LIBERTES SONT LA BASE DE LA COLLABORATION ET IL FAUT ELABORER DES FORMULES PROPRES A ASSURER L'EXERCICE SIMULTANE DE PLUSIEURS LIBERTES. (JEAN-REAL CARDIN).

R-150460-487

AGRICULTURE

APPROACHES TO THE INDUSTRY COUNCIL IDEA IN THE UNITED STATES. PROGRES DE L'IDEE DES CONSEILS INDUSTRIELS. POSSIBILITE DE DEVELOPPER CE SYSTEME DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES PROFESSIONS LIBERALES. (GERALD S. SCHNEPP S.M. AND ISABELLE MORELLO).

R-090454-381

LE ROLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS (II). ROLE DES SYNDICATS DANS DIFFERENTS DOMAINES TELS QUE L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT, L'AUTOMATION, LE CHOMAGE, ETC. (LEON DALE).

R-180263-230

ALCAN

ENTRAINEMENT POUR LE PERSONNEL DE CARRIERE INDUSTRIELLE. DESCRIPTION, FONCTIONNEMENT ET RESULTATS DU SYSTEME D'ENTRAINEMENT DU PERSONNEL ETABLI PAR L'ALUMINIUM COMPANY OF CANADA. (F.D. BARRETT).

R-090354-206

LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE. MYTHE OU REALITE? LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE QUEBECOISE EST POSSIBLE, NECESSAIRE ET AVANTAGEUX. EXEMPLE DE L'ALCAN OU LE BILINGUISME EST UNE REALITE. (AIME GAGNE).

R-230368-466

ALIENATION DES TRAVAILLEURS

CANADIAN INDUSTRIAL RELATIONS. THE TASK FORCE REPORT. EVALUATION GENERALE DU RAPPORT WOODS. EXAMEN DE QUELQUES DONNEES SUR LES GREVES DANS LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS. L'ALIENATION DES TRAVAILLEURS ET QUELQUES PROBLEMES ECONOMIQUES. (ADOLF STURMTHAL).

R-240369-489

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. HISTORIQUE DES SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES AU CANADA. NATURE, STRUCTURES ET PROBLEMES INTERNES DE L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. (CLAUDE A. EDWARDS).

R-230468-624

ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC ET AL. NOTES DE QUATRE JUGES DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE).

R-080453-398

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE).

R-080353-328

LA CRO EXCEDE DE NOUVEAU SA JURIDICTION DANS LE CAS DE L'ALLIANCE. CAS DU REJET D'UNE REQUETE EN RECERTIFICATION DE L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL.

R-130158-075

AMBIANCE

FACTEURS D'AMBIANCE. RENDEMENT ET HUMANISATION DU TRAVAIL. ACCROISSEMENT DU RENDEMENT DES TRAVAILLEURS PAR L'AMELIORATION DES FACTEURS D'AMBIANCE. (PIERRETTE SARTIN) **R-240169-003**

AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION

DECLARATION DE PRINCIPES SUR LES DROITS CIVILS DANS LE FONCTIONNARISME. DECLARATION DE L'AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION SUR LE DROIT D'ASSOCIATION, LE DROIT DE GREVE ET L'ATELIER SYNDICAL. **R-140459-598**

AMERICAN FEDERATION OF LABOR

DEVELOPMENT OF RELATIONS BETWEEN CANADIAN AND AMERICAN NATIONAL TRADE UNION CENTERS 1886-1925. EVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LA CMTC ET L'AFL. (BRIAN C. WILLIAMS). **R-200265-340**

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. ACTION POLITIQUE DE L'AFL, DU CIO ET DE L'AFL-CIO. (LEON A. DALE). **R-170462-422**

LES SYNDICATS DANS LA VIE AMERICAINE. LE PASSE DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN (AFL ET CIO): DEBUTS DU MOUVEMENT; CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET DIFFICULTES DE L'AFL; ASCENSION DU MOUVEMENT DANS LES ANNEES 40. (LEON A. DALE). **R-170362-304**

AMIANTE

LA GREVE DE L'AMIANTE: VERSION NOUVELLE. ANALYSE COMPLETE DES DOSSIERS DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES RELATIFS A LA GREVE DE L'AMIANTE SURVENUE EN 1949 A ASBESTOS, THETFORD-LES-MINES ET AUTRES ENDROITS DE LA REGION. (ALFRED CHARPENTIER). **R-190264-217**

ANCIENNETE

ANCIENNETE - ASSIGNATION DE TRAVAIL HORS DES LIMITES GEOGRAPHIQUES DE L'UNITE DE NEGOCIATION. **R-210366-447**

ANCIENNETE ET MISE A PIED. CE QUI DOIT GUIDER LES ARBITRES ET LES PARTIES DANS LE CHOIX DE L'UNITE DE BASE DE L'ANCIENNETE. EXTRAIT D'UNE DECISION ARBITRALE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-160161-089**

ANCIENNETE. SIGNIFICATION DE L'EXPRESSION 'ANNEES DE SERVICE' DANS UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL. ANCIENNETE ACCUMULEE AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION. **R-180163-106**

ARBITRAGE EN MATIERE D'ANCIENNETE. (EMILE GOSSELIN). **R-130358-337**

CLAUDE D'ANCIENNETE. CRITERES DE DETERMINATION DE LA QUALIFICATION. **R-140459-608**

CONGEDIEMENT - MISE-A-PIED SUIVIE DE NON-RAPPEL AU TRAVAIL - CONDITIONS AUXQUELLES L'ANCIENNETE PREFERENTIELLE PEUT S'APPLIQUER. **R-200365-567**

GRIEF D'ANCIENNETE: UNE NOUVELLE CONVENTION ANNULE-T-ELLE LES CONVENTIONS ANTERIEURES? **R-140359-419**

ANCIENNETE (SUITE)

L'ANCIENNETE. PROBLEMES DU REEMBAUCHAGE ET DE LA PROMOTION EN RAPPORT AVEC L'ANCIENNETE ET LA COMPETENCE. (JEAN-H. GAGNE). **R-110356-195**

LA PROCEDURE DE GRIEF A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. DECISION ARBITRALE SUR L'OBLIGATION FAITE A L'EMPLOYEUR PAR L'ARTICLE 24 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE RESPECTER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ENTRE AUTRES, LES CLAUSES DE CONGEDIEMENT ET D'ANCIENNETE. **R-150160-126**

LA SENIORITE DANS LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-H. GAGNE). **R-070352-188A**

LAY-OFF SENIORITY CLAUSE AND MANAGEMENT RIGHTS. **R-140459-614**

PROMOTION INTERDEPARTEMENTALE ET ANCIENNETE. (EMILE GOSSELIN). **R-140159-089**

SENIORITY-NATURE AND SCOPE OF DISCRETION FOR A COMPANY IN APPLYING A SENIORITY CLAUSE. POWER OF THE BOARD TO FIND AGAINST THE COMPANY. **R-160461-481**

THE SINGER MANUFACTURING CO. LTD ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; REGIME DE SENIORITE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-123A**

ANNEES DE SERVICE

ANCIENNETE. SIGNIFICATION DE L'EXPRESSION 'ANNEES DE SERVICE' DANS UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL. ANCIENNETE ACCUMULEE AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION. **R-180163-106**

APPRENTISSAGE

AIDE A L'APPRENTISSAGE. PRINCIPE DE BASE, ASPECT MORAL ET SOCIAL, REALISATIONS ET AVENIR DE CETTE LOI. (CHARLES E. THERIEN). **R-070452-287**

APRES DIX ANS D'APPRENTISSAGE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RESULTATS DES COURS DE FORMATION DONNES A DES OPERATEURS, DES OUVRIERS QUALIFIES, ET DES CADRES PAR LA COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD). **R-110356-208**

BINDING AUTHORITY OF A PREVIOUS AWARD TRIAL PERIOD DENIED. LA PERIODE D'ENTRAINEMENT OU D'APPRENTISSAGE D'UN TRAVAIL. **R-160261-252**

L'APPRENTISSAGE ET LES STATISTIQUES. UTILITE DES STATISTIQUES DANS LE SYSTEME D'APPRENTISSAGE QUEBECOIS. (CHARLES-E. THERIEN). **R-060150-026**

L'APPRENTISSAGE. PRINCIPES DE LA LOI DE L'AIDE A L'APPRENTISSAGE ET SON APPLICATION DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD). **C-000146-041**

LA FORMATION PROFESSIONNELLE. HISTORIQUE ET PROBLEMES NOUVEAUX DE L'APPRENTISSAGE. (GABRIEL ROUSSEAU). **C-000348-053**

APPRENTISSAGE (SUITE)

LABOUR-MANAGEMENT COOPERATION IN APPRENTICESHIP. COLLABORATION DE L'EMPLOYEUR ET DE L'EMPLOYÉ DANS LA FORMATION DES APPRENTIS DES MÉTIERS DU BATIMENT. (J.L.E. PRICE).

R-030948-139

LE RECRUTEMENT, LA SÉLECTION ET LE PLACEMENT DES APPRENTIS DU BATIMENT. MÉTHODES EN VIGUEUR DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT À MONTREAL, CHICOUTIMI, HULL ET SHERBROOKE. (CHARLES-É. THÉRIEN).

R-060351-084

LES CENTRES D'APPRENTISSAGE. RÉSUMÉ DE LA NOUVELLE LOI D'AIDE À L'APPRENTISSAGE ET DE SES IMPLICATIONS.

R-010145-005

LES JEUNES ET LES MÉTIERS DU BATIMENT. ATTITUDE DES JEUNES DEVANT L'APPRENTISSAGE DANS LES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION. (MARCEL CLEMENT).

R-040649-054

RÉALISATIONS PROFESSIONNELLES, LA COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE: VUE D'ENSEMBLE, RÉSULTATS, PLACEMENT DES APPRENTIS. (LÉONCE GIRARD).

R-050850-073

UNE COMMISSION D'APPRENTISSAGE DES MÉTIERS DU BATIMENT. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES MÉTIERS DU BATIMENT DE MONTREAL. (J.L.E. PRICE).

R-031048-151

UNE POLITIQUE DE L'APPRENTISSAGE (I). PROBLÈME ET CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE. (GÉRARD TREMBLAY).

R-020246-008

UNE POLITIQUE DE L'APPRENTISSAGE (II). INITIATIVES PRISES PAR DEUX COMMISSIONS D'APPRENTISSAGE DEPUIS LEUR FORMATION, SOIT CELLE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE MONTREAL ET CELLE DES MÉTIERS DU BATIMENT DE MONTREAL. (GÉRARD TREMBLAY).

R-020446-008

ARBITRAGE

À UN CARREFOUR DES RECOURS EN DROIT DU TRAVAIL, LE CODE DU TRAVAIL ACCORDE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL LA JURIDICTION EXCLUSIVE POUR DÉCIDER SI UN SALAIRE A ÉTÉ CONGÉDIÉ POUR ACTIVITÉS SYNDICALES, MÊME SI UN ARTICLE DE LA CONVENTION TRAITE DE CETTE QUESTION. L'ARBITRE DES GRIEFS N'EST PAS COMPÉTENT POUR RÉGLER CE LITIGE. (FERNAND MORIN).

R-230468-677

APERÇU SUR LA CONCILIATION, RÔLE DU SERVICE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE AU QUÉBEC ET STATISTIQUES SUR LES INTERVENTIONS DE CE SERVICE. (LOUIS-DE-GONZAGUE GOSSÉLIN).

R-090153-069

APPEL À UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES, ABSENCE DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-487

ARBITRABILITÉ DES GRIEFS ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. RÔLES DU CONCILIATEUR LORS DE LA NÉGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE, ET DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION, RÔLES DE LA DIRECTION ET DU SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNON).

C-001560-102

ARBITRAGE (SUITE)

ARBITRAGE. ARBITRABILITÉ D'UN GRIEF; ÉQUITÉ ET BONNE CONSCIENCE; VIE PRIVÉE DE L'EMPLOYÉ; RUPTURE ET SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL. (ROGER CHARTIER).

R-130158-082

ARBITRAGE. CRITÈRES DE DÉTERMINATION DES SALAIRES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-190464-511

BREF DE PROHIBITION ET CONSEIL D'ARBITRAGE. DÉCISION SUR LA COMPÉTENCE JURIDIQUE D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110155-057

CLAUSES D'ARBITRAGE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES.

R-010145-003A

COMPARATIVE SETTLEMENT OF LABOUR DISPUTES IN UNITED STATES AND CANADA. RÉGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT ET DES CONFLITS D'INTÉRÊT. L'ASSOCIATION AMÉRICAINE D'ARBITRAGE. (H.D. WOODS).

R-090354-215

CONCILIATION, ARBITRAGE ET TRIBUNAUX DU TRAVAIL. DIFFÉRENTS MÉCANISMES QUI ONT POUR BUT DE RÉGLER LES CONFLITS DE TRAVAIL AU QUÉBEC. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000146-065

CONFLITS ET ARBITRAGE. PROCÉDURES QUI DEVRAIENT ÊTRE ÉTABLIES POUR PRÉVENIR ET RÉGLER LES CONFLITS D'INTÉRÊT. (GÉRARD TREMBLAY).

R-010646-003

CONSEIL D'ARBITRAGE ET CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE. UN CONSEIL D'ARBITRAGE NE PEUT MODIFIER LE CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE.

R-150260-266

CONSIDÉRATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953. ÉTUDE COMPARATIVE DES CAUSES D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES PAYÉES, LES CONGÉS STATUTAIRES, LES HEURES DE TRAVAIL, LA RÉTROACTIVITÉ ET LA SÉCURITÉ SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL).

R-090153-029

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION (II). DÉCISIONS RELATIVES AUX SOUS-CONTRATS. COMPARAISONS ENTRE LES SENTENCES ARBITRALES QUÉBÉCOISES, AMÉRICAINES ET ANGLO-CANADIENNES. (PIERRE VERGE).

R-180363-334

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION. LES SOUS-CONTRATS ET L'ARBITRAGE. THÉORIES ARBITRALES RELATIVES AU DROIT DE LA GÉRANCE ET ÉTUDE DES SOLUTIONS APPORTÉES PAR LES ARBITRES AUX GRIEFS RELATIFS À L'OCTROI DE SOUS-CONTRATS. (PIERRE VERGE).

R-180263-162

DAMAGES AWARDED BY ARBITRATION BOARD. APPLICATION FOR CERTIORARI TO QUASH AWARD. WETHER BOARD HAS POWER TO AWARD AND ASSESS DAMAGES. DOMMAGES-INTÉRÊTS ATTRIBUÉS ET ÉVALUÉS PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-479

DAMAGES-POWER OF BOARD TO AWARD. POUVOIR D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'ATTRIBUER DES DOMMAGES-INTÉRÊTS.

R-160461-475

DÉNONCIATION DU CHEF OUVRIER MICHEL CHARTRAND LORS D'UN ARBITRAGE. (JEAN H. GAGNE).

R-070352-191A

ARBITRAGE (SUITE)

DISCUSSION-SYNTHESE SUR LA NEGOCIATION ET L'ARBITRAGE DANS LE DOMAINE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (MARCEL PEPIN, W. GORDON DONNELLY).

C-001560-126

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION DU ROYAUME-UNI ET DE L'ETAT LIBRE D'IRLANDE.

R-060351-072

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. II- ETATS-UNIS D'AMERIQUE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION AMERICAINE.

R-060251-052

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION FRANCAISE.

R-060451-115

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE LA CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL SELON LES PRINCIPALES LOIS DU CANADA ET DU QUEBEC.

R-060150-011

GRIEFS APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE A JURIDICTION POUR ENTENDRE UN GRIEF, MEME S'IL NAIT APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

R-150360-372

GRIEVANCES AND THIRD-PARTY INTERVENTION. LE GRIEF COMME FORME DE CONFLIT. ROLE DE LA MEDIATION OU DE LA CONCILIATION. (ROGER CHARTIER).

R-150260-193

L'INTERPRETATION ARBITRALE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. DEFINITION RESTRICTIVE DE L'INTERPRETATION D'UNE CLAUSE DONNEE PAR UN ARBITRE PATRONAL. (ME MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-140159-101

LA RETROACTIVITE DANS LES RAPPORTS D'ARBITRAGE EN 1958. STATISTIQUES SUR LE SUJET.

R-150260-267

LE CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE: DISCRETION DE L'EMPLOYEUR OU DE L'ARBITRE. DECISION DE LA COUR SUPREME DU CANADA QUI ENLEVE A L'ARBITRE LE POUVOIR DE SUBSTITUER SON JUGEMENT A CELUI DE L'EMPLOYEUR QUANT AU CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE. (RENE DUSSAULT, PIERRE VERGE).

R-240169-199

LE POUVOIR DE SANCTION DE L'ARBITRE DE GRIEF ET LE CONTROLE JUDICIAIRE. (FERNAND MORIN).

R-240469-768

LE REGLEMENT DES DIFFERENDS TOUCHANT L'EXERCICE DU POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR, Y COMPRIS LE RENVOI. SOURCES, PRINCIPES GENERAUX ET DIFFERENTES TECHNIQUES ARBITRALES ET JUDICIAIRES QUI ONT COURS DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS D'ORDRE DISCIPLINAIRE AU QUEBEC. (JEAN-REAL CARDIN).

R-190264-149

LES ARBITRES NOMMES PAR LES PARTIES SONT-ILS LIES PAR LES DELAIS DE PROCEDURE ETABLIS A LA CONVENTION COLLECTIVE? (FERNAND MORIN).

R-240369-589

ARBITRAGE (SUITE)

LES LENDEMAINS DE L'ARRET PORT ARTHUR SHIPBUILDING. ATTITUDE DES ARBITRES DEPUIS CET ARRET DE LA COUR SUPREME, RELATIF A LEURS POUVOIRS EN MATIERE DE CONTROLE DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE IMPOSEE PAR L'EMPLOYEUR. (ROBERT GAGNON ET PIERRE VERGE).

R-250270-349

LES POLICIERS ET L'ARBITRAGE. CONSIDERATIONS SUR LA SITUATION QUE VIVENT LES EMPLOYES DES SERVICES PUBLICS ET EN PARTICULIER DES POLICIERS. PROPOSITIONS POUR DES RELATIONS DE TRAVAIL AMELIOREES. (FABienne TOUSIGNANT).

R-110356-134

LES ROLES FUTURS DE L'ARBITRAGE STATUTAIRE ET DE L'ARBITRAGE CONVENTIONNEL. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT QUI NAISSENT DE L'INTERPRETATION OU DE L'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000954-059

NEGOCIABILITE ET ARBITRABILITE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSEQUENCES DE LA MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL ET DE L'INTRODUCTION DE NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL, DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE ACTUELLE ET PROJET DE SOLUTION. (MARIUS BERGERON).

C-001560-115

PROCEDURES A SUIVRE DEVANT LES CONSEILS D'ARBITRAGE ET PRESENTATION DE LA PREUVE. (JEAN H. GAGNE).

R-100255-128

PROCEDURES DEVANT LES CONSEILS D'ARBITRAGE. (JEAN H. GAGNE).

R-080152-068

QUI DOIT ASSERMENTER LES TEMOINS. NULLITE D'UNE SENTENCE ARBITRALE, EN CONSIDERANT COMME ILLEGALE L'ASSERMEMENT DES TEMOINS PAR LE GREFFIER. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-040549-045

RECOMMANDATIONS DES NEGOCIATIONS DIRECTES AU COURS DE L'ARBITRAGE: REOUIVRE LES NEGOCIATIONS DIRECTES ET ESSAYER DE S'ENTENDRE AVANT DE CONTINUER LES PROCEDURES. (JEAN-H. GAGNE).

R-070452-309

REMARQUES D'UN ARBITRE SUR LA FACON DE PROCEDER D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).

R-100455-284

REPRESENTATION COLLECTIVE ET REPRESENTATIONS INDIVIDUELLES DEVANT L'ARBITRE DES GRIEFS. DROITS D'UN SALARIE A PARTICIPER PERSONNELLEMENT A LA PROCEDURE D'ARBITRAGE DANS LE CAS OU LE SYNDICAT ACCREDITE DOIT Y SOUTENIR UNE POSITION ALLANT A L'ENCONTRE DE SON INTERET. EXEMPLE ANALYSE PAR LA COUR SUPREME DU CANADA. (PIERRE VERGE).

R-230268-356

SENIORITY-NATURE AND SCOPE OF DISCRETION FOR A COMPANY IN APPLYING A SENIORITY CLAUSE. POWER OF THE BOARD TO FIND AGAINST THE COMPANY.

R-160461-481

SERVICES PUBLICS-POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'AMENDER SA PROPRE SENTENCE.

R-170362-327

ARBITRAGE (SUITE)

SOME BASIC ISSUES IN LABOUR-MANAGEMENT ARBITRATION. NATURE ET CHAMP DE CE PROCÉDE; SES FACTEURS ESSENTIELS, BUTS ET FONCTIONS; PROBLÈMES DU DROIT DE GERANCE DANS CE CONTEXTE; ROLE DES REGLES D'EQUITE ET DES PRATIQUES EN USAGE; ROLE DE L'ARBITRE; DIFFICULTES TECHNIQUES LORS DES DIVERS ARBITRAGES. (ROGER CHARTIER).

R-170262-127

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. RECONNAISSANCES SYNDICALES. CONVENTIONS COLLECTIVES ET ARBITRAGE.

R-040949-089

STATISTIQUES ET INFORMATION. RELEVÉ DES ARBITRAGES EN COURS ET DES SENTENCES RENDUES ENTRE LE 1ER ET LE 31 OCTOBRE 1949.

R-050349-028

STATISTIQUES ET INFORMATION. RELEVÉ DES SENTENCES ARBITRALES RENDUES ENTRE LE 1ER ET LE 30 AVRIL 1950.

R-050850-079

STATISTIQUES ET INFORMATION. RELEVÉ DES SENTENCES RENDUES ET DES ARBITRAGES EN COURS ENTRE LE 1ER ET LE 30 NOVEMBRE 1949.

R-050550-050

TECHNIQUE DE LA CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE. TECHNIQUE DES RELATIONS DE TRAVAIL QUI CONDITIONNE LA REUSSITE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000449-019

TENDANCES DU DROIT ANGLO-AMERICAIN DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT. SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DES ARBITRAGES AU CANADA EN GREFFANT SUR LES STRUCTURES CANADIENNES CERTAINES QUALITES DES PROCEDURES AMERICAINES. (H.D. WOODS).

C-000954-105

THE STATE AS EMPLOYER AND THE CIVIL SERVICE. LES RELATIONS DE TRAVAIL POUR LES EMPLOYES CIVILS: ASSOCIATION SYNDICALE, NEGOCIATION COLLECTIVE DIRECTE, ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET AUTRES CONSIDERATIONS PRATIQUES. (S.J. FRANKEL).

R-180363-318

Y-A-T-IL LIEU A UN BREF DE PROHIBITION CONTRE UN CONSEIL D'ARBITRAGE? JUGEMENT DE LA COUR SUPERIEURE DU DISTRICT DE QUEBEC QUI A TRAIT AUX POUVOIRS DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET A LA POSSIBILITE DE PRENDRE CONTRE CES DERNIERS UN BREF DE PROHIBITION. (JEAN-H. GAGNE).

R-090354-287**ARBITRAGE DES PRIX**

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE REGIE ELEMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE PUBLICITE SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE PRIX. (GERARD PICARD).

C-000752-139**ARBITRAGE OBLIGATOIRE**

CONFLITS DE TRAVAIL ET ARBITRAGE OBLIGATOIRE. ARGUMENTS CONTRE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE DES CONFLITS D'INTERET. (GERARD DION).

R-020647-003**ARBITRAGE STATUTAIRE**

LES ROLES FUTURS DE L'ARBITRAGE STATUTAIRE ET DE L'ARBITRAGE CONVENTIONNEL. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT QUI NAISSENT DE L'INTERPRETATION OU DE L'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000954-059**ARBITRE**

LES ARBITRES ONT-ILS JURIDICTION POUR DECIDER DES MOYENS DE DROIT PRESENTES AU COURS DE L'ARBITRAGE PAR L'UNE DES PARTIES? (JEAN GAGNE).

R-040248-020

LES PARTIES DEVRONT PAYER LEURS ARBITRES. ARRETE MINISTERIEL OBLIGEANT LES PARTIES A PAYER LEURS ARBITRES DANS LES CAS DE GRIEFS OU D'INTERPRETATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

R-090354-299

POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR ET LE CONTROLE DE L'ARBITRE. CETTE DECISION MET EN RELIEF LES LIMITES DU POUVOIR DE L'ARBITRE. LES BASES DE SON AUTORITE ET LE SENS QU'IL FAUT DONNER A L'EXPRESSION 'JUGER SELON L'EQUITE ET LA BONNE CONSCIENCE'. (FERNAND MORIN).

R-220167-116**ARBITRE UNIQUE**

LE PRESIDENT DE CONSEIL D'ARBITRAGE ET L'ARBITRE UNIQUE DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS DE TRAVAIL. LES ATTITUDES DES PRESIDENTS ET DES ARBITRES EN LES CLASSIFIANT SELON LES TENDANCES JURIDIQUE, SOCIOLOGIQUE, MEDIATIONNISTE ET COMPROMISSIONNISTE. (FRANCOIS CHEVALIER).

R-210266-243**ARTISAN**

LA DEFINITION DE L'ARTISAN ET LE COMITE PARITAIRE.

R-130158-080**ASSERMENTATION DES TEMOINS**

QUI DOIT ASSERMENTER LES TEMOINS. NULLITE D'UNE SENTENCE ARBITRALE, EN CONSIDERANT COMME ILLEGALE L'ASSERMENTATION DES TEMOINS PAR LE GREFFIER. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-040549-045**ASSISTANCE SOCIALE**

LE CONCEPT DU 'WELFARE STATE'. ESSAI D'INTERPRETATION SOCIOLOGIQUE DU CONCEPT QUI DESIGNE LE REGIME PARTICULIER D'ORIENTATION ECONOMIQUE ET D'ASSISTANCE SOCIALE, A MI-CHEMIN ENTRE LE REGIME DU 'LAISSEZ FAIRE' ET LE REGIME SOCIALISTE. (MAURICE TREMBLAY).

R-060251-042**ASSOCIATION**

ASSOCIATION ET CORPORATION. DECISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES PRECISANT LES CONCEPTS D'ASSOCIATION ET DE CORPORATION.

R-030347-044**ASSOCIATION AMERICAINE D'ARBITRAGE**

COMPARATIVE SETTLEMENT OF LABOUR DISPUTES IN UNITED STATES AND CANADA. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT ET DES CONFLITS D'INTERET. L'ASSOCIATION AMERICAINE D'ARBITRAGE. (H.D. WOODS).

R-090354-215

**ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS
CANADIENS**

A STATEMENT ON INDUSTRIAL RELATIONS BY
THE CANADIAN MANUFACTURERS
ASSOCIATION. FONCTION ESSENTIELLE DE
L'INDUSTRIE ET DES CONDITIONS DE SON
EFFICACITE. **R-100455-294A**

ASSOCIATION DES MARCHANDS DETAILLANTS

ORIENTATION NOUVELLE. TRANSFORMATIONS
DE LA STRUCTURE, DES STATUTS ET DE LA
JURIDICITION DE L'ASSOCIATION DES
MARCHANDS DETAILLANTS. (JULES GOBEIL).
R-100255-124

LES EPICIERS DEVRAIENT-ILS FORMER UNE
CORPORATION? JOURNEE D'ETUDE DE LA
SECTION DE QUEBEC DE L'ASSOCIATION DES
MARCHANDS-DETAILLANTS. (EMILE GOSSELIN &
CHARLES LEMELIN). **R-140159-059**

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN

L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN ET LES
RELATIONS INDUSTRIELLES. RESOLUTIONS
ADOPTÉES PAR CETTE ASSOCIATION.
R-090254-173

ASSOCIATION PATRONALE

A PROPOS DE SYNDICALISME PATRONAL. SENS
ET NECESSITE DES ASSOCIATIONS PATRONALES
SELON LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE.
(GERARD DION). **R-020146-005**

CONGRES OUVERTS. DES CHEFS OUVRIERS
ASSISTENT AU CONGRES D'UNE IMPORTANTE
ASSOCIATION PATRONALE ET VICE VERSA.
R-010245-005

DIRECTIVES AUX PATRONS CATHOLIQUES.
DISCOURS A L'OCCASION DE L'AUDIENCE
ACCORDEE AUX ASSOCIATIONS PATRONALES.
(PIE XII). **R-040949-081**

EMPLOYERS AND EMPLOYERS ASSOCIATIONS IN
THE NETHERLANDS INDUSTRIAL SYSTEM. ROLE
DES EMPLOYEURS INDIVIDUELS. STRUCTURE,
FONCTIONNEMENT ET PLURALISME DE LEURS
ASSOCIATIONS. (JOHN P. WIND MULLER)
R-220167-047

L'ACTION PATRONALE CATHOLIQUE AU
CANADA-FRANCAIS. RAPPEL DE LA DOCTRINE
PONTIFICALE ET ANALYSE DE LA SITUATION AU
CANADA-FRANCAIS. (GERARD DION).
R-120457-348

LE MOUVEMENT PATRONAL CATHOLIQUE. SES
TACHES ET SES MOYENS D'ACTION. (JACQUES
DE STAERCKE). **R-120457-284**

LES GROUPEMENTS PATRONAUX. ANALYSE ET
CLASSIFICATION. (GERARD DION).
R-080453-350

NECESSITE DES ASSOCIATIONS PATRONALES.
IMPORTANCE DU REGROUPEMENT DES
EMPLOYEURS EN ASSOCIATION FACE A LA
SYNDICALISATION CROISSANTE DES
TRAVAILLEURS. (JEAN-PIERRE DESPRES).
R-010245-009

TECHNIQUE D'ORGANISATION PATRONALE.
NATURE, ROLES ET DIFFICULTES
D'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS
PATRONALES. (LOUIS BILODEAU).
C-000449-045

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES
INDUSTRIELS**

L'A.P.I. EN CONGRES A MONTREAL.
COMPTE-RENDU DU 6IEME CONGRES DE CETTE
ASSOCIATION. (L. MOREAU).
R-060150-028

L'API ET LES RELATIONS
PATRONALES-OUVRIERES. MEMOIRE ANNUEL.
R-130358-342

LE CINQUIEME CONGRES DE L'A.P.I.
COMPTE-RENDU DU CONGRES DONT LE THEME
ETAIT: 'LE PATRON ET SON ENTREPRISE'.
(GASTON CHOLETTE). **R-050349-026**

MEMOIRES DES GROUPEMENTS
PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT
PROVINCIAL. MEMOIRES ANNUELS PRESENTES
PAR LA C.T.C.C., LA LA F.P.U.I., LA F.T.Q. ET
L'A.P.I. **R-080253-250**

MEMOIRES DES GROUPEMENTS
PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT
PROVINCIAL. CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, LA
FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC,
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES
INDUSTRIELS. **R-090254-174**

POUR LA CREATION D'UN CONSEIL PROVINCIAL
DU PATRONAT. RESOLUTIONS DU XVIIIIE
CONGRES ANNUEL DE L'ASSOCIATION
PROFESSIONNELLE DES INDUSTRIELS.
(GEORGES-HENRI DAGNEAU).
R-170462-465

ASSOCIATION VOLONTAIRE

SYNDICATS NON-INCORPORES ET POUVOIRS DE
POURSUIVRE EN JUSTICE. REJET D'UNE ACTION
EN RECOURS DE FONDS VOLES FAITE
PAR UNE ASSOCIATION VOLONTAIRE.
R-150160-131

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

FACTEURS DETERMINANT LE TRAITEMENT DE
L'INSTITUTEUR LAIC. ROLE DE L'ETAT ET DES
ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. (EMILE
GOSSELIN). **R-100255-096**

LE ROLE DU CONSEILLER MORAL DANS LES
ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. RAISONS DE
SON EXISTENCE, SES DROITS ET SES DEVOIRS.
(GERARD DION). **R-070151-027**

ASSURANCE FAMILIALE

L'ASSURANCE FAMILIALE. PRINCIPES,
AVANTAGES ET FONCTIONNEMENT D'UN PLAN
FAMILIAL ETABLI PAR L'ASSURANCE-VIE
DES JARDINS. (JOSEPH NAPIER).
R-080453-388

ASSURANCE VIEILLESSE

QUAND NOUS SERONS VIEUX... RETROSPECTIVE
DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE
D'ENQUETE DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES SUR LA SECURITE DU VIEIL AGE.
CONCLUSIONS DU COMITE ET VUES EXPRIMEES
PAR LES PRINCIPALES ORGANISATIONS
OUVRIERES ET PATRONALES. (GERARD
TREMBLAY). **R-060251-035**

ASSURANCE-CHOMAGE

GUARANTEED WAGES, COMPANY UNEMPLOYMENT BENEFITS AND THE NEW UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT. FACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA COORDINATION POSSIBLE DE L'ASSURANCE-CHOMAGE AVEC LES DIFFÉRENTS PLANS DE 'SALAIRES GARANTIS' DE CERTAINES COMPAGNIES. (C.F. OWEN).

R-110256-098

GUARANTEED WAGES AND UNEMPLOYMENT INSURANCE IN CANADA. ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES AMÉRICAINS ET CANADIENS D'ASSURANCE-CHOMAGE ET INCIDENCE DES NOUVEAUX PLANS DE SALAIRE GARANTI SUR CES SYSTÈMES. (C.F. OWEN).

R-100455-237

LA CSN, LE CHOMAGE, L'ASSURANCE-CHOMAGE ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE ÉCONOMIQUE. MÉMOIRE ANNUEL DE LA CSN AU CABINET FÉDÉRAL.

R-170362-346

LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN ÊTRE RECOMMANDE LA SÉPARATION DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT ET DE LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE ET UNE RÉVISION FONDAMENTALE DU PROGRAMME DE L'ASSURANCE-CHOMAGE.

R-160261-264

MÉMOIRE DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA À LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE.

R-080453-406

ASSURANCE-GROUPE

ASSURANCE-GROUPE - RÉDUCTION DES PRIMES PAYABLES PAR LA COMPAGNIE ET LES EMPLOYÉS À LA SUITE DE L'ADOPTION DE LA LOI DE L'ASSURANCE HOSPITALISATION DU QUÉBEC.

R-170362-333

L'ASSURANCE-GROUPE ET LES CONVENTIONS COLLECTIVES. ANALYSE DES CLAUSES D'ASSURANCE-GROUPE INCLUSES DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES, LES DIFFICULTÉES DANS LEUR NÉGOCIATION ET LEUR APPLICATION PRATIQUE. (PAUL MICHAUD).

R-150260-209

ASSURANCE-HOSPITALISATION

ASSURANCE-GROUPE - RÉDUCTION DES PRIMES PAYABLES PAR LA COMPAGNIE ET LES EMPLOYÉS À LA SUITE DE L'ADOPTION DE LA LOI DE L'ASSURANCE HOSPITALISATION DU QUÉBEC.

R-170362-333

IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ AU CANADA. MESURES GOUVERNEMENTALES DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES FINANCIERS DE LA MALADIE ET DE L'HOSPITALISATION. (CLAUDE MORIN).

R-150260-239

ASSURANCE-MALADIE

IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ AU CANADA. MESURES GOUVERNEMENTALES DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES FINANCIERS DE LA MALADIE ET DE L'HOSPITALISATION. (CLAUDE MORIN).

R-150260-239

LE RISQUE DE MALADIE AU POINT DE VUE SOCIAL. DÉFINITION DU PROBLÈME ET REMÈDES. (RENE PARE).

C-000651-071

ASSURANCE-SANTÉ

IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ AU CANADA. MESURES GOUVERNEMENTALES DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES FINANCIERS DE LA MALADIE ET DE L'HOSPITALISATION. (CLAUDE MORIN).

R-150260-239

LES CENTRALES OUVRIÈRES DU QUÉBEC ET L'ASSURANCE-SANTÉ. MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT PAR LA CTCC ET LA FTQ.

R-130258-175

ASSURANCE-VIE

L'ASSURANCE FAMILIALE. PRINCIPES, AVANTAGES ET FONCTIONNEMENT D'UN PLAN FAMILIAL ÉTABLI PAR L'ASSURANCE- VIE DES JARDINS. (JOSEPH NAPIER).

R-080453-388

ATELIER FERME

CLAUSES D'ATELIER SYNDICAL ET D'ATELIER FERME. DÉFINITIONS. (GERARD DION).

R-010546-002

LA SÉCURITÉ SYNDICALE ET LE SYNDICAT. FORME ET IMPORTANCE DE LA SÉCURITÉ SYNDICALE. ÉTUDE DU CAS DE L'ATELIER FERME AVEC EXEMPLES CONCRETS. (GERARD PICARD).

R-020847-002

SÉCURITÉ SYNDICALE. DÉFINITIONS DES CLAUSES D'ATELIER FERME, D'ATELIER SYNDICAL, DE MAINTIEN D'AFFILIATION, DE PRÉFÉRENCE SYNDICALE ET DE RETENUE SYNDICALE. (GERARD DION).

R-010245-005A

ATELIER PRÉFÉRENTIEL

L'ATELIER PRÉFÉRENTIEL. DÉFINITION, CARACTÉRISTIQUES ET MODÈLE D'UNE TELLE CLAUSE. (GERARD DION).

R-010746-002

ATELIER SYNDICAL

CLAUSES D'ATELIER SYNDICAL ET D'ATELIER FERME. DÉFINITIONS. (GERARD DION).

R-010546-002

DÉCLARATION DE PRINCIPES SUR LES DROITS CIVILS DANS LE FONCTIONNARISME. DÉCLARATION DE L'AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION SUR LE DROIT D'ASSOCIATION, LE DROIT DE GREVE ET L'ATELIER SYNDICAL.

R-140459-598

SÉCURITÉ SYNDICALE. DÉFINITIONS DES CLAUSES D'ATELIER FERME, D'ATELIER SYNDICAL, DE MAINTIEN D'AFFILIATION, DE PRÉFÉRENCE SYNDICALE ET DE RETENUE SYNDICALE. (GERARD DION).

R-010245-005A

ATTITUDE

ATTITUDES PATRONALES. DÉFINITION DES TERMES 'ATTITUDE' ET 'DIRECTION'. FACTEURS D'EXPANSION DES BÉNÉFICES MARGINAUX ET FACTEURS QUI ONT DÉTERMINÉ LA NATURE DES ATTITUDES DE LA DIRECTION ENVERS LES BÉNÉFICES MARGINAUX. (T.H. ROBINSON).

C-001459-065

ATTITUDES DU PERSONNEL

EMPLOYEE ATTITUDE SURVEYS IN THE UNITED STATES. LA RECHERCHE SUR LES ATTITUDES, PROCÉDE PAR QUESTIONNAIRES. CRITIQUE DE CE SYSTÈME. MISE EN APPLICATION ET RESULTATS D'UN NOUVEL OUTIL. (DAVID G. MOORE). **R-110356-150**

AUGMENTATION DE SALAIRES

AUGMENTATION DE SALAIRES. FACTEURS DETERMINANTS. (JEAN H. GAGNE). **R-070151-058**

AUGMENTATION DE SALAIRES. SENTENCES PORTANT SUR LE REFUS D'AUGMENTATION DE SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE). **R-100455-283**

FACTEURS DETERMINANT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES. (JEAN H. GAGNE). **R-070352-189**

LES SALAIRES ET LA RETROACTIVITE. CRITERES POUR ACCORDER LES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ET LA RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-080152-070**

LES SALAIRES. CAS PORTANT SUR L'AUGMENTATION DE SALAIRE LORSQUE LA COMPAGNIE EST DEFICITAIRE ET SUR LA COMMISSION OU BONI ACCORDES AUX EMPLOYES DU COMMERCE. (JEAN-H. GAGNE). **R-110356-198**

REFUS DE PAYER UNE AUGMENTATION CONVENUE DANS UNE CONVENTION COLLECTIVE. **R-050650-059A**

REGENT KNITTING MILLS LIMITED, ST-JEROME ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SENTENCE SUR LE BONI DE VIE CHERE ET LA PERIODE DE REVISION DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE POUR LES REAJUSTEMENTS DE SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-122**

AUTOGESTION

LES RAPPORTS INDUSTRIELS EN YOUGOSLAVIE. ANALYSE DE LA STRUCTURE FORMELLE ET DE LA COMPETENCE DES ORGANES DE L'AUTOGESTION OUVRIERE. RESULTATS DE DEUX RECHERCHES EMPIRIQUES SUR LES ATTITUDES ET OPINIONS DES OUVRIERS CONCERNANT L'AUTOGESTION, LE ROLE DU PARTI ET DES SYNDICATS ET LA SECURITE DES OUVRIERS AU TRAVAIL. (KOSTIC CVETKO). **R-250270-226**

AUTOMATION

ASPECTS TECHNIQUES DE L'AUTOMATION. DEFINITION, TYPES ET DESCRIPTION DES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES RECENTS. (ROGER CHARTIER). **R-110155-045**

AUTOMATION: EVOLUTION OU REVOLUTION. CONSEQUENCES DE L'AUTOMATION ET SON INFLUENCE SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE UNIVERSITAIRES. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-190164-019**

L'AUTOMATION - INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES. PROBLEME HUMAIN DE L'AUTOMATION. SES CONSEQUENCES PROBABLES SUR LA SOCIETE EN GENERAL ET SUR LES TRAVAILLEURS EN PARTICULIER. (ALBERT FAUCHER). **R-110256-087**

L'AUTOMATION. MESSAGE DE L'EPISCOPAT CANADIEN A L'OCCASION DE LA FETE DU TRAVAIL. **R-200165-187**

AUTOMATION (SUITE)

LA THEORIE ECONOMIQUE DE L'AUTOMATION. CRITIQUE DE CERTAINES THEORIES PARTIELLES DE L'AUTOMATION. EBAUCHE D'UNE THEORIE DIFFERENTE DE L'AUTOMATION SUR L'EMPLOI. (FRANCIS EARL BEACH). **R-220367-400**

LE ROLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS (II). ROLE DES SYNDICATS DANS DIFFERENTS DOMAINES TELS QUE L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT, L'AUTOMATION, LE CHOMAGE, ETC. (LEON DALE). **R-180263-230**

LES PROBLEMES POSES PAR L'AUTOMATION. (PIE XII). **R-120357-258**

PROGRES TECHNIQUE ET PROGRES SOCIAL. DIFFICULTES ET MODALITES D'ADAPTATION DE LA TECHNIQUE A L'HUMAIN. (VITTORIO VACCARI). **R-120457-326**

SYNDICALISME ET CULTURE. NOUVELLE RESPONSABILITE DES SYNDICATS FACE A LA TECHNIQUE ET AUX LOISIRS. (GERARD DION). **C-001257-157**

TECHNOLOGY AND UNEMPLOYMENT: A COMPARATIVE STUDY. FACON DONT LES PAYS ESSAIENT DE PREVENIR LES PERTES D'EMPLOI CAUSEES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET COMMENT ILS A DENT LES TRAVAILLEURS CONGEDIÉS A LA SUITE DE L'ACQUISITION DE NOUVELLE MACHINE. (ALBERT A. BLUM). **R-250370-485**

AUTORITE

ALLOCATION D'OUVREURE. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES. PROBLEMES D'AUTORITE AU SEIN DE L'ENTREPRISE. (GERARD TREMBLAY). **C-001055-007**

CONTACTS AND CONFLICTS BETWEEN FOREMAN AND STEWARD. INFLUENCE RECIPROQUE DES OPINIONS ET DES ATTITUDES DE CHACUN. REPARTITION DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE ENTRE LE SYNDICAT ET LA DIRECTION. (F.D. BARRET). **R-110155-025**

CRISE D'AUTORITE DANS LA FAMILLE, DANS LA COMMUNAUTE CIVILE ET DANS L'EGLISE. (ALPHONSE-MARIE PARENT). **C-001055-129**

DISCIPLINARY MEASURES WHERE EXISTS AN ALLEGED VIOLATION OF A COLLECTIVE AGREEMENT. L'OBEISSANCE A UN ORDRE EST OBLIGATOIRE A MOINS QU'ELLE NE CONSTITUE UNE INFRACTION A LA LOI OU QU'ELLE NE METTE EN DANGER LA SECURITE DE L'EMPLOYE. **R-160361-344**

EVALUATION DES FACTEURS TECHNIQUES ET HUMAINS DANS LA DIRECTION. QUELQUES PRINCIPES POUR AMELIORER LE CLIMAT INDUSTRIEL. FONCTIONS DE L'ENTREPRISE. ROLE DE L'AUTORITE ET CONDITION DE SON EXERCICE. (EMILE GOSSELIN). **R-070352-152**

EVOLUTION DANS LES STRUCTURES D'AUTORITE. LIMITES DE LA SPHERE D'AUTORITE DU CHEF D'ENTREPRISE. (JACQUES ST-LAURENT). **C-001055-013**

EVOLUTION DU CHAMP DE NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE EN RELATION AVEC LES PROBLEMES D'AUTORITE AU SEIN DE L'ENTREPRISE. (GASTON CHOLETTE). **C-001055-029**

AUTORITE (SUITE)

L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE. LE FONDEMENT DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE A PROPRIETAIRE UNIQUE ET DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES. (VICTOR MORENCY).

R-050650-056

L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE. NATURE DE L'AUTORITE. LES CONDITIONS DE SON EFFICACITÉ ET LES CONFLITS D'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE SYNDICALE. (ROGER CHARTIER).

C-000853-041

PROBLÈMES DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE. ASPECTS FONDAMENTAUX DE L'AUTORITÉ: NATURE, SOURCE, RELATIONS AVEC LE CONCEPT DE PROPRIÉTÉ. ASPECT PRATIQUE DANS L'ENTREPRISE. (ROGER CHARTIER).

R-090454-333

PROPERTY AND AUTHORITY IN BUSINESS ENTERPRISE. CHANGEMENTS DES DROITS DE GERANCE DANS LE TEMPS. (GERARD DION).

R-160161-030

PROPRIÉTÉ, RESPONSABILITÉ ET DROITS DE LA GERANCE. PROBLÈME DE L'AUTORITÉ DANS L'ENTREPRISE ET SON FONDAMENT MORAL. PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE. (GERARD DION).

C-001560-030

REFORMES DE STRUCTURE. TRANSFORMATION DES CONCEPTS DE PROPRIÉTÉ, PROFIT, AUTORITÉ ET GESTION DE L'ENTREPRISE. (GERARD DION).

R-030347-033

AVIS DE CONGE

AVIS DE CONGE CHEZ LES COMMIS DE MAGASIN. SENTENCE BASÉE SUR L'ARTICLE 1668 DU CODE CIVIL.

R-160361-343

BALISES SALARIALES

INFLATION, WAGE BEHAVIOUR AND LABOR MOBILITY. LA DOCTRINE DE L'INFLATION DUE AUX COUTS. INUTILITÉ DE L'EMPLOI DE LA MÉTHODE DES BALISES SALARIALES VU LA SOUPLESSE ET L'EFFICACITÉ DE LA STRUCTURE DES SALAIRES AU CANADA. FAVORISER UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE. (ALLAN A. PORTER).

R-240369-498

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC

LE BARREAU DE LA PROVINCE ET LA LEGISLATION OUVRIÈRE. RESOLUTIONS ADOPTÉES AU CONGRÈS GÉNÉRAL DU BARREAU DE LA PROVINCE PAR LE COMITÉ DE LEGISLATION OUVRIÈRE.

R-100355-199

BARRETTE, ANTONIO

LE PROJET DE CODE DU TRAVAIL. DECLARATIONS DE L'HONORABLE ANTONIO BARRETTE, MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA COMMISSION SACERDOTALE D'ÉTUDES SOCIALES, ET DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, LORS DU RETRAIT DU BILL 5.

R-040749-068

BENEFICES MARGINAUX

ATTITUDES PATRONALES. DÉFINITION DES TERMES 'ATTITUDE' ET 'DIRECTION'. FACTEURS D'EXPANSION DES BÉNÉFICES MARGINAUX ET FACTEURS QUI ONT DÉTERMINÉ LA NATURE DES ATTITUDES DE LA DIRECTION ENVERS LES BÉNÉFICES MARGINAUX. (T.H. ROBINSON).

C-001459-065

BENEFICES MARGINAUX (SUITE)

ATTITUDES SYNDICALES. SIGNIFICATION SYNDICALE DE 'BÉNÉFICES MARGINAUX'. ATTITUDE SYNDICALE EN GÉNÉRAL, DANS LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES, ET VIS-A-VIS CERTAINS BÉNÉFICES. (EUGÈNE FORSEY).

C-001459-099

CONSEQUENCES POUR LE TRAVAILLEUR. CONSEQUENCES DE L'EXTENSION DES BÉNÉFICES MARGINAUX POUR LE TRAVAILLEUR. (ROLAND PARENTEAU).

C-001459-083

ECONOMIC AND SOCIAL CONSEQUENCES OF FRINGE BENEFITS. ANALYSE DE LEURS VALEURS FONDAMENTALES ET DE LEUR NECESSITÉ DANS LA STRUCTURE DE REMUNÉRATION. (MONTEATH DOUGLAS).

R-150260-181

L'ASSURANCE-GROUPE ET LES CONVENTIONS COLLECTIVES. ANALYSE DES CLAUSES D'ASSURANCE-GROUPE INCLUSES DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES, LES DIFFICULTÉS DANS LEUR NÉGOCIATION ET LEUR APPLICATION PRATIQUE. (PAUL MICHAUD).

R-150260-209

LA NOTION DE 'BÉNÉFICES MARGINAUX'. PRÉVISIONS SUR TOUT CE QUI SE RAPPORTE AUX BÉNÉFICES MARGINAUX. (JACQUES ST-LAURENT).

C-001459-015

LES CONTRIBUTIONS SOCIALES DES EMPLOYEURS S'ÉLEVANT JUSQU'À UN TIERS DU COUT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE EUROPÉENNE.

R-130158-106

MANAGEMENT ATTITUDE TOWARDS FRINGE BENEFITS. FACTEURS DE CROISSANCE DES BÉNÉFICES MARGINAUX ET ATTITUDE DE LA DIRECTION VIS-A-VIS CE PHÉNOMÈNE. (T.H. ROBINSON).

R-140459-505

BENEFICES SOCIAUX

BÉNÉFICES SOCIAUX ET ENTREPRISE. LES BÉNÉFICES SOCIAUX DANS L'ENTREPRISE PRIVÉE: DÉFINITION, HISTORIQUE, MISE EN APPLICATION DES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE L'ENSEMBLE DES BÉNÉFICES SOCIAUX ET LEURS CONSEQUENCES POUR L'ENTREPRISE. STATISTIQUES. (JEAN-MARIE MARTIN).

C-001459-035

CONSEQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. ÉTUDE DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE L'ENSEMBLE DES BÉNÉFICES SOCIAUX, ET LEURS CONSEQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. (MONTEATH DOUGLAS).

C-001459-115

PERSPECTIVES LIMINAIRES. PRÉSENTATION DU THÈME DU 14ÈME CONGRÈS DES RELATIONS INDUSTRIELLES: BÉNÉFICES SOCIAUX ET INITIATIVE PRIVÉE. (GERARD DION).

C-001459-007

BICULTURALISME

BICULTURALISM AND PERSONNEL ADMINISTRATION. LES CANADIENS FRANÇAIS OBTIENNENT MAINTENANT DES POSTES DE COMMANDE DANS L'INDUSTRIE. NECESSITÉ POUR L'INDUSTRIE DE RÉVISER SES POLITIQUES DE PERSONNEL. (FERNAND G. MALO).

R-230368-431

BILINGUISME ET BICULTURALISME DANS LA GRANDE INDUSTRIE. DANS LA GRANDE INDUSTRIE AU QUÉBEC, DANS CELLE DES PÂTES ET PAPIER EN PARTICULIER, LA SEULE LANGUE OFFICIELLE EST L'ANGLAIS. (RENE CORMIER).

R-230368-440

BICULTURALISME (SUITE)

UN CANADA BILINGUE ET BICULTUREL.
EXTRAITS DU MEMOIRE PRESENTE EN 1965 PAR
L'UNIVERSITE DE MONTREAL A LA COMMISSION
D'ENQUETES SUR LE BILINGUISME ET LE
BICULTURALISME. **R-230368-484**

BIEN COMMUN

ACTION SYNDICALE ET BIEN COMMUN.
DEFINITION DU BIEN COMMUN ET PERSPECTIVES
DE L'ACTION SYNDICALE EN REGARD DU BIEN
COMMUN. (ROGER CHARTIER). **R-150460-483**

ASPECT NORMATIF DE LA STABILITE DE
L'EMPLOI. CONCEPTION DE L'HOMME ET DE LA
SOCIETE POLITIQUE. SITUES DANS LE CONTEXTE
DE L'ENSEMBLE DES EXIGENCES PRATIQUES DU
BIEN COMMUN. (MAURICE TREMBLAY). **C-001156-139**

BIEN-ETRE SOCIAL

LE ROLE ECONOMIQUE ET SOCIAL DU
GOUVERNEMENT. EN CE QUI CONCERNE LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, LA STABILITE
ECONOMIQUE ET LE BIEN-ETRE SOCIAL.
IMPORTANCE DU PASSE POUR PREVOIR LE ROLE
FUTUR DE L'ETAT DANS CES DOMAINES.
(MAURICE LAMONTAGNE). **R-090254-129**

BILINGUISME

A SOBER LOOK AT FRENCH-ENGLISH RELATIONS
IN QUEBEC. LES FIRMES QUEBECOISES DOIVENT
ETENDRE LEUR ACTION SUR DES MARCHES
MONDIAUX SI ON VEUT QU'IL Y AIT DES
EMPLOIS POUR TOUS LES JEUNES CANADIENS
FRANCAIS. NECESSITE POUR LE JEUNE
QUEBECOIS D'ETRE BILINGUE. (W.H. PUGSLEY).
R-230368-415

BICULTURALISM AND PERSONNEL
ADMINISTRATION. LES CANADIENS FRANCAIS
OBTIENNENT MAINTENANT DES POSTES DE
COMMANDE DANS L'INDUSTRIE. NECESSITE
POUR L'INDUSTRIE DE REVISER SES POLITIQUES
DE PERSONNEL. (FERNAND G. MALO). **R-230368-431**

BILINGUALISM IN QUEBEC BUSINESS. NECESSITE
DE TENIR COMPTE DE LA REALITE CULTURELLE
QUEBECOISE DANS L'APPLICATION DU
BILINGUISME A L'INDUSTRIE DE CETTE
PROVINCE. (ROGER CHARTIER). **R-230368-402**

BILINGUISME ET BICULTURALISME DANS LA
GRANDE INDUSTRIE. DANS LA GRANDE
INDUSTRIE AU QUEBEC, DANS CELLE DES PATES
ET PAPIER EN PARTICULIER, LA SEULE LANGUE
OFFICIELLE EST L'ANGLAIS. (RENE CORMIER).
R-230368-440

LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE, MYTHE OU
REALITE? LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE
QUEBECOISE EST POSSIBLE, NECESSAIRE ET
AVANTAGEUX. EXEMPLE DE L'ALCAN OU LE
BILINGUISME EST UNE REALITE. (AIME GAGNE).
R-230368-466

UN CANADA BILINGUE ET BICULTUREL.
EXTRAITS DU MEMOIRE PRESENTE EN 1965 PAR
L'UNIVERSITE DE MONTREAL A LA COMMISSION
D'ENQUETES SUR LE BILINGUISME ET LE
BICULTURALISME. **R-230368-484**

BILINGUISME ET BICULTURALISME

LES RAPPORTS LINGUISTIQUES A
L'HYDRO-QUEBEC. RESULTATS D'UNE
RECHERCHE ENTREPRESE PAR LE DEPARTEMENT
DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL.
(ROGER CHARTIER). **R-200365-514**

BILL 25

LE BILL 25. ANALYSE DES CARACTERES
FONDAMENTAUX DU BILL 25 QUI ASSURE LE
DROIT DE L'ENFANT A L'EDUCATION ET QUI
INSTITUE UN NOUVEAU REGIME DE
CONVENTION COLLECTIVE DANS LE SECTEUR
SCOLAIRE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-220267-273**

BILL 290 (1968)

LOI DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION. ANALYSE
DES PRINCIPALES CLAUSES DU BILL 290
ETABLISANT UN REGIME DE RELATIONS DE
TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION. (FERNAND MORIN). **R-240269-422**

LOI DES RELATIONS DU TRAVAIL DNS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION. (BILL 290).
R-240169-206

BONI

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.
GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES,
LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE,
LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES
SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE
CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA
DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE).
R-110256-117

LES SALAIRES, CAS PORTANT SUR
L'AUGMENTATION DE SALAIRE LORSQUE LA
COMPAGNIE EST DEFICITAIRE ET SUR LA
COMMISSION OU BONI ACCORDES AUX
EMPLOYES DU COMMERCE. (JEAN-H. GAGNE).
R-110356-198

BONI A LA PRODUCTION

PLAN DE PRIME AU RENDEMENT, LA COMIN ON
TEXTILE CO. DEMANDE L'INSTALLATION D'UN
PLAN DE BONI A LA PRODUCTION. (JEAN-H.
GAGNE). **R-070452-307**

BONI DE VIE CHERE

CANADIAN CAR & FOUNDRY LIMITED,
MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES.
SECURITE SYNDICALE; SALAIRES;
RETROACTIVITE; BONI DE VIE CHERE. (JEAN-H.
GAGNE). **R-060451-125**

DOMINION GLASS CO. LTD. MONTREAL ET
L'UNION DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION
DE SALAIRES; SECURITE SYNDICALE; BONI DE VIE
CHERE. (JEAN H. GAGNE). **R-060451-125A**

REGENT KNITTING MILLS LIMITED, ST-JEROME ET
L'UNION DE SES EMPLOYES. SENTENCE SUR LE
BONI DE VIE CHERE ET LA PERIODE DE REVISION
DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE POUR LES
REAJUSTEMENTS DE SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE).
R-060451-122

STOWELL SCREW CO. LIMITED, LONGUEIL ET LE
SYNDICAT DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION
GENERALE DES SALAIRES; BONI DE VIE VIE
CHERE; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).
R-060451-124

BONNE CONSCIENCE

ARBITRAGE. ARBITRABILITE D'UN GRIEF; EQUITÉ ET BONNE CONSCIENCE; VIE PRIVÉE DE L'EMPLOYÉ; RUPTURE ET SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL. (ROGER CHARTIER).

R-130158-082

SENS DES MOTS 'EQUITÉ' ET 'BONNE CONSCIENCE'. EXPOSÉ SUR LE DROIT. CONSIDÉRATIONS SUR LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNÉ).

R-070151-059

BOYCOTTAGE

LA LÉGALITÉ DU BOYCOTTAGE. ARRÊT DE LA COUR SUPRÊME DANS L'AFFAIRE DE SEAFARERS INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA V. JOSEPH STERN. PORTÉE DE L'ARTICLE 81A DU CODE DE PROCÉDURE.

R-170262-169

BOYCOTTAGE SECONDAIRE

LE BOYCOTTAGE. OBSERVATIONS SUR UN JUGEMENT CONCERNANT LE BOYCOTTAGE SECONDAIRE. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-130258-169

SECONDARY BOYCOTT. SA LÉGALITÉ.

R-120357-251

BREF DE PROHIBITION

BREF DE PROHIBITION ET POUVOIRS D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES. RAISONS DU REFUS D'UN BREF DE PROHIBITION CONTRE LA C.R.O.

R-150160-138

Y-A-T-IL LIEU À UN BREF DE PROHIBITION CONTRE UN CONSEIL D'ARBITRAGE? JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU DISTRICT DE QUÉBEC QUI A TRAIT AUX POUVOIRS DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET À LA POSSIBILITÉ DE PRENDRE CONTRE CES DERNIERS UN BREF DE PROHIBITION. (JEAN-H. GAGNÉ).

R-090354-287

BUDGET FAMILIAL

LE BUDGET FAMILIAL ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. L'UTILISATION DU BUDGET COMME ARGUMENT AU COURS DES NÉGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN).

R-040649-052

BUREAU DE PLACEMENT

LE SERVICE PROVINCIAL DE PLACEMENT. BUT ET FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE PLACEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

R-010245-010

UN BUREAU DE PLACEMENT. BREF APERÇU DE L'ORGANISATION D'UN BUREAU DE PLACEMENT DANS UNE IMPORTANTE INDUSTRIE DU QUÉBEC. (JEAN GAGNÉ).

R-030347-043

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

COMMENT L'INDICE DU CÔTÉ DE LA VIE AU 1^{ER} SEPTEMBRE 1948 A ÉTÉ CALCULÉ AU BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE.

R-040348-026

COMPARATIVE RESEARCH APPROACHES. LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE AU BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE. (SYLVIA OSTRY).

R-210466-511

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

HOMMAGE À DAVID A. MORSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL QUI RECEVAIT DE L'UNIVERSITÉ LAVAL UN DOCTORAT D'HONNEUR EN SCIENCES SOCIALES. MENTION RELATIONS INDUSTRIELLES. (GERARD DION).

R-240469-657

LE SALAIRE GARANTI DANS L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER. EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DU FER ET DE L'ACIER DU B.I.T. CONCERNANT LE SALAIRE GARANTI. BUTS ET OBJETS DE CETTE RÉSOLUTION.

R-060150-031

BUREAU INTERNATIONALE DU TRAVAIL

LE PROGRAMME ET LA STRUCTURE DE L'O.I.T. EXAMINÉS PAR M. MORSE. LE RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU B.I.T. À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

R-180363-418

BUREAUCRATIE

LA DÉMOCRATIE SYNDICALE. DÉFINITION DES CONCEPTS DE DÉMOCRATIE ET DE BUREAUCRATIE; ÉNONCÉ DES CRITÈRES DE DÉMOCRATIE ET EXAMEN DE L'INFLUENCE DE LA FUSION CMT-CCT SUR LE PROBLÈME DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE. (ROGER CHARTIER).

R-120157-096

C.P. 1003

LA NOUVELLE LOI FÉDÉRALE DES RELATIONS DU TRAVAIL ET LE C.P. 1003. DIFFÉRENCES DE CES DEUX LOIS. (DENYS DION).

R-040348-030

CADRES

CULTURAAL DIFFÉRENCES AND SUPERVISORY STYLES. ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DE CADRES DE MILIEU CULTUREL DIFFÉRENT, SUR LA FAÇON DONT LES CONTREMAÎTRES CONÇOIENT LEUR RÔLE ET EXERCENT LEUR FONCTION. (ARTHUR ELLIOT CARLISLE).

R-230168-048

LE SYNDICALISME DES CADRES. DÉFINITION DES CADRES ET EXAMEN DE LEUR DROIT SYNDICAL ET DE LEURS ATTITUDES. (JACQUES COUSINEAU S.J.).

R-150460-492

LES CADRES ET LES DIRECTIONS DEVANT LES TEMPS IMPRODUCTIFS. ANALYSE DES TEMPS IMPRODUCTIFS ET DU RÔLE DES CADRES DANS LES ENTREPRISES. (PIERRETTE SARTIN).

R-230268-201

CAISSE POPULAIRE

LA CAISSE POPULAIRE À L'USINE. PRINCIPES ET CONDITIONS PRÉALABLES À L'ÉTABLISSEMENT DE TOUTE CAISSE POPULAIRE. ORGANISATION FONCTIONNELLE ET AVANTAGES DE LA CAISSE À L'USINE. (ROLAND VILLENEUVE ET GÉRARD PERRON).

R-130258-130

CAISSES DE RETRAITE

LES CAISSES DE RETRAITE: NOUVELLE SOURCE DE CAPITAL. CRITIQUE DE LA POSITION SYNDICALE ET PERSPECTIVE D'AVENIR. (J. ALASCO).

R-140359-404

CAMPS DE TRAVAUX FORCES

LES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. RAISONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE L'ETABLISSEMENT DES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. (FRANCOIS BREGHA).

R-060251-048

LES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN TCHECOSLOVAQUIE. RAISONS OFFICIELLES DE L'ETABLISSEMENT DES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN TCHECOSLOVAQUIE. BASE LEGALE. REGLEMENTS. NOMBRE ET SITUATION GEOGRAPHIQUE DES CAMPS. (FRANCOIS BREGHA).

R-060150-004

CANADA PACKERS

LE CONGE DES SALAIRES POUR VOTER A UNE ELECTION SELON LA LOI ELECTORALE DE QUEBEC. CAUSE IMPLIQUANT LA CANADA PACKERS LTD.

R-040949-088

CANADAIR

VOX POPULI... ET LA DEMOCRATIE SYNDICALE. COMMENTAIRES SUR LES RELATIONS ENTRE UN SYNDICAT LOCAL ET LA CENTRALE SYNDICALE A LAQUELLE IL ADHERE. CAS DE LA 'CANADAIR' ET 'AIRCRAFT LODGE 712'. (FERNAND MORIN).

R-220367-441

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

LA GREVE DES CHAUFFEURS. CONFLIT ENTRE LA FRATERNITE DES CHAUFFEURS ET MECANIENS DE LOCOMOTIVES ET LA COMPAGNIE DU PACIFIQUE CANADIEN. (EMILE GOSSELIN).

R-130358-330

CANADIEN NATIONAL

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE. EXTRAITS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE FREEDMAN EN MARGE D'EVENEMENTS SURVENUS EN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX (C.N.R.) RELATIVEMENT AUX PARCOURS PROLONGES.

R-210266-270

ETHNIC FACTORS IN ONE COMPANY. ETUDE VISANT A DECOUVRIR L'IMPORTANCE DU FACTEUR ETHNIQUE CHEZ LES EMPLOYES DU CANADIEN NATIONAL. LA DISCRIMINATION: SES FORMES, SON AMPLIEUR ET LA FACON DONT ELLE EST PERCUE PAR LES EMPLOYES. (GEORGE LACH).

R-210166-021

REDUNDANCIES AT NORTH SYDNEY FERRY TERMINAL. FORMATION D'UN COMITE CONJOINT VISANT A ETUDIER LE PROBLEME DES LICENCIEMENTS AU TERMINUS DE NORTH SYDNEY ET RAPPORT DE CE COMITE. (ROY E. GEORGE).

R-210466-586

CANADIENS ANGLAIS

A SOBER LOOK AT FRENCH-ENGLISH RELATIONS. IN QUEBEC. LES FIRMES QUEBECOISES DOIVENT ETENDRE LEUR ACTION SUR DES MARCHES MONDIAUX SI ON VEUT QU'IL Y AIT DES EMPLOIS POUR TOUS LES JEUNES CANADIENS FRANCAIS. NECESSITE POUR LE JEUNE QUEBECOIS D'ETRE BILINGUE. (W.H. PUGSLEY).

R-230368-415

CANADIENS FRANCAIS

A SOBER LOOK AT FRENCH-ENGLISH RELATIONS IN QUEBEC. LES FIRMES QUEBECOISES DOIVENT ETENDRE LEUR ACTION SUR DES MARCHES MONDIAUX SI ON VEUT QU'IL Y AIT DES EMPLOIS POUR TOUS LES JEUNES CANADIENS FRANCAIS. NECESSITE POUR LE JEUNE QUEBECOIS D'ETRE BILINGUE. (W.H. PUGSLEY).

R-230368-415

CAPACITE DE PAYER

CAPACITE DE PAYER ET DETERMINATION DU SALAIRE (II). MODIFICATION IMPORTANTE DANS LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE MODERNE. CONDITIONS D'APPLICATION DU PRINCIPE DE LA CAPACITE DE PAYER. (RAYMOND GERIN).

R-020647-002

CAPACITE DE PAYER ET DETERMINATION DU SALAIRE (I). PRINCIPE DE CETTE FORMULE ET POSITIONS OUVRIERE ET PATRONALE A SON SUJET. (RAYMOND GERIN).

R-020446-003

CAPITALISME

CAPITALISME LIBERAL ET PROGRES SOCIAL. CONFLIT ENTRE REALITE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE).

R-050249-014

INTERDEPENDANCE ENTRE L'ECONOMIQUE, LE SOCIAL ET LES STRUCTURES SYNDICALES. REFLEXIONS SUR L'EVOLUTION DU SYSTEME CAPITALISTE EN PARALLELE AVEC L'EVOLUTION DU SYNDICALISME EN AMERIQUE DU NORD (EMILE GOSSELIN).

C-001257-017

L'EGLISE ET LE CAPITALISME. (COMTE DELLA TORRE).

R-040949-090

LE CAPITALISME MODERNE ET LA PLANIFICATION: REFLECTIONS SUR L'EXPERIENCE FRANCAISE. (BERNARD SOLASSE).

R-220627-216

LES CARACTERISTIQUES CONCRETES DU CAPITALISME LIBERAL DANS LE CONTEXTE AMERICAIN. REGIME D'ENTREPRISE COLLECTIVE. DIVORCE ENTRE PROPRIETE ET CONTROLE. ECONOMIE DIRIGEE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE O.P.).

R-050550-041

PROPRIETE ET ENTREPRISE. APPRECIATION MORALE DE LA STRUCTURE ET DES ABUS DE L'ENTREPRISE CAPITALISTE MODERNE. (PAUL-EMILE BOLTE).

R-030347-034

CAPITAUX ETRANGERS

L'EGLISE DANS LA PROVINCE DE QUEBEC EST-ELLE OPPOSEE A L'ETABLISSEMENT DES CAPITAUX ETRANGERS? (GERARD DION).

R-050349-021

CARRIERE

CARRIERES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. SENS DU TERME 'RELATIONS INDUSTRIELLES'. CHAMPS D'ACTIVITE, OPPORTUNITES DE CARRIERES. FORMATION REQUISE. SPECIALISATION, FACILITES D'EMPLOI.

R-060251-059

CARRIERES DE DIRECTION

CHEMINEMENT DES CARRIERES DE DIRECTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. RESULTATS D'UNE ENQUETE PORTANT SUR LE CHEMINEMENT DES CARRIERES DES HAUTS FONCTIONNAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. (P.J. CHARTRAND ET K.L. POND) **R-240269-318**

CARTEL

LA NOUVELLE LEGISLATION ANTI-CARTEL. BREVE REVUE DE L'ANCIENNE LEGISLATION. AMENDEMENTS AU BIL C-58; REPERCUSSIONS SUR LA CONCURRENCE DES PRIX ET LA LIBERTE DE CHOIX DU CONSOMMATEUR. (GERALD MARION). **R-150460-425**

LES CARTELS ET L'ARBITRAGE DES PRIX. DEFINITIONS DE MONOPOLE, TRUST ET CARTEL; MODE DE FORMATION DES CARTELS; LEGISLATION ANTI-CARTELS. (MAURICE LA MONTAGNE). **R-050750-063**

CARTELS INTERSYNDICAUX

UNITE SYNDICALE ET CARTELS INTERSYNDICAUX. MOYEN DE PALLIER AUX INCONVENIENTS DU PLURALISME SYNDICAL. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-030748-106**

CATECHISME CATHOLIQUE

LE NOUVEAU CATECHISME ET LES DEVOIRS SOCIAUX. DEVOIRS DES EMPLOYES, EMPLOYEURS, CITOYENS ET GOUVERNANTS SUIVANT LE 4^E COMMANDEMENT DE DIEU. **R-070151-062**

CENTRALE SYNDICALE

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES SYNDICALES. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME DU CANADA DANS LA CAUSE GASPE COPPER MINES VS UNITED STEEL WORKERS OF AMERICA. **R-250170-132**

LES GROUPEMENTS SYNDICAUX DANS LA PROVINCE DE QUEBEC (1955). ESQUISSE GEOGRAPHIQUE DU SYNDICALISME DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. EFFECTIFS DES GROUPEMENTS INDEPENDANTS ET DES GRANDES CENTRALES. (GERARD DION). **R-110155-001**

CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'UNIVERSITE LAVAL

UN SERVICE D'INFORMATION SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. RENSEIGNEMENTS SUR CE SERVICE MIS SUR PIED CONJOINTEMENT PAR LE DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES ET LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'UNIVERSITE LAVAL. (JEAN BERNIER). **R-240469-760**

CENTRE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL: EVALUATION D'UN PROGRAMME EN COURS. PRESENTATION DU MODELE UTILISE PAR LE CENTRE DE FORMATION ET DE CONSULTATION (CDE) ET EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS DANS UNE ENTREPRISE QUEBECOISE. (LAURENT BELANGER). **R-250270-169**

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. EMPLOI DE SALAIRES NON MUNIS D'UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION. **R-180263-262**

CERTIFICATION SYNDICALE

ANNEXE II: LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUEBEC. EVALUATION DE L'EXTENSION DE LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUEBEC. A PARTIR DU RELEVÉ DES NOTES DE CERTIFICATION SYNDICALE DÉCRÉTÉ PAR LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL. (GERARD DION). **C-002368-277**

CERTIFICATION SYNDICALE ET PERTE DE MAJORITE DURANT LES NEGOCIATIONS. **R-130258-173**

CHAMBRE DE COMMERCE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA. LA LIBERTE D'ENTREPRISE, LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. EXTRAIT D'UN MEMOIRE PRESENTE AU CABINET FEDERAL. **R-170362-337**

CHAMBRE DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

PARTICIPATION AUX BENEFICES. BREF COMPTE-RENDU DU CONGRES DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC. (ERNEST MOREAU). **R-070151-051**

CHAMBRE DE COMMERCE DE QUEBEC

LES CANADIENS ET LES NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS INDUSTRIELS. EXPOSE DU DIRECTEUR GENERAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE QUEBEC. (ROGER VEZINA). **R-130258-162**

CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA. LA LIBERTE D'ENTREPRISE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. DECLARATION DE PRINCIPES. **R-140259-298**

UN BILAN DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES ET DES MESURES DE SECURITE SOCIALE EN VIGUEUR DANS LES ENTREPRISES CANADIENNES. RESULTATS D'UNE ENQUETE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA. (ROGER VEZINA). **R-050450-033**

CHANGEMENT ECONOMIQUE

REFLEXIONS CHRETIENNES EN FACE DE L'EVOLUTION RAPIDE DES CADRES ECONOMIQUES ET SOCIAUX. (CARDINAL RICHAUD). **R-160261-262**

CHANGEMENT SOCIAL

REFLEXIONS CHRETIENNES EN FACE DE L'EVOLUTION RAPIDE DES CADRES ECONOMIQUES ET SOCIAUX. (CARDINAL RICHAUD). **R-160261-262**

TRANSFORMATIONS SOCIALES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. ETUDE DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA STRUCTURE GLOBALE DE LA SOCIETE QUI INFLUENCE LE SYNDICALISME. (GUY ROCHER). **C-001257-079**

CHANGEMENTS DE TACHES

CHANGEMENTS DE 'ROUTINE'. DECISION AU SUJET D'UN GRIEF CONCERNANT LES CHANGEMENTS DE TACHES. (LEO ROBACK). **R-140259-294**

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES

ARBITRABILITE DES GRIEFS ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. ROLES DU CONCILIATEUR LORS DE LA NEGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE. ET DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION. ROLES DE LA DIRECTION ET DU SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNON).

C-001560-102

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE. EXTRAITS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE FREEDMAN EN MARGE D'EVENEMENTS SURVENUS EN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX (C.N.R.) RELATIVEMENT AUX PARCOURS PROLONGES.

R-210266-270

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET NEGOCIATIONS COLLECTIVES. ANALYSE DES ATTITUDES ET DES COMPORTEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES A LA CONVENTION COLLECTIVE SUR LES PROBLEMES CREES PAR LE PROGRES TECHNOLOGIQUE. (JEAN-REAL CARDIN).

C-001560-085

CLAUSES DE CONVENTIONS COLLECTIVES SE RAPPORTANT AUX TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES. (FELIX QUINET).

R-210366-356

CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. PRINCIPALES IMPLICATIONS DU CHANGEMENT TECHNIQUE POUR LA SOCIETE ET LES TRAVAILLEURS EN PARTICULIER. QUATRE CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (GILLES NERON).

R-220167-027

DISCUSSION-SYNTHESE SUR LA NEGOCIATION ET L'ARBITRAGE DANS LE DOMAINE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (MARCEL PEPIN, W. GORDON DONNELLY).

C-001560-126

INDUSTRIAL RELATIONS AND TECHNOLOGICAL CHANGE: SWEDISH TRADE UNION AND EMPLOYERS' VIEWS AND AGREEMENTS. EVOLUTION DE LA PENSEE SYNDICALE EN SUEDE EN EGARD AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. ROLE ET FONCTION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS REPRESENTANTS DANS LA PRISE DES DECISIONS DU NIVEAU DE L'ENTREPRISE. (PAUL MALLES).

R-230268-265

L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET AUTRES. (CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA).

R-220267-288

LE SYNDICALISME OUVRIER FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. SECTEURS TOUCHES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSEQUENCES POUR LES RELATIONS PATRONALES - OUVRIERES ET POUR LES SYNDICATS. CONSIDERATIONS GENERALES. (LEWIS A. COSER).

C-001560-136

LES FORMES ACTUELLES DU PROGRES TECHNIQUE ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS. NATURE ET MANIFESTATIONS DES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES CONTEMPORAINS. LEURS CONSEQUENCES SUR LE CARACTERE DE L'ENTREPRISE ET LA STRUCTURE DE L'EMPLOI. (JEAN-REAL CARDIN).

R-190164-003

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES (SUITE)

LES STRUCTURES SYNDICALES ET OBJECTIFS SYNDICAUX. ADAPTATION DES STRUCTURES ACTUELLES FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. INDUSTRIELS. ETC. (STUART JAMIESON). COMMENTAIRES DE PHILIPPE VAILLANCOURT (FTQ) ET ROLAND MARTEL (CSN).

C-002368-043

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LES PORTS DU ST-LAURENT: RAPPORT DE LA COMMISSION PICARD.

R-220467-577

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. PORTEE DES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL. (FELIX QUINET).

R-200165-065

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET LE ROLE DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. PORTEE DES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES SUR LES TECHNIQUES DE NEGOCIATIONS COLLECTIVES ET DE RELATIONS INDUSTRIELLES. ET SUR LE CONTENU DES CONVENTIONS COLLECTIVES. EVOLUTION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN CE QU'ELLE AFFECTE LES RELATIONS INDUSTRIELLES. (FELIX QUINET).

R-190364-325

NATURE, IMPORTANCE, CAUSES ET CONSEQUENCES DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (JEAN-PAUL DESCHENES).

C-001560-013

NEGOCIABILITE ET ARBITRABILITE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSEQUENCES DE LA MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL ET DE L'INTRODUCTION DE NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL. DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE ACTUELLE ET PROJET DE SOLUTION. (MARIUS BERGERON).

C-001560-115

PRESENTATION. PRESENTATION DU THEME DU 15EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES: DROITS DE GERANCE ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (EMILE GOSSELIN).

C-001560-007

REMARQUES SUR LE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET LA FORMATION DU TRAVAILLEUR. (JACQUES ST-LAURENT).

R-190164-094

TECHNOLOGICAL INNOVATIONS AND COLLECTIVE BARGAINING. INCIDENCES DES TRANSFORMATIONS TECHNIQUES SUR LES MODALITES ET LES CLAUSES DES CONVENTIONS COLLECTIVES AU CANADA. (FELIX QUINET).

R-230268-295

TECHNOLOGY AND UNEMPLOYMENT: A COMPARATIVE STUDY. FACON DONT LES PAYS ESSAIENT DE PREVENIR LES PERTES D'EMPLOI CAUSEES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET COMMENT ILS AIDENT LES TRAVAILLEURS CONGEDIÉS A LA SUITE DE L'ACQUISITION DE NOUVELLE MACHINE. (ALBERT A. BLUM).

R-250370-485

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES (SUITE)

THE IMPLICATION OF TECHNOLOGICAL CHANGE FOR COLLECTIVE BARGAINING. RÔLE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES DANS LES ENTREPRISES. CONTRIBUTION DES COMITÉS CONJOINTS À LA SOLUTION DES PROBLÈMES CAUSÉS PAR LA TECHNOLOGIE SUR LES TRAVAILLEURS. (JOHN L. FRYER).

R-220367-411**CHARGES FAMILIALES**

LE RESPECT DES CHARGES DE FAMILLE DANS LA TAXATION ET LA SECURITE SOCIALE AU CANADA. (CLAUDE MORIN).

R-140459-589**CHARTRAND, MICHEL**

DENONCIATION DU CHEF OUVRIER MICHEL CHARTRAND LORS D'UN ARBITRAGE. (JEAN H. GAGNE).

R-070352-191A**CHAUSSURE**

APRES DIX ANS D'APPRENTISSAGE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RESULTATS DES COURS DE FORMATION DONNES À DES OPERATEURS, DES OUVRIERS QUALIFIES, ET DES CADRES PAR LA COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).

R-110356-208**CHEF D'ENTREPRISE**

LA SUCCESSION DU CHEF D'ENTREPRISE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. FORMATION PROFESSIONNELLE, CONFLITS DE GENERATION ET AVENIR DE L'ENTREPRISE. (STEPHEN CAMBIEN).

R-140259-246**CHEFS OUVRIERS**

CHEFS OUVRIERS EN SESSIONS D'ETUDES. LE TRAVAILLEUR CANADIEN DEVANT L'INFLATION. (MARCEL DE LA SABLONNIERE).

R-040348-023**CHOMAGE**

CHOMAGE ET ECONOMIE DE SERVICES. PARMI TOUTES LES CAUSES DU CHOMAGE L'AUTEUR EN RETIENT UNE, SOIT L'ECONOMIE DE SERVICES OU ECONOMIE A SECTEUR TERTIAIRE PREDOMINANT. (CLAUDE MORIN).

R-160361-340

CHOMAGE, INFLATION ET LOGIQUE SYNDICALE. LES MEMOIRES DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. PRESENTES AU GOUVERNEMENT FEDERAL REVELENT LA LOGIQUE SYNDICALE FACE AUX PROBLEMES DE L'INFLATION ET DU CHOMAGE. (ROGER DEHEM).

R-250270-321

CONSEQUENCES DU CHOMAGE POUR LE SALAIRE DU QUEBEC. APERCU DE LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DES CHOMEURS ET DE LEURS QUALIFICATIONS. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DU CHOMAGE. (GERALD FORTIN, MARC LAPOINTE, M-ADELARD TREMBLAY).

R-160361-289

EMPLOI ET CHOMAGE A QUEBEC. DEFINITION DES DOSSIERS ACTIFS DES CHERCHEURS D'EMPLOI. STATISTIQUES SUR LE CHOMAGE DANS LA CITE DE QUEBEC DE 1949-1950. (STANISLAS PICARD).

R-060351-092**CHOMAGE (SUITE)**

EMPLOYMENT AND ECONOMIC GROWTH: AN INTERNATIONAL PERSPECTIVE. PROBLEMES DU CHOMAGE ET DU SOUS-EMPLOI DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. ETAPES ET MESURES NECESSAIRES TELLES QUE PROPOSEES PAR L'O.I.T. DANS SON 'PROGRAMME INTERNATIONAL D'EMPLOI' POUR SOLUTIONNER CE GRAVE PROBLEME. (DAVID A. MORSE).

R-240469-662

L'EXPERIENCE CANADIENNE: L'EXPERIENCE DES TEXTILES. NATURE DE L'EMPLOI DANS CETTE INDUSTRIE. CAUSES DU CHOMAGE ET SOLUTIONS. (W.M. BERRY).

C-001156-129

LA CSN, LE CHOMAGE, L'ASSURANCE-CHOMAGE ET L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LA VIE ECONOMIQUE. MEMOIRE ANNUEL DE LA CSN AU CABINET FEDERAL.

R-170362-346

LA STABILITE DE L'EMPLOI. L'EXPERIENCE DES TEXTILES. SITUATION DE CETTE INDUSTRIE DANS LE CADRE INDUSTRIEL GENERAL DU QUEBEC. CAUSES ET CONSEQUENCES DU CHOMAGE DANS CE SECTEUR ET MOYENS D'Y REMEDIER. (W.M. BERRY).

R-110356-178

LE CHOMAGE CAUSE PAR UNE MAUVAISE ORIENTATION DE NOTRE POLITIQUE MONETAIRE. (MAURICE BOUCHARD).

R-130258-165

LE CHOMAGE. MEMOIRE SUR LE CHOMAGE PRESENTE CONJOINTEMENT PAR LA F.T.Q. ET LA C.T.C.C. AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC.

R-140159-110

LE CHOMAGE: EXTRAITS DU MEMOIRE DE LA CSN PRESENTE AU CABINET FEDERAL, LE 2 FEVRIER 1962.

R-160261-259

LE PLEIN-EMPLOI, ELEMENT FONDAMENTAL DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. CAUSES DU CHOMAGE INVOLONTAIRE ET REMEDES. (RENE TREMBLAY).

C-000651-029

LE RÔLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS (II). RÔLE DES SYNDICATS DANS DIFFERENTS DOMAINES TELS QUE L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT, L'AUTOMATION, LE CHOMAGE, ETC. (LEON DALE).

R-180263-230

LES CENTRALES SYNDICALES ET LE PROBLEME DU CHOMAGE. OPINIONS DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. SUR CE SUJET. (JACQUES ST-LAURENT).

R-160261-238

MEMOIRE CONCERNANT LE CHOMAGE AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC: SERVICE DE RECHERCHES. PRESENTE PAR SIX DES PLUS IMPORTANTES ASSOCIATIONS DU QUEBEC. (JEAN-REAL CARDIN).

R-170162-059

NOS RESPONSABILITES CHRETIENNES EN FACE DU CHOMAGE. LA SITUATION ACTUELLE ET LES ELEMENTS D'UNE SOLUTION JUSTE ET DURABLE. (S.E. LE CARDINAL PAUL-EMILE LEGER).

R-140159-126

NOUVELLE METHODE D'ESTIMATION DU CHOMAGE AU CANADA. PRESENTATION D'UN SEUL CHIFFRE ESTIMATIF DU CHOMAGE AU PAYS AU LIEU DE TROIS. (JACQUES ST-LAURENT).

R-150460-475

CHOMAGE (SUITE)

UNEMPLOYMENT, COST AND AVAILABILITY OF ACCOMMODATION AND WAGE CHANGES IN ONTARIO. RELATIONS ENTRE LES CHANGEMENTS DE SALAIRES EN ONTARIO ET CERTAINES VARIABLES EXPLICATIVES TELLES LE CHOMAGE, LE COUT ET LA DISPONIBILITE DU LOGEMENT (P.A. DELLA VALLE).

R-250370-582**CHOMAGE CYCLIQUE**

LE CHOMAGE STRUCTUREL ET CYCLIQUE. DEFINITION ET CAUSES. (RENE TREMBLAY).

C-001156-039**CHOMAGE FRICTIONNEL**

LE CHOMAGE FRICTIONNEL: DEFINITION, CAUSES ET REMEDES. (JACQUES ST-LAURENT).

R-120457-367

LE CHOMAGE SAISONNIER ET FRICTIONNEL. DEFINITION, CARACTERISTIQUES, CAUSES, IMPORTANCE DU CHOMAGE SAISONNIER. SOLUTIONS POUR L'EVITER. CATEGORIES DE TRAVAILLEURS QU'IL TOUCHE. (JEAN-MARIE MARTIN).

C-001156-049**CHOMAGE SAISONNIER**

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET EMPLOI DANS LE QUEBEC. HISTOIRE DE L'EXPANSION DES INDUSTRIES DANS LE QUEBEC, ET SES CONSEQUENCES SUR LA MAIN-D'OEUVRE. EFFORTS FAIT PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL FEDERAL POUR REMEDIER AUX PROBLEMES COMME CELUI DU CHOMAGE SAISONNIER. (MILTON F. GREGG).

R-090354-259

LE CHOMAGE SAISONNIER ET FRICTIONNEL. DEFINITION, CARACTERISTIQUES, CAUSES, IMPORTANCE DU CHOMAGE SAISONNIER. SOLUTIONS POUR L'EVITER. CATEGORIES DE TRAVAILLEURS QU'IL TOUCHE. (JEAN-MARIE MARTIN).

C-001156-049

LE PROBLEME SOCIAL DU CHOMAGE SAISONNIER AU CANADA ET AU QUEBEC. ROLE DES GOUVERNEMENTS FEDERAL ET PROVINCIAUX POUR AMELIORER CETTE SITUATION. (JEAN-MARIE MARTIN).

R-100355-146**CHOMAGE STRUCTUREL**

CHOMAGE STRUCTUREL ET POLITIQUE ECONOMIQUE. EXPLICATION AGGREGATIVE ET STRUCTURELLE DES HAUTS TAUX DE CHOMAGE QUI ONT PREVALU AUX ETATS-UNIS ET AU CANADA, ENTRE 1957-1964. EXAMEN DES DIFFERENTES DEFINITIONS ET THEORIES POSSIBLES DU CHOMAGE STRUCTUREL. (PIERRE-PAUL PROULX).

R-210266-210

LE CHOMAGE STRUCTUREL ET CYCLIQUE. DEFINITION ET CAUSES. (RENE TREMBLAY).

C-001156-039**CHOMAGE TECHNOLOGIQUE**

TECHNOLOGY AND UNEMPLOYMENT: A COMPARATIVE STUDY. FACON DONT LES PAYS ESSAIENT DE PREVENIR LES PERTES D'EMPLOI CAUSEES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET COMMENT ILS AIDENT LES TRAVAILLEURS CONGEDIÉS A LA SUITE DE L'ACQUISITION DE NOUVELLE MACHINE. (ALBERT A. BLUM).

R-250370-485**CINEMA**

LE CINEMA DANS LES USINES. LE CINEMA COMME MOYEN DE FORMATION DANS LES MILIEUX DU TRAVAIL. ROLE SOCIAL, D'INFORMATION ET D'EDUCATION. (JEAN-PAUL VANASSE).

R-070452-294**CITE DE QUEBEC**

EMPLOI ET CHOMAGE A QUEBEC. DEFINITION DES DOSSIERS ACTIFS DES CHERCHEURS D'EMPLOI. STATISTIQUES SUR LE CHOMAGE DANS LA CITE DE QUEBEC DE 1949-1950. (STANISLAS PICARD).

R-060351-092**CLASSE OUVRIERE**

L'EGLISE CATHOLIQUE ET LES TRAVAILLEURS. ROLE DE L'EGLISE, RESPONSABILITES DES OUVRIERS ET BUT DU MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN. (MGR MAURICE ROY).

R-050149-002**CLASSIFICATION DES TACHES**

PREMIER PAPER BOX, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU TRIBUNAL CONCERNANT LA CLASSIFICATION DES TACHES, LES CONGES STATUTAIRES ET LES CONGES PAYES, LES VACANCES PAYEES. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-123**CLAUSE DE REOUVERTURE**

QUESTIONS DE DROIT DECIDEES PAR UN PRESIDENT D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. SENTENCE OBLIGATOIRE DE L'ARBITRE. CLAUSE DE REOUVERTURE DES NEGOCIATIONS, RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).

R-100455-287**CLAUSES MONETAIRES**

RECOMMANDATIONS ARBITRALES DANS LE QUEBEC 1950-1952. IMPORTANCE QUE LES UNIONS ATTACHENT A LA SECURITE SYNDICALE. ANALYSE DES CLAUSES LES PLUS CONTROVERSEES PARMI LES CLAUSES NON-MONETAIRES. ETUDE COMPARATIVE DES CLAUSES MONETAIRES. (GILLES BEAUSOLEIL).

R-080253-204**CLAUSES NON-MONETAIRES**

RECOMMANDATIONS ARBITRALES DANS LE QUEBEC 1950-1952. IMPORTANCE QUE LES UNIONS ATTACHENT A LA SECURITE SYNDICALE. ANALYSE DES CLAUSES LES PLUS CONTROVERSEES PARMI LES CLAUSES NON-MONETAIRES. ETUDE COMPARATIVE DES CLAUSES MONETAIRES. (GILLES BEAUSOLEIL).

R-080253-204**COALITIONS**

LE CONTROLE DES MONOPOLES. QUELQUES COMMENTAIRES EN MARGE DU BILL C-59: COALITIONS ET FUSIONS. (GERALD MARION).

R-150160-118**CODE CIVIL**

THE CRIMINAL LAW AND THE CIVIL CODE IN DAY-TO-DAY EMPLOYEE RELATIONS. EXTRAIT D'UN PANEL DU MONTREAL BOARD OF TRADE. (ERSKINE BUCHANAN, PHILIP CUTLER, PAUL-F. RENAULT).

R-140159-102

CODE CRIMINEL

LE CODE CRIMINEL ET LES UNIONS OUVRIERES. ARTICLES SUR L'IMMUNITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS CONTRE LES COMLOTS EN VUE DE RESTREINDRE LE COMMERCE, SUR LA VIOLATION DES CONTRATS, L'INTIMIDATION ET LE PIQUETAGE. **R-110356-217**

THE CRIMINAL LAW AND THE CIVIL CODE IN DAY-TO-DAY EMPLOYEE RELATIONS. EXTRAIT D'UN PANEL DU MONTREAL BOARD OF TRADE. (RENSKINE BUCHANAN, PHILIP CUTLER, PAUL-F. RENAULT). **R-140159-102**

CODE DE PROCEDURE

LA LEGALITÉ DU BOYCOTTAGE. ARRÊT DE LA COUR SUPRÊME DANS L'AFFAIRE DE SEAFARERS INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA V. JOSEPH STERN. PORTÉE DE L'ARTICLE 81A DU CODE DE PROCEDURE. **R-170262-169**

CODE DU TRAVAIL

'SALARIES' SELON LE CODE DU TRAVAIL. POSITION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA DÉTERMINATION DU STATUT DES VENDEURS À COMMISSION. (PIERRE VERGE). **R-230168-165**

À UN CARREFOUR DES RECOURS EN DROIT DU TRAVAIL. LE CODE DU TRAVAIL ACCORDE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL LA JURIDICTION EXCLUSIVE POUR DECIDER SI UN SALAIRE A ÉTÉ CONGÉDIÉ POUR ACTIVITÉS SYNDICALES. MÊME SI UN ARTICLE DE LA CONVENTION TRAITE DE CETTE QUESTION L'ARBITRE DES GRIEFS N'EST PAS COMPÉTENT POUR REGLER CE LITIGE. (FERNAND MORIN). **R-230468-677**

ACCREDITATION SYNDICALE. 'DOMINATION' D'UN SYNDICAT PAR UN EMPLOYEUR. DEMANDE CONJOINTE DE DEUX SYNDICATS POUR FORMER LA MAJORITÉ DANS UNE UNITÉ DE NEGOCIATION. SELON LE CODE DU TRAVAIL. **R-200265-372**

AMENDEMENTS AU CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC (BILL 50). (PIERRE VERGE). **R-240369-603**

APERÇU GÉNÉRAL ET CRITIQUE DE LA LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL - 13 JUIN 1969. (FERNAND MORIN). **R-240369-623**

CODE DU TRAVAIL. TEXTE INTÉGRAL DU NOUVEAU CODE. **C-002065-227**

JUGEMENTS RÉCENTS. APPEL D'UN ARRÊT UNANIME DE LA COUR D'APPEL REJETANT UN APPEL À L'ENCONTRE D'UNE INJONCTION ÉMISE SELON L'ARTICLE 99 DU CODE DU TRAVAIL PAR LE JUGE EN CHEF DE LA COUR SUPÉRIEURE. (PIERRE VERGE). **R-250270-376**

LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL. CONSTITUTION, RÔLES ET POUVOIRS DE LA NOUVELLE COMMISSION. (ANDRÉ ROY). **C-002065-061**

LA GÈNESE DU PRÉSENT CODE DU TRAVAIL. RAPPEL DES GRANDES LIGNES D'ÉVOLUTION DE LA LEGISLATION OUVRIÈRE AU QUÉBEC ET DES ÉVÉNEMENTS QUI ONT CONDUIT À L'ADOPTION DU CODE DU TRAVAIL. (GÉRARD HÉBERT). **C-002065-013**

LA PROCÉDURE DE NEGOCIATION ET LE RECOURS À LA GREVE OU AU LOCKOUT DANS LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (MARIUS G. BERGERON). **C-002065-135**

CODE DU TRAVAIL (SUITE)

LE BILL 36 ET LE SYNDICALISME DE CADRE. CETTE LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL ÉCLAIRCIT LES QUESTIONS CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DES SYNDICATS DE CADRES ET INDIQUE L'ORIENTATION DE LA PENSÉE DU LÉGISLATEUR À L'ÉGARD DU SYNDICALISME DE CADRE. (CLAUDE D'Aoust). **R-250370-617**

LE CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC: PRINCIPALES ORIENTATIONS. INNOVATIONS DANS LES DOMAINES DU DROIT D'ASSOCIATION, DE L'UNITÉ DE NEGOCIATION ET DU RÈGLEMENT DES CONFLITS. (GÉRARD HÉBERT). **R-200165-052**

LE CODE DU TRAVAIL. PROJET DE CODE DU TRAVAIL POUR LE CANADA. **R-020547-001**

LE CODE DU TRAVAIL: DEUX ANS D'EXPÉRIENCE. RÉFLEXIONS SUR QUELQUES ASPECTS DU CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC. EN PARTICULIER SUR LE SYNDICALISME. (JEAN-REAL CARDIN). **R-220367-327**

LE DROIT D'ASSOCIATION. SON EXTENSION, SES LIMITES. CHANGEMENTS APPORTÉS PAR LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (JEAN-REAL CARDIN). **C-002065-034**

LE DROIT DE FORMER UNE ASSOCIATION DE SALAIRES EST-IL UN DROIT RESULTANT DU CODE DU TRAVAIL? DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL SOUTENANT QUE LE DROIT D'ASSOCIATION DANS SA PHASE INITIALE (LA MISE SUR PIED D'UN SYNDICAT) NE CONSTITUE PAS UN DROIT RESULTANT DU PRÉSENT CODE. (FERNAND MORIN, JULES BRIERE). **R-230368-501**

LE NOUVEAU RÔLE DU MINISTRE DU TRAVAIL DANS LE CADRE DU CODE DU TRAVAIL. (CARRIER FORTIN). **C-002065-203**

LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL ET LA CONVENTION COLLECTIVE. NATURE ET EFFICACITÉ DU NOUVEAU RÉGIME JURIDIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (FERNAND MORIN). **C-002065-114**

LE PROJET DE CODE DU TRAVAIL. DÉCLARATIONS DE L'HONORABLE ANTONIO BARRETTÉ, MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA COMMISSION SACÉRODOTALE D'ÉTUDES SOCIALES, ET DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. LORS DU RETRAIT DU BILL 5. **R-040749-068**

LE RATTACHEMENT DE L'ACCREDITATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE À L'ENTREPRISE. L'ARTICLE 36 DU CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC PROTÈGE L'ACCREDITATION ET LA CONVENTION COLLECTIVE DANS LE CAS DE CONCESSION TOTALE OU PARTIELLE D'UNE ENTREPRISE. (PIERRE VERGE). **R-240269-403**

LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS. DESCRIPTION DES PROCÉDURES DE RÉSOLUTION DES DIFFÉRENDS, DES GRIEFS ET DES MÉCONTENTES DANS LE CODE DU TRAVAIL. (ROBERT AUCLAIR). **C-002065-153**

LE TRIBUNAL DU TRAVAIL. ÉTUDE DES DESCRIPTIONS NOUVELLES RELATIVES AU TRIBUNAL DU TRAVAIL DANS LE CODE DU TRAVAIL DU QUÉBEC. (ANDRÉ ROUSSEAU). **R-250270-301**

CODE DU TRAVAIL (SUITE)

POINT DE VUE SUR LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. PANEL SUR LES IMPLICATIONS DE LA NOUVELLE LEGISLATION.

C-002065-175

QUEBEC LABOUR CODE AND THE STATUS OF UNIONS AND COLLECTIVE AGREEMENTS. (JAN K. WANCZYCKI).

R-200265-237

UN CODE PROVINCIAL DU TRAVAIL. EXTRAIT D'UNE CONFERENCE DU MINISTRE DU TRAVAIL. (ANTONIO BARRETTE).

R-010646-005

COGESTION

CODETERMINATION AND GERMAN POLITICS. HISTORIQUE DE LA COGESTION. EVALUATION ECONOMIQUE, SOCIOLOGIQUE ET POLITIQUE DE CETTE EXPERIENCE. (HERBERT J. SPIRO).

R-110256-066

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LA GESTION ECONOMIQUE DES ENTREPRISES. DEVELOPPEMENT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA VIE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE ET INTERPRETATION DES TEXTES DU PAPE PIE XII. (GERARD DION).

R-060451-098

SEMAINE SOCIALE DES CATHOLIQUES ITALIENS. LE PAPE ET LA COGESTION. L'ENTREPRISE DANS L'ECONOMIE MODERNE.

R-080152-075

COLLABORATION

POSSIBILITES ET CONDITIONS DE COLLABORATION ENTRE LES AGENTS DE L'ECONOMIE. LES LIBERTES SONT LA BASE DE LA COLLABORATION ET IL FAUT ELABORER DES FORMULES PROPRES A ASSURER L'EXERCICE SIMULTANE DE PLUSIEURS LIBERTES. (JEAN-REAL CARDIN).

R-150460-487

COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE

COLLABORATION DE LA DIRECTION ET DU TRAVAIL DU POINT DE VUE DE LA DIRECTION. ETUDE DU BUREAU CANADIEN DU NATIONAL INDUSTRIAL CONFERENCE BOARD. RESULTATS D'UNE ENQUETE EFFECTUEE AUPRES DE 110 CHEFS D'ENTREPRISE CANADIENS.

R-180363-426

L'EXTENSION DE LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE. REFLEXIONS AU SUJET D'UN PROJET DE LOI PRESENTE DEVANT LE PARLEMENT ANGLAIS, VISANT A CREER DES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT AVEC LA PARTICIPATION DES INDUSTRIES, DES SYNDICATS ET DE L'ETAT, POUR AUGMENTER LA PRODUCTIVITE DES INDUSTRIES. (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-020747-004

LA CONVENTION COLLECTIVE CONSTITUE LA PREMIERE ETAPE DANS LA COLLABORATION PATRONALE OUVRIERE QUI VA INSTAURER DES RELATIONS PERMANENTES DANS LES ENTREPRISE ET LA PROFESSION. (PAUL LABEL).

C-000348-019

LA FORMATION PROFESSIONNELLE. FORME DE COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE. (GABRIEL ROUSSEAU).

R-030848-116

COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE (SUITE)

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DU GROUPEMENT PROFESSIONNEL: OBJECTIONS COURANTES DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE; RESPONSABILITES DU SYNDICAT; PROCEDURES DES PATRONS POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE; COLLABORATION DU SYNDICALISME PATRONAL ET OUVRIER. (ARTHUR DROLET).

C-000247-129

THE NEWFOUNDLAND WOODS LABOUR BOARD. ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET RESULTATS DE CETTE COMMISSION POUR ASSURER LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE DE L'INDUSTRIE DU BOIS. (R. GUSHUE).

R-110456-268

THE RECENT DEVELOPMENTS AND EMERGING TRENDS IN LABOUR-MANAGEMENT RELATIONS IN THE U.S.A. AND CANADA. COMITES PARITAIRES D'ETUDE. (HEM C. JAIN).

R-200365-540

TRAVAIL D'EQUIPE DANS L'INDUSTRIE. EXPLICATIONS DE CE QUE SONT LES COMITES MIXTES DE PRODUCTION ET NECESSITE DE LES INSTAURER DANS L'INDUSTRIE CANADIENNE.

R-060451-117

COLLABORATION SYNDICALE

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. METHODE DE DISCUSSION DE GROUPE POUR OBTENIR CETTE ADAPTATION. ROLE DU SERVICE DU PERSONNEL, ET AVANTAGE DE LA COLLABORATION SYNDICALE DANS LA MISE EN OEUVRE DE CETTE METHODE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD).

R-080353-274

COLLECTIVITES INDUSTRIELLES

LES PROBLEMES HUMAINS DES COLLECTIVITES INDUSTRIELLES. APERCU DE L'ORGANISATION ET DES CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE D'ETUDE DU DUC D'EDIMBOURG. (DOUGLAS R. ARCHIBALD).

R-120357-223

COLLEGE OUVRIER

UN COLLEGE OUVRIER. INAUGURATION PAR LA C.T.C.C. D'UN COURS D'EDUCATION OUVRIERE. NECESSITE, PROGRAMME ET METHODE D'ENSEIGNEMENT. (FERNAND JOLICOEUR).

R-070452-310

COLLETS BLANCS

IS THE WHITE-COLLAR WORKER THE FORGOTTEN MAN? LES SALAIRES DES COLLETS BLANCS N'ONT PAS SUIVI CEUX DES COLLETS BLEUS. LES MEMES PRINCIPES DE DETERMINATION DES SALAIRES DEVRAIENT ETRE APPLIQUEES DANS LES DEUX CAS AVEC LES DIFFERENCES APPROPRIEES. (WALTER DELANEY).

R-090454-325

LES EMPLOYES DE BUREAU ET LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES, PARTICULIERES ET DIFFICULTES DU SYNDICALISME CHEZ LES COLLETS-BLANCS. (LEO ROBACK).

R-140159-068

THE GROWTH OF WHITE-COLLAR UNIONISM AND PUBLIC POLICY IN CANADA. PROBLEMES SOULEVES PAR LA CROISSANCE DU SYNDICALISME CHEZ LES COLS BLANCS. COMMENT LE GOUVERNEMENT POURRAIT, PAR SES POLITIQUES, FAVORISER ET ENCOURAGER LE SYNDICALISME DANS CE SECTEUR. (GEORGE BAIN SAYERS).

R-240269-243

COLLETS BLEUS

IS THE WHITE-COLLAR WORKER THE FORGOTTEN MAN? LES SALAIRES DES COLLETS BLANCS N'ONT PAS SUIVI CEUX DES COLLETS BLEUS. LES MEMES PRINCIPES DE DÉTERMINATION DES SALAIRES DEVRAIENT ÊTRE APPLIQUÉS DANS LES DEUX CAS AVEC LES DIFFÉRENCES APPROPRIÉES. (WALTER DELANEY).

R-090454-325

COMITE D'ENTREPRISE

LES COMITES D'ENTREPRISE EN FRANCE. EXPERIENCE DE PARTICIPATION DES SYNDICATS A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES. (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-010345-005

COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE

UNE DECLARATION DU COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE. LE COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE DEMANDE AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC DE RECONNAITRE LE FRANCAIS COMME UNIQUE LANGUE OFFICIELLE ET LEGALE AU QUEBEC.

R-230368-500

COMITE DE LEGISLATION OUVRIERE

LE BARREAU DE LA PROVINCE ET LA LEGISLATION OUVRIERE. RESOLUTIONS ADOPTEES AU CONGRES GENERAL DU BARREAU DE LA PROVINCE PAR LE COMITE DE LEGISLATION OUVRIERE.

R-100355-199

COMITE MIXTE

INDUSTRIAL RELATIONS IN SCANDINAVIA. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES SCANDINAVE EN CE QUI A TRAIT AU TRIBUNAL DU TRAVAIL, A LA MEDIATION ET AUX COMITES MIXTES. COMPARAISON AVEC LE SYSTEME CANADIEN. (GIL SCHONNING).

R-250270-212

LES COMITES MIXTES DE PRODUCTION. FONCTIONNEMENT DE CES COMITES DURANT LA GUERRE.

R-010145-004A

REDUNDANCIES AT NORTH SYDNEY FERRY TERMINAL. FORMATION D'UN COMITE CONJOINT VISANT A ETUDIER LE PROBLEME DES LICENCIEMENTS AU TERMINUS DE NORTH SYDNEY ET RAPPORT DE CE COMITE. (ROY E. GEORGE).

R-210466-586

THE IMPLICATION OF TECHNOLOGICAL CHANGE FOR COLLECTIVE BARGAINING. ROLE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES DANS LES ENTREPRISES. CONTRIBUTION DES COMITES CONJOINTS A LA SOLUTION DES PROBLEMES CAUSES PAR LA TECHNOLOGIE SUR LES TRAVAILLEURS. (JOHN L. FRYER).

R-220367-411

THE NOVA SCOTIA EXPERIMENT IN LABOR MANAGEMENT RELATIONS. EXPERIENCE DU COMITE D'ETUDE PATRONAL-OUVRIER DE L'UNIVERSITE DALHOUSIE. (C. ROY BROOKBANK).

R-200365-478

THE NOVA SCOTIA LABOUR-MANAGEMENT AGREEMENTS. ORIGINE, REALISATIONS, METHODES DE TRAVAIL ET OBJECTIF DU COMITE MIXTE PATRONAL-OUVRIER D'ETUDE SUR LES PROBLEMES DE RELATIONS DE TRAVAIL CREE EN NOUVELLE-ECOSSE EN 1962. (GUY HENSON).

R-240169-087

COMITE MIXTE (SUITE)

THE RECENT DEVELOPMENTS AND EMERGING TRENDS IN LABOUR-MANAGEMENT RELATIONS IN THE U.S.A. AND CANADA. COMITES PARITAIRES D'ETUDE. (HEM C. JAIN).

R-200365-540

COMITE MIXTE DE PRODUCTION

TRAVAIL D'EQUIPE DANS L'INDUSTRIE. EXPLICATIONS DE CE QUE SONT LES COMITES MIXTES DE PRODUCTION ET NECESSITE DE LES INSTAURER DANS L'INDUSTRIE CANADIENNE.

R-060451-117

COMITE PARITAIRE

L'AMELIORATION DU LANGAGE DE LA PROFESSION. EXPERIENCE D'UN COMITE PARITAIRE ET D'UNE COMMISSION D'APPRENTISSAGE. (LEONCE GIRARD).

R-050950-081

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RAPPORT ANNUEL DU COMITE PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (GERARD TREMBLAY).

R-050550-043

LA DEFINITION DE L'ARTISAN ET LE COMITE PARITAIRE.

R-130158-080

LA FEDERATION DES COMITES PARITAIRES. FONDATION, ROLE ET BILAN DE SES ACTIVITES (1937-1947). (MARCEL FORGET).

R-020947-002

LES COMITES PARITAIRES. ORGANISMES ORIGINAUX ET NECESSAIRES. RESULTATS OBTENUS, DIFFICULTES RENCONTREES, IMPERFECTIONS DU SYSTEME ET SUGGESTION POUR LE REVALORISER. (RAYMOND GERIN).

R-160161-053

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (III). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR LE ROLE, LA COMPOSITION, LA FORMATION, LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DU COMITE PARITAIRE. SANCTIONS RATTACHEES A LA VIOLATION DE LA LOI. (MARCEL FORGET).

R-021047-004

ROLE DU SECRETAIRE DU COMITE PARITAIRE. SES FONCTIONS SUIVANT LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, ET LE MINISTERE DU TRAVAIL. QUALITES ET RESSOURCES NECESSAIRES A CE POSTE. (RAYMOND GERIN).

R-070452-276

ROLES RESPECTIFS DU SECRETAIRE ET DE L'INSPECTEUR DU COMITE PARITAIRE DANS L'ADMINISTRATION D'UN DECRET. (J. MEDARD OUELLET).

R-030247-028

COMITES D'ENTREPRISE

LES COMITES D'ENTREPRISE. NATURE, EXPERIENCE ET RESULTATS DE CES COMITES. (RAYMOND GERIN).

C-000348-089

LES COMITES D'ENTREPRISES. NATURE, BUTS ET RESULTATS DE CES EXPERIENCES DE PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE. (RAYMOND GERIN).

R-030848-117

COMMERCE

LE COMMERCE EST UN SERVICE. ALLOCUTION
DEVANT LES PARTICIPANTS DU XXVII^E CONGRES
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR
L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL. (PIE XII).

R-090153-078

COMMERCE DE DETAIL

PERSPECTIVES PATRONALES DU SYNDICALISME.
CAUSE DU MALAISÉ DANS LE COMMERCE DE
DETAIL DU QUEBEC ET REMÈDES PROPOSÉS.
PROBLÈME DE LA RECONNAISSANCE SYNDICALE.
(VITALIEN CHARTRAND).

R-090153-052

COMMERCE DE GROS

MOUVEMENT DES SALAIRES DANS LE
COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE
QUÉBEC. (1945-1949). (RAYMOND GAGNE).

R-040849-076

COMMIS DE MAGASIN

AVIS DE CONGE CHEZ LES COMMIS DE
MAGASIN. SENTENCE BASÉE SUR L'ARTICLE
1668 DU CODE CIVIL.

R-160361-343

COMMISSION

LES SALAIRES, CAS PORTANT SUR
L'AUGMENTATION DE SALAIRE LORSQUE LA
COMPAGNIE EST DÉFICITAIRE ET SUR LA
COMMISSION OU BONI ACCORDÉS AUX
EMPLOYÉS DU COMMERCE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-198

**COMMISSION CANADIENNE DES RELATIONS
OUVRIÈRES**

LABOUR RELATIONS BOARD AND THE COURTS.
EFFETS DES TEXTES RESTRICTIFS DE
L'INTERVENTION JUDICIAIRES SUR LES
TENTATIVES DE LA COMMISSION CANADIENNE
DES RELATIONS OUVRIÈRES ET PLUS
DIRECTEMENT SUR SA JURIDICTION RÉELLE.
(J.F.W. WEATHERILL).

R-210166-058

COMMISSION CASTONGUAY-NEPVEU

POINT DE VUE D'UN ÉCONOMISTE SUR LE
RAPPORT DE LA COMMISSION
CASTONGUAY-NEPVEU SUR LES PROFESSIONS.
CRITIQUE DE LA DÉMARCHE DE LA COMMISSION
CONSISTANT À FAIRE LA CLASSIFICATION DES
OCCUPATIONS PAR DÉFINITIONS. DÉGAGEMENT
DE DEUX PRINCIPES D'ANALYSE DES
PROFESSIONS. (JEAN-LUC MIGUE).

R-250370-510

COMMISSION CONJOINTE DE RECHERCHE

L'EXPÉRIENCE D'UNE COMMISSION CONJOINTE
DE RECHERCHE DANS UN CAS DE CONVERSION
INDUSTRIELLE. L'OBJET, LA MÉTHODE, LES
DIFFICULTÉS ET LES RÉSULTATS DE CETTE
COMMISSION CONJOINTE. (GERARD DION).

R-210466-572

COMMISSION D'APPRENTISSAGE

L'AMÉLIORATION DU LANGAGE DE LA
PROFESSION. EXPÉRIENCE D'UN COMITÉ
PARITAIRE ET D'UNE COMMISSION
D'APPRENTISSAGE. (LEONCE GIRARD).

R-050950-081

RÉALISATIONS PROFESSIONNELLES. LA
COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE
DE LA CHAUSSURE: VUE D'ENSEMBLE,
RÉSULTATS, PLACEMENT DES APPRENTIS.
(LEONCE GIRARD).

R-050850-073

COMMISSION D'APPRENTISSAGE (SUITE)

UNE COMMISSION D'APPRENTISSAGE DES
MÉTIERS DU BATIMENT. FONCTIONNEMENT DE
LA COMMISSION DES MÉTIERS DU BATIMENT DE
MONTREAL. (J.L.E. PRICE).

R-031048-151

UNE POLITIQUE DE L'APPRENTISSAGE (11).
INITIATIVES PRISES PAR DEUX COMMISSIONS
D'APPRENTISSAGE DEPUIS LEUR FORMATION,
SOIT CELLE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE
DE MONTREAL ET CELLE DES MÉTIERS DU
BATIMENT DE MONTREAL. (GERARD TREMBLAY).

R-020446-008

**COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE
L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE.**

APRÈS DIX ANS D'APPRENTISSAGE DANS
L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RÉSULTATS DES
COURS DE FORMATION DONNÉS À DES
OPÉRATEURS, DES OUVRIERS QUALIFIÉS, ET DES
CADRES PAR LA COMMISSION
D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE DE LA
CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).

R-110356-208

COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE

LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN ÊTRE
RECOMMANDE LA SÉPARATION DU SERVICE
NATIONAL DE PLACEMENT ET DE LA
COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE ET UNE
REVISION FONDAMENTALE DU PROGRAMME DE
L'ASSURANCE-CHOMAGE.

R-160261-264

MEMOIRE DE LA CONFÉDÉRATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA À LA
COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE.

R-080453-406

COMMISSION D'ENQUÊTE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL DE LA
LÉGISLATURE DE L'ONTARIO. ASPECTS LES PLUS
IMPORTANTS DU RAPPORT. (GASTON CHOLETTE).

R-140359-379

QUAND NOUS SERONS VIEUX.... RETROSPECTIVE
DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE
D'ENQUÊTE DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES SUR LA SÉCURITÉ DU VIEIL ÂGE.
CONCLUSIONS DU COMITÉ ET VUES EXPRIMÉES
PAR LES PRINCIPALES ORGANISATIONS
OUVRIÈRES ET PATRONALES. (GERARD
TREMBLAY).

R-060251-035

COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES

LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES
EST-ELLE UN TRIBUNAL JUDICIAIRE? JUGEMENT
DE LA COUR SUPÉRIEURE DÉFINISSANT LA
COMMISSION COMME ÉTANT UN ORGANISME
ADMINISTRATIF. (ME MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-060150-023

RECONNAISSANCE SYNDICALE. JURIDICTION DE
LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES DE
QUÉBEC EN MATIÈRE DE NAVIGATION LOCALE.

R-170162-069

**COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE
MONTREAL**

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE
MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS
OUVRIÈRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET AL.
NOTES DE QUATRE JUGES DE LA COUR
SUPRÊME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE
SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE).

R-080453-398

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL (SUITE)

L'ÉVALUATION CONJOINTE DES EMPLOIS À LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL. APERÇU HISTORIQUE, CHOIX, ÉTAPES ET ÉLABORATION D'UN PLAN. ÉVALUATION DE TOUTS LES EMPLOIS ET LEUR CLASSIFICATION. (JOCELYN NADEAU).

R-190164-081

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

À UN CARREFOUR DES RECOURS EN DROIT DU TRAVAIL. LE CODE DU TRAVAIL ACCORDE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL LA JURIDICTION EXCLUSIVE POUR DÉCIDER SI UN SALAIRE A ÉTÉ CONGÉDIÉ POUR ACTIVITÉS SYNDICALES. MÊME SI UN ARTICLE DE LA CONVENTION TRAITE DE CETTE QUESTION L'ARBITRE DES GRIEFS N'EST PAS COMPÉTENT POUR RÉGLER CE LITIGE. (FERNAND MORIN).

R-230468-677

ACCREDITATION. COMPÉTENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL QUANT À LA DÉTERMINATION DE L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.

R-190464-505

ANNEXE II: LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUÉBEC. ÉVALUATION DE L'EXTENSION DE LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUÉBEC. À PARTIR DU RELEVÉ DES NOTES DE CERTIFICATION SYNDICALE DÉCRÉTÉ PAR LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL. (GERARD DION).

C-002368-277

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL - LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE - GREVE - SERVICES ESSENTIELS. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE CAS DES SALAIRES ENSEIGNANTS REPRÉSENTÉS PAR LE SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ÉTAT DU QUÉBEC.

R-210266-258

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL. DÉCISION SUR LES RÈGLES DE LA COMPOSITION DES BANCS ET SUR L'INTERPRÉTATION QU'IL FAUT DONNER À L'EXPRESSION 'LITIGE INTERSYNDICAL'.

R-200465-675

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL - ACCREDITATION - CÔTE AU SCRUTIN SECRET.

R-210166-098

CONSTITUTIONNALITÉ DE CERTAINS POUVOIRS CONFÉRÉS À LA CRT POUR ASSURER LA LIBERTÉ SYNDICALE. (PIERRE VERGE).

R-220467-569

L'AFFAIRE 'WHITE LUNCH LIMITED': UNE ILLUSTRATION DU RÉALISME DU DROIT DU TRAVAIL. DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA QUI DÉMONTRE LA PORTÉE DES RÈGLES DU DROIT DU TRAVAIL. LE DOMAINE EXCLUSIF DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET LA SOUPLESSE DE CE DROIT NOUVEAU. (FERNAND MORIN).

R-220267-278

LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL ET L'ACCREDITATION SYNDICALE. JURIDICTION DE LA C.R.T. DANS LE DOMAINE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE. (GERARD VAILLANCOURT).

C-002065-091

LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL. CONSTITUTION, RÔLES ET POUVOIRS DE LA NOUVELLE COMMISSION. (ANDRÉ ROY).

C-002065-061

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (SUITE)

LA TIMIDITÉ DE LA C.R.T. DEVANT L'ÉTAT-EMPLOYEUR. DÉTERMINATION DE LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE. (FERNAND MORIN).

R-230168-169

LE STATUT PARTICULIER DES UNITÉS DE NÉGOCIATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC. LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DEMANDE SI ELLE PEUT MODIFIER LES UNITÉS DE NÉGOCIATION PRÉVUES PAR LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. (PATRICE GARANT).

R-230468-667

COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES

ACCREDITATION SYNDICALE - JURIDICTION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES.

R-170362-334

ACCREDITATION SYNDICALE. GREVE ILLÉGALE DU REQUÉRANT. LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES REFUSE L'ACCREDITATION SYNDICALE À UN SYNDICAT ILLÉGALEMENT EN GREVE.

R-190264-271

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET DU RÈGLEMENT NO 1 DE LA C.R.O. (III). (ALFRED CHARPENTIER).

R-160361-328

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET DU RÈGLEMENT NO 7 DE LA COMMISSION DES RELATIONS-OUVRIÈRES (I) (ALFRED CHARPENTIER).

R-160161-059

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET DU RÈGLEMENT NO 1 DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES. (II). (ALFRED CHARPENTIER).

R-160261-206

APPEL À UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES. ABSENCE DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-487

ASSOCIATION ET CORPORATION. DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES PRÉCISANT LES CONCEPTS D'ASSOCIATION ET DE CORPORATION.

R-030347-044

BREF DE PROHIBITION ET POUVOIRS D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES. RAISONS DU REFUS D'UN BREF DE PROHIBITION CONTRE LA C.R.O.

R-150160-138

CONGÉDIEMENT ILLÉGALE. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES. CONSTITUTIONNALITÉ DES ARTICLES 21A À 21E, L.R.O.

R-170162-074

CONGÉDIEMENT POUR ACTIVITÉ SYNDICALE. REINTEGRATION ORDONNÉE PAR LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES. JURIDICTION DE LA COMMISSION POUR AGIR EN DE TELS CAS EN VERTU DES ARTICLES 21A ET 21B, DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES.

R-160461-485

ERREUR DE FAIT VS EXCÈS DE JURIDICTION DE LA PART DE LA C.R.O.

R-120457-395

COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES (SUITE)

JURIDICTION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. DECISION DE LA COUR SUPERIEURE AU SUJET DU BREF DE PROHIBITION DEMANDE PAR LA GASPE COPPER MINES CONTRE LA C.R.O. **R-120457-385**

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC ET AL. NOTES DE QUATRE JUGES DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-080453-398**

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-080353-328**

LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. SON ROLE. **R-010145-004**

LA CRO EXCEDE DE NOUVEAU SA JURIDICTION DANS LE CAS DE L'ALLIANCE. CAS DU REJET D'UNE REQUETE EN RECERTIFICATION DE L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL. **R-130158-075**

LA GREVE DE L'AMIANTE: VERSION NOUVELLE. ANALYSE COMPLETE DES DOSSIERS DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES RELATIFS A LA GREVE DE L'AMIANTE SURVENUE EN 1949 A ASBESTOS, THETFORD-LES-MINES ET AUTRES ENDOITS DE LA REGION. (ALFRED CHARPENTIER). **R-190264-217**

LES NOUVEAUX POUVOIRS DE LA C.R.O. EN MATIERE DE RENVOI POUR ACTIVITE SYNDICALE ET LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (MARIE-LOUIS BEAULIEU). **R-170162-062**

LOI DES RELATIONS OUVRIERES. EXPOSE SCHEMATIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES TELLE QU'AMENDEE EN 1941 ET DU REGLEMENT NO 1. DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. (MARIUS BERGERON). **R-020346-003**

POUVOIRS DE LA C.R.O. EN MATIERE DE RECONNAISSANCE SYNDICALE. **R-120357-253**

RECONNAISSANCE SYNDICALE. DISCRETION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DANS LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION. **R-180263-254**

REVOCATION DE CERTIFICAT PAR LA C.R.O. A LA SUITE D'UN ARRET DE TRAVAIL PRETENDU ILLÉGAL. **R-120457-392**

SERVICES PUBLICS. INCONSTITUTIONNALITE DE LA LOI, INVOQUEE A L'APPUI D'UN BREF DE PROHIBITION CONTRE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC. CARACTERE CONSTITUTIONNEL DE LA LOI DES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. **R-180163-089**

COMMISSION DU FER ET DE L'ACIER

LE SALAIRE GARANTI DANS L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER. EXTRAIT D'UNE RESOLUTION ADOPTEE PAR LA COMMISSION DU FER ET DE L'ACIER DU B.I.T. CONCERNANT LE SALAIRE GARANTI. BUTS ET OBJETS DE CETTE RESOLUTION. **R-060150-031**

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

LA REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES (1925-1931). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL (V). (ROGER CHARTIER). **R-180163-045**

LES CONGES ANNUELS PAYES DANS LE QUEBEC. NATURE ET MODALITES D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE NO 3 DE LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM. (CHARLES BELANGER). **R-031048-148**

LES ORDONNANCES DU SALAIRE MINIMUM. REVISIONS DES ORDONNANCES. NOS 3-4, 41-42 (1953). **R-080353-337**

POUVOIRS DE LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM. **R-050950-087**

SAALAIRES MINIMA ET POURBOIRES. LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM RECLAME LES SALAIRES NON PAYES A DES GARCONS DE TABLES D'UN CAFE. **R-060150-030A**

COMMISSION GORDON

LES RELATIONS ECONOMIQUES CANADO-AMERICAINES. PROPOS SUR UNE ETUDE PRESENTEE A LA COMMISSION GORDON. (RENE TREMBLAY). **R-130458-432**

COMMISSION SACERDOTALE D'ETUDES SOCIALES

LE PROJET DE CODE DU TRAVAIL. DECLARATIONS DE L'HONORABLE ANTONIO BARRETTE, MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA COMMISSION SACERDOTALE D'ETUDES SOCIALES. ET DE LA CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, LORS DU RETRAIT DU BILL 5. **R-040749-068**

COMMISSION STEWART

LE RAPPORT DE LA COMMISSION STEWART. ETUDE SUR LES ECARTS DE PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES. (ROGER CHARBONNEAU). **R-150160-115**

COMMISSION WOODS

FEDERAL GOVERNMENT TASK FORCE ON LABOUR RELATIONS. CREATION D'UN COMITE D'ETUDE FEDERAL SUR LES RELATIONS OUVRIERES. CARACTERE ET OBJECTIFS POURSUIVIS PAR CE COMITE. (H.D. WOODS). **R-220167-130**

COMMISSIONS D'INDUSTRIES

LES COMMISSIONS D'INDUSTRIE. ROLE DE CES COMMISSIONS CREEES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. **R-010245-003**

COMMISSIONS SCOLAIRES

SERVICES PUBLICS. COMMISSIONS SCOLAIRES. JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE EN MATIÈRE DE RETENUE DE COTISATIONS SYNDICALES. (JEAN-H. GAGNE).

R-110456-293

COMMUNAUTE DE PROPRIETE

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LES EQUIPES AUTONOMES ET LA COMMUNAUTE DE PROPRIETE. COMME FORMULE DE PARTICIPATION AUX BENEFFICES. (MARCEL CLEMENT).

R-031048-145

COMMUNICATION

SERVITUDES ET DIFFICULTES DE L'INFORMATION. PROBLEMES TECHNIQUES, POLITIQUES, ECONOMIQUES ET PSYCHOLOGIQUES DE LA COMMUNICATION. (THOMAS SLOAN).

C-002469-047

VERS UNE AMELIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE PATRONS ET TRAVAILLEURS.

R-220267-295

COMMUNISME

GARE A LA TACTIQUE COMMUNISTE. MOYENS DE LUTTER CONTRE L'INFILTRATION COMMUNISTE DANS LES SYNDICATS.

R-010946-001

L'INFILTRATION COMMUNISTE DANS LES INDUSTRIES ANGLAISES ET CANADIENNES. (GONZALVE POULIN OFM).

R-100154-040

L'INFILTRATION COMMUNISTE. LES SYNDICATS DOIVENT SE MEFIER DU NOYAUTAGE COMMUNISTE.

R-011046-001

LE COMMUNISME ET LES CHRETIENS. COMBATTRE LE COMMUNISME PAR LA SINCERITE ET UNE LUTTE SUR LE PLAN DES IDEES. (GEORGES-HENRI LEVESQUE).

C-000550-177

LE MANIFESTE COMMUNISTE. CRITIQUE DE CETTE OEUVRE DE MARX ET ENGELS. (EGBERT MUNZER).

R-030748-099

LES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. RAISONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE L'ETABLISSEMENT DES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. (FRANCOIS BREGHA).

R-060251-048

LES COMMUNISTES ET LES UNIONS OUVRIERES. COMMENT EMPECHER L'INFILTRATION DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS. (GERARD DION).

R-020947-001

NOTRE CRITIQUE DU COMMUNISME EST-ELLE BIEN FONDEE? DANGERS DE NOTRE MAUVAISE COMPREHENSION DU SENS VERITABLE DE LA DOCTRINE MARXISTE. (CHARLES DE KONINCK).

C-000550-155

COMPAGNIE DE TRANSPORT PROVINCIAL

ANALYSE DES SYSTEMES ET PROCEDURES. RESULTATS D'UNE EXPERIENCE. PLANIFICATION AU DEPARTEMENT DU TRESOR DE LA COMPAGNIE DE TRANSPORT PROVINCIAL (MONTREAL). (ROGER GOSSELIN).

R-140459-485

COMPENSATION

LA COMPENSATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. DESCRIPTION DE LA LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DU QUEBEC. (FREDERIC-T. HECKER).

R-030648-091

READAPTATION AU TRAVAIL. PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET COMPENSATION.

R-010345-004

COMPETENCE

L'ANCIENNETE. PROBLEMES DU REEMBAUCHAGE ET DE LA PROMOTION EN RAPPORT AVEC L'ANCIENNETE ET LA COMPETENCE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-195

COMPETENCE JURIDIQUE

A UN CARREFOUR DES RECOURS EN DROIT DU TRAVAIL. LE CODE DU TRAVAIL ACCORDE A LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL LA JURIDICTION EXCLUSIVE POUR DECIDER SI UN SALARIE A ETE CONGEDIÉ POUR ACTIVITES SYNDICALES. MEME SI UN ARTICLE DE LA CONVENTION TRAITE DE CETTE QUESTION L'ARBITRE DES GRIEFS N'EST PAS COMPETENT POUR REGLER CE LITIGE. (FERNAND MORIN).

R-230468-677

ACCREDITATION SYNDICALE - JURIDICTION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES.

R-170362-334

ACCREDITATION. COMPETENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL QUANT A LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION.

R-190464-505

APPEL A UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'UNE DECISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. ABSENCE DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-487

ARBITRAGE. DEFAUT DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE POUR MODIFIER LES TERMES DE LA CONVENTION OU Y AJOUTER.

R-180363-412

BREF DE PROHIBITION ET CONSEIL D'ARBITRAGE. DECISION SUR LA COMPETENCE JURIDIQUE D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110155-057

CONGEDIEMENT POUR ACTIVITE SYNDICALE. REINTEGRATION ORDONNEE PAR LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. JURIDICTION DE LA COMMISSION POUR AGIR EN DE TELS CAS EN VERTU DES ARTICLES 21A ET 21B. DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-160461-485

CONSEIL D'ARBITRAGE ET CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE. UN CONSEIL D'ARBITRAGE NE PEUT MODIFIER LE CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE.

R-150260-266

DAMAGES AWARDED BY ARBITRATION BOARD. APPLICATION FOR CERTIORARI TO QUASH AWARD. WETHER BOARD HAS POWER TO AWARD AND ASSESS DAMAGES. DOMMAGES-INTERETS ATTRIBUES ET EVALUES PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-479

DAMAGES-POWER OF BOARD TO AWARD. POUVOIR D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'ATTRIBUER DES DOMMAGES-INTERETS.

R-160461-475

COMPETENCE JURIDIQUE (SUITE)

DECISION D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE SUR DES GRIEFS CONCERNANT DES CONGEDIEMENTS. VALIDITE DES MOTIFS DU CONGEDIEMENT ET JURIDICTION DU CONSEIL D'ARBITRAGE EN CE DOMAINE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-200

ERREUR DE FAIT VS EXCES DE JURIDICTION DE LA PART DE LA CRO.

R-120457-395

GRIEFS APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE: UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE A JURIDICTION POUR ENTENDRE UN GRIEF, MEME S'IL NAIT APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

R-150360-372

JURIDICTION DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (GERARD PICARD).

C-001661-077

JURIDICTION OF A LABOUR BOARD. CONDITIONS DE CETTE JURIDICTION. (JEAN-REAL CARDIN).

R-160161-093

LA CRO EXCEDE DE NOUVEAU SA JURIDICTION DANS LE CAS DE L'ALLIANCE. CAS DU REJET D'UNE REQUETE EN RECERTIFICATION DE L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL.

R-130158-075

LA TIMIDITE DE LA C.R.T. DEVANT L'ETAT-EMPLOYEUR. DETERMINATION DE LA COMPETENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE. (FERNAND MORIN).

R-230168-169

LABOUR RELATIONS BOARD AND THE COURTS. EFFETS DES TEXTES RESTRICTIFS DE L'INTERVENTION JUDICIAIRES SUR LES TENTATIVES DE LA COMMISSION CANADIENNE DES RELATIONS OUVRIERES ET PLUS DIRECTEMENT SUR SA JURIDICTION REELLE. (J.F.W. WEATHERILL).

R-210166-058

LE CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE: DISCRETION DE L'EMPLOYEUR OU DE L'ARBITRE. DECISION DE LA COUR SUPREME DU CANADA QUI ENLEVE A L'ARBITRE LE POUVOIR DE SUBSTITUER SON JUGEMENT A CELUI DE L'EMPLOYEUR QUANT AU CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE. (RENE DUSSAULT, PIERRE VERGE).

R-240169-199

LE STATUT PARTICULIER DES UNITES DE NEGOCIATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC. LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DEMANDE SI ELLE PEUT MODIFIER LES UNITES DE NEGOCIATION PREVUES PAR LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. (PATRICE GARANT).

R-230468-667

LES JURIDICTIONS CIVILES, PENALES ET CRIMINELLES SUR CERTAINS CONFLITS DE DROIT. TRES PEU DE CONFLITS DE DROIT ECHAPPENT AUX TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN. (THEODORE LESPANCE).

C-000954-037

RECONNAISSANCE SYNDICALE. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC EN MATIERE DE NAVIGATION LOCALE.

R-170162-069

RETROACTIVITE - SERVICES PUBLICS - POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE EN CETTE MATIERE.

R-170162-075**COMPETENCE JURIDIQUE (SUITE)**

SENIORITY-NATURE AND SCOPE OF DISCRETION FOR A COMPANY IN APPLYING A SENIORITY CLAUSE. POWER OF THE BOARD TO FIND AGAINST THE COMPANY.

R-160461-481

SERVICES PUBLICS-POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'AMENDER SA PROPRE SENTENCE.

R-170362-327**COMPORTEMENT DE L'EMPLOYEUR**

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENT ET MOTIVATION DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION).

R-010946-002

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENTS ET MOTIVATIONS DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION).

R-010846-002**COMPORTEMENT DE L'OUVRIER**

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES II: L'OUVRIER. MOTIVATIONS ET COMPORTEMENT DE L'OUVRIER. (GERARD DION).

R-011046-004**CONCESSION D'UNE ENTREPRISE**

LE RATTACHEMENT DE L'ACCREDITATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE A L'ENTREPRISE. L'ARTICLE 36 DU CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC PROTEGE L'ACCREDITATION ET LA CONVENTION COLLECTIVE DANS LE CAS DE CONCESSION TOTALE OU PARTIELLE D'UNE ENTREPRISE. (PIERRE VERGE).

R-240269-403**CONCILIATION**

APERCU SUR LA CONCILIATION. ROLE DU SERVICE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE AU QUEBEC ET STATISTIQUES SUR LES INTERVENTIONS DE CE SERVICE. (LOUIS-DE-GONZAGUE GOSSELIN).

R-090153-069

ARBITRABILITE DES GRIEFS ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. ROLES DU CONCILIEUR LORS DE LA NEGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE, ET DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION. ROLES DE LA DIRECTION ET DU SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNAN).

C-001560-102

CONCILIATION, ARBITRAGE ET TRIBUNAUX DU TRAVAIL. DIFFERENTS MECANISME QUI ONT POUR BUT DE REGLER LES CONFLITS DE TRAVAIL AU QUEBEC. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000146-065

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION DU ROYAUME-UNI ET DE L'ETAT LIBRE D'IRLANDE.

R-060351-072

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. II: ETATS-UNIS D'AMERIQUE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION AMERICAINE.

R-060251-052

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION FRANCAISE.

R-060451-115

CONCILIATION (SUITE)

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE LA CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL SELON LES PRINCIPALES LOIS DU CANADA ET DU QUEBEC.

R-060150-011

GRIEVANCES AND THIRD-PARTY INTERVENTION. LE GRIEF COMME FORME DE CONFLIT. ROLE DE LA MEDIATION OU DE LA CONCILIATION. (ROGER CHARTIER).

R-150260-193

LA CONCILIATION DES DIFFERENDS DU TRAVAIL. TEMOIGNAGE DE CONCILIEATEURS.

R-060351-079

LES CONSEILS D'ARBITRAGE DEVRAIENT-ILS ETRE ABOLIS? CRITIQUE DE CES CONSEILS ET PROPOSITION NOUVELLE CONCERNANT LA CONCILIATION.

R-070352-193

STATISTIQUES DE CONCILIATION. PAR SECTEURS INDUSTRIELS POUR LES TROIS PREMIERS MOIS DE 1951. (DENYS DION).

R-060351-094

TECHNIQUE DE LA CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE. TECHNIQUE DES RELATIONS DE TRAVAIL QUI CONDITIONNE LA REUSSITE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000449-019

TECHNIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. BONNES RELATIONS DE TRAVAIL GRACE A DE BONNES CONVENTIONS COLLECTIVES ET AUX TECHNIQUES DE CONCILIATION. (GERARD TREMBLAY).

R-040849-071

CONCILIATION OBLIGATOIRE

CONCILIATION: THE END OF COMPULSORY BOARDS. LE RAPPORT WOODS RECOMMANDE L'ABOLITION DU RECOURS OBLIGATOIRE AUX COMMISSIONS DE CONCILIATION. ETUDE DES EFFETS DE LA DIMINUTION DU RECOURS OBLIGATOIRE A LA CONCILIATION SUR LE NOMBRE DE DIFFERENDS RESOLUS PAR LES CONCILIEATEURS ET SUR LE NOMBRE, LA DUREE ET L'EMPLITUDE DES GREVES. (W.B. CUNNINGHAM).

R-250170-062

NOTES ON THE EVOLUTION OF COMPULSORY CONCILIATION IN CANADA. EVOLUTION HISTORIQUE DE LA CONCILIATION OBLIGATOIRE DANS LA LEGISLATION FEDERALE DU TRAVAIL. QUATRE ASPECTS NEGLIGES DANS LA LITTERATURE SUR CE SUJET. (C. BRIAN WILLIAMS).

R-190364-298

CONCURRENCE

LA NOUVELLE LEGISLATION ANTI-CARTEL. BREVE REVUE DE L'ANCIENNE LEGISLATION. AMENDEMENTS AU BIL. C-58; REPERCUSSIONS SUR LA CONCURRENCE DES PRIX ET LA LIBERTE DE CHOIX DU CONSOMMATEUR. (GERALD MARION).

R-150460-425

CONCURRENCE SYNDICALE

ABSENCE DE DEPOT DE LA CONVENTION. INEXISTENCE DE LA CONVENTION VIS-A-VIS DES TIERS. OUVERTURE CREE A UN AUTRE SYNDICAT POUR SE FAIRE RECONNAITRE COMME AGENT NEGOCIEATEUR.

R-170262-181

CONDITIONS DE TRAVAIL

DUREE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL SUIVANT NOS LOIS. CONDITIONS DE TRAVAIL. INTERPRETATION DE L'ARTICLE 15 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUEBEC. (JEAN H. GAGNE).

R-070151-059A

LES EFFETS RETROACTIFS D'UNE DECISION ARBITRALE ET L'ACTION UNILATERALE DE L'EMPLOYEUR. DANS QUELLE MESURE L'EMPLOYEUR PEUT MODIFIER DE SON PROPRE CHEF LES CONDITIONS DE TRAVAIL. (FERNAND MORIN).

R-220467-571

NEGOCIABILITE ET ARBITRABILITE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSEQUENCES DE LA MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL ET DE L'INTRODUCTION DE NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL. DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE ACTUELLE ET PROJET DE SOLUTION. (MARIUS BERGERON).

C-001560-115

NOUVEAUX CONCEPTS DE CONDITIONS DE TRAVAIL. AMELIORATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS APRES LA SECONDE GRANDE GUERRE RESULTANT DE LA NECESSITE DE PRODUCTION OPTIMUM PENDANT CETTE PERIODE. (JAMES O'CONNELL-MAHER).

R-020146-006

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU MEMOIRE DE LA F.T.Q. ET DE LA C.S.N. PRESENTE EN JUIN 1961. AU COMITE D'ETUDE SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.

R-160461-496

CHOMAGE, INFLATION ET LOGIQUE SYNDICALE. LES MEMOIRES DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. PRESENTES AU GOUVERNEMENT FEDERAL REVELENT LA LOGIQUE SYNDICALE FACE AUX PROBLEMES DE L'INFLATION ET DU CHOMAGE. (ROGER DEHEM).

R-200270-321

CHRONOLOGIE DE L'EVOLUTION CONFESIONNELLE DE LA C.T.C.C. (C.S.N.). (ROGER CHARTIER).

R-160161-102

DECLARATION DE PRINCIPES DE LA CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX.

R-160161-113

EVOLUTION DE L'ACTION POLITIQUE DE LA C.S.N. (GUY LORTIE).

R-220467-532

L'EVOLUTION DU SYNDICALISME DANS LA REVOLUTION TRANQUILLE. DEFINITION ET EVOLUTION DE L'ACTION SYNDICALE AU QUEBEC DURANT LES ANNEES QUI ONT SUIVI 1960. DEGRE DE L'INTEGRATION POLITIQUE DES SYNDICATS SOIT COMME GROUPES DE PRESSION SOIT COMME CORPS INTERMEDIAIRES. AU COURS DE CETTE PERIODE. RAPPROCHEMENT DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DEUX GRANDES CENTRALES. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).

R-220167-086

L'UNITE SYNDICALE ET LA C.S.N. (JEAN MARCHAND).

R-160261-267

LA C.S.N. A QUARANTE ANS. CARACTERE, REALISATIONS ET CHANGEMENTS DE POLITIQUE ET D'OBJECTIFS DANS LE MOUVEMENT. (JEAN MARCHAND).

R-160461-471

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (SUITE)

LA C.S.N. ET LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION. MODÈLE DE RECHERCHE UTILISÉ LORS DE CETTE ÉTUDE ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES LORS DE LA RÉALISATION DE CE TRAVAIL. INDICATIONS QUE L'ON PEUT EN RETIRER ET HYPOTHÈSES QUE L'ON EST EN DROIT DE FORMULER. (JEAN SEXTON). **R-250170-095**

LA CONCURRENCE SYNDICALE: CSN-FTQ. IMPLICATIONS DE LA QUERELLE PRÉSENTE. COMPARAISON D'UN MOUVEMENT SYNDICAL CONSTRUIT SUR LA POSSESSION D'UN POUVOIR MONOPOLISTIQUE À UN AUTRE OU EXISTENT PARALLÈLEMENT DES ORGANISMES CONCURRENTS. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-190364-381**

LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX ET L'ACTION POLITIQUE. ATTITUDES MODIFIÉES DE LA CENTRALE CONCERNANT L'ACTION POLITIQUE. **R-170462-495**

LA CSN, LE CHOMAGE, L'ASSURANCE-CHOMAGE ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE ÉCONOMIQUE. MÉMOIRE ANNUEL DE LA CSN AU CABINET FÉDÉRAL. **R-170362-346**

LA DISTRIBUTION DES POUVOIRS À LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX. HISTOIRE DE L'ÉVOLUTION DE LA CSN ET MODIFICATIONS ACTUELLES DE SES STRUCTURES ET DE SES SERVICES. (MATHIEU VAILLANCOURT). **R-230168-003**

LE CHOMAGE: EXTRAITS DU MÉMOIRE DE LA CSN PRÉSENTÉ AU CABINET FÉDÉRAL. LE 2 FÉVRIER 1962. **R-160261-259**

LE CONGRÈS 1962 DE LA CSN: L'ACTION POLITIQUE. (GILLES BEAUSOLEIL). **R-180163-080**

LES CENTRALES SYNDICALES ET LE PROBLÈME DU CHOMAGE. OPINIONS DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. SUR CE SUJET. (JACQUES ST-LAURENT). **R-160261-238**

LES RIVALITÉS SYNDICALES AU QUÉBEC. LA RIVALITÉ ENTRE LA C.S.N. ET LA F.T.Q. SES CAUSES ET SES EFFETS. JUGEMENT CRITIQUE FACE À CETTE RIVALITÉ. (JEAN-REAL CARDIN). **R-190464-502**

RELATIONS INTERSYNDICALES: CSN - FTQ - CEQ. CHRONOLOGIE DE QUELQUES FAITS PROUVANT QUE LES CENTRALES QUÉBÉCOISES RECHERCHENT UNE SOLUTION COMMUNE. **R-230268-361**

CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE RÉGIE ÉLÉMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE PUBLICITÉ SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE PRIX. (GERARD PICARD). **C-000752-139**

CHRONOLOGIE DE L'ÉVOLUTION CONFÉSSIONNELLE DE LA C.T.C.C. (C.S.N.). (ROGER CHARTIER). **R-160161-102**

DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA C.T.C.C. **R-070151-063**

CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA (SUITE)

DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. **R-120157-168**

LA C.T.C.C. ET L'ACTION POLITIQUE. TEXTE D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE EN 1952. **R-080152-079**

LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. ORIGINE, DÉVELOPPEMENT, ORGANISATION ET POLITIQUE. (ALFRED CHARPENTIER). **R-040148-003**

LA CTCC ET L'AFFILIATION AU CTC. RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS DE LA CTCC. (GERARD DION). **R-130158-057**

LA CTCC ET L'UNITÉ OUVRIÈRE CANADIENNE. HISTOIRE DES RAPPORTS ENTRE LA CTCC ET LES AUTRES GROUPEMENTS SYNDICAUX TEL LE CTC. (GERARD DION). **R-120157-032**

LA CTCC ET LA FUSION. OPINION DU PRÉSIDENT DE LA CTCC SUR L'UNITÉ SYNDICALE ORGANIQUE. (GERARD PICARD). **R-100455-294**

LA CTCC ET LA FUSION. RÉSOLUTION DU CONGRÈS CONCERNANT L'UNITÉ SYNDICALE. **R-120157-172**

LA CTCC, L'ACTION POLITIQUE ET LA CONFÉSSIONNALITÉ. MODIFICATION DES CONSTITUTIONS ET NOUVELLES RÉSOLUTIONS. **R-140459-604**

LA DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA C.T.C.C. **R-100154-056**

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE EN ŒUVRE. RÉSUMÉ DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES AU COURS DES CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA ET DU CONGRÈS DES MÉTIERS ET DU TRAVAIL DU CANADA. (JEAN GAGNÉ). **R-030247-022**

LA FÉDÉRATION OUVRIÈRE MUTUELLE DU NORD. HISTOIRE DE LA FONDATION DES SYNDICATS CATHOLIQUES DANS LA RÉGION DE CHICOUTIMI. RÔLE DE MGR. LAPOINTE; ÉVOLUTION DE SES CONCEPTIONS SYNDICALES; TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES DE LA FÉDÉRATION JUSQU'À SON INTÉGRATION DANS LA CTCC. (MICHEL HÉTU). **R-170462-402**

LA MARCHÉ SUR QUÉBEC. APPUI DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA AUX TRAVAILLEURS DE MURDOCHVILLE. (ANDRÉ RAYNAUD). **R-120457-383**

LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES AU CANADA. APERÇU DE LA SITUATION AMÉRICAINE, CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE. POSITION DE LA CTCC. (GASTON CHOLETTE). **R-140459-553**

LE CHOMAGE. MÉMOIRE SUR LE CHOMAGE PRÉSENTÉ CONJOINTEMENT PAR LA F.T.Q. ET LA C.T.C.C. AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. **R-140159-110**

**CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS
CATHOLIQUES DU CANADA (SUITE)**

LE PROJET DE CODE DU TRAVAIL.
DECLARATIONS DE L'HONORABLE ANTONIO
BARRETTE, MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA
COMMISSION SACERDOTALE D'ETUDES
SOCIALES, ET DE LA CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA,
LORS DU RETRAIT DU BILL 5.

R -040749-068

LE SERVICE D'EDUCATION DE LA C.T.C.C.
HISTORIQUE, NATURE ET ROLE. (FERNAND
JOLICOEUR)

R -040649-058

LES CENTRALES OUVRIERES DU QUEBEC ET
L'ASSURANCE-SANTE. MEMOIRE PRESENTE AU
GOUVERNEMENT PAR LA CTCC ET LA FTO.

R -130258-175

LES CENTRALES OUVRIERES DU QUEBEC ET
L'EDUCATION. MEMOIRE CONJOINT DE LA FTO
ET DE LA CTCC PRESENTE AU GOUVERNEMENT
AU SUJET DES AMELIORATIONS A APPORTER
DANS L'ENSEIGNEMENT.

R -130258-208

LES CONGRES QUI DECIDERENT DE LA
FONDATION DE LA CTCC. HISTORIQUE DES
TROIS REUNIONS QUI DECIDERENT DE LA
FONDATION DE LA CTCC. QUEBEC
1918. TROIS-RIVIERES 1919 -CHICOUTIMI 1920.
(MICHEL TETU).

R -180263-197

LES MEMOIRES DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.O.
AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL.
COMMENTAIRES SUR LE CONTENU DE CES
MEMOIRES. (JEAN-REAL CARDIN).

R -150160-096

MEMOIRE DE LA CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA A LA
COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE.

R -080453-406

MEMOIRE DE LA CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. LE
MEMOIRE PROPOSE DES AMENDEMENTS A LA
LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET A LA LOI
CONCERNANT LES DIFFERENDS ENTRE LES
SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES.

R -020547-003

MEMOIRES DES GROUPEMENTS
PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT
PROVINCIAL. MEMOIRES ANNUELS PRESENTES
PAR LA C.T.C.C., LA LA F.P.U.I., LA F.T.O. ET
L'A.P.I.

R -080253-250

MEMOIRES DES GROUPEMENTS
PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT
PROVINCIAL. CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, LA
FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC,
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES
INDUSTRIELS.

R -090254-174

POSITIONS ET TENDANCES DU SYNDICALISME
OUVRIER CANADIEN. RAPPORT DES CONGRES
ANNUELS DE 1951 DU CMT.C. DU CCT ET DE LA
CTCC. (ROGER CHARTIER).

R -070151-039

POSITIONS SYNDICALES. EXTRAITS DE
MEMOIRES DE LA CTCC ET DU CTC PRESENTES
AU GOUVERNEMENT FEDERAL.

R -140359-430**CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS
CATHOLIQUES DU CANADA (SUITE)**

SYNDICALISME CHRETIEN ET DROIT QUEBECOIS
DU TRAVAIL: 1947 1957. EVOLUTION
FAVORABLE DE LA CTCC DEPUIS LA DERNIERE
GUERRE MONDIALE ET SON APPORT A LA
LEGISLATION DU TRAVAIL. (JEAN-REAL CARDIN).

R -130158-028

SYNDICALISME OUVRIER ET ACTION POLITIQUE.
RESOLUTIONS ET DECLARATIONS DE PRINCIPES
DU C.T.C., DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.O.

R -140159-154

UN COLLEGE OUVRIER. INAUGURATION PAR LA
C.T.C.C. D'UN COURS D'EDUCATION OUVRIERE.
NECESSITE, PROGRAMME ET METHODE
D'ENSEIGNEMENT. (FERNAND JOLICOEUR).

R -170452-310**CONFEDERATION INTERNATIONALE DES
SYNDICATS CHRETIENS**

CHRISTIAN TRADE UNIONS AND EUROPEAN
INTEGRATION. STRUCTURE SUPRANATIONALE DE
LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES
SYNDICATS CHRETIENS. ANALYSE DES
PROBLEMES D'ORIENTATION AVEC LESQUELS
SES ACTIVITES SUPRANATIONALES L'ONT
CONFRONTÉE. (SAMUEL H. BARNES).

R -170162-015**CONFEDERATION INTERNATIONALE DES
SYNDICATS LIBRES**

LE CTC ET LA VIE INTERNATIONALE.
COMPOSITION ET ROLES DE LA CONFEDERATION
INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES.
(CLAUDE JODOIN).

R -120157-080**CONFERENCE FEDERALE - PROVINCIALE**

LE GOUVERNEMENT FEDERAL ET LES
PROBLEMES DU TRAVAIL. CONFERENCE
FEDERALE - PROVINCIALE DU RETABLISSEMENT.

R -010145-007A**CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

CONSEQUENCES JURIDIQUES DES DECISIONS DE
LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
COMPOSITION DE CETTE CONFERENCE. BUTS ET
MOYENS D'OPERATION DE L'OIT. TYPES DE
DECISIONS ET CARACTERES DE L'OBLIGATION
DES ETATS-MEMBRES. (HENRI BINET).

R -080152-025

LE PROGRAMME ET LA STRUCTURE DE L'O.I.T.
EXAMINES PAR M. MORSE. LE RAPPORT DU
DIRECTEUR GENERAL DU B.I.T. A LA
CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

R -180363-418**CONFESSIONNALITE SYNDICALE**

CERTIFICATION. RIGHT TO CERTIFICATION FOR A
SECTORIAN ORGANIZATION RESTRICTED TO
MEMBERS OF THE CHRISTIAN FAITH. RIGHT
DENIED. LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE
L'ONTARIO, SECTION 10 ET LOI DES PRATIQUES
EQUITABLES DANS L'EMPLOI.

R -170262-187

CHRONOLOGIE DE L'EVOLUTION
CONFESSIONNELLE DE LA C.T.C.C. (C.S.N.).
(ROGER CHARTIER).

R -160161-102

CONFESSIONNALITE SYNDICALE (SUITE)

CONFESSIONNALITE SYNDICALE ET REGIME JURIDIQUE DU TRAVAIL DANS LE QUEBEC. COMMENT LA CONFESSIONNALITE SYNDICALE PEUT ETRE COMPATIBLE AVEC LE REGIME JURIDIQUE. ANALYSE DES DIVERSES MESURES LEGISLATIVES ET DES PRATIQUES SYNDICALES QUI PEUVENT AFFECTER LA CONFESSIONNALITE. (GERARD DION). **R-150260-162**

L'INTERCONFESSIONNALITE DES ASSOCIATIONS OUVRIERES CHRETIENNES DE L'ALLEMAGNE. EVOLUTION DES SYNDICATS CHRETIENS ET PROBLEME DE LA CONFESSIONNALITE SYNDICALE. (EGBERT MUNZER). **R-020346-008**

LA CTCC, L'ACTION POLITIQUE ET LA CONFESSIONNALITE. MODIFICATION DES CONSTITUTIONS ET NOUVELLES RESOLUTIONS. **R-140459-604**

THE CHANGING CHARACTER OF THE CHRISTIAN INTERNATIONAL. HISTORIQUE DU SYNDICALISME CHRETIEN. ET SON EVOLUTION VERS UN CARACTERE NON-CONFESSIONNEL. (EFREN CORDOVA). **R-230168-070**

CONFLITS D'INTERETS

COMPARATIVE SETTLEMENT OF LABOUR DISPUTES IN UNITED STATES AND CANADA. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT ET DES CONFLITS D'INTERET. L'ASSOCIATION AMERICAINE D'ARBITRAGE. (H.D. WOODS). **R-090354-215**

CONFLITS DE TRAVAIL ET ARBITRAGE OBLIGATOIRE. ARGUMENTS CONTRE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE DES CONFLITS D'INTERET. (GERARD DION). **R-020647-003**

CONFLITS ET ARBITRAGE. PROCEDURES QUI DEVRAIENT ETRE ETABLIES POUR PREVENIR ET REGLER LES CONFLITS D'INTERET. (GERARD TREMBLAY). **R-010646-003**

EXPOSE DES REGIMES CONTEMPORAINS. (A) DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. CONTENU DE LA LEGISLATION DU QUEBEC RELATIVE AU REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS; LOI DES RELATIONS OUVRIERES. LOI DES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001358-015**

EXPOSE DES REGIMES CONTEMPORAINS. (B) DANS D'AUTRES ETATS. ETUDES DES DIVERS SYSTEMES D'INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES CONFLITS DE TRAVAIL. REGIME DE SUPPRESSION DU SYNDICALISME, DE SYNDICALISME SURVEILLE ET DE LIBERTE SYNDICALE (CANADA, ETATS-UNIS, ANGLETERRE). (GILLES BEAUSOLEIL). **C-001358-030**

JUGEMENTS SUR LE REGIME QUEBECOIS. (A) EQUIVOQUES DU REGIME QUEBECOIS. BILAN CRITIQUE DES ELEMENTS DU REGIME LEGAL DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. (ROGER CHARTIER). **C-001358-049**

JUGEMENTS SUR LE REGIME QUEBECOIS. (B) CORRECTIONS A APPORTER AU REGIME QUEBECOIS EN MATIERE DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS. (GUILLAUME GEOFFRION). **C-001358-074**

CONFLITS D'INTERETS (SUITE)

JUGEMENTS SUR LE REGIME QUEBECOIS. (B) CORRECTIONS A APPORTER AU REGIME QUEBECOIS EN MATIERE DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET. (GERARD PICARD). **C-001358-081**

L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS. QLAND ET COMMENT L'ETAT PEUT-IL INTERVENIR? (ADOLF STURMTHAL). **C-001358-169**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. (A) LE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS ET DANS LES ENTREPRISES D'INTERET GENERAL. PROBLEMES DE LA LIBERTE SYNDICALE ET DU DROIT DE GREVE. (RENE-H. MANKIEWICZ). **C-001358-087**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. CORRECTIONS A APPORTER AU REGIME QUEBECOIS DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET DANS LE SECTEUR PUBLIC. ANALYSE DE LA LOI DES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (GUY MERRIL-DESAULNIERS). **C-001358-139**

LEGISLATION DU TRAVAIL. LIBERTE. PEUR ET CONFLIT. EQUIVOQUES DANS LE REGIME LEGAL DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET AU QUEBEC. LIBERTE ET PEUR DEVANT LES LOIS RESTRICTIVES; DEMOCRATIE INDUSTRIELLE (ROGER CHARTIER). **R-130358-254**

PREFACE. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: LE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS. (GERARD DION). **C-001358-003**

PROPOSED REMEDIES. PROPOSITIONS POUR REMEDIER AUX PRINCIPAUX MAUX QUI ASSAILLENT LE SYSTEME QUEBECOIS DE RELATIONS DE TRAVAIL. (H.D. WOODS). **C-001358-151**

RECOMMANDATIONS DES NEGOCIATIONS DIRECTES AU COURS DE L'ARBITRAGE: REOUIRIR LES NEGOCIATIONS DIRECTES ET ESSAYER DE S'ENTENDRE AVANT DE CONTINUER LES PROCEDURES. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-309**

STATE INTERVENTION IN THE SETTLEMENT OF INTERESTS CONFLICTS. TROIS THEORIES DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE AVEC LEURS VALEURS CORRESPONDANTES. THESE DE L'AUTEUR SUR LE SUJET SE BASANT SUR DES DONNEES RECUEILLIES DANS PLUSIEURS PAYS. (ADOLF STURMTHAL). **R-130458-392**

CONFLITS DE DROIT

ARBITRAGE PORTANT SUR UNE QUESTION DE DROIT. REFUS DE L'EMPLOYEUR DE SIGNER UNE CONVENTION COLLECTIVE DONT TOUTES LES CLAUSES ONT ETE NEGOCIEES ET AEGRES PAR LES DEUX PARTIES. (JEAN-H. GAGNE). **R-100255-130A**

COMPARATIVE SETTLEMENT OF LABOUR DISPUTES IN UNITED STATES AND CANADA. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT ET DES CONFLITS D'INTERET. L'ASSOCIATION AMERICAINE D'ARBITRAGE. (H.D. WOODS). **R-090354-215**

INTRODUCTION. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: LE REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT. (GERARD TREMBLAY). **C-000954-005**

CONFLITS DE DROIT (SUITE)

LES JURIDICTIONS CIVILES, PENALES ET CRIMINELLES SUR CERTAINS CONFLITS DE DROIT. TRES PEU DE CONFLITS DE DROIT ECHAPPENT AUX TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN. (THEODORE LESPERANCE).

C-000954-037

LES ROLES FUTURS DE L'ARBITRAGE STATUTAIRE ET DE L'ARBITRAGE CONVENTIONNEL. REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT QUI NAISSENT DE L'INTERPRETATION OU DE L'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000954-059

NATURE ET SOURCES DES CONFLITS DE DROIT INDIVIDUELS OU COLLECTIFS. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

C-000954-013

TENDANCES DU DROIT ANGLO-AMERICAIN DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT. SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DES ARBITRAGES AU CANADA EN GREFFANT SUR LES STRUCTURES CANADIENNES CERTAINES QUALITES DES PROCEDURES AMERICAINES. (H.D. WOODS).

C-000954-105

CONFLITS DE TRAVAIL

CONFLITS DE TRAVAIL ET ARBITRAGE OBLIGATOIRE. ARGUMENTS CONTRE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE DES CONFLITS D'INTERET. (GERARD DION).

R-020647-003

CONFLITS DE TRAVAIL ET PAIX SOCIALE. DISTINCTION ENTRE STRUCTURE DE CONFLIT ET CONFLIT PARTICULIER DANS LES RAPPORTS SOCIAUX. PROBLEMES DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. (YVES URBAIN).

R-090354-198

L'ETAT-EMPLOYEUR ET LA FONCTION PUBLIQUE. LE SYNDICALISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE. LA NEGOCIATION COLLECTIVE; CONFLIT DE TRAVAIL: CONSIDERATIONS PRATIQUES, INTERET PUBLIC. DISCUSSIONS SUR LE SUJET. (S.J. FRANKEL).

C-001863-099

LA CONCILIATION DES DIFFERENDS DU TRAVAIL. TEMOIGNAGE DE CONCILIEATEURS.

R-060351-079

LA POLICE ET LES DIFFERENDS DU TRAVAIL. DECLARATIONS DE M. FULTON RELATIVEMENT AU ROLE DE LA GENDARMERIE ROYALE; DECLARATION DE LA FRATERNITE DES POLICIERS DE MONTREAL.

R-140359-427

LABOUR, MANAGEMENT AND THE PUBLIC. LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES: LES PROBLEMES, LES SOLUTIONS, ET L'ATTITUDE DU PUBLIC LORS DES CONFLITS. (CARL H. GOLDENBERG).

R-190164-071

LE PRESIDENT DE CONSEIL D'ARBITRAGE ET L'ARBITRE UNIQUE DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS DE TRAVAIL. LES ATTITUDES DES PRESIDENTS ET DES ARBITRES EN LES CLASSIFIANT SELON LES TENDANCES JURIDIQUE, SOCIOLOGIQUE, MEDIATIONNISTE ET COMPROMISSIONNISTE. (FRANCOIS CHEVALIER).

R-210266-243

LE REGLEMENT DES CONFLITS DE TRAVAIL. REFLEXIONS GENERALES SUR LE DROIT DU TRAVAIL. (YVES URBAIN).

C-000954-121

CONFLITS DE TRAVAIL (SUITE)

THE THIRD WAVE LABOUR UNREST AND INDUSTRIAL CONFLICT IN CANADA. HISTOIRE DES CONFLITS OUVRIERS ET INDUSTRIELS DE 1900 A 1966. APPUI AUX PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA QUESTION DES CONFLITS INDUSTRIELS. (STUART JAMIESON).

R-250170-022

CONFLITS INTERSYNDICAUX

LA FUSION ET LES POSSIBILITES DE PROGRES. HISTOIRE DES CONFLITS INTER-SYNDICAUX ET EFFETS DE LA FUSION SUR CES CONFLITS. LA NEGOCIATION COLLECTIVE. LES SERVICES SYNDICAUX ET LA CROISSANCE DU SYNDICALISME AU CANADA. (JEAN GERIN-LAJOIE).

R-120157-086

CONGEDIEMENT

A UN CARREFOUR DES RECOURS EN DROIT DU TRAVAIL. LE CODE DU TRAVAIL ACCORDE A LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL LA JURIDICTION EXCLUSIVE POUR DECIDER SI UN SALAIRE A ETE CONGIEDE POUR ACTIVITES SYNDICALES. MEME SI UN ARTICLE DE LA CONVENTION TRAITE DE CETTE QUESTION L'ARBITRE DES GRIEFS N'EST PAS COMPETENT POUR REGLER CE LITIGE. (FERNAND MORIN).

R-230468-677

AREAS OF PROOF IN A DISCHARGE CASE. PREUVE DU MAUVAIS AGISSEMENT DE CELUI QUI PORTE LE GRIEF ET EVALUATION DE LA PUNITION EN RELATION AVEC L'INFRACTION.

R-150460-508

CARACTERES DU LOCK-OUT. UN LOCK-OUT NE SAURAIT A LUI SEUL SERVIR DE FONDEMENT A UNE PLAINTE POUR CONGEDIEMENT A LA SUITE D'ACTIVITE SYNDICALE. SELON LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL. (PIERRE VERGE).

R-230368-513

CAS PRATIQUE: UN EMPLOYEUR A-T-IL LE DROIT DE CONGIEDE SANS AVIS UN EMPLOYE ENGAGE AU MOIS. (DONAT QUIMPER).

R-030247-030

CONGEDIEMENT - MISE-A-PIED SUIVIE DE NON-RAPPEL AU TRAVAIL -CONDITIONS AUXQUELLES L'ANCIENNETE PREFERENTIELLE PEUT S'APPLIQUER.

R-200365-567

CONGEDIEMENT ET PROCEDURES REQUISES. LE CONGEDIEMENT CONSTITUANT UNE PUNITION EXTREME, L'EMPLOYE A LE DROIT D'ETRE ENTENDU, ET IL INCOMBE A L'EMPLOYEUR DE PROUVER LE RAPPORT ENTRE L'INFRACTION ET LA SANCTION.

R-160361-346

CONGEDIEMENT ILLEGAL. DELAI DE LA PLAINTE EN VERTU DES ARTICLES 21A ET 21B DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUEBEC.

R-170462-474

CONGEDIEMENT ILLEGAL. DROITS D'UN EMPLOYE 'TEMPORAIRE' EN VERTU DE L'ARTICLE 21 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-180363-408

CONGEDIEMENT ILLEGAL. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES. CONSTITUTIONNALITE DES ARTICLES 21A A 21E, L.R.O.

R-170162-074

CONGEDIEMENT ILLEGAL. UNE MISE-A-PIED EST-ELLE UN CONGEDIEMENT AU SENS DE LA LOI?

R-170462-480

CONGEDIEMENT (SUITE)

CONGEDIEMENT POUR ACTIVITE SYNDICALE.
REINTEGRATION ORDONNEE PAR LA
COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES.
JURIDICTION DE LA COMMISSION POUR AGIR EN
DE TELS CAS EN VERTU DES ARTICLES 21A ET
21B. DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-160461-485

CONGEDIEMENT-FARDEAU DE LA PREUVE. UN
TRIBUNAL D'ARBITRAGE DECIDE QU'EN CAS DE
SANCTION DISCIPLINAIRE LE FARDEAU DE LA
PREUVE APPARTIENT A L'EMPLOYEUR.

R-190164-107

DECISION D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE SUR DES
GRIEFS CONCERNANT DES CONGEDIEMENTS.
VALIDITE DES MOTIFS DU CONGEDIEMENT ET
JURIDICTION DU CONSEIL D'ARBITRAGE EN CE
DOMAINE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-200

DROIT DE CONGEDIER, DROIT DE DISPOSER DES
HOMMES. ORIGINE, SOURCE ET EVOLUTION DU
DROIT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEUR.
NOTRE DROIT DU TRAVAIL ET LE LOUAGE
D'OUVRAGE. CAS TYPIQUES DE
CONGEDIEMENTS OU DE LICENCIEMENTS
INDIVIDUELS. (JACQUES ARCHAMBAULT).

R-150460-410

GRIEF CONCERNANT LE CONGEDIEMENT DE
CERTAINS EMPLOYES SUIVANT UN PLAN DE
RETRAITE POUR VIEUX EMPLOYES. (JEAN-H.
GAGNE).

R-100455-285

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.
GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES,
LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE,
LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES
SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE
CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA
DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE).

R-110256-117

LA PROCEDURE DE GRIEF A L'EXPIRATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. DECISION ARBITRALE
SUR L'OBLIGATION FAITE A L'EMPLOYEUR PAR
L'ARTICLE 24 DE LA LOI DES RELATIONS
OUVRIERES DE RESPECTER LES CONDITIONS DE
TRAVAIL, ENTRE AUTRES, LES CLAUSES DE
CONGEDIEMENT ET D'ANCIENNETE.

R-150160-126

LA REINTEGRATION FORCEE DU SALAIRE EN
DROIT QUEBECOIS. MESURE DANS LAQUELLE
CETTE REINTEGRATION PEUT SE REALISER, D'UN
POINT DE VUE JURIDIQUE. COMPTE TENU DE LA
TRADITION CIVILISTE. (PIERRE VERGE).

R-250370-594

LAY-OFF SENIORITY CLAUSE AND MANAGEMENT
RIGHTS.

R-140459-614

LE RELGEMENT DES DIFFERENDS TOUCHANT
L'EXERCICE DU POUVOIR DISCIPLINAIRE DE
L'EMPLOYEUR, Y COMPRIS LE RENVOI. SOURCES,
PRINCIPES GENERAUX ET DIFFERENTES
TECHNIQUES ARBITRALES ET JUDICIAIRES QUI
ONT COURS DANS LE REGLEMENT DES
CONFLITS D'ORDRE DISCIPLINAIRE AU QUEBEC
(JEAN-REAL CARDIN).

R-190264-149

LES NOUVEAUX POUVOIRS DE LA C.R.O. EN
MATIERE DE RENVOI POUR ACTIVITE SYNDICALE
ET LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (MARIE-LOUIS
BEAULIEU).

R-170162-062**CONGES PAYES**

CONVENTION COLLECTIVE-CONGES PAYES.
REMUNERATION DU TRAVAIL FAIT UN JOUR DE
FETE CHOMEE ET PAYEE.

R-190364-392

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.
GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES,
LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE,
LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES
SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE
CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA
DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE).

R-110256-117

JOURS CHOMES ET PAYES. SENTENCE
ARBITRALE. (JEAN-H. GAGNE)

R-100255-130

LE CONGE DES SALAIRES POUR VOTER A UNE
ELECTION SELON LA LOI ELECTORALE DE
QUEBEC. CAUSE IMPLIQUANT LA CANADA
PACKERS LTD.

R-040949-088

LES CONGES ANNUELS PAYES DANS LE QUEBEC.
NATURE ET MODALITES D'APPLICATION DE
L'ORDONNANCE NO 3 DE LA COMMISSION DU
SALAIRE MINIMUM. (CHARLES BELANGER).

R-031048-148

LES CONGES ANNUELS PAYES EDICTES PAR
DECRETS. LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE.
(CHARLES BELANGER).

R-040749-066

LES CONGES PAYES DANS LA PROVINCE DE
QUEBEC. HISTORIQUE, BUTS ET REPERCUSSIONS
DES CLAUSES DE CONGES PAYES.

R-010946-005

PREMIER PAPER BOX, MONTREAL ET L'UNION DE
SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU
TRIBUNAL CONCERNANT LA CLASSIFICATION
DES TACHES, LES CONGES STATUTAIRES ET LES
CONGES PAYES, LES VACANCES PAYEES.
(JEAN-H. GAGNE).

R-060451-123

RIGHT FOR EMPLOYEES TO ABSENT
THEMSELVES IN ORDER TO VOTE AS ELECTORS
ON THE CITY OF MONTREAL ELECTIONS.

R-160461-492

STATISTIQUES ET INFORMATION SUR LES
CONGES ANNUELS PAYES DANS LES
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL DU
QUEBEC.

R-050950-088A**CONGES STATUTAIRES**

CERTAINES DEMANDES SPECIALES DE LA PART
DES UNIONS OU DES COMPAGNIES: QUESTIONS
DIVERSES-CONGES STATUTAIRES, PRIVILEGES
ACCORDES AUX EMPLOYES, FONDS DE PENSION,
EXTENSION JURIDIQUE D'UNE CONVENTION.
(JEAN-H. GAGNE).

R-110256-114

CONSIDERATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953.
ETUDE COMPARATIVE DES CAUSES
D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES
PAYEES, LES CONGES STATUTAIRES, LES HEURES
DE TRAVAIL, LA RETROACTIVITE ET LA SECURITE
SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL).

R-090153-029

PREMIER PAPER BOX, MONTREAL ET L'UNION DE
SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU
TRIBUNAL CONCERNANT LA CLASSIFICATION
DES TACHES, LES CONGES STATUTAIRES ET LES
CONGES PAYES, LES VACANCES PAYEES.
(JEAN-H. GAGNE).

R-060451-123

CONGES-MALADIE

CONGES-MALADIE PAYES PAR L'EMPLOYEUR.
DISTINCTION ENTRE CONGES PAYES A CAUSE
DE MALADIE, DURANT L'EMPLOI, ET INDEMNITE
DE DEPART EN CAS DE CESSATION D'EMPLOI.

R-180263-247

CONGRES

CONGRES OUVERTS. DES CHEFS OUVRIERS
ASSISTENT AU CONGRES D'UNE IMPORTANTE
ASSOCIATION PATRONALE ET VICE VERSA.

R-010245-005

NOTRE CONGRES POUR EMPLOYEURS DE
LANGUE ANGLAISE: UNE INITIATIVE
COURAGEUSE ET REUSSIE. COMPTE-RENDU DU
CONGRES DONT LE THEME ETAIT: 'L'EGLISE ET
LES PROBLEMES ECONOMIQUES ACTUELS'.
(FRERE JUSTIN F.S.C.)

R-050349-025

CONGRES CANADIEN DU TRAVAIL

LA FUSION CMTCC - CCT. NATURE ET LIMITES DE
LA FUSION DES DEUX CENTRALES. (GERARD
DION).

R-120157-005

LA FUSION DU CMT ET DU CCT. CONTEXTES,
ETAPES, NATURE ET CONSEQUENCES DE LA
FUSION. (GERARD DION).

R-100255-135

LA FUSION DU CONGRES DES METIERS ET DU
TRAVAIL DU CANADA ET DU CONGRES
CANADIEN DU TRAVAIL. PRINCIPES DEVANT
REGIR LA FUSION DES DEUX CONGRES.

R-100455-289

LE CONGRES CANADIEN DU TRAVAIL. ORIGINE
ET ORGANISATION. DISTINCTION AVEC LE
CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU
CANADA. (EUGENE FORSEY).

R-040148-005

POSITIONS ET TENDANCES DU SYNDICALISME
OUVRIER CANADIEN. RAPPORT DES CONGRES
ANNUELS DE 1951 DU CMTCC, DU CCT ET DE LA
CTCC. (ROGER CHARTIER).

R-070151-039

CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU CANADA

DEVELOPMENT OF RELATIONS BETWEEN
CANADIAN AND AMERICAN NATIONAL TRADE
UNION CENTERS 1886-1925. EVOLUTION DES
RELATIONS ENTRE LA CMTCC ET L'AFL. (BRIAN C.
WILLIAMS).

R-200265-340

LA DEMOCRATIE OUVRIERE EN OEUVRE. RESUME
DES RESOLUTIONS ADOPTEES AU COURS DES
CONGRES DE LA CONFEDERATION DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA ET
DU CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU
CANADA. (JEAN GAGNE).

R-030247-022

LA FUSION CMTCC - CCT. NATURE ET LIMITES DE
LA FUSION DES DEUX CENTRALES. (GERARD
DION).

R-120157-005

LA FUSION DU CMT ET DU CCT. CONTEXTES,
ETAPES, NATURE ET CONSEQUENCES DE LA
FUSION. (GERARD DION).

R-100255-135

LA FUSION DU CONGRES DES METIERS ET DU
TRAVAIL DU CANADA ET DU CONGRES
CANADIEN DU TRAVAIL. PRINCIPES DEVANT
REGIR LA FUSION DES DEUX CONGRES.

R-100455-289

CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU CANADA (SUITE)

LE CONGRES CANADIEN DU TRAVAIL. ORIGINE
ET ORGANISATION. DISTINCTION AVEC LE
CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU
CANADA. (EUGENE FORSEY).

R-040148-005

POSITIONS ET TENDANCES DU SYNDICALISME
OUVRIER CANADIEN. RAPPORT DES CONGRES
ANNUELS DE 1951 DU CMTCC, DU CCT ET DE LA
CTCC. (ROGER CHARTIER).

R-070151-039

THE TLCC - CCL MERGER AND UNION POLICY
AND IMPACT OF WAGES. CONSEQUENCES
POSSIBLES DE LA FUSION SUR LES SALAIRES ET
SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN GENERAL.
(ROGER CHARTIER).

R-120157-062

THE TRADES AND LABOUR CONGRESS OF
CANADA AND POLITICAL ACTION: 1898-1908.
L'ACTION POLITIQUE DU CONGRES DES METIERS
ET DU TRAVAIL DU CANADA ET SES RELATIONS
AVEC LE MOUVEMENT POLITIQUE SOCIALISTE
ENTRE 1898 ET 1908. (MARTIN ROBIN).

R-220267-187

CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES

DEUX CONGRES. COMPTE-RENDU DE DEUX
CONGRES DE RELATIONS INDUSTRIELLES: LE
18IEME CONGRES DES RELATIONS
INDUSTRIELLES (QUEBEC) ET LE CONGRES DE
L'ASSOCIATION DE RECHERCHES EN RELATIONS
INDUSTRIELLES (MONTREAL). (GERARD HEBERT
S.J.).

R-180363-386

LA PRESSE ET LE 24EME CONGRES ANNUEL DES
RELATIONS INDUSTRIELLES DE LAVAIL. MESURE
DE L'INTERET DES JOURNAUX ENVERS LES
CONFERENCES DU CONGRES. (JACQUES RIVET,
MARCEL GILBERT).

C-002469-197

CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA

CHOMAGE, INFLATION ET LOGIQUE SYNDICALE.
LES MEMOIRES DE LA C.S.N. ET DU C.T.C.
PRESENTES AU GOUVERNEMENT FEDERAL
REVELENT LA LOGIQUE SYNDICALE FACE AUX
PROBLEMES DE L'INFLATION ET DU CHOMAGE.
(ROGER DEHEM).

R-250270-321

CONSTITUTION DU CONGRES DU TRAVAIL DU
CANADA.

R-120157-140

LA CTCC ET L'AFFILIATION AU CTC.
RESOLUTIONS DU CONGRES DE LA CTCC.
(GERARD DION).

R-130158-057

LA CTCC ET L'UNITE OUVRIERE CANADIENNE.
HISTOIRE DES RAPPORTS ENTRE LA CTCC ET LES
AUTRES GROUPEMENTS SYNDICAUX TEL LE CTC.
(GERARD DION).

R-120157-032

LE COLLOQUE CTC-PSD A WINNIPEG. REUNION
POUR ETUDIER LA POSSIBILITE DE CREER UN
NOUVEAU PARTI POLITIQUE. (FERNAND
BOURRET).

R-140459-573

LE CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA ET LE
CANADIANISME. AUTONOMIE DU CTC VIS-A-VIS
LES UNIONS AMERICAINES. (EUGENE FORSEY).

R-120157-124

LE CTC ET LA VIE INTERNATIONALE.
COMPOSITION ET ROLES DE LA CONFEDERATION
INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES
(CLAUDE JODOIN).

R-120157-080

CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA (SUITE)

LES CENTRALES SYNDICALES ET LE PROBLEME DU CHOMAGE. OPINIONS DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. SUR CE SUJET. (JACQUES ST-LAURENT).
R-160261-238

MEMOIRE DU CTC AU GOUVERNEMENT FEDERAL. REPONSES AUX PRISES DE POSITION DE CERTAINS EMPLOYEURS SUR LE SYNDICALISME.
R-150260-269

OPINIONS SYNDICALES SUR LES STRUCTURES SYNDICALES. LE CTC DOIT DEVENIR INDEPENDANT DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN QUI EST AVANT TOUT UN SYNDICALISME D'AFFAIRES ET SE REPENSER EN FONCTION DES EXIGENCES SOCIALES, ECONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA REALITE CANADIENNE. (S.T. PAYNE).
R-230468-649

POSITIONS SYNDICALES. EXTRAITS DE MEMOIRES DE LA CTCC ET DU CTC PRESENTES AU GOUVERNEMENT FEDERAL.
R-140359-430

QUOTATIONS FROM THE SUBMISSION OF THE CANADIAN LABOUR CONGRESS TO THE SENATE SPECIAL COMMITTEE ON MANPOWER AND EMPLOYMENT.
R-160261-261

SOME PROBLEMS OF THE CANADIAN LABOUR CONGRESS. PROBLEMES INTERNES ET EXTERNES DE CETTE ORGANISATION FACE A LA SOCIETE MODERNE. (WILLIAM DODGE).
R-170162-086

SYNDICALISME OUVRIER ET ACTION POLITIQUE. RESOLUTIONS ET DECLARATIONS DE PRINCIPES DU C.T.C., DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.Q.
R-140159-154

THE CLC COMMISSION ON CONSTITUTION AND STRUCTURE. COMMENTAIRES SUR QUELQUES-UNES DES RECOMMANDATIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DE REVISION DES STATUTS ET DES STRUCTURES DU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA. (LARRY SEFTON)
R-230468-642

THE NATIONAL COUNCIL OF CANADIAN LABOUR. OPINION DE CETTE CENTRALE SUR LE NOUVEAU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA. (CLIVE THOMAS).
R-120157-055

THE TLCC - CCL MERGER AND UNION POLICY AND IMPACT OF WAGES. CONSEQUENCES POSSIBLES DE LA FUSION SUR LES SALAIRES ET SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN GENERAL. (ROGER CHARTIER).
R-120157-062

CONGRES SYNDICAUX

DEMOCRATIE OUVRIERE EN 1952. COMMENTAIRE SUR LA NATURE ET L'IMPORTANCE DES CONGRES ANNUELS DES MOUVEMENTS OUVRIERS CANADIENS ET SUR L'ACTION POLITIQUE DE CES DERNIERS. (EMILE GOSSELIN).
R-080152-045

CONGRESS OF INDUSTRIAL ORGANIZATIONS

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. ACTION POLITIQUE DE L'AFL, DU CIO ET DE L'AFL-CIO. (LEON A. DALE).
R-170462-422

CONGRESS OF INDUSTRIAL ORGANIZATIONS (SUITE)

LES SYNDICATS DANS LA VIE AMERICAINE. LE PASSE DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN (AFL ET CIO); DEBUTS DU MOUVEMENT; CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET DIFFICULTES DE L'AFL; ASCENSION DU MOUVEMENT DANS LES ANNEES 40. (LEON A. DALE).
R-170362-304

CONSEIL CANADIEN DU BIEN-ETRE

LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN ETRE RECOMMANDE LA SEPARATION DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT ET DE LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE ET UNE REVISION FONDAMENTALE DU PROGRAMME DE L'ASSURANCE-CHOMAGE.
R-160261-264

CONSEIL D'ARBITRAGE

BREF DE PROHIBITION ET CONSEIL D'ARBITRAGE. DECISION SUR LA COMPETENCE JURIDIQUE D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).
R-110155-057

CONSEIL D'ARBITRAGE ET CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE. UN CONSEIL D'ARBITRAGE NE PEUT MODIFIER LE CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE.
R-150260-266

DECISION D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE SUR DES GRIEFS CONCERNANT DES CONGEDIEMENTS. VALIDITE DES MOTIFS DU CONGEDIEMENT ET JURIDICTION DU CONSEIL D'ARBITRAGE EN CE DOMAINE. (JEAN-H. GAGNE).
R-110356-200

LE PRESIDENT DE CONSEIL D'ARBITRAGE ET L'ARBITRE UNIQUE DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS DE TRAVAIL. LES ATTITUDES DES PRESIDENTS ET DES ARBITRES EN LES CLASSIFIANT SELON LES TENDANCES JURIDIQUE, SOCIOLOGIQUE, MEDIAT CANNISTE ET COMPROMISSIONNISTE. (FRANCOIS CHEVALIER).
R-210266-243

LES CONSEILS DHARBITRAGE DEVRAIENT-ILS ETRE ABOLIS?. CRITIQUE DE CES CONSEILS ET PROPOSITION NOUVELLE CONCERNANT LA CONCILIATION.
R-070352-193

PROCEDURES A SUIVRE DEVANT LES CONSEILS D'ARBITRAGE ET PRESENTATION DE LA PREUVE. (JEAN H. GAGNE).
R-100255-128

PROCEDURES DEVANT LES CONSEILS D'ARBITRAGE. (JEAN H. GAGNE).
R-080152-068

REMARQUES D'UN ARBITRE SUR LA FACON DE PROCEDER D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).
R-100455-284

CONSEIL D'ORIENTATION ECONOMIQUE DU QUEBEC

LE CONSEIL D'ORIENTATION ECONOMIQUE DU QUEBEC. NATURE ET ROLE DE CET ORGANISME.
R-180163-110

CONSEIL DU PATRONAT

CONSEIL DU PATRONAT ET PLANIFICATION ECONOMIQUE. LE PHENOMENE DE SOCIALISATION ET LA PLANIFICATION ECONOMIQUE. MISE SUR PIED D'UN CONSEIL DU PATRONAT, ET CONDITIONS INDISPENSABLES A SON BON FONCTIONNEMENT. (GERARD DION).
R-180363-388

CONSEIL DU PATRONAT (SUITE)

POUR LA CREATION D'UN CONSEIL PROVINCIAL DU PATRONAT. RESOLUTIONS DU XVIIIIE CONGRES ANNUEL DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INDUSTRIELS. (GEORGES-HENRI DAGNEAU).

R-170462-465**CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA**

CROISSANCE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA CONCERNANT LA CROISSANCE ECONOMIQUE. (LOUIS COUILLARD).

C-002166-145

ECONOMIC GOALS FOR CANADA TO 1970. FIRST ANNUAL REVIEW: ECONOMIC COUNCIL OF CANADA. (ADOLF STURMTHAL).

R-200365-564**CONSEIL NATIONAL DE LA PRODUCTIVITE**

DEMISSION DE M. CLAUDE JODOIN DU CONSEIL NATIONAL DE LA PRODUCTIVITE. TEXTE DE LA LETTRE DE DEMISSION.

R-170462-499

LE CONSEIL NATIONAL DE PRODUCTIVITE. EXTRAIT DE SON PREMIER RAPPORT ANNUEL. LA PREPARATION ET LA MISE EN OEUVRE DE SES PROGRAMMES.

R-180163-120**CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL**

LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LE CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL ET LES LOIS OUVRIERES DE 1944 (1940-1945). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL: VII. (ROGER CHARTIER).

R-180363-346

LE CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL DE LA PROVINCE DE QUEBEC. LISTE DES MEMBRES EN 1952.

R-070151-061

LE CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL. FONCTIONNEMENT ET ROLES DE CET ORGANISME.

R-010445-004A**CONSEILLER EN RELATIONS INDUSTRIELLES**

LES CONSEILLERS EN RELATIONS INDUSTRIELLES ET LA PROFESSION. ELEMENTS DE REPONSE A SAVOIR SI LE CONSEILLER EN RELATIONS INDUSTRIELLES EST UN PROFESSIONNEL OU NON. (ROGER CHARTIER).

R-190464-478

THE INDUSTRIAL RELATIONS COUNSELORS AND THE PROFESSIONAL STATUS. (ROGER CHARTIER).

R-200165-128**CONSEILLER MORAL**

LE ROLE DU CONSEILLER MORAL DANS LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. RAISONS DE SON EXISTENCE, SES DROITS ET SES DEVOIRS. (GERARD DION).

R-070151-027**CONSEILLER SYNDICAL**

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DU SYNDICALISME. ROLE DU CONSEILLER DANS LE SYNDICALISME ET PERSPECTIVES D'AVENIR. (MARCEL PEPIN).

C-001762-051

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DU SYNDICALISME. REFLEXIONS SUR LE ROLE ET LES RESPONSABILITES DU CONSEILLER DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. (EUGENE FORSEY).

C-001762-065**CONSEILS D'ENTREPRISE**

CONSEILS D'ENTREPRISE. HISTORIQUE ET STRUCTURES. MODALITES D'INTERVENTION DES SYNDICATS DANS LEUR FONCTIONNEMENT. POUVOIRS ET FONCTIONS.

R-040849-075**CONSEILS DE DEVELOPPEMENT**

L'EXTENSION DE LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE. REFLEXIONS AU SUJET D'UN PROJET DE LOI PRESENTE DEVANT LE PARLEMENT ANGLAIS, VISANT A CREER DES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT AVEC LA PARTICIPATION DES INDUSTRIES, DES SYNDICATS ET DE L'ETAT, POUR AUGMENTER LA PRODUCTIVITE DES INDUSTRIES: (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-020747-004**CONSEILS INDUSTRIELS**

APPROACHES TO THE INDUSTRY COUNCIL IDEA IN THE UNITED STATES. PROGRES DE L'IDEE DES CONSEILS INDUSTRIELS. POSSIBILITE DE DEVELOPPER CE SYSTEME DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES PROFESSIONS LIBERALES. (GERALD S. SCHNEPP S.M. AND ISABELLE MORELLO).

R-090454-381

TRADE UNIONS AND THE INDUSTRY COUNCIL PLAN. CAUSES DES RETARDS DANS LE DEVELOPPEMENT DE CES CONSEILS. MOYENS CONCRETS POUR AMENER LEUR REALISATION. (BROTHER JUSTIN, F.S.C.).

R-080353-302**CONSOmmATEUR**

LA NOUVELLE LEGISLATION ANTI-CARTEL. BREVE REVUE DE L'ANCIENNE LEGISLATION. AMENDEMENTS AU BIL C-58; REPERCUSSIONS SUR LA CONCURRENCE DES PRIX ET LA LIBERTE DE CHOIX DU CONSOmmATEUR. (GERALD MARION).

R-150460-425**CONSOmmATION**

LA POLITIQUE DES SALAIRES: LES IMPLICATIONS SALARIALES DES DES COMPORTEMENTS DE CONSOmmATION. PRESSIONS QUI S'EXERCENT SUR LE CONSOmmATEUR ET RESSOURCES NECESSAIRES A LA SATISFACTION DE SES BESOINS. SIGNIFICATION DES TENDANCES DE LA CONSOmmATION VIS-A-VIS LES POLITIQUES SALARIALES. (MARC-ADELARD TREMBLAY).

R-240169-063**CONSTITUTION CANADIENNE**

CONSTITUTIONALITE DE CERTAINS POUVOIRS. CONFERES A LA CRT POUR ASSURER LA LIBERTE SYNDICALE. (PIERRE VERGE).

R-220467-569

LA PLACE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL DANS L'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE. CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL, POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL. (MARC LAPORTE).

C-001661-093

LE CANADA, UN OU DIX... QUE SE PASSE T-IL AU QUEBEC? POINT DE VUE D'UN SYNDICALISTE QUEBECOIS SUR LE PROBLEME CONSTITUTIONNEL CANADIEN. (GERARD RANCOURT).

R-230368-445

LES ASPECTS CONSTITUTIONNELS DE LA RATIFICATION DES CONVENTIONS DE L'O.I.T. PAR LES ETATS FEDERATIFS COMME LE CANADA. (JAN K. WANCZYSKY).

R-240469-727

CONSTITUTION DU SYNDICAT

VALEUR DE LA CONSTITUTION D'UNE UNION-MANDAMUS. CAS D'EXPULSION D'UN MEMBRE. **R-050750-070**

CONTEXTE ECONOMIQUE

INTERDEPENDANCE ENTRE L'ECONOMIQUE, LE SOCIAL ET LES STRUCTURES SYNDICALES. REFLEXIONS SUR L'EVOLUTION DU SYSTEME CAPITALISTE EN PARALLELE AVEC L'EVOLUTION DU SYNDICALISME EN AMERIQUE DU NORD. (EMILE GOSSELIN). **C-001257-017**

PREFACE. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. (GERARD DION). **C-001257-003**

STRUCTURES ECONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. INFLUENCE DES CHANGEMENTS DE L'ECONOMIE SUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES. (HARRY EASTMAN). **C-001257-057**

CONTRAT

CAS PRATIQUES. LEGALITE DE LA PENALITE POUR RETARD AU TRAVAIL. CRITERIUM POUR RECONNAITRE LA LEGALITE D'UNE DISPOSITION CONTRACTUELLE. (DONAT QUIMPER). **R-020647-004**

CONTRAT DE TRAVAIL

ARBITRAGE. ARBITRABILITE D'UN GRIEF; EQUITÉ ET BONNE CONSCIENCE; VIE PRIVEE DE L'EMPLOYE; RUPTURE ET SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL. (ROGER CHARTIER). **R-130158-082**

LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL. REGLES SUR LA DUREE DU CONTRAT DE TRAVAIL ET LE PREAVIS DE RUPTURE. CARACTERE DES DISPOSITIONS SUR LE DELAI-CONGE ET L'EFFET DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL SUR CE SUJET. (GEORGES-MICHEL GIROUX). **R-040949-083**

LE DELAI-CONGE. REGLES SUR LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL. **R-040849-078**

CONTREMAITRE

BUILDING EMPLOYEE SECURITY. RESPONSABILITES DU CONTREMAITRE EN CE QUI CONCERNE LA SECURITE DE L'EMPLOYE. (LELAND P. BRADFORD). **R-010946-004**

CONTACTS AND CONFLICTS BETWEEN FOREMAN AND STEWARD. INFLUENCE RECIPROQUE DES OPINIONS ET DES ATTITUDES DE CHACUN. REPARTITION DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE ENTRE LE SYNDICAT ET LA DIRECTION (F.D. BARRET). **R-110155-025**

CONTACTS ET CONFLITS ENTRE CONTREMAITRE ET DELEGUE D'ATELIER. ELARGISSEMENT DU CADRE DES RELATIONS ENTRE CONTREMAITRE ET DELEGUE: CONTACTS CONTRACTUELS ET NON- CONTRACTUELS. (F.D. BARRET). **C-001055-105**

CULTURAAL DIFFERENCES AND SUPERVISORY STYLES. ENQUETE MENEES AUPRES DE CADRES DE MILIEU CULTUREL DIFFERENT. SUR LA FACON DONT LES CONTREMAITRES CONCOIVENT LEUR ROLE ET EXERCENT LEUR FONCTION. (ARTHUR ELLIOT CARLISLE). **R-230168-048**

CONTREMAITRE (SUITE)

LE CONTREMAITRE DANS L'ENTREPRISE MODERNE. PROBLEMES DE CETTE TACHE ET RESPONSABILITES D'AUJOURD'HUI DANS LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE. (EMILE GOSSELIN). **R-130458-417**

LES CONTREMAITRES ET LA CONVENTION COLLECTIVE. SES RESPONSABILITES FACE A L'ADMINISTRATION DE LA CONVENTION. **R-010546-001**

ROLE ET RESPONSABILITE DU CONTREMAITRE DANS L'ENTREPRISE. (R.R. GRONDIN). **C-001055-073**

SUPERVISORS INCENTIVES AND JOB SATISFACTION. SATISFACTION QUE DES CONTREMAITRES RETIRENT DE CERTAINS STIMULANTS PAR RAPPORT A LEUR IMPORTANCE. (C. RODRIGUE GIROUX). **R-100154-015**

CONTROLE

CONSEQUENCES DU ROLE DU SPECIALISTE SUR LES DECISIONS ET SUR LE CONTROLE DANS UNE ENTREPRISE MODERNE. (W.A. HUNTER). **C-001762-089**

CONTROLE JUDICIAIRE

LABOR RELATIONS BOARD. SOME ELEMENTARY PRINCIPLES. QUELQUES PRINCIPES ELEMENTAIRES DU CONTROLE JUDICIAIRE EN RELATIONS DU TRAVAIL. (W.B. CUNNINGHAM). **R-190264-179**

LE POUVOIR DE SANCTION DE L'ARBITRE DE GRIEF ET LE CONTROLE JUDICIAIRE. (FERNAND MORIN). **R-240469-768**

CONVENTION COLLECTIVE

ABSENCE DE DEPOT DE LA CONVENTION. INEXISTENCE DE LA CONVENTION VIS-A-VIS DES TIERS. OUVERTURE CREE A UN AUTRE SYNDICAT POUR SE FAIRE RECONNAITRE COMME AGENT NEGOCIEATEUR. **R-170262-181**

ADMISSIBILITE DU RECOURS CIVIL DE L'EX-SALARIE, FONDE SUR LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE). **R-240369-598**

ANCIENNETE. SIGNIFICATION DE L'EXPRESSION 'ANNEES DE SERVICE' DANS UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL. ANCIENNETE ACCUMULEE AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION. **R-180163-106**

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. LA CONVENTION COLLECTIVE EST-ELLE SIMPLEMENT UNE NOUVELLE METHODE D'ADMINISTRATION DU PERSONNEL? (FERNAND JOLICOEUR). **R-050349-030**

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. L'ATTITUDE DES EMPLOYEURS DEVANT LES UNIONS OUVRIERES COMME UNITES DE NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN GAGNE). **R-040849-073**

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. ROLE DU DIRECTEUR DU PERSONNEL DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION. (L.A. LYONS). **C-000449-105**

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

ARBITRABILITÉ DES GRIEFS ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. RÔLES DU CONCILIATEUR LORS DE LA NÉGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE, ET DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION. RÔLES DE LA DIRECTION ET DU SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNON).

C-001560-102

ARBITRAGE PORTANT SUR UNE QUESTION DE DROIT. REFUS DE L'EMPLOYEUR DE SIGNER UNE CONVENTION COLLECTIVE DONT TOUTES LES CLAUSES ONT ÉTÉ NÉGOCIÉES ET AGRÉES PAR LES DEUX PARTIES. (JEAN-H. GAGNE).

R-100255-130A

ARBITRAGE. DÉFAUT DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE POUR MODIFIER LES TERMES DE LA CONVENTION OU Y AJOUTER.

R-180363-412

ASPECT OUVRIER DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. RÔLES DU DÉLÉGUÉ D'ATELIER DANS LA PROCÉDURE DE GRIEFS. (RENE GOSSELIN).

C-000449-125

ASPECT OUVRIER DE LA NÉGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. NATURE, OBJET ET FONCTIONS DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (REMI DUQUETTE).

C-000449-099

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE. EXTRAITS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE FREEDMAN EN MARGE D'ÉVÉNEMENTS SURVENUS EN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX (C.N.R.) RELATIVEMENT AUX PARCOURS PROLONGÉS.

R-210266-270

CLAUDE DE RENOUVELLEMENT DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. DURÉE DE LA CONVENTION ET MODÈS DE PROROGATION PERMIS PAR LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET LA LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS. (GEORGES-MICHEL GIROUX).

R-030848-119

CLAUSES D'ARBITRAGE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES.

R-010145-003A

CLAUSES D'ATELIER SYNDICAL ET D'ATELIER FERMÉ. DÉFINITIONS. (GERARD DION).

R-010546-002

CLAUSES DE CONVENTIONS COLLECTIVES SE RAPPORTANT AUX TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES. (FELIX QUINET).

R-210366-356

CLAUSES DE SÉCURITÉ SYNDICALE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC. (1944-1946). TABLEAUX STATISTIQUES. (GERARD DION).

R-020246-002

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION. LES SOUS-CONTRATS ET L'ARBITRAGE. THÉORIES ARBITRALES RELATIVES AU DROIT DE LA GÉRANCE ET ÉTUDE DES SOLUTIONS APPORTÉES PAR LES ARBITRES AUX GRIEFS RELATIFS À L'OCTROI DE SOUS-CONTRATS. (PIERRE VERGE).

R-180263-162

CONVENTION COLLECTIVE - SOUS-TRAITANCE.

R-210466-616

CONVENTION COLLECTIVE ET SÉCURITÉ SOCIALE. NATURE, ÉVOLUTION ET IMPORTANCE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. SES LIMITES EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE. (JEAN-REAL CARDIN).

R-180163-003

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

CONVENTION COLLECTIVE. PRÉPARATION ET TECHNIQUE PRÉLIMINAIRE. CE QU'IL FAUT FAIRE ET CE QU'IL FAUT ÉVITER POUR EN ARRIVER À LA CONCLUSION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE; ÉTUDE EN SEPT POINTS. (J. O'CONNELL-MAHER).

C-000247-021

CONVENTION COLLECTIVE. VALIDITÉ DE CERTAINES CLAUSES. CARACTÈRE LÉGAL D'UN ARRÊT DE TRAVAIL DESTINÉ À LES RESPECTER.

R-170462-487

CONVENTION COLLECTIVE-CONGÉS PAYÉS. REMUNÉRATION DU TRAVAIL FAIT UN JOUR DE FÊTE CHÔMÉE ET PAYÉE.

R-190364-392

CONVENTIONS COLLECTIVES ET EXTENSION JURIDIQUE. LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET LA L.R.O. ÉVOLUTION HISTORIQUE, CONTENU, AUTORITÉ ET APPLICATION DE CES DEUX LOIS. PROBLÈME DE LA CONCILIATION DE CES DEUX RÉGIMES. (GERARD TREMBLAY).

R-070151-002

DES VICES GÉNÉRAUX DES CONVENTIONS COLLECTIVES. DES DIFFICULTÉS NOMBREUSES SONT SOUVENT LA CONSÉQUENCE DES IMPRÉCISIONS OU DES DISPOSITIONS CONTRAIRES À LA RÉGLEMENTATION D'ORDRE PUBLIC QUI SE SONT GLISSÉES DANS LE TEXTE DES CONVENTIONS. (PHILIPPE ROUSSEAU).

C-000247-063

DISCIPLINARY MEASURES WHERE EXISTS AN ALLEGED VIOLATION OF A COLLECTIVE AGREEMENT. L'OBEISSANCE À UN ORDRE EST OBLIGATOIRE À MOINS QU'ELLE NE CONSTITUE UNE INFRACTION À LA LOI OU QU'ELLE NE METTE EN DANGER LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOYÉ.

R-160361-344

DISCIPLINE. LES INFRACTIONS COUVERTES PAR CE TERME. POUVOIR DISCIPLINAIRE LIMITÉ PAR LA CONVENTION COLLECTIVE OU LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

R-190264-267

DISCOURS D'OUVERTURE. RAISONS DU CHOIX DU THÈME: CONVENTION COLLECTIVE ET SÉCURITÉ SYNDICALE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE).

C-000247-017

DU RÈGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE RÉGIME DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCÉDURE À SUIVRE QUAND DES CONFLITS DE DROIT SURGISSENT DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (DONAT QUIMPER).

C-000247-049

DU RÈGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE RÉGIME DE LA CONVENTION COLLECTIVE. BUTS ET APPLICATIONS DE LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS. (DONAT QUIMPER).

R-020947-008

DURÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL SUIVANT NOS LOIS. CONDITIONS DE TRAVAIL. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 15 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES DU QUÉBEC. (JEAN H. GAGNE).

R-070151-059A

EFFET DU CHANGEMENT DE PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES PARTIES À UNE CONVENTION.

R-050349-028A

ESSENTIAL ELEMENTS OF TRADE UNION AGREEMENTS. CONTENU ET LIMITES D'UNE CONVENTION COLLECTIVE.

R-010345-009

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

ETUDE DE CONVENTIONS COLLECTIVES EN VIGUEUR DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE DU CANADA (1962). BASE ET ENVERGURE DE L'ETUDE. REGLES FONDAMENTALES POUR L'ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE. (FELIX QUINET). **R-180163-035**

FIXATION DES SALAIRES D'APRES LE COUT DE LA VIE. ETUDE DES DIVERSES CLAUSES DE LA CONVENTION QUI PERMETTENT UN AJUSTEMENT DES SALAIRES A LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE. (JEAN-PAUL FERLAND). **C-000752-073**

GRIEF D'ANCIENNETE: UNE NOUVELLE CONVENTION ANNULE-T-ELLE LES CONVENTIONS ANTERIEURES? **R-140359-419**

INCLUSION DANS LA CONVENTION COLLECTIVE DE PRIVILEGES SPECIAUX ACCORDES PAR UNE COMPAGNIE. L'INCLUSION DE CES PRIVILEGES EST FACULTATIVE. (JEAN H. GAGNE). **R-070151-060**

L'ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. LES METHODES D'ANALYSE UTILISEES AU MINISTERE FEDERAL DU TRAVAIL. COMMENTAIRES. (FELIX QUINET ET JEAN-REAL CARDIN). **R-170162-003**

L'ASSURANCE-GROUPE ET LES CONVENTIONS COLLECTIVES. ANALYSE DES CLAUSES D'ASSURANCE-GROUPE INCLUSES DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. LES DIFFICULTES DANS LEUR NEGOCIATION ET LEUR APPLICATION PRATIQUE. (PAUL MICHAUD). **R-150260-209**

L'ATELIER PREFERENTIEL. DEFINITION. CARACTERISTIQUES ET MODELE D'UNE TELLE CLAUSE. (GERARD DION). **R-010746-002**

L'ENTRE-TEMPS DES CONVENTIONS COLLECTIVES. VIDE JURIDIQUE QUI S'ETEND ENTRE L'EXPIRATION D'UNE CONVENTION ET LA SIGNATURE DE LA NOUVELLE CONVENTION. (PIERRE VERGE). **R-240469-781**

L'ETABLISSEMENT D'UN FONDS DE PENSION PEUT-IL FAIRE L'OBJET D'UNE CLAUSE DE CONVENTION COLLECTIVE? (UBALD DESILETS). **R-050850-072**

L'EXTENSION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE DROIT DU TRAVAIL: FRANCE, GRANDE-BRETAGNE ET CANADA. (JEAN BERNIER). **R-240169-141**

L'EXTENSION JURIDIQUE. CONTENU DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE QUEBEC (1934). (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-010546-007**

L'INTERPRETATION ARBITRALE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. DEFINITION RESTRICTIVE DE L'INTERPRETATION D'UNE CLAUSE DONNEE PAR UN ARBITRE PATRONAL. (ME MARIE-LOUIS BEAULIEU). **R-140159-101**

L'INTERVENTION DU TRIBUNAL CIVIL DANS CERTAINS CAS DE MISE A EXECUTION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE. LA CONVENTION COLLECTIVE N'EST PLUS TOUT A FAIT UN CHAMP RESERVEE A L'ARBITRE DES GRIEFS. (PIERRE VERGE). **R-230468-672**

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

LA CONVENTION COLLECTIVE CONSTITUE LA PREMIERE ETAPE DANS LA COLLABORATION PATRONALE OUVRIERE QUI VA INSTALLER DES RELATIONS PERMANENTES DANS L'ENTREPRISE ET LA PROFESSION. (PAUL LEBEL). **C-000348-019**

LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL ET LA PAIX INDUSTRIELLE EN EUROPE. CARACTERISTIQUES DES STRUCTURES JURIDIQUES DE LA NEGOCIATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-200265-207**

LA CONVENTION COLLECTIVE EXTENSIONNEE NUIT-ELLE A LA PETITE INDUSTRIE? RESULTATS D'UNE ENQUETE CONDUITE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD). **R-051050-091**

LA CREATION DU MINISTERE DU TRAVAIL. L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ET LES ANNEES D'AVANT-GUERRE (1931-1939). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL: VI. (ROGER CHARTIER). **R-180263-215**

LA PROCEDURE DE GRIEF A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. DECISION ARBITRALE SUR L'OBLIGATION FAITE A L'EMPLOYEUR PAR L'ARTICLE 24 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE RESPECTER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ENTRE AUTRES, LES CLAUSES DE CONGEDIEMENT ET D'ANCIENNETE. **R-150160-126**

LA SECURITE SYNDICALE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. (JEAN H. GAGNE). **R-080152-072**

LA SENIORITE DANS LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-H. GAGNE). **R-070352-188A**

LE BILL 25. ANALYSE DES CARACTERES FONDAMENTAUX DU BILL 25 QUI ASSURE LE DROIT DE L'ENFANT A L'EDUCATION ET QUI INSTITUTE UN NOUVEAU REGIME DE CONVENTION COLLECTIVE DANS LE SECTEUR SCOLAIRE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-220267-273**

LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL ET LA CONVENTION COLLECTIVE. NATURE ET EFFICACITE DU NOUVEAU REGIME JURIDIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (FERNAND MORIN). **C-002065-114**

LE PROBLEME DES ENTENTES INDIVIDUELLES PLUS FAVORABLES QUE LA CONVENTION COLLECTIVE. REEVALUATION DU CACAFERE REGLEMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE). **R-220267-281**

LE RATTACHEMENT DE L'ACCREDITATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE A L'ENTREPRISE. L'ARTICLE 36 DU CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC PROTEGE L'ACCREDITATION ET LA CONVENTION COLLECTIVE DANS LE CAS DE CONCESSION TOTALE OU PARTIELLE D'UNE ENTREPRISE. (PIERRE VERGE). **R-240269-403**

LE TEXTE DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES USAGES. COMMENTAIRES SUR UNE DECISION ARBITRALE RENDEUE DANS UNE AFFAIRE CONCERNANT LES USAGES ANTERIEURS A LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE). **R-220367-446**

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

LES ARBITRES NOMMES PAR LES PARTIES
SONT-ILS LIÉS PAR LES DELAIS DE PROCEDURE
ETABLI A LA CONVENTION COLLECTIVE?
(FERNAND MORIN). **R-240369-589**

LES CONGES PAYS DANS LA PROVINCE DE
QUEBEC. HISTORIQUE, BUTS ET REPERCUSSIONS
DES CLAUSES DE CONGES PAYS. **R-010946-005**

LES CONTREMAITRES ET LA CONVENTION
COLLECTIVE. SES RESPONSABILITES FACE A
L'ADMINISTRATION DE LA CONVENTION.
R-010546-001

LES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE
QUEBEC. STATISTIQUES DES CONVENTIONS
SIGNÉES PAR LES DIFFERENDS GROUPES
SYNDICAUX. **R-050850-079A**

LES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE
QUEBEC. STATISTIQUES DU MINISTRE DU
TRAVAIL SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES
DEPOSEES A LA COMMISSION DES RELATIONS
OUVRIERES (1ER AVRIL 1947- 31 MARS 1948).
R-040448-031

LES DROITS DE LA DIRECTION DANS LES
CONVENTIONS COLLECTIVES. (JEAN-H. GAGNE).
R-070151-055

LES EFFETS DE LA GREVE SUR LE CONTRAT DE
TRAVAIL. POINT DE VUE JURIDIQUE.
COMPARAISON DU DROIT FRANCAIS ET
CANADIEN. **R-100455-276**

LES PARTIES DEVONT PAYER LEURS ARBITRES.
ARRETE MINISTERIEL OBLIGEANT LES PARTIES A
PAYER LEURS ARBITRES DANS LES CAS DE
GRIEFS OU D'INTERPRETATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. **R-090354-299**

LES ROLES FUTURS DE L'ARBITRAGE
STATUTAIRE ET DE L'ARBITRAGE
CONVENTIONNEL. REGLEMENT DES CONFLITS DE
DROIT QUI NAISSENT DE L'INTERPRETATION OU
DE L'APPLICATION DES CONVENTIONS
COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).
C-000954-059

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.
PORTEE DES TRANSFORMATIONS
TECHNOLOGIQUES SUR LES RELATIONS DE
TRAVAIL. (FELIX QUINET) **R-200165-065**

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET
LE ROLE DE LA RECHERCHE EN RELATIONS
INDUSTRIELLES. PORTEE DES
TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES SUR LES
TECHNIQUES DE NEGOCIATIONS COLLECTIVES
ET DE RELATIONS INDUSTRIELLES, ET SUR LE
CONTENU DES CONVENTIONS COLLECTIVES.
EVOLUTION DE LA POLITIQUE
GOUVERNEMENTALE EN CE QU'ELLE AFFECTE
LES RELATIONS INDUSTRIELLES. (FELIX QUINET).
R-190364-325

LIQUIDATION DES AFFAIRES ET
RENOUVELLEMENT DE CONVENTION. (JEAN-REAL
CARDIN). **R-160161-101**

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (SRQ 1941).
ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR L'EXTENSION
JURIDIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE.
(MARCEL FORGET). **R-020747-008**

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

NEGOCIABILITE ET ARBITRABILITE DES
CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES.
CONSEQUENCES DE LA MODIFICATION DES
CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL ET DE
L'INTRODUCTION DE NOUVELLES CONDITIONS
DE TRAVAIL, DURANT L'EXERCICE DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE
ACTUELLE ET PROJET DE SOLUTION. (MARIUS
BERGERON). **C-001560-115**

OPPOSITION ENTRE USAGE ET CONVENTION
ECRITE. SUPERIORITE DE L'ECRIT SUR L'USAGE
DANS UN LITIGE. (ROGER CHARTIER).
R-140159-092

PROCEDURE INTERNE OU CONTRACTUELLE.
REGLEMENT DES CONFLITS DE DROIT QUI
NAISSENT DE L'INTERPRETATION OU DE
L'APPLICATION DES CONVENTIONS
COLLECTIVES. (JEAN H. GAGNE) **C-000954-049**

QUEBEC LABOUR CODE AND THE STATUS OF
UNIONS AND COLLECTIVE AGREEMENTS. (JAN K.
WANCZYCKI). **R-200265-237**

REFUS DE PAYER UNE AUGMENTATION
CONVENUE DANS UNE CONVENTION
COLLECTIVE. **R-050650-059A**

RENOI DISCIPLINAIRE AU SUJET DE FAITS
ANTERIEURS A LA SIGNATURE DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. **R-180163-100**

RESULTATS D'UNE ETUDE DE CONVENTIONS
COLLECTIVES. PREPARATION DE L'ETUDE.
COMMENTAIRES STATISTIQUES. CONCLUSIONS
DE L'ENQUETE. (FELIX QUINET). **R-190164-097**

SECURITE SYNDICALE DANS LA PROVINCE DE
QUEBEC. ANALYSE DES CONVENTIONS
COLLECTIVES EN VIGUEUR AU MOIS DE
SEPTEMBRE 1948. TABLEAUX STATISTIQUES.
(GERARD DION). **R-040549-048**

SECURITE SYNDICALE ET CONVENTIONS
COLLECTIVES DE TRAVAIL. STATISTIQUES.
(FABIENNE TOUSIGNANT). **R-080152-080**

SECURITE SYNDICALE ET CONVENTIONS
COLLECTIVES DE TRAVAIL. STATISTIQUES
CONCERNANT TROIS FORMES DE SECURITE
SYNDICALE: 'MAINTIEN D'AFFILIATION',
'NON-DISCRIMINATION' ET 'PREFERENCE
SYNDICALE'. (FABIENNE TOUSIGNANT).
R-080253-264

SENTENCES SUR LA DUREE DES CONVENTIONS
COLLECTIVES. (JEAN-H. GAGNE). **R-110256-112**

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL.
RECONNAISSANCES SYNDICALES, CONVENTIONS
COLLECTIVES ET ARBITRAGE. **R-040949-089**

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL.
STATISTIQUES SUR LES CONVENTIONS
COLLECTIVES, LES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET
LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AU QUEBEC.
R-040549-047

STATISTIQUES ET INFORMATION SUR LES
CONGES ANNUELS PAYS DANS LES
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL DU
QUEBEC. **R-050950-088A**

CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

STATISTIQUES ET INFORMATION. JOURS FÉRIES PAYÉS DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

R-051050-098B

SYNDICALISME ET ACTION POLITIQUE. NECESSITE POUR LES SYNDICATS D'AGIR HORS DES CADRES ORDINAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

R-010345-006

TECHNIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. BONNES RELATIONS DE TRAVAIL GRÂCE À DE BONNES CONVENTIONS COLLECTIVES ET AUX TECHNIQUES DE CONCILIATION. (GERARD TREMBLAY).

R-040849-071

TECHNOLOGICAL INNOVATIONS AND COLLECTIVE BARGAINING. INCIDENCES DES TRANSFORMATIONS TECHNIQUES SUR LES MODALITES ET LES CLAUSES DES CONVENTIONS COLLECTIVES AU CANADA. (FELIX QUINET).

R-230268-295

THE DIRECTION OF PERSONNEL AND ITS RESPONSIBILITIES. HISTORIQUE DE CETTE TÂCHE. OBLIGATIONS DU DIRECTEUR DE PERSONNEL FACE AUX CONVENTIONS COLLECTIVES. AU RÈGLEMENT DES GRIEFS ET À L'ENTRAÎNEMENT DES EMPLOYÉS. (T.P. DALTON)

R-080353-288

THE NEED FOR ANALYSING COLLECTIVE AGREEMENTS IN CANADA. RÉSULTATS DE L'INFORMATION EXTRAITE DE L'ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES AU CANADA. DIFFICULTÉS ET LIMITES DE CETTE ANALYSE. (FELIX QUINET).

R-220267-241

UN SERVICE D'INFORMATION SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. RENSEIGNEMENTS SUR CE SERVICE MIS SUR PIED CONJOINTEMENT PAR LE DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES ET LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. (JEAN BERNIER).

R-240469-760

VARIATIONS FROM PATTERN BARGAINING: A CLOSER LOOK. EXPLICATION DES ÉCARTS QUI EXISTENT ENTRE DIFFÉRENTES CONVENTIONS DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. (KENNETH O. ALEXANDER).

R-140259-211

VISÉE D'AVENIR SUR LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL.

R-041049-098

CONVERSION INDUSTRIELLE

L'EXPÉRIENCE D'UNE COMMISSION CONJOINTE DE RECHERCHE DANS UN CAS DE CONVERSION INDUSTRIELLE. L'OBJET, LA MÉTHODE, LES DIFFICULTÉS ET LES RÉSULTATS DE CETTE COMMISSION CONJOINTE. (GERARD DION).

R-210466-572

COOPERATION PATRONALE-OUVRIÈRE

LABOUR-MANAGEMENT COOPERATION IN APPRENTICESHIP. COLLABORATION DE L'EMPLOYEUR ET DE L'EMPLOYÉ DANS LA FORMATION DES APPRENTIS DES MÉTIERS DU BATIMENT. (J.L.E. PRICE).

R-030948-139

COOPERATIVE WAGE STUDY

JOINT UNION-MANAGEMENT JOB EVALUATION IN THE CANADIAN STEEL INDUSTRY. ÉTUDE EMPIRIQUE DE L'APPLICATION D'UN SYSTÈME 'COOPERATIVE WAGE STUDY'. (RONALD BEAN).

R-170262-115

COOPERATIVE WAGE STUDY (SUITE)

THE 'COOPERATIVE WAGE STUDY' AND THE CANADIAN STEELWORKERS. ANALYSE DU PROGRAMME SYNDICAL-PATRONAL D'ÉVALUATION DES EMPLOIS ADOPTÉ PAR L'INDUSTRIE CANADIENNE DE L'ACIER. ORIGINE, ÉTABLISSEMENT ET RÉSULTATS. (RONALD BEAN).

R-190164-055

COOPERATIVES

LA COOPÉRATION DANS L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE MODERNE. HISTORIQUE, FONDEMENTS ET STRUCTURE DES INSTITUTIONS COOPÉRATIVES. PROBLÈMES DE SON INTÉGRATION DANS LA VIE MODERNE. NECESSITE DE L'ÉDUCATION COOPÉRATIVE. (J.A. RAFTIS).

R-070352-179

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ÉTATS-UNIS. POSITIONS VIS-À-VIS LE SALAIRE ANNUEL GARANTI. LES SALAIRES ET LA PRODUCTIVITÉ. COMMENTAIRES SUR LES FONDS SYNDICAUX, LES RACKETS ET L'ÉCHEC DU MOUVEMENT COOPÉRATIF. (LEON DALE).

R-180163-059

CORPORATION

ASSOCIATION ET CORPORATION. DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES PRÉCISANT LES CONCEPTS D'ASSOCIATION ET DE CORPORATION.

R-030347-044

LES ÉPICIERS DEVRAIENT-ILS FORMER UNE CORPORATION? JOURNÉE D'ÉTUDE DE LA SECTION DE QUÉBEC DE L'ASSOCIATION DES MARCHANDS-DÉTAILLANTS. (ÉMILIE GOSSELIN & CHARLES LEMELIN).

R-140159-059

CORPORATION DES ENSEIGNANTS DU QUÉBEC

RELATIONS INTERSYNDICALES: CSN - FTQ - CÉQ. CHRONOLOGIE DE QUELQUES FAITS PROUVANT QUE LES CENTRALES QUÉBÉCOISES RECHERCHENT UNE SOLUTION COMMUNE.

R-230268-361

CORPORATION PROFESSIONNELLE

LE MARCHÉ DES SOINS MÉDICAUX ET L'ORGANISATION DE LA PROFESSION MÉDICALE. ANALYSE DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ DES SOINS MÉDICAUX ET DU TYPE D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE QUI PARAÎT LE MIEUX ADAPTÉ À CE MARCHÉ DANS LE CONTEXTE DE L'ÉVOLUTION PRÉSENTE. (THOMAS-J. BOUDREAU).

R-190364-344

REFLEXIONS SUR NOS CORPORATIONS PROFESSIONNELLES. NATURE, RÔLE ET DÉFICIENCES DE NOS CORPORATIONS PROFESSIONNELLES FACE AUX EXIGENCES SOCIALES ACTUELLES. (JEAN-REAL CARDIN).

R-170362-227

CORPORATISME

LES OBJECTIFS DU SYNDICALISME ET SON ACHÈVEMENT VERS L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. CE QU'EST LE 'CORPORATISME' PRÉCONISÉ DANS L'ENSEIGNEMENT DES SOUVERAINS PONTIFES. (MGR PIETRO PAVAN).

R-090254-117

CORPS INTERMEDIAIRES

COLLABORATION INDISPENSABLE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES CORPS INTERMEDIAIRES. MESSAGE DE L'ÉPISCOPAT CANADIEN: RESPONSABILITES DES CORPS INTERMEDIAIRES A L'ÉGARD DES POUVOIRS PUBLICS ET VICE-VERSA.

R-190164-119

CORPS INTERMEDIAIRES: GROUPES DE PRESSION OU ORGANISMES ADMINISTRATIFS. LA NOTION DE 'CORPS INTERMEDIAIRE', PRÉCISÉE LORS D'UNE COMMUNICATION PRÉSENTÉE À LA XXXIV^{ÈME} SEMAINE SOCIALE DU CANADA. (GERARD DION).

R-190464-463

COTISATION SYNDICALE

CLAUSES DE RETENUE DES COTISATIONS SYNDICALES. DIFFÉRENTS MODÈLES DE CLAUSE SONT PROPOSÉS. (GERARD DION).

R-010345-002

LA RETENUE SYNDICALE. CONTENU DE CERTAINES SENTENCES ARBITRALES CONCERNANT LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE).

R-090254-170

LA RETENUE SYNDICALE. SENTENCE ARBITRALE OU LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE VOLONTAIRE ET REVOCABLE EST ÉTUDIÉE. (JEAN-H. GAGNE).

R-090153-060

SERVICES PUBLICS. COMMISSIONS SCOLAIRES. JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE EN MATIÈRE DE RETENUE DE COTISATIONS SYNDICALES. (JEAN-H. GAGNE).

R-110456-293

UNION DUES AND POLITICAL CONTRIBUTION: GREAT BRITAIN, UNITED STATES, CANADA - A COMPARAISON. (JAN K. WANCZYCKI).

R-120266-143

COUR SUPREME DU CANADA

LA LÉGALITÉ DE LA FORMULE RAND DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA.

R-140259-280

COUT DE LA VIE

FIXATION DES SALAIRES D'APRÈS LE COUT DE LA VIE. ÉTUDE DES DIVERSES CLAUSE DE LA CONVENTION QUI PERMETTENT UN AJUSTEMENT DES SALAIRES À LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE. (JEAN-PAUL FERLAND).

C-000752-073

INDICE DU COUT DE LA VIE ET SALAIRES. RÔLE QUE PEUT JOUER L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE DANS LA DÉTERMINATION DES SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE).

R-070352-187

REGENT KNITTING MILLS LIMITED, ST-JÉRÔME ET L'UNION DE SES EMPLOYÉS. SENTENCE SUR LE BONI DE VIE CHÈRE ET LA PÉRIODE DE RÉVISION DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE POUR LES REAJUSTEMENTS DE SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-122

CREDIT

LA POSITION DES PATRONS VIS-À-VIS L'INFLATION ET LEUR PROGRAMME D'ACTION. LES PATRONS RECOMMANDENT LA RESTRICTION DU CRÉDIT ET L'AUGMENTATION DE L'ÉPARGNE POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (T. TAGGART SMYTH).

C-000752-097

CREDIT (SUITE)

LE CRÉDIT. ALLOCATION AUX MEMBRES DU CONGRÈS INTERNATIONAL DU CRÉDIT. RÔLE SOCIAL ET MORAL DES FINANCIERS. (PIE XII).

R-070352-194

CROISSANCE ECONOMIQUE

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA CONCERNANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE. (LOUIS COUILLARD).

C-002166-145

LES ÉVÊQUES DE FRANCE FACE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE COMME FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN.

R-210366-450

CROISSANCE INDUSTRIELLE

L'EXPÉRIENCE CANADIENNE: LE SECTEUR PRIVÉ DE L'ÉCONOMIE. CROISSANCE INDUSTRIELLE ET PROBLÈMES QUI Y SONT ASSOCIÉS. SOLUTIONS POUR ASSURER LA STABILITÉ DE L'EMPLOI. (R.B. MACPHERSON).

C-001156-119

CULTURE

CULTURAAL DIFFÉRENCES AND SUPERVISORY STYLES. ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DE CADRES DE MILIEU CULTUREL DIFFÉRENT. SUR LA FAÇON DONT LES CONTREMAÎTRES CONÇOIVENT LEUR RÔLE ET EXERCENT LEUR FONCTION. (ARTHUR ELLIOT CARLISLE).

R-230168-048

LES TRAVAILLEURS ET LA CULTURE. LE MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN ET LA PROMOTION CULTURELLE DES TRAVAILLEURS.

R-090354-295

SYNDICALISME ET CULTURE. NOUVELLE RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS FACE À LA TECHNIQUE ET AUX LOISIRS. (GERARD DION).

C-001257-157

SYNDICALISME ET CULTURE. RÔLE DU SYNDICALISME DANS LE RELEVEMENT CULTUREL DES MASSES LABORIEUSES. (GERARD DION).

R-120357-186

CYCLE ECONOMIQUE

LA POLITIQUE SALARIALE ET LE CYCLE ÉCONOMIQUE. INFLUENCE D'UNE POLITIQUE DE SALAIRES SUR LE CYCLE ÉCONOMIQUE ET ÉVALUATION DES DIFFÉRENTES POLITIQUES SALARIALES PROPOSÉES POUR LE CANADA. (YVES DUBÉ).

R-240169-070

DECISION

CONSEQUENCES DU RÔLE DU SPÉCIALISTE SUR LES DÉCISIONS ET SUR LE CONTRÔLE DANS UNE ENTREPRISE MODERNE. (W.A. HUNTER).

C-001762-089

DECISION ARBITRALE

LES EFFETS RETROACTIFS D'UNE DÉCISION ARBITRALE ET L'ACTION UNILATÉRALE DE L'EMPLOYEUR. DANS QUELLE MESURE L'EMPLOYEUR PEUT MODIFIER DE SON PROPRE CHEF LES CONDITIONS DE TRAVAIL. (FERNAND MORIN).

R-220467-571

DECRET

EVALUATION DE LA REGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE DES SALAIRES AU QUEBEC: LES DECRETS. LIENS QUI EXISTENT ENTRE POLITIQUES DE SALAIRES ET LE SYSTEME DE DECRETS. (GERARD HEBERT S.J.).

C-001964-057

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (II). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR L'OBJET, LES EFFETS ET LA DUREE DU DECRET. (MARCEL FORGET).

R-030247-028

ROLES RESPECTIFS DU SECRETAIRE ET DE L'INSPECTEUR DU COMITE PARITAIRE DANS L'ADMINISTRATION D'UN DECRET. (J. MEDARD OUELLET).

R-030247-028**DELA-CONGE**

LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL. REGLES SUR LA DUREE DU CONTRAT DE TRAVAIL ET LE PREAVIS DE RUPTURE. CARACTERE DES DISPOSITIONS SUR LE DELAI-CONGE ET L'EFFET DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL SUR CE SUJET. (GEORGES-MICHEL GIROUX).

R-040949-083

LE DELAI-CONGE. REGLES SUR LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL.

R-040849-078**DELAIS DE PROCEDURE**

LES ARBITRES NOMMES PAR LES PARTIES SONT-ILS LIES PAR LES DELAIS DE PROCEDURE ETABLI A LA CONVENTION COLLECTIVE? (FERNAND MORIN).

R-240369-589**DELEGUE D'ATELIER**

ASPECT OUVRIER DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. ROLES DU DELEGUE D'ATELIER DANS LA PROCEDURE DE GRIEFS. (RENE GOSSELIN).

C-000449-125

CONTACTS AND CONFLICTS BETWEEN FOREMAN AND STEWARD. INFLUENCE RECIPROQUE DES OPINIONS ET DES ATTITUDES DE CHACUN. REPARTITION DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE ENTRE LE SYNDICAT ET LA DIRECTION. (F.D. BARRET).

R-110155-025

CONTACTS ET CONFLITS ENTRE CONTREMAITRE ET DELEGUE D'ATELIER. ELARGISSEMENT DU CADRE DES RELATIONS ENTRE CONTREMAITRE ET DELEGUE: CONTACTS CONTRACTUELS ET NON- CONTRACTUELS. (F.D. BARRET).

C-001055-105

ROLE ET RESPONSABILITE DU DELEGUE D'ATELIER DANS LE SYNDICAT ET DANS L'ENTREPRISE. (RENE GOSSELIN).

C-001055-089**DEMOCRATIE**

SYNDICALISME ET VIE DEMOCRATIQUE. NECESSITE DU SYNDICALISME DANS UNE DEMOCRATIE. ROLE DE L'ETAT. (EMILE GOSSELIN).

R-100355-174

WHY DEMOCRACY?. LES QUATRE FONCTIONS DE LA DEMOCRATIE. (PAUL MARTIN).

R-010145-004B**DEMOCRATIE ECONOMIQUE**

LE SYNDICALISME ET LA PARTICIPATION AUX DECISIONS ECONOMIQUES. L'ACCES AU POUVOIR DE DECISION ECONOMIQUE COMME REVENDICATION DU MOUVEMENT SYNDICAL. LE PROBLEME DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE. LES VOIES ET LES CONDITIONS D'UNE PARTICIPATION SYNDICALE AUX DECISIONS ECONOMIQUES. (BERNARD SOLASSE). COMMENTAIRES DE JACQUES ARCHAMBAULT (CSN), FERNAND DAOUST (FTQ) ET CHARLES PERREAULT.

C-002368-171**DEMOCRATIE INDUSTRIELLE**

LEGISLATION DU TRAVAIL. LIBERTE, PEUR ET CONFLIT: EQUIVOQUES DANS LE REGIME LEGAL DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET AU QUEBEC: LIBERTE ET PEUR DEVANT LES LOIS RESTRICTIVES; DEMOCRATIE INDUSTRIELLE (ROGER CHARTIER).

R-130358-254

RELATIONS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYES DANS LES ENTREPRISES MODERNES. VERS L'ETABLISSEMENT D'UNE DEMOCRATIE INDUSTRIELLE. (JEAN GAGNE).

R-050750-067**DEMOCRATIE OUVRIERE**

DEMOCRATIE OUVRIERE EN 1952. COMMENTAIRE SUR LA NATURE ET L'IMPORTANCE DES CONGRES ANNUELS DES MOUVEMENTS OUVRIERS CANADIENS ET SUR L'ACTION POLITIQUE DE CES DERNIERS. (EMILE GOSSELIN).

R-080152-005**DEMOCRATIE SYNDICALE**

DEMOCRACY AS A GOAL OF UNION ORGANIZATION: AN INTERPRETATION OF THE UNITED STATES EXPERIENCE. REVUE GENERALE ET INTERPRETATION DE LA LITTERATURE PORTANT SUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE AUX ETATS-UNIS. (S. MUTHUCHIDAMBARAM).

R-240369-579

L'OUVRIER ET SON SYNDICAT. DROITS ET RESPONSABILITES DES TRAVAILLEURS A L'EGARD DE LEUR SYNDICAT.

R-010846-001

LA DEMOCRATIE OUVRIERE EN OEUVRE. RESUME DES RESOLUTIONS ADOPTEES AU COURS DES CONGRES DE LA CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA ET DU CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL DU CANADA. (JEAN GAGNE).

R-030247-022

LA DEMOCRATIE SYNDICALE. CONSIDERATIONS SUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE. ELEMENTS QUI DEVRAIENT AMENER A UNE RECONSIDERATION DES VUES TRADITIONNELLES SUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD DION). COMMENTAIRES D'ADRIEN PLOURDE.

C-002368-077

LA DEMOCRATIE SYNDICALE. DEFINITION DES CONCEPTS DE DEMOCRATIE ET DE BUREAUCRATIE; ENONCE DES CRITERES DE DEMOCRATIE ET EXAMEN DE L'INFLUENCE DE LA FUSION CMTC-CCT SUR LE PROBLEME DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (ROGER CHARTIER).

R-120157-096

DEMOCRATIE SYNDICALE (SUITE)

LE PLURALISME DE REPRESENTATION OUVRIERE AU NIVEAU LOCAL. OPPOSITION ENTRE LE SYNDICALISME MINORITAIRE ET MAJORITAIRE. FAIBLESSES DE LA LEGISLATION QUEBECOISE SUR CE POINT. LEURS CONSÉQUENCES POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE. ET L'EXERCICE DU DROIT D'ASSOCIATION. NECESSITE DU PLURALISME SYNDICAL. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-150360-325**

LE SYNDICALISME DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE. LE SYNDICALISME A LE DEVOIR D'ÊTRE LUI-MÊME DÉMOCRATIQUE. L'ACTION POLITIQUE. L'ÉDUCATION DES MEMBRES SONT AUSSI SES RESPONSABILITÉS. (GERARD DION). **R-110456-234**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS LES SYNDICATS. NOTION DU POUVOIR ET DISTINCTIONS FONDAMENTALES QUI TIENNENT À LA NATURE MÊME DU SYNDICALISME OUVRIER. RÉPARTITION DES POUVOIRS SELON L'OBJET DE LA DÉCISION À PRENDRE ET LE NIVEAU OU ELLE SE PREND DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. PROBLÈME DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD HEBERT). **C-002570-089**

POUVOIR SYNDICAL; DÉFINITION DU POUVOIR; CONDITIONS PRÉALABLES ET NÉCESSAIRES DU POUVOIR D'UNE ORGANISATION SYNDICALE; FACTEURS DE DIFFÉRENCIATION DES STRUCTURES SYNDICALES; SELON LES DIFFÉRENTS NIVEAUX OU IL S'EXERCE. LE POUVOIR SYNDICAL N'EST PAS ORDONNÉ AUX MÊMES OBJECTIFS; PROBLÈME DE LA DÉMOCRATIE AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES. (BERNARD SOLASSE). **C-002570-139**

SYNDICATS ET GROUPEMENTS PROFESSIONNELS DANS UNE DÉMOCRATIE ORGANIQUE. POURQUOI PARLER DE DÉMOCRATIE ORGANIQUE À PROPOS DES GROUPEMENTS SYNDICAUX ET PROFESSIONNELS. COMMENT INTÉGRER CES GROUPES À LA SOCIÉTÉ. (RICHARD ARES). **R-150460-480**

VOX POPULI... ET LA DÉMOCRATIE SYNDICALE. COMMENTAIRES SUR LES RELATIONS ENTRE UN SYNDICAT LOCAL ET LA CENTRALE SYNDICALE À LAQUELLE IL ADHÈRE. CAS DE LA 'CANADAI' ET 'AIRCRAFT LODGE 712'. (FERNAND MORIN). **R-220367-441**

DEMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE

SYNDICALISME ET DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE. RÉSUMÉ DES COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE À LA SEMAINE SOCIALE DU CANADA POUR SES ASSISSES ANNUELLES. **R-150460-477**

DENATIONALISATION

REVERSING THE PROCESS OF NATIONALIZATION. EFFETS DE DEUX NOUVELLES LOIS EN ANGLETERRE CONCERNANT LA DENATIONALISATION D'INDUSTRIES PRÉCÉDEMMENT NATIONALISÉES. (OSCAR R. HOBSON). **R-080453-384**

DENREES ALIMENTAIRES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION STEWART. ÉTUDE SUR LES ÉCARTS DE PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES. (ROGER CHARBONNEAU). **R-150160-115**

DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES

ALLOCATION DE MGR A.-M. PARENT, C.S. RÔLE DE L'UNIVERSITÉ DANS LA FORMATION ET L'ÉDUCATION DES INDIVIDUS. L'ENSEIGNEMENT DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET DU DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (MGR A.-M. PARENT) **C-000247-013**

L'UNIVERSITÉ LAVAL ET LES RELATIONS INDUSTRIELLES. IMPORTANCE DES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LA SOCIÉTÉ. CARACTÉRISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT QUE LE DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES OFFRE À SES ÉTUDIANTS. (GERARD DION). **R-040448-032**

DÉPENSES PUBLIQUES

LA SÉCURITÉ SOCIALE ET L'AUGMENTATION DES DÉPENSES PUBLIQUES. (CLAUDE MORIN). **R-140259-277**

DÉPÔT DE LA CONVENTION

ABSENCE DE DÉPÔT DE LA CONVENTION. INEXISTENCE DE LA CONVENTION VISA-VIS DES TIERS. OUVERTURE CRÉE À UN AUTRE SYNDICAT POUR SE FAIRE RECONNAÎTRE COMME AGENT NEGOCIATEUR. **R-170262-181**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ECONOMIC DEVELOPMENT AND THE CHURCH IN FRENCH CANADA. ON NE PEUT PRÉTENDRE QUE L'ÉGLISE CATHOLIQUE A EXERCÉ UNE INFLUENCE NÉGATIVE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC. (WILLIAM F. RYAN). **R-210366-381**

THE 'HUMAN FACTOR' IN THE ECONOMIC DEVELOPMENT OF SOUTHERN AREAS IN ITALY. PROBLÈME DE L'EXODE DU SUD VERS LE NORD; ANALPHABÉTISME ET MANQUE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE. (GIUSEPPE CHIARULLO). **R-170162-056**

THE DEVELOPMENT OF MANPOWER AND ECONOMIC DEVELOPMENT: IS CO-ORDINATION POSSIBLE? RECHERCHE ET MAINTIEN D'UN ÉQUILIBRE ENTRE LA COMPOSITION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET LES BESOINS PROFESSIONNELS DE L'ÉCONOMIE. (S.G. PEITCHINIS). **R-220167-003**

THE SOCIAL OBJECTIVES OF ECONOMIC DEVELOPMENT. NATURE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'O.I.T. STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT PROPOSÉE POUR LES ANNÉES 1970. (KALMEN KAPLANSKY). **R-240469-745**

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET EMPLOI DANS LE QUÉBEC. HISTOIRE DE L'EXPANSION DES INDUSTRIES DANS LE QUÉBEC. ET SES CONSÉQUENCES SUR LA MAIN-D'ŒUVRE. EFFORTS FAIT PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL FÉDÉRAL POUR REMÉDIER AUX PROBLÈMES COMME CELUI DU CHÔMAGE SAISONNIER. (MILTON F. GREGG). **R-090354-259**

LE RÔLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU GOUVERNEMENT. EN CE QUI CONCERNE LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET LE BIEN-ÊTRE SOCIAL. IMPORTANCE DU PASSÉ POUR PRÉVOIR LE RÔLE FUTUR DE L'ÉTAT DANS CES DOMAINES. (MAURICE LAMONTAGNE). **R-090254-129**

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (SUITE)

LES CANADIENS ET LES NOUVEAUX
DEVELOPPEMENTS INDUSTRIELS. EXPOSE DU
DIRECTEUR GENERAL DE LA CHAMBRE DE
COMMERCE DE QUEBEC. (ROGER VEZINA)
R-130258-162

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL:
EVALUATION D'UN PROGRAMME EN COURS.
PRESENTATION DU MODELE UTILISE PAR LE
CENTRE DE FORMATION ET DE CONSULTATION
(CDE) ET EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS
DANS UNE ENTREPRISE QUEBECOISE. (LAURENT
BELANGER)
R-250270-169

DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION

MUST AN INDIVIDUAL UNION MEMBER'S RIGHTS
BE SACRIFICED TO PROTECT THE GROUP
INTEREST? SOLUTIONS PROPOSEES POUR
RESOUDRE CE PROBLEME EN INSISTANT SUR LE
'DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION' TEL QU'IL
EST ENVISAGE AUX ETATS-UNIS ET AU CANADA.
(REUBEN M. BROMSTEIN)
R-250270-325

THE DUTY OF FAIR REPRESENTATION -
EFFECTIVE PROTECTION FOR INDIVIDUAL RIGHTS
IN COLLECTIVE AGREEMENTS? EXEMPLE
ILLUSTRANT LE CAS D'UNE ACTION
INDIVIDUELLE D'UN EMPLOYE CONTRE SON
SYNDICAT QUI AVAIT MANQUE A SON DEVOIR
DE JUSTE REPRESENTATION. (B.L. ADELL)
R-250370-602

DEVOIRS SOCIAUX

LE NOUVEAU CATECHISME ET LES DEVOIRS
SOCIAUX. DEVOIRS DES EMPLOYES,
EMPLOYEURS, CITOYENS ET GOUVERNANTS
SUIVANT LE 4E COMMANDEMENT DE DIEU.
R-070151-062

DIFFEREND

LE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS.
DESCRIPTION DES PROCEDURES DE RESOLUTION
DES DIFFERENDS, DES GRIEFS ET DES
MESENTENTES DANS LE CODE DU TRAVAIL.
(ROBERT AUCLAIR)
C-002065-153

LE SENS DES TERMES 'SALARIE' ET 'DIFFEREND'.
JUGEMENT DE LA COUR DU BANC DU ROI.
(MARIE-LOUIS BEAULIEU)
R-030548-074

DIGNITE HUMAINE

LA TECHNIQUE ET LES VALEURS HUMAINES.
ORGANISATION DE LA SOCIETE HUMAINE ET LES
RAPPORTS ENTRE LES PEUPLES. DIGNITE
HUMAINE MENACEE PAR LA TECHNIQUE ET
L'ORGANISATION. (PIE XII)
R-080253-230

DIPLOMES UNIVERSITAIRES

PLANIFICATION PAR L'ENTREPRISE DU
RECRUTEMENT DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES.
(ROGER CHARTIER)
R-200465-637

DIRECTEUR DU PERSONNEL

LE DIRECTEUR DE PERSONNEL. ROLE ET
FONCTIONS. (T. ROGER MCLAGAN)
R-020947-004

UN DIRECTEUR DU PERSONNEL S.V.P. ROLE ET
FONCTIONS DU DIRECTEUR DU PERSONNEL.
(GERARD TREMBLAY)
R-040248-015

DIRECTION

ATTITUDES PATRONALES. DEFINITION DES
TERMES 'ATTITUDE' ET 'DIRECTION'. FACTEURS
D'EXPANSION DES BENEFICES MARGINAUX ET
FACTEURS QUI ONT DETERMINE LA NATURE DES
ATTITUDES DE LA DIRECTION ENVERS LES
BENEFICES MARGINAUX. (T.H. ROBINSON)
C-001459-065

DIRECTION DU PERSONNEL

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. LA
CONVENTION COLLECTIVE EST-ELLE
SIMPLEMENT UNE NOUVELLE METHODE
D'ADMINISTRATION DU PERSONNEL? (FERNAND
JOLICOEUR)
R-050349-030

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. ROLE DU
DIRECTEUR DU PERSONNEL DANS
L'APPLICATION DE LA CONVENTION. (L.A.
LYONS)
C-000449-105

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL.
L'ATTITUDE DES EMPLOYEURS DEVANT LES
UNIONS OUVRIERES COMME UNITES DE
NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.
(JEAN GAGNE)
R-040849-073

EVOLUTION DE LA FONCTION 'PERSONNEL' ET
DU SERVICE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. (J.J.
GAGNON)
C-001055-055

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET SES
RESPONSABILITES. HISTORIQUE, ROLE,
FONCTIONS ET RESPONSABILITE DU DIRECTEUR
DU PERSONNEL. (T.P. DALTON)
C-000853-075

THE DIRECTION OF PERSONNEL AND ITS
RESPONSIBILITIES. HISTORIQUE DE CETTE
TACHE. OBLIGATIONS DU DIRECTEUR DE
PERSONNEL FACE AUX CONVENTIONS
COLLECTIVES, AU REGLEMENT DES GRIEFS ET A
L'ENTRAINEMENT DES EMPLOYES. (T.P. DALTON)
R-080353-288

THE EVOLUTION OF MANPOWER MANAGEMENT.
A HISTORICAL OVERVIEW. INFLUENCE
SOCIO-CULTURELLE. (C.C. LUNDBERG)
R-200465-660

DIRECTION SYNDICALE

L'INFLUENCE EXTRAGENE EN MATIERE DE
DIRECTION SYNDICALE AU CANADA. SYNTHESE
HISTORIQUE ET L'APPORT ETRANGER A LA
CONDUITE DES SYNDICATS CANADIENS.
(LOUIS-MARIE TREMBLAY)
R-190164-036

DISCIPLINE

DISCIPLINE. LES INFRACTIONS COUVERTES PAR
CE TERME. POUVOIR DISCIPLINAIRE LIMITE PAR
LA CONVENTION COLLECTIVE OU LE REGLEMENT
INTERIEUR.
R-190264-267

LA DISCIPLINE INDUSTRIELLE: ESSAI DE
SYNTHESE. NOTION ET IMPORTANCE DANS LE
PROCESSUS ADMINISTRATIF. DIFFERENTES
THEORIES SUR LE SUJET. POSITION SYNDICALE
VIS-A-VIS LES REGLEMENTS INTERIEURS.
(JACQUES LUCIER)
R-150360-350

DISCIPLINE (SUITE)

LE SYSTEME BROWN EN MATIERE DE DISCIPLINE INDUSTRIELLE. IMPLANTATION D'UN SYSTEME DE DISCIPLINE. BASE SUR L'ALLOCATION DES POINTS CUMULES DE DEMERITE DANS UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU QUEBEC. GENESE, CONTENU ET EVALUATION GLOBALE. (DENIS GERMAIN) **R-150360-361**

LOYAUTE ET DISCIPLINE. APPEL AUX OUVRIERS POUR QUE LEUR ACTION DEMEURE DANS LES CADRES PERMIS PAR LA LOI. **R-010445-001**

DISCRIMINATION

ETHNIC FACTORS IN ONE COMPANY. ETUDE VISANT A DECOUVRIR L'IMPORTANCE DU FACTEUR ETHNIQUE CHEZ LES EMPLOYES DU CANADIEN NATIONAL. LA DISCRIMINATION: SES FORMES, SON AMPLIEUR ET LA FACON DONT ELLE EST PERCUE PAR LES EMPLOYES. (GEORGE LACH). **R-210166-021**

DISCUSSION EN GROUPE

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. DEFINITION DES TERMES 'ENTREPRISE', 'TRAVAILLEUR' ET 'ADAPTATION'. METHODE D'ADAPTATION: LA DISCUSSION EN GROUPE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD). **C-000853-113**

DISPARITE SALARIALE

ETUDE DES VARIATIONS DES SALAIRES ENTRE INDUSTRIES DIFFERENTES, SUR LE PLAN LOCAL, REGIONAL ET NATIONAL. PRINCIPALES CAUSES DE VARIATION. (EUGENE FORSEY). **C-000550-115**

ETUDE DES VARIATIONS DES SALAIRES ENTRE UNITES D'UNE MEME INDUSTRIE. PRINCIPAUX FACTEURS DE DISPARITE SALARIALE. TROIS INFLUENCES PRINCIPALES DANS L'ETABLISSEMENT DU SALAIRE DANS LE QUEBEC. RAPPORTS ENTRE LA GRANDE, LA MOYENNE ET LA PETITE INDUSTRIE DANS UN MEME SECTEUR DE PRODUCTION (MARCEL E. FRANCO). **C-000550-095**

DISTRIBUTION

A L'ECHELLE MONDIALE. LES PROBLEMES DE L'ECONOMIE POLITIQUE, LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DES BIENS SONT DES PROBLEMES QUI SE POSENT A L'ECHELLE MONDIALE. (LIONEL MOREAU, PTR). **R-060351-086**

DOCTRINE CHRETIENNE

LA NECESSITE DES REFORMES DE STRUCTURE: LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE (II). IDEAL QUE PROPOSE LA DOCTRINE SOCIALE CHRETIENNE. (MARCEL CLEMENT). **R-030648-082**

DOCTRINE SOCIALE

L'EGLISE CATHOLIQUE ET LE PROBLEME SOCIAL. DEFINITION DU PROBLEME SOCIAL. CONTENU DES ENCYCLIQUES SOCIALES. (MARCEL CLEMENT). **R-040749-061**

L'EGLISE DEVANT LES EXIGENCES HUMAINES DE L'ECONOMIE. LETTRE A LA COMMISSION GENERALE DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE (PIE XII). **R-110456-302**

L'EGLISE ET LES PROBLEMES ECONOMIQUES ACTUELS. CONGRES AYANT POUR THEME LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE SUR LES PROBLEMES CRUCIAUX DE L'HEURE. **R-050249-011**

DOCTRINE SOCIALE (SUITE)

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LA GESTION ECONOMIQUE DES ENTREPRISES. DEVELOPPEMENT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA VIE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE ET INTERPRETATION DES TEXTES DU PAPE PIE XII. (GERARD DION). **R-060451-098**

LE CATHOLICISME SOCIAL FACE AUX GRANDS COURANTS CONTEMPORAINS. DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (PIE XII). **R-030147-010**

LE MESSAGE DE LA RESPONSABILITE SOCIALE. SIGNIFICATION DU MESSAGE DE PIE XII AUX PATRONS CATHOLIQUES DANS LE CADRE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (VITTORIO VACCARI). **R-050349-022**

THE DANGERS OF TECHNOLOGICAL SPIRIT. DANGERS DU PROGRES TECHNIQUE. SES CONSEQUENCES SUR LA VERITE RELIGIEUSE L'ORDRE MATERIEL, L'ECONOMIE GENERALE ET LA FAMILLE. (PIE XII). **R-090354-270**

UNE GRANDE DATE DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE SOCIALE CATHOLIQUE EN CETTE PROVINCE. CONTENU DE LA LETTRE PASTORALE COLLECTIVE DE L'EPISCOPAT DU QUEBEC SUR LE PROBLEME OUVRIER EN REGARD DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. **R-050750-061**

DOCUMENTATION

LA DOCUMENTATION EN RELATIONS INDUSTRIELLES. SOURCES ET CLASSIFICATION DES DOCUMENTS DANS LE PROCESSUS DE RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. EMBRYON DE BIBLIOTHEQUE SPECIALISEE. (JACQUES LUCIER). **R-150460-452**

DOMINION ELECTROHOME INDUSTRIES LTD

LES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS L'USINE ORGANISEE. VUES ET REALISATIONS DE 'DOMINION ELECTROHOME INDUSTRIES LIMITED'. EN MATIERE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. (W-E. CURRY). **R-040448-038**

DOMINION TEXTILE

PLAN DE PRIME AU RENDEMENT. LA DOMINION TEXTILE CO. DEMANDE L'INSTALLATION D'UN PLAN DE BONI A LA PRODUCTION. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-307**

DOMMAGES-INTERETS

DAMAGES AWARDED BY ARBITRATION BOARD. APPLICATION FOR CERTIORI TO QUASH AWARD. WETHER BOARD HAS POWER TO AWARD AND ASSES DAMAGES. DOMMAGES-INTERETS ATTRIBUES ET EVALUES PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE. **R-160461-479**

DAMAGES-POWER OF BOARD TO AWARD. POUVOIR D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'ATTRIBUER DES DOMMAGES-INTERETS. **R-160461-475**

DOMTAR

THE OBJECTIVES WHICH WE SUGGEST FOR QUEBEC. OBJECTIFS SOCIO-ECONOMIQUES QUE DOIT POURSUIVRE LE QUEBEC, SELON LA COMPAGNIE DOMTAR. **R-230368-487**

DROIT

DROIT ET ECONOMIE POLITIQUE. DISTINCTION ENTRE FAIT ECONOMIQUE ET FAIT JURIDIQUE. COMPLEMENTARITE DE CES SCIENCES ET DES AUTRES SCIENCES SOCIALES. (CLAUDE GAUDREAU). **R-070452-266**

DROIT AU TRAVAIL

LE DROIT AU TRAVAIL. FONDEMENT ET NOTION. TENTATIVE D'INSERTION DANS LE DROIT POSITIF. A QUI INCOMBE LA RESPONSABILITE DE FOURNIR UN EMPLOI. (GERARD DION). **R-150460-398**

DROIT CIVIL

LE PARTICULARISME ET L'ESPRIT PROPRE DU DROIT DU TRAVAIL. SES RAPPORTS AVEC LE DROIT CIVIL. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001661-115**

DROIT COMMUN

LA MISE-A-PIED MET-ELLE FIN A L'EMPLOI? ANALYSE DU PROBLEME SELON LE DROIT COMMUN, LE DROIT STATUTAIRE ET LA CONVENTION COLLECTIVE PARTICULIERE (GASTON CHOLETTE). **R-110456-280**

ORIGINE ET ESSOR DU DROIT SOCIAL: DROIT COMMUN ET DROIT DE CLASSE. (RENE-H. MANKIEWICZ). **R-050149-004**

DROIT D'ASSOCIATION

COLLECTIVE BARGAINING BY CIVIL SERVANTS. DROIT D'ASSOCIATION, REGLEMENT DES CONFLITS ET PROBLEMES DE REPRESENTATION CHEZ LES FONCTIONNAIRES. (A. ANDRAS). **R-130158-041**

DECLARATION DE PRINCIPES SUR LES DROITS CIVILS DANS LE FONCTIONNARISME. DECLARATION DE L'AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION SUR LE DROIT D'ASSOCIATION, LE DROIT DE GREVE ET L'ATELIER SYNDICAL. **R-140459-598**

LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES PROFESSIONNELS SALARIES AU QUEBEC. SITUATION DES EMPLOYES PROFESSIONNELS PAR RAPPORT A LEUR STATUT JURIDIQUE DANS LE DROIT QUEBECOIS DU TRAVAIL. PAR RAPPORT AUSSI A L'ORGANISATION SYNDICALE ET A LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-210266-125**

LE CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC. PRINCIPALES ORIENTATIONS. INNOVATIONS DANS LES DOMAINES DU DROIT D'ASSOCIATION, DE L'UNITE DE NEGOCIATION ET DU REGLEMENT DES CONFLITS. (GERARD HEBERT). **R-200165-052**

LE DROIT D'ASSOCIATION, SON EXTENSION, SES LIMITES. CHANGEMENTS APPORTES PAR LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (JEAN-REAL CARDIN). **C-002065-034**

LE DROIT DE FORMER UNE ASSOCIATION DE SALARIES EST-IL UN DROIT RESULTANT DU CODE DU TRAVAIL? DECISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL SOUTENANT QUE LE DROIT D'ASSOCIATION DANS SA PHASE INITIALE (LA MISE SUR PIED D'UN SYNDICAT) NE CONSTITUE PAS UN DROIT RESULTANT DU PRESENT CODE. (FERNAND MORIN, JULES BRIERE). **R-230368-501**

DROIT D'ASSOCIATION (SUITE)

LE PLURALISME DE REPRESENTATION OUVRIERE AU NIVEAU LOCAL. OPPOSITION ENTRE LE SYNDICALISME MINORITAIRE ET MAJORITAIRE. FAIBLESSES DE LA LEGISLATION QUEBECOISE SUR CE POINT. LEURS CONSEQUENCES POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE, ET L'EXERCICE DU DROIT D'ASSOCIATION. NECESSITE DU PLURALISME SYNDICAL. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-150360-325**

LE SYNDICALISME DES CADRES. DEFINITION DES CADRES ET EXAMEN DE LEUR DROIT SYNDICAL ET DE LEURS ATTITUDES. (JACQUES COUSINEAU S.J.). **R-150460-492**

DROIT DE CLASSE

ORIGINE ET ESSOR DU DROIT SOCIAL: DROIT COMMUN ET DROIT DE CLASSE. (RENE-H. MANKIEWICZ). **R-050149-004**

DROIT DE COALITION

TENDANCES VERS L'UNIFORMITE DES REGLES JURIDIQUES. NECESSITE DE DEFINIR CONCRETEMENT LES LIMITES DU DROIT DE COALITION OUVRIERE. (L.-P. PIGEON). **C-001257-099**

DROIT DE GREVE

DECLARATION DE PRINCIPES SUR LES DROITS CIVILS DANS LE FONCTIONNARISME. DECLARATION DE L'AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION SUR LE DROIT D'ASSOCIATION, LE DROIT DE GREVE ET L'ATELIER SYNDICAL. **R-140459-598**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. (A) LE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS ET DANS LES ENTREPRISES D'INTERET GENERAL. PROBLEMES DE LA LIBERTE SYNDICALE ET DU DROIT DE GREVE. (RENE-H. MANKIEWICZ). **C-001358-087**

LES SERVICES ESSENTIELS DES PROFESSEURS DE L'ETAT. DETERMINATION DES SERVICES ESSENTIELS ET LEUR MAINTIEN LORS DE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR LES PROFESSEURS DE L'ETAT, SELON L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. ANALYSE D'UNE DECISION DE LA C.R.T. A CE SUJET. (FERNAND MORIN). **R-210366-442**

SUR LE DROIT DE GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS AU CANADA. ETUDE COMPARATIVE DES SYSTEMES FRANCAIS, CANADIENS ET QUEBECOIS. DEFINITIONS DE SERVICE PUBLIC ET DE FONCTIONNAIRE. (RENE H. MANKIEWICZ). **R-110456-254**

DROIT DU TRAVAIL

LE DROIT DU TRAVAIL. ANALYSE DU LIVRE DE A. BRUN ET H. GALLAND SUR LE DROIT FRANCAIS DU TRAVAIL. (MARIE-LOUIS BEAULIEU). **R-140359-414**

LE PARTICULARISME ET L'ESPRIT PROPRE DU DROIT DU TRAVAIL. SES RAPPORTS AVEC LE DROIT CIVIL. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001661-115**

LE REGLEMENT DES CONFLITS DE TRAVAIL. REFLEXIONS GENERALES SUR LE DROIT DU TRAVAIL. (YVES URBAIN). **C-000954-121**

NATURE JURIDIQUE ET DEVELOPPEMENT HISTORIQUE DU DROIT DU TRAVAIL. (RENE H. MANKIEWICZ). **R-050950-083**

DROIT POSITIF

LE DROIT AU TRAVAIL. FONDEMENT ET NOTION. TENTATIVE D'INSERTION DANS LE DROIT POSITIF. A QUI INCOMBE LA RESPONSABILITE DE FOURNIR UN EMPLOI. (GERARD DION).

R -150460-398

DROIT SOCIAL

ORIGINE ET ESSOR DU DROIT SOCIAL: DROIT COMMUN ET DROIT DE CLASSE. (RENE-H. MANKIEWICZ).

R -050149-004

DROIT STATUTAIRE

LA MISE-A-PIED MET-ELLE FIN A L'EMPLOI?. ANALYSE DU PROBLEME SELON LE DROIT COMMUN, LE DROIT STATUTAIRE ET LA CONVENTION COLLECTIVE PARTICULIERE. (GASTON CHOLETTE).

R -110456-280

DROITS ACQUIS

LE TEXTE DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES USAGES. COMMENTAIRES SUR UNE DECISION ARBITRALE RENDUE DANS UNE AFFAIRE CONCERNANT LES USAGES ANTERIEURS A LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE).

R -220367-446

DROITS DE GERANCE

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION. LES SOUS-CONTRATS ET L'ARBITRAGE. THEORIES ARBITRALES RELATIVES AU DROIT DE LA GERANCE ET ETUDE DES SOLUTIONS APPORTEES PAR LES ARBITRES AUX GRIEFS RELATIFS A L'OCTROI DE SOUS-CONTRATS. (PIERRE VERGE).

R -180263-162

EFFICACITE, SCIENCE, PARTICIPATION A LA GESTION ET DROITS DE GERANCE. (ROGER CHARTIER).

C -001560-056

PRESENTATION. PRESENTATION DU THEME DU 15EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES: DROITS DE GERANCE ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (EMILE GOSSELIN).

C -001560-007

PROPERTY AND AUTHORITY IN BUSINESS ENTERPRISE. CHANGEMENTS DES DROITS DE GERANCE DANS LE TEMPS. (GERARD DION).

R -160161-030

PROPRIETE, RESPONSABILITE ET DROITS DE LA GERANCE. PROBLEME DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE ET SON FONDEMENT MORAL. PROPRIETE ET ENTREPRISE. (GERARD DION).

C -001560-030

SOME BASIC ISSUES IN LABOUR-MANAGEMENT ARBITRATION. NATURE ET CHAMP DE CE PROCEDE: SES FACTEURS ESSENTIELS, BUTS ET FONCTIONS; PROBLEMES DU DROIT DE GERANCE DANS CE CONTEXTE; ROLE DES REGLES D'EQUITE ET DES PRATIQUES EN USAGE; ROLE DE L'ARBITRE; DIFFICULTES TECHNIQUES LORS DES DIVERS ARBITRAGES. (ROGER CHARTIER).

R -170262-127

DROITS DE LA DIRECTION

COLLECTIVE BARGAINING AND MANAGEMENT RIGHTS. LE BUT DE LA DIRECTION EST D'ETRE EFFICACE DANS LA COORDINATION D'ACTIVITES DIVERSES. VALEURS SUR LESQUELLES REPOSE CETTE EFFICACITE. REEVALUATION DES NOTIONS DE NEGOCIATION COLLECTIVE ET DE DIRECTION PARTAGEE. (ROGER CHARTIER).

R -150360-298

DROITS DE LA DIRECTION (SUITE)

DROITS DE LA DIRECTION ET EGALITE DES PARTIES. GRIEF A LA SHAWINIGAN CHEMICALS LTD. (ROGER CHARTIER).

R -130458-446

DROITS DE LA DIRECTION. CLAUSES DE LA CIE DE PUBLICATION 'LA PRESSE'. (JEAN-H. GAGNE).

R -070352-191

LAY-OFF SENIORITY CLAUSE AND MANAGEMENT RIGHTS.

R -140459-614

LES DROITS DE LA DIRECTION DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. (JEAN-H. GAGNE).

R -070151-055

MANAGEMENT RIGHTS. PANEL DU MONTREAL BOARD OF TRADE. (W.F. NORCOTT, R.M. BENNETT ET C.-MARC ROBERT).

R -130458-435

DROITS DES TRAVAILLEURS

THE RIGHT OF LABOR TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE LIFE OF ENTERPRISE. NATURE DE L'ENTREPRISE. DROITS DES TRAVAILLEURS DE PARTICIPER A LA VIE ET AUX PROFITS DE L'ENTREPRISE. (P. PAVAN).

R -040148-010

DROITS INDIVIDUELS

MUST AN INDIVIDUAL UNION MEMBER'S RIGHTS BE SACRIFICED TO PROTECT THE GROUP INTEREST? SOLUTIONS PROPOSEES POUR RESOUDRE CE PROBLEME EN INSISTANT SUR LE 'DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION' TEL QU'IL EST ENVISAGE AUX ETATS-UNIS ET AU CANADA: (REUBEN M. BROMSTEIN).

R -250270-325

THE DUTY OF FAIR REPRESENTATION - EFFECTIVE PROTECTION FOR INDIVIDUAL RIGHTS IN COLLECTIVE AGREEMENTS? EXEMPLE ILLUSTRANT LE CAS D'UNE ACTION INDIVIDUELLE D'UN EMPLOYE CONTRE SON SYNDICAT QUI AVAIT MANQUE A SON DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION. (B.L. ADELL).

R -250370-602

THE PROTECTION OF INDIVIDUAL MEMBERS OF UNIONS. DISCUSSION DE L'ANALYSE ET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA POSITION ET LES DROITS DU MEMBRE DU SYNDICAT EN TANT QU'INDIVIDU. (E.E. PALMER).

R -250170-083

DUREE DE LA CONVENTION

SENTENCES SUR LA DUREE DES CONVENTIONS COLLECTIVES. (JEAN-H. GAGNE).

R -110256-112

ECOLES TECHNIQUES

MANUELS TECHNIQUES FRANCAIS. INTRODUCTION DE MANUELS FRANCAIS DANS LES ECOLES TECHNIQUES.

R -030447-062

ECONOMIE

L'ECONOMIE DOIT ETRE PLACEE AU SERVICE DE L'HOMME. (PAUL-H. PLAMONDON).

R -041049-097

ECONOMIE D'ENTREPRISE

REFLEXIONS SUR L'ECONOMIE D'ENTREPRISE: MODELE DES DECISIONS AMELIOREES, PASSAGE DE LA THEORIE MICRO-ECONOMIQUE A LA PRATIQUE DES AFFAIRES, CRITIQUE DE LA THEORIE TRADITIONNELLE DE L'ENTREPRISE, DEFINITION DE L'ECONOMIE D'ENTREPRISE ET EXPOSE D'UN MODELE ECONOMIQUE OPERATOIRE, LE MODELE DES DECISIONS AMELIOREES. (BERTRAND BELZILE).

R -220367-375**ECONOMIE DE SERVICES**

CHOMAGE ET ECONOMIE DE SERVICES. PARMI TOUTES LES CAUSES DU CHOMAGE L'AUTEUR EN RETIENT UNE, SOIT L'ECONOMIE DE SERVICES OU ECONOMIE A SECTEUR TERTIAIRE PREDOMINANT. (CLAUDE MORIN)

R -160361-340**ECONOMIE DIRIGEE**

LES CARACTERISTIQUES CONCRETES DU CAPITALISME LIBERAL DANS LE CONTEXTE AMERICAIN. REGIME D'ENTREPRISE COLLECTIVE, DIVORCE ENTRE PROPRIETE ET CONTROLE, ECONOMIE DIRIGEE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE O.P.).

R -050550-041**ECONOMIE POLITIQUE**

A L'ECHELLE MONDIALE, LES PROBLEMES DE L'ECONOMIE POLITIQUE, LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DES BIENS SONT DES PROBLEMES QUI SE POSENT A L'ECHELLE MONDIALE. (LIONEL MOREAU, PTRE).

R -060351-086

DROIT ET ECONOMIE POLITIQUE. DISTINCTION ENTRE FAIT ECONOMIQUE ET FAIT JURIDIQUE. COMPLEMENTARITE DE CES SCIENCES ET DES AUTRES SCIENCES SOCIALES. (CLAUDE GAUDREAU).

R -070452-266**ECONOMIE QUEBECOISE**

LE QUEBEC AU POINT Tournant DE SON HISTOIRE. DESCRIPTION DE TROIS CHANGEMENTS QUI SE PRODUISENT DANS LE QUEBEC, DONT LE NOUVEAU ROLE DE L'ETAT, POINTS DE VUE DE L'HOMME D'AFFAIRE CANADIEN-FRANCAIS ET EXPRESSIONS DES MILIEUX D'AFFAIRES ANGLO-CANADIENS. (ERIC W. KIERANS).

R -190364-395**EDUCATION**

ALLOCATION DE MGR A.-M. PARENT, C.S. ROLE DE L'UNIVERSITE DANS LA FORMATION ET L'EDUCATION DES INDIVIDUS, L'ENSEIGNEMENT DE LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES ET DU DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (MGR A.M. PARENT)

C -000247-013

HUMAN RESOURCES IN CANADA: CHANGING ATTITUDES AND ROLES. FACTEURS POLITIQUES, ECONOMIQUES, CULTURELS ET IDEOLOGIQUES DONT L'INTERRELATION A CONTRIBUE A FACONNER LE COMPORTEMENT DES CANADIENS. CHANGEMENT D'ATTITUDES ENVERS LES INVESTISSEMENTS EN EDUCATION ET EN DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, PERSPECTIVES DU ROLE DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE. (GEORGE V. HAYTHORNE).

R -240469-705**EDUCATION (SUITE)**

LE BILL 25. ANALYSE DES CARACTERES FONDAMENTAUX DU BILL 25 QUI ASSURE LE DROIT DE L'ENFANT A L'EDUCATION ET QUI INSTITUTE UN NOUVEAU REGIME DE CONVENTION COLLECTIVE DANS LE SECTEUR SCOLAIRE. (JEAN-REAL CARDIN)

R -220267-273

LES CENTRALES OUVRIERES DU QUEBEC ET L'EDUCATION. MEMOIRE CONJOINT DE LA FTQ ET DE LA CTCC PRESENTE AU GOUVERNEMENT AU SUJET DES AMELIORATIONS A APPORTER DANS L'ENSEIGNEMENT.

R -130258-208

LES UNITES DE NEGOCIATION AU QUEBEC DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DANS LES SECTEURS HOSPITALIER ET SCOLAIRE. ELEMENTS FONDAMENTAUX D'UNE NOTION UNIVERSELLE DE FONCTIONNAIRE. (YVES QUELLETTE ET JEAN-REAL CARDIN).

R -250370-445

TEACHERS' MILITANCY AND THE CHANGING TEACHER-SCHOOL MANAGEMENT RELATIONSHIPS. LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS A L'ETABLISSEMENT DES POLITIQUES SCOLAIRES ET A LA PRISE DE DECISION. (AIME NAULT).

R -240169-167**EDUCATION COOPERATIVE**

LA COOPERATION DANS L'HISTOIRE ECONOMIQUE MODERNE, HISTORIQUE, FONDEMENTS ET STRUCTURE DES INSTITUTIONS COOPERATIVES, PROBLEMES DE SON INTEGRATION DANS LA VIE MODERNE, NECESSITE DE L'EDUCATION COOPERATIVE. (J.A. RAFTIS).

R -070352-179**EDUCATION DES ADULTES**

L'EDUCATION OUVRIERE AUX ETATS-UNIS. HISTOIRE ET CONCEPTION DE CETTE EDUCATION. TECHNIQUES D'EDUCATION DES ADULTES. PARTICIPATION DE L'EGLISE CATHOLIQUE. (FERNAND JOLICOEUR).

R -080152-034

L'ENTREPRISE ET L'EDUCATION DES ADULTES. LE ROLE DE L'ENTREPRISE DANS LA RECUPERATION SCOLAIRE OU LA FORMATION PROFESSIONNELLE. LE POURQUOI DU ROLE DE L'ENTREPRISE ET LES MODES DE PARTICIPATION. (JEAN-PAUL LEFEBVRE)

R -210266-235

LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EDUCATION SYNDICALE. UTILITE DE LA RECHERCHE FONDAMENTALE DANS UN SERVICE D'EDUCATION DES ADULTES. (JEAN DE LAPLANTE).

R -120357-238**EDUCATION OUVRIERE**

L'EDUCATION OUVRIERE AUX ETATS-UNIS. HISTOIRE ET CONCEPTION DE CETTE EDUCATION. TECHNIQUES D'EDUCATION DES ADULTES. PARTICIPATION DE L'EGLISE CATHOLIQUE. (FERNAND JOLICOEUR).

R -080152-034

LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EDUCATION SYNDICALE. UTILITE DE LA RECHERCHE FONDAMENTALE DANS UN SERVICE D'EDUCATION DES ADULTES. (JEAN DE LAPLANTE).

R -120357-238

LE CINEMA DANS LES USINES. LE CINEMA COMME MOYEN DE FORMATION DANS LES MILIEUX DU TRAVAIL. ROLE SOCIAL D'INFORMATION ET D'EDUCATION. (JEAN-PAUL VANASSE).

R -070452-294

EDUCATION OUVRIERE (SUITE)

LE SERVICE D'EDUCATION DE LA C.T.C.C. HISTORIQUE, NATURE ET ROLE. (FERNAND JOLICOEUR). **R-040649-058**

LE SERVICE D'EDUCATION DU SYNDICAT NATIONAL DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE MONTREAL. BUT ET FONCTIONNEMENT DE CE SERVICE. (JEAN DÜPIRE). **R-120357-231**

LE SYNDICALISME DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE. LE SYNDICALISME A LE DEVOIR D'ÊTRE LUI-MÊME DÉMOCRATIQUE. L'ACTION POLITIQUE. L'EDUCATION DES MEMBRES SONT AUSSI SES RESPONSABILITÉS. (GERARD DION). **R-110456-234**

LES TRAVAILLEURS ET LA CULTURE. LE MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN ET LA PROMOTION CULTURELLE DES TRAVAILLEURS. **R-090354-295**

SYNDICALISME ET CULTURE. RÔLE DU SYNDICALISME DANS LE RELEVEMENT CULTUREL DES MASSES LABORIEUSES. (GERARD DION). **R-120357-186**

UN COLLÈGE OUVRIER. INAUGURATION PAR LA C.T.C.C. D'UN COURS D'EDUCATION OUVRIÈRE. NÉCESSITE, PROGRAMME ET MÉTHODE D'ENSEIGNEMENT. (FERNAND JOLICOEUR). **R-070452-310**

EFFECTIFS SYNDICAUX

ANNEXE I: LE SYNDICALISME AU CANADA. LES GROUPEMENTS ET LES EFFECTIFS SYNDICAUX. LES SYNDICATS CANADIENS ET AMÉRICAINS. L'ACTION SYNDICALE. LES CENTRALES SYNDICALES ET LA POLITIQUE. (GERARD DION). **C-002368-263**

EFFECTIF SYNDICAL. STATISTIQUES SUR LE SYNDICALISME OUVRIER AU CANADA. (31 DÉCEMBRE 1946). **R-030347-046**

EFFECTIFS DES SYNDICATS OUVRIERS DU CANADA ET LEUR RÉPARTITION SELON LES CENTRALES. **R-110356-219**

LES GROUPEMENTS SYNDICAUX DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC (1955). ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE DU SYNDICALISME DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. EFFECTIFS DES GROUPEMENTS INDÉPENDANTS ET DES GRANDES CENTRALES. (GERARD DION). **R-110155-001**

STATISTIQUES SYNDICALES. EFFECTIFS SYNDICAUX CANADIENS AU CANADA EN 1949 ET RÉPARTITION PAR CENTRALES SYNDICALES. (MINISTÈRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL). **R-060150-029**

EFFICACITE

EFFICACITÉ, SCIENCE, PARTICIPATION À LA GESTION ET DROITS DE GÉRANCE. (ROGER CHARTIER). **C-001560-056**

EGLISE CATHOLIQUE

À PROPOS DE SYNDICALISME PATRONAL. SENS ET NÉCESSITÉ DES ASSOCIATIONS PATRONALES SELON LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE. (GERARD DION). **R-020146-005**

ALLOCUTION D'OUVERTURE. LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE COMME BASE D'ÉDIFICATION DU MONDE DU TRAVAIL. (MGR ALPHONSE-MARIE PARENT). **C-000853-015**

EGLISE CATHOLIQUE (SUITE)

COLLABORATION INDISPENSABLE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES CORPS INTERMÉDIAIRES. MESSAGE DE L'ÉPISCOPAT CANADIEN: RESPONSABILITÉS DES CORPS INTERMÉDIAIRES À L'ÉGARD DES POUVOIRS PUBLICS ET VICE-VERSA. **R-190164-119**

CRISE D'AUTORITÉ DANS LA FAMILLE, DANS LA COMMUNAUTÉ CIVILE ET DANS L'ÉGLISE. (ALPHONSE-MARIE PARENT). **C-001055-129**

DEUX ÉVÊQUES PARLENT DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIÈRES. **R-130158-095**

DIRECTIVES AUX PATRONS CATHOLIQUES. DISCOURS À L'OCCASION DE L'AUDIENCE ACCORDÉE AUX ASSOCIATIONS PATRONALES. (PIE XII). **R-040949-081**

ECONOMIC DEVELOPMENT AND THE CHURCH IN FRENCH CANADA. ON NE PEUT PRÉTENDRE QUE L'ÉGLISE CATHOLIQUE A EXERCÉ UNE INFLUENCE NÉGATIVE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC. (WILLIAM F. RYAN). **R-210366-381**

INDUSTRY COUNCIL PLAN AND 'MATER ET MAGISTRA': ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE DEPUIS RERUM NOVARUM JUSQU'À MATER ET MAGISTRA. CE QUI A ÉTÉ FAIT AU CANADA POUR APPLIQUER CETTE DOCTRINE. CE QU'IL FAUT FAIRE SOIXANTE-DIX ANS APRÈS RERUM NOVARUM. (GERARD DION). **R-160461-443**

L'ACTION PATRONALE CATHOLIQUE AU CANADA-FRANÇAIS. RAPPEL DE LA DOCTRINE PONTIFICALE ET ANALYSE DE LA SITUATION AU CANADA-FRANÇAIS. (GERARD DION). **R-120457-348**

L'AUTOMATION. MESSAGE DE L'ÉPISCOPAT CANADIEN À L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRAVAIL. **R-200165-187**

L'EDUCATION OUVRIÈRE AUX ÉTATS-UNIS. HISTOIRE ET CONCEPTION DE CETTE EDUCATION. TECHNIQUES D'EDUCATION DES ADULTES. PARTICIPATION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE. (FERNAND JOLICOEUR). **R-080152-034**

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE PROBLÈME SOCIAL. DÉFINITION DU PROBLÈME SOCIAL. CONTENU DES ENCYCLIQUES SOCIALES. (MARCEL CLEMENT). **R-040749-061**

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LES TRAVAILLEURS. RÔLE DE L'ÉGLISE. RESPONSABILITÉS DES OUVRIERS ET BUT DU MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN. (MGR MAURICE ROY). **R-050149-002**

L'ÉGLISE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC EST-ELLE OPPOSÉE À L'ÉTABLISSEMENT DES CAPITALS ÉTRANGERS? (GERARD DION). **R-050349-021**

L'ÉGLISE DEVANT LES EXIGENCES HUMAINES DE L'ÉCONOMIE. LETTRE À LA COMMISSION GÉNÉRALE DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE (PIE XII). **R-110456-302**

L'ÉGLISE ET L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. PRINCIPES D'ÉDIFICATION D'UNE SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE JUSTE ET ORDONNÉE SELON LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE. (JEAN-GUY HAMELIN). **R-150460-499**

EGLISE CATHOLIQUE (SUITE)

L'EGLISE ET LA LIBERTE SYNDICALE. (MAURICE ROY). **R-120457-404**

L'EGLISE ET LE CAPITALISME. (COMTE DELLA TORRE). **R-040949-090**

L'EGLISE ET LES PROBLEMES ECONOMIQUES ACTUELS. CONGRES AYANT POUR THEME LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE SUR LES PROBLEMES CRUCIAUX DE L'HEURE. **R-050249-011**

L'ORDRE CORPORATIF PROFESSIONNEL. CONCEPTION CHRETIENNE DE L'ENTREPRISE. REFORME DE LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE. (PIE XII). **R-070352-196**

LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS AUX BENEFICES EST-ELLE UN CADEAU? EXPOSE DE LA DOCTRINE DE L'EGLISE SUR CE SUJET. (GERARD DION). **R-030948-132**

LA RESPONSABILITE DES LAIQUES DANS L'ACTION SOCIALE. (MAURICE ROY). **R-120457-405**

LA SOCIALISATION. MESSAGE DE L'EPISCOPAT CANADIEN A L'OCCASION DE LA FETE DU TRAVAIL. **R-170462-491**

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LA REPARTITION DU PRODUIT DU TRAVAIL. DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. **R-200465-706**

LE CATHOLICISME SOCIAL FACE AUX GRANDS COURANTS CONTEMPORAINS. DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (PIE XII). **R-030147-010**

LE COMMERCE EST UN SERVICE. ALLOCATION DEVANT LES PARTICIPANTS DU XXVII^e CONGRES DE LA SOCIETE INTERNATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL. (PIE XII). **R-090153-078**

LE CREDIT. ALLOCATION AUX MEMBRES DU CONGRES INTERNATIONAL DU CREDIT. ROLE SOCIAL ET MORAL DES FINANCIERS. (PIE XII). **R-070352-194**

LE MESSAGE DE LA RESPONSABILITE SOCIALE. SIGNIFICATION DU MESSAGE DE PIE XII AUX PATRONS CATHOLIQUES DANS LE CADRE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (VITTORIO VACCARI). **R-050349-022**

LE TRAVAIL ET LES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE. 51^{ME} SESSION DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE. **R-190464-520**

LES EVEQUES DE FRANCE FACE A LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE. LA CROISSANCE ECONOMIQUE COMME FACTEUR DE DEVELOPPEMENT HUMAIN. **R-210366-450**

LES OBJECTIFS DU SYNDICALISME ET SON ACHÈVEMENT VERS L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. CE QU'EST LE 'CORPORATISME' PRECONISÉ DANS L'ENSEIGNEMENT DES SOUVERAINS PONTIFES. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090254-117**

MATER ET MAGISTRA: A CHALLENGE TO THE CATHOLICITY OF THE CHURCH. NOUVEAUTE DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'EGLISE ET DANS LA CONNAISSANCE SOCIALE. LES QUATRE OBLIGATIONS DE L'ENCYCLIQUE. (J.A. RAFTIS). **R-180163-017**

EGLISE CATHOLIQUE (SUITE)

NOS RESPONSABILITES CHRETIENNES EN FACE DU CHOMAGE. LA SITUATION ACTUELLE ET LES ELEMENTS D'UNE SOLUTION JUSTE ET DURABLE. (S.E. LE CARDINAL PAUL-EMILE LEGER). **R-140159-126**

NOTRE CONGRES POUR EMPLOYEURS DE LANGUE ANGLAISE: UNE INITIATIVE COURAGEUSE ET REUSSIE. COMPTE-RENDU DU CONGRES DONT LE THEME ETAIT: 'L'EGLISE ET LES PROBLEMES ECONOMIQUES ACTUELS'. (FRERE JUSTIN F.S.C.). **R-050349-025**

PROPOS SUR LE TRAVAIL HUMAIN. ASPECTS SOCIAUX DU SECTEUR D'ACTIVITE DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE. (PIE XII). **R-130258-232A**

RE-EXAMINATION AND RE-ORGANIZATION OF RELATIONS BETWEEN WORKERS AND MANAGEMENT. (CARDINAL CICOGNANI). **R-160461-504**

REFLEXIONS CHRETIENNES EN FACE DE L'EVOLUTION RAPIDE DES CADRES ECONOMIQUES ET SOCIAUX. (CARDINAL RICHAUD). **R-160261-262**

RELATION ENTRE L'INDIVIDU ET L'ETAT. RAPPEL DES ENSEIGNEMENTS DES ENCYCLIQUES EN CE DOMAINE. (LOUIS ST-LAURENT). **R-120357-201**

RELATIONS HUMAINES DANS L'ENTREPRISE. DISCOURS DEVANT LES INDUSTRIELS AMERICAINS ET LES INGENIEURS. (PIE XII). **R-090153-076**

SOCIALISATION ET PERSONNE HUMAINE. PRINCIPES DE LA DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE ET CONCLUSIONS DES ASSISES ANNUELLES DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE SUR CE SUJET. **R-150360-377**

SYNDICALISME ET DEMOCRATISATION DE L'ECONOMIE. RESUME DES COMMUNICATIONS PRESENTEES SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE A LA SEMAINE SOCIALE DU CANADA POUR SES ASSISES ANNUELLES. **R-150460-477**

THE DANGERS OF TECHNOLOGICAL SPIRIT. DANGERS DU PROGRES TECHNIQUE. SES CONSEQUENCES SUR LA VERITE RELIGIEUSE L'ORDRE MATERIEL. L'ECONOMIE GENERALE ET LA FAMILLE. (PIE XII). **R-090354-270**

UNE GRANDE DATE DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE SOCIALE CATHOLIQUE EN CETTE PROVINCE. CONTENU DE LA LETTRE PASTORALE COLLECTIVE DE L'EPISCOPAT DU QUEBEC SUR LE PROBLEME OUVRIER EN REGARD DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. **R-050750-061**

ELECTIONS

RIGHT FOR EMPLOYEES TO ABSENT THEMSELVES IN ORDER TO VOTE AS ELECTORS ON THE CITY OF MONTREAL ELECTIONS. **R-160461-492**

EMBAUCHAGE

L'EMBAUCHAGE. GRANDES LIGNES D'UNE PROCEDURE D'EMBAUCHAGE IDEALE. (GERMAIN GIROUX). **R-050149-007**

EMPLOI

ALLOCATION D'OUVREURE. PRESENTATION DU THEME DU 11EME CONGRES: LA STABILITE DE L'EMPLOI. POSITION DU PROBLEME ET LES DIFFERENTS ASPECTS QUI SERONT ETUDIES LORS DU CONGRES. (GERARD TREMBLAY).

C-001156-010

ASPECT NORMATIF DE LA STABILITE DE L'EMPLOI. CONCEPTION DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE POLITIQUE, SITUES DANS LE CONTEXTE DE L'ENSEMBLE DES EXIGENCES PRATIQUES DU BIEN COMMUN. (MAURICE TREMBLAY).

C-001156-139

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET EMPLOI DANS LE QUEBEC. HISTOIRE DE L'EXPANSION DES INDUSTRIES DANS LE QUEBEC, ET SES CONSEQUENCES SUR LA MAIN-D'OEUVRE. EFFORTS FAIT PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL FEDERAL POUR REMEDIER AUX PROBLEMES COMME CELUI DU CHOMAGE SAISONNIER. (MILTON F. GREGG).

R-090354-259

EMPLOI ET CHOMAGE A QUEBEC. DEFINITION DES DOSSIERS ACTIFS DES CHERCHEURS D'EMPLOI. STATISTIQUES SUR LE CHOMAGE DANS LA CITE DE QUEBEC DE 1949-1950. (STANISLAS PICARD).

R-060351-092

EMPLOYMENT STABILITY: THE PRIVATE SECTOR OF THE CANADIAN ECONOMY. CONSIDERATIONS SUR L'IMPORTANCE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE ET SES PROBLEMES. (R.B. MAC PHERSON).

R-110356-186

IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES DE L'INSTABILITE DE L'EMPLOI. CAUSES DES OBSTACLES A LA MOBILITE DE LA MAIN-D'OEUVRE: STRUCTURE DE L'EMPLOI. STRUCTURE SOCIALE. (FERNAND DUMONT).

C-001156-075

L'EXPERIENCE CANADIENNE: L'ETAT. L'EXPERIENCE CANADIENNE DE STABILISATION DE L'EMPLOI AU NIVEAU DE L'ETAT. EXPOSE DES GRANDES LIGNES DE CETTE EXPERIENCE ET EVALUATION. (PIERRE HARVEY).

C-001156-091

L'EXPERIENCE CANADIENNE: L'EXPERIENCE DES TEXTILES. NATURE DE L'EMPLOI DANS CETTE INDUSTRIE. CAUSES DU CHOMAGE ET SOLUTIONS. (W.M. BERRY).

C-001156-129

L'EXPERIENCE CANADIENNE: LE SECTEUR PRIVE DE L'ECONOMIE. CROISSANCE INDUSTRIELLE ET PROBLEMES QUI Y SONT ASSOCIES. SOLUTIONS POUR ASSURER LA STABILITE DE L'EMPLOI. (R.B. MACPHERSON).

C-001156-119

L'EXPERIENCE CANADIENNE: LE SECTEUR PRIVE DE L'ENTREPRISE. INFLUENCE DE L'ENTREPRISE PRIVEE SUR L'EMPLOI. (EUGENE FORSEY).

C-001156-113

LA MECANISATION ET L'EMPLOI DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. MODELE ABSTRAIT QUI DEMONTRE QUE LA MECANISATION DES ENTREPRISES CREE PLUS D'EMPLOIS QU'ELLE N'EN FAIT DISPARAITRE. (F. EARL BEACH).

R-230468-661

LA STABILITE DE L'EMPLOI. L'EXPERIENCE DES TEXTILES. SITUATION DE CETTE INDUSTRIE DANS LE CADRE INDUSTRIEL GENERAL DU QUEBEC. CAUSES ET CONSEQUENCES DU CHOMAGE DANS CE SECTEUR ET MOYENS D'Y REMEDIER. (W.M. BERRY).

R-110356-178

EMPLOI (SUITE)

LA THEORIE ECONOMIQUE DE L'AUTOMATION. CRITIQUE DE CERTAINES THEORIES PARTIELLES DE L'AUTOMATION. EBAUCHE D'UNE THEORIE DIFFERENTE DE L'AUTOMATION SUR L'EMPLOI. (FRANCIS EARL BEACH).

R-220367-400

LACK OF JOB COUNSELLING RETARDS YOUNG JOB HUNTERS. LE MANQUE D'ORIENTATION DES JEUNES TRAVAILLEURS CONSTITUE UN OBSTACLE DANS LEUR RECHERCHE D'UN EMPLOI.

R-040148-009

LE DROIT AU TRAVAIL. FONDEMENT ET NOTION. TENTATIVE D'INSERTION DANS LE DROIT POSITIF. A QUI INCOMBE LA RESPONSABILITE DE FOURNIR UN EMPLOI. (GERARD DION).

R-150460-398

LES FORMES ACTUELLES DU PROGRES TECHNIQUE ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS. NATURE ET MANIFESTATIONS DES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES CONTEMPORAINS. LEURS CONSEQUENCES SUR LE CARACTERE DE L'ENTREPRISE ET LA STRUCTURE DE L'EMPLOI. (JEAN-REAL CARDIN).

R-190164-003

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX CONCERNANT L'EMPLOI ET LES SALAIRES, LEURS BUTS ET LEURS RESULTATS. (PIERRE HARVEY).

C-001964-099

PROSPERITE ECONOMIQUE ET PARADOXE DE L'EMPLOI. DEFINITION DE LA STABILITE ECONOMIQUE EN MONTRANT L'IMPORTANCE DES SUJETS QUI SERONT ETUDIES. (CHARLES LEMELIN).

C-001156-017

QUOTATIONS FROM THE SUBMISSION OF THE CANADIAN LABOUR CONGRESS TO THE SENATE SPECIAL COMMITTEE ON MANPOWER AND EMPLOYMENT.

R-160261-261

EMPLOI PERMANENT

OPENINGS AND THE EXPECTED PERMANENCY OF APPOINTMENT. L'EMPLOI, OUVERTURES DISPONIBLES, ET PERMANENCE DE L'EMPLOI.

R-160261-253

EMPLOYE TEMPORAIRE

CONGEDIEMENT ILLEGAL. DROITS D'UN EMPLOYE 'TEMPORAIRE' EN VERTU DE L'ARTICLE 21 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-180363-408

EMPLOYES DE BUREAU

LES EMPLOYES DE BUREAU ET LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. PARTICULARITES ET DIFFICULTES DU SYNDICALISME CHEZ LES COLLETS-BLANCS. (LEO ROBACK).

R-140159-068

EMPLOYEUR

EMPLOYERS AND EMPLOYERS ASSOCIATIONS IN THE NETHERLANDS INDUSTRIAL SYSTEM. ROLE DES EMPLOYEURS INDIVIDUELS. STRUCTURE, FONCTIONNEMENT ET PLURALISME DE LEURS ASSOCIATIONS. (JOHN P. WIND MULLER).

R-220167-047

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENT ET MOTIVATION DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION).

R-010946-002

EMPLOYEUR (SUITE)

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENTS ET MOTIVATIONS DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION).

R -010846-002

L'EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. RELATIONS SYNDICALES-PATRONALES AU SEIN DE L'ENTREPRISE EN REGARD DU PUBLIC. (GHISLAIN DUFOUR).

C -002469-069

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS. OBJECTIONS DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. RESPONSABILITES DU SYNDICAT DANS LA PROFESSION ET L'ENTREPRISE. PROCEDURES PATRONALES POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE. (ARTHUR DROLET).

R -020847-008

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DU GROUPEMENT PROFESSIONNEL. OBJECTIONS COURANTES DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. RESPONSABILITES DU SYNDICAT. PROCEDURES DES PATRONS POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE. COLLABORATION DU SYNDICALISME PATRONAL ET OUVRIER. (ARTHUR DROLET).

C -000247-129

THE EMPLOYER APPROACH TO INDUSTRIAL RELATIONS RESEARCH. ATTITUDE QU'UN EMPLOYEUR DEVRAIT AVOIR ENVERS LES RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (J.B. BOYD).

R -210466-552

ENQUETE GOUVERNEMENTALE

LE RAPPORT WOODS ET LE RAPPORT DONOVAN. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DES ENQUETES GOUVERNEMENTALES. (JEAN-CHARLES BONENFANT).

R -250170-003

ENSEIGNANTS

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL - LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE - GREVE - SERVICES ESSENTIELS. INTERPRETATION DE L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE CAS DES SALAIRES ENSEIGNANTS REPRESENTES PAR LE SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ETAT DU QUEBEC.

R -210266-258

FACTEURS DETERMINANT LE TRAITEMENT DE L'INSTITUTEUR LAIC. ROLE DE L'ETAT ET DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. (EMILE GOSSELIN).

R -100255-096

LES SERVICES ESSENTIELS DES PROFESSEURS DE L'ETAT. DETERMINATION DES SERVICES ESSENTIELS ET LEUR MAINTIEN LORS DE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR LES PROFESSEURS DE L'ETAT. SELON L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. ANALYSE D'UNE DECISION DE LA C.R.T. A CE SUJET. (FERNAND MORIN).

R -210366-442

REFLECTIONS SUR LE STATUT DES ENSEIGNANTS DU SECTEUR PUBLIC DU QUEBEC. DEFINITION DU STATUT JURIDIQUE DE PROFESSIONNELS A PROPOS DE REVENDICATIONS FORMULEES PAR LES ENSEIGNANTS DU QUEBEC. (PATRICE GARANT).

R -230168-145

RENDEMENT ECONOMIQUE ET REMUNERATION DES INSTITUTEURS. ANALYSE DE LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA REMUNERATION DES INSTITUTEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC. CERTAINES DISCRIMINATIONS INACCEPTABLES. DEFICIENCES DANS LE CAPITAL HUMAIN. MESURES POUR RETABLIR L'EQUITE. (JACQUES ST-LAURENT).

R -170462-365

ENSEIGNANTS (SUITE)

TEACHERS' MILITANCY AND THE CHANGING TEACHER-SCHOOL MANAGEMENT RELATIONSHIPS. LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS A L'ETABLISSEMENT DES POLITIQUES SCOLAIRES ET A LA PRISE DE DECISION. (AIME NAJLT).

R -240169-167

ENSEIGNEMENT

PRINCIPES ET FAITS DANS L'ENSEIGNEMENT DONNE PAR LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES A L'UNIVERSITE LAVAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE. O.P.).

R -020246-001

ENSEIGNEMENT EN RELATIONS INDUSTRIELLES

L'UNIVERSITE LAVAL ET LES RELATIONS INDUSTRIELLES. IMPORTANCE DES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LA SOCIETE. CARACTERISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT QUE LE DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES OFFRE A SES ETUDIANTS. (GERARD DION).

R -040448-032

PERSPECTIVES NOUVELLES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. PERSPECTIVES NOUVELLES DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (EMILE GOSSELIN).

R -220267-153

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU MEMOIRE DE LA F.T.Q. ET DE LA C.S.N. PRESENTE EN JUIN 1961, AU COMITE D'ETUDE SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.

R -160461-496

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU MEMOIRE DE LA F.T.Q. ET DE LA C.S.N. PRESENTE EN JUIN 1961, AU COMITE D'ETUDE SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.

R -160461-496

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

AUTOMATION: EVOLUTION OU REVOLUTION. CONSEQUENCES DE L'AUTOMATION ET SON INFLUENCE SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE UNIVERSITAIRES. (JEAN-PAUL DESCHENES).

R -190164-019

ENTRAINEMENT

BINDING AUTHORITY OF A PREVIOUS AWARD TRIAL PERIOD DENIED. LA PERIODE D'ENTRAINEMENT OU D'APPRENTISSAGE D'UN TRAVAIL.

R -160261-252

THE DIRECTION OF PERSONNEL AND ITS RESPONSIBILITIES. HISTORIQUE DE CETTE TACHE. OBLIGATIONS DU DIRECTEUR DE PERSONNEL FACE AUX CONVENTIONS COLLECTIVES, AU REGLEMENT DES GRIEFS ET A L'ENTRAINEMENT DES EMPLOYES. (T.P. DALTON)

R -080353-288

ENTRAÎNEMENT DU PERSONNEL

ENTRAÎNEMENT POUR LE PERSONNEL DE CARRIÈRE INDUSTRIELLE. DESCRIPTION. FONCTIONNEMENT ET RESULTATS DU SYSTEME D'ENTRAÎNEMENT DU PERSONNEL ÉTABLI PAR L'ALUMINIUM COMPANY OF CANADA. (F.D. BARRETT). **R-090354-206**

ENTREPRENEUR

THE ENTREPRENEUR: WHO IS HE?. CHANGEMENT DU RÔLE DE L'ENTREPRENEUR AVEC L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE. (RALPH J. MASSEY). **R-090354-245**

ENTREPRISE

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. DÉFINITION DES TERMES 'ENTREPRISE', 'TRAVAILLEUR' ET 'ADAPTATION'. MÉTHODE D'ADAPTATION: LA DISCUSSION EN GROUPE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD). **C-000853-113**

BÉNÉFICES SOCIAUX ET ENTREPRISE. LES BÉNÉFICES SOCIAUX DANS L'ENTREPRISE PRIVÉE: DÉFINITION, HISTORIQUE, MISE EN APPLICATION DES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE L'ENSEMBLE DES BÉNÉFICES SOCIAUX ET LEURS CONSÉQUENCES POUR L'ENTREPRISE. STATISTIQUES. (JEAN-MARIE MARTIN). **C-001459-035**

IMPORTANCE ACTUELLE DE L'ÉTUDE DE L'ENTREPRISE POUR RÉALISER LES RÉFORMES DE STRUCTURE ET CONTRIBUER À L'ŒUVRE DE LA RESTAURATION SOCIALE. (GERARD DION). **R-050249-012**

L'AUTORITÉ DANS L'ENTREPRISE. NATURE DE L'AUTORITÉ. LES CONDITIONS DE SON EFFICACITÉ ET LES CONFLITS D'AUTORITÉ DANS L'ENTREPRISE SYNDICALE. (ROGER CHARTIER). **C-000853-041**

L'ENTREPRISE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES. LE RÔLE DE L'ENTREPRISE DANS LA RÉCUPÉRATION SCOLAIRE OU LA FORMATION PROFESSIONNELLE. LE POURQUOI DU RÔLE DE L'ENTREPRISE ET LES MODÈS DE PARTICIPATION. (JEAN-PAUL LEFEBVRE). **R-210266-235**

L'ESPRIT DES RÉFORMES DE STRUCTURE: PATERNITÉ, PATRONAT, PATERNALISME. RÉFLEXIONS SUR LES RESPONSABILITÉS DU PATRONAT. (MARCEL CLEMENT). **R-030548-065**

L'INTÉGRATION DU JEUNE SOCIOLOGUE DANS LE MONDE DE L'ENTREPRISE. MILIEU OU TRAVAILLE LE JEUNE SOCIOLOGUE. LES DÉFIS QU'IL RENCONTRE. MESURES POUR AMÉLIORER LA SITUATION. (ANDRÉ THIBAUT). **R-220267-233**

L'ORDRE CORPORATIF PROFESSIONNEL. CONCEPTION CHRÉTIENNE DE L'ENTREPRISE. RÉFORME DE LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE. (PIE XII). **R-070352-196**

LA NÉCESSITÉ DES RÉFORMES DE STRUCTURE: LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE (II). IDÉAL QUE PROPOSE LA DOCTRINE SOCIALE CHRÉTIENNE. (MARCEL CLEMENT). **R-030648-082**

LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE: LES PROBLÈMES QUI SE POSENT (III). L'ENTREPRISE DOIT DEVENIR UNE AUTHENTIQUE COMMUNAUTE DE TRAVAIL. (MARCEL CLEMENT). **R-030748-097**

ENTREPRISE (SUITE)

LES FORMES ACTUELLES DU PROGRÈS TECHNIQUE ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS. NATURE ET MANIFESTATIONS DES DÉVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES CONTEMPORAINS. LEURS CONSÉQUENCES SUR LE CARACTÈRE DE L'ENTREPRISE ET LA STRUCTURE DE L'EMPLOI. (JEAN-REAL CARDIN). **R-190164-003**

LES MODALITÉS DE RÉFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSÉES (IV). LES ÉQUIPES AUTONOMES ET LA COMMUNAUTE DE PROPRIÉTÉ COMME FORMULE DE PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-031048-145**

LES MODALITÉS DE RÉFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSÉES (IV): LE SALAIRE PROPORTIONNEL COMME FORME DE PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-030948-129**

LES MODALITÉS DES RÉFORMES DE STRUCTURE. LES SOLUTIONS PROPOSÉES (IV). LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-030848-114**

LES RELATIONS DU TRAVAIL AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE EN EUROPE OCCIDENTALE. DESCRIPTION ET ANALYSE DES INSTITUTIONS QUI EXISTENT À CE NIVEAU DANS LES PAYS ÉTUDIÉS. (JEAN-REAL CARDIN). **R-200365-409**

POUVOIR ET ACTION SYNDICALE. FONCTION ET PLACE DU POUVOIR DANS UNE SOCIÉTÉ ET DANS LES GROUPES SOCIAUX ET INSTITUTIONS QUI LA CONSTITUENT. POUVOIR SYNDICAL DANS L'ENTREPRISE ET DANS LA SOCIÉTÉ POLITIQUE. (DANIEL VIDAL). **C-002570-117**

PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE. APPRÉCIATION MORALE DE LA STRUCTURE ET DES ABUS DE L'ENTREPRISE CAPITALISTE MODERNE. (PAUL-ÉMILE BOLTE). **R-030347-034**

PROPRIÉTÉ, RESPONSABILITÉ ET DROITS DE LA GERANCE. PROBLÈME DE L'AUTORITÉ DANS L'ENTREPRISE ET SON FONDAMENT MORAL. PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE. (GERARD DION). **C-001560-030**

RÉFORMES DE STRUCTURE DANS L'ENTREPRISE. CRITIQUE CONTRE LES RÉFORMES PRÉCONISÉES DANS LE BULLETIN DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (L. PERREAULT). **R-050249-020**

SEMAINE SOCIALE DES CATHOLIQUES ITALIENS. LE PAPE ET LA COGESTION. L'ENTREPRISE DANS L'ÉCONOMIE MODERNE. **R-080152-075**

THE RIGHT OF LABOR TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE LIFE OF ENTERPRISE. NATURE DE L'ENTREPRISE. DROITS DES TRAVAILLEURS DE PARTICIPER À LA VIE ET AUX PROFITS DE L'ENTREPRISE. (P. PAVAN). **R-040148-010**

ENTREPRISE COLLECTIVE

LES CARACTÉRISTIQUES CONCRÈTES DU CAPITALISME LIBÉRAL DANS LE CONTEXTE AMÉRICAIN. RÉGIME D'ENTREPRISE COLLECTIVE. DIVORCE ENTRE PROPRIÉTÉ ET CONTRÔLE. ÉCONOMIE DIRIGÉE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE O.P.). **R-050550-041**

ENTREPRISE DIRIGEE

DE L'ENTREPRISE LIBERALE A LA LIBRE
ENTREPRISE. DEFINITIONS DE L'ENTREPRISE
LIBERALE, DE L'ENTREPRISE DIRIGEE ET DE LA
LIBRE ENTREPRISE. (MARCEL CLEMENT).

R-040248-011

ENTREPRISE LIBERALE

DE L'ENTREPRISE LIBERALE A LA LIBRE
ENTREPRISE. DEFINITIONS DE L'ENTREPRISE
LIBERALE, DE L'ENTREPRISE DIRIGEE ET DE LA
LIBRE ENTREPRISE. (MARCEL CLEMENT).

R-040248-011

ENTREPRISE PRIVEE

L'ENTREPRISE PRIVEE FACE A LA SOCIALISATION.
NATURE DE L'ENTREPRISE EN ECONOMIE
PRE-INDUSTRIELLE: SON EVOLUTION AU COURS
DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE. IMPLICATION
DE LA SOCIALISATION DANS L'ENTREPRISE
MODERNE. TENDANCES FUTURES DANS UNE
SOCIETE DE PLUS EN PLUS SOCIALISEE.
(RAYMOND GERIN).

C-001863-039

PLANIFICATION, ENTREPRISE PRIVEE ET
SYNDICALISME LIBRE. CONSEQUENCES DE LA
SOCIALISATION SUR LES CADRES JURIDIQUES
DES RELATIONS DU TRAVAIL. LIGNES DE FORCE
DE L'EVOLUTION DU DROIT DES RELATIONS
INDUSTRIELLES POUR REPRENDRE AUX
IMPERATIFS DES SITUATIONS NOUVELLES. (PAUL
NORMANDEAU).

C-001863-165

POUVOIR ET POUVOIRS DANS L'ENTREPRISE
PRIVEE. L'EVOLUTION DE LA NOTION DE
POUVOIR; FACTEURS QUI ONT CONTRIBUE AU
DEBLOCAGE DU POUVOIR ET CONSEQUENCES
DE CE DEBLOCAGE. (HUGUES LEYDET).

C-002570-033

ENTREPRISES CANADIENNES FRANCAISES

LE MOUVEMENT DES SALAIRES DANS LA
PROVINCE DE QUEBEC. PROBLEMES DES
DIFFERENTIELS DE SALAIRES DANS LA PROVINCE
DE QUEBEC. RAISONS HISTORIQUES DE
L'INFERIORITE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES
CANADIENNES-FRANCAISES. (YVES URBAIN).

R-090364-297

EPARGNE

LA POSITION DES PATRONS VIS-A-VIS
L'INFLATION ET LEUR PROGRAMME D'ACTION.
LES PATRONS RECOMMANDENT LA RESTRICTION
DU CREDIT ET L'AUGMENTATION DE L'EPARGNE
POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (T.
TAGGAR SMYTH).

C-000752-097

EPICIERS

LES EPICIERS DEVRAIENT-ILS FORMER UNE
CORPORATION? JOURNEE D'ETUDE DE LA
SECTION DE QUEBEC DE L'ASSOCIATION DES
MARCHANDS-DETAILLANTS. (EMILE GOSSELIN &
CHARLES LEMELIN).

R-140159-059

EPISCOPAT DU QUEBEC

UNE GRANDE DATE DANS L'HISTOIRE DE LA
PENSEE SOCIALE CATHOLIQUE EN CETTE
PROVINCE. CONTENU DE LA LETTRE PASTORALE
COLLECTIVE DE L'EPISCOPAT DU QUEBEC SUR
LE PROBLEME OUVRIER EN REGARD DE LA
DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE.

R-050750-061

EQUIPE FONCTIONNEL

UN NOUVEAU CONCEPT INTEGRANT LES
NOTIONS DE FONCTION HIERARCHIQUE (LINE) ET
DE FONCTION DE CONSEIL (STAFF): CONCEPT
D'EQUIPE FONCTIONNEL A BASE DE
COLLABORATION ET DE COORDINATION. (ROGER
CHARTIER).

C-001762-103

EQUIPES AUTONOMES

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES.
LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LES EQUIPES
AUTONOMES ET LA COMMUNAUTE DE
PROPRIETE COMME FORMULE DE
PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL
CLEMENT).

R-031048-145

EQUITE

ARBITRAGE, ARBITRABILITE D'UN GRIEF; EQUITE
ET BONNE CONSCIENCE; VIE PRIVEE DE
L'EMPLOYE; RUPTURE ET SUSPENSION DU
CONTRAT DE TRAVAIL. (ROGER CHARTIER).

R-130158-082

SENS DES MOTS 'EQUITE' ET 'BONNE
CONSCIENCE': EXPOSE SUR LE DROIT.
CONSIDERATIONS SUR LES TRIBUNAUX DU
TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNE).

R-070151-059

SOME BASIC ISSUES IN LABOUR-MANAGEMENT
ARBITRATION. NATURE ET CHAMP DE CE
PROCEDE; SES FACTEURS ESSENTIELS. BUTS ET
FONCTIONS; PROBLEMES DU DROIT DE GERANCE
DANS CE CONTEXTE; ROLE DES REGLES
D'EQUITE ET DES PRATIQUES EN USAGE; ROLE
DE L'ARBITRE; DIFFICULTES TECHNIQUES LORS
DES DIVERS ARBITRAGES. (ROGER CHARTIER).

R-170262-127

ETAT

COMMENTAIRES. ROLE DE L'ETAT DANS UNE
POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (FRANCOIS
CLEYN).

C-002166-053

FACTEURS DETERMINANT LE TRAITEMENT DE
L'INSTITUTEUR LAIC. ROLE DE L'ETAT ET DES
ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. (EMILE
GOSSELIN).

R-100255-096

LE CONCEPT CANADIEN DE SECURITE SOCIALE.
ANALYSE DU CADRE ACTUEL DES MESURES DE
SECURITE SOCIALE SUR LES PLANS LOCAL,
PROVINCIAL ET FEDERAL. PRINCIPES SUR
LESQUELS REPOSENT LES PROGRAMMES. ROLE
DE L'ETAT. (PAUL MARTIN).

R-070352-138

LE ROLE ECONOMIQUE ET SOCIAL DU
GOUVERNEMENT, EN CE QUI CONCERNE LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, LA STABILITE
ECONOMIQUE ET LE BIEN-ETRE SOCIAL.
IMPORTANCE DU PASSE POUR PREVOIR LE ROLE
FUTUR DE L'ETAT, DANS CES DOMAINES.
(MAURICE LAMONTAGNE).

R-090254-129

POWER AND FUNCTION IN LABOUR RELATIONS.
LE CADRE JURIDIQUE CANADIEN DE LA
NEGOCIATION COLLECTIVE A ETE MOINS
FAVORABLE POUR L'EMERGENCE DE SYNDICATS
PUISSANTS ET DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES
EFFICACES. L'INTERVENTION MASSIVE DE L'ETAT
A ETE LA CONSEQUENCE DU PRAGMATISME EN
CE DOMAINE. (H.D. WOODS).

R-150460-441

ETAT (SUITE)

RECIPROCAL DUTIES OF THE BUSINESS EXECUTIVE AND THE GOVERNMENT. LIMITES DE L'INTERVENTION DE L'ETAT. CONSEQUENCES DE CETTE INTERVENTION POUR LE PATRONAT. (AUGUSTE ALBRECHTS). **R-120457-300**

RELATION ENTRE L'INDIVIDU ET L'ETAT. RAPPEL DES ENSEIGNEMENTS DES ENCYCLOPÉDIES EN CE DOMAINE. (LOUIS ST-LAURENT). **R-120357-201**

RESPONSABILITES DE L'ETAT A L'EGARD DU SYNDICALISME ET DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. DEVOIR DE L'ETAT DE FAVORISER LE SYNDICALISME OUVRIER ET PATRONAL. LA CONVENTION COLLECTIVE GENERALE. LA REPRESENTATION AUPRES DES POUVOIRS PUBLICS ET LA COLLABORATION PATRONALE. OUVRIERE. (DR GASTON CHOLETTE). **R-150460-502**

SYNDICALISME ET VIE DEMOCRATIQUE. NECESSITE DU SYNDICALISME DANS UNE DEMOCRATIE. ROLE DE L'ETAT. (EMILE GOSSELIN). **R-100355-174**

ETAT-EMPLOYEUR

L'ETAT-EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. INFORMATION EN PERIODE DE NEGOCIATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DANS LE SECTEUR PUBLIC. (B.M. ERB). **C-002469-117**

LA TIMIDITE DE LA C.R.T. DEVANT L'ETAT-EMPLOYEUR. DETERMINATION DE LA COMPETENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE. (FERNAND MORIN). **R-230168-169**

LE GOUVERNEMENT-EMPLOYEUR ET LE SYNDICALISME. EXPOSE DE LA REALITE JURIDIQUE ET SOCIALE DE L'ETAT EMPLOYEUR. SES OBLIGATIONS A L'EGARD DES FONCTIONNAIRES, OBJECTIFS ET MOYENS D'ACTION DE LEUR SYNDICALISME. (EMILE GOSSELIN). **R-150260-225**

POUVOIR ET POUVOIRS CHEZ L'ETAT-EMPLOYEUR. L'ETABLISSEMENT DES CADRES D'UN REGIME DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. NIVEAUX ET MECANISMES DE DECISIONS EN MATIERE DE RELATIONS DU TRAVAIL AVANT, PENDANT ET APRES LES NEGOCIATIONS. (JEAN COURNOYER). **C-002570-051**

THE GOVERNMENT AS EMPLOYER. HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE L'ETAT ENVERS LES EMPLOYES DU SERVICE CIVIL AU CANADA. FONCTIONS DES EMPLOYES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE; RELATIONS EMPLOYEUR-EMPLOYES. (J.C. BEST). **R-160261-160**

THE STATE AS EMPLOYER AND THE CIVIL SERVICE. LES RELATIONS DE TRAVAIL POUR LES EMPLOYES CIVILS: ASSOCIATION SYNDICALE, NEGOCIATION COLLECTIVE DIRECTE, ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET AUTRES CONSIDERATIONS PRATIQUES. (S.J. FRANKEL). **R-180363-318**

ETAT-LEGISLATEUR

CONTEMPORARY PUBLIC POLICY ISSUES IN INDUSTRIAL RELATIONS. IMPLICATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIERE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. EXEMPLE DE LA COLOMBIE BRITANIQUE ET DU BILL 33. (NOEL A. HALL). **R-240169-019**

L'ETAT-GOUVERNEMENT ET L'INFORMATION DU PUBLIC. NECESSITE ET IMPORTANCE DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (JEAN BERNIER). **C-002469-131**

LE ROLE DE L'ETAT EN RELATIONS DU TRAVAIL. ESSAI DE REEVALUATION. ROLE ELARGI ET DE PLUS EN PLUS DECISIF DE L'ETAT DANS LE CONTEXTE SOCIALISE: NATURE DE CE ROLE AUPRES DES ENTREPRISES ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES. FORMES DE CE ROLE. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001863-075**

ETATISATION

LA SOCIALISATION: CARACTERE ET SIGNIFICATION. NOTIONS DE SOCIALISATION ET SES CARACTERES; DISTINCTION AVEC ETATISATION ET SOCIALISME. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA SOCIALISATION; REMEDES AUX INCONVENIENTS. PLANIFICATION. (GERARD DION). **C-001863-013**

ETHIQUE DU TRAVAIL

L'ETHIQUE DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. IL FAUT QUE DISPARAISSE L'ETHIQUE D'INIMITIE. ET QUE LA MORALE TRADITIONNELLE REGISSE LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. (GOETZ A. BRIEFS). **R-070151-012**

ETUDE DES TEMPS ET MOUVEMENTS

LES CADRES ET LES DIRECTIONS DEVANT LES TEMPS IMPRODUCTIFS. ANALYSE DES TEMPS IMPRODUCTIFS ET DU ROLE DES CADRES DANS LES ENTREPRISES. (PIERRETTE SARTIN). **R-230268-201**

THE STANDARD DATA AND THEIR LIMITATIONS. PROBLEMES DE DETERMINATION DES TEMPS REQUIS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES ELEMENTS LES PLUS SIMPLES D'UNE TACHE. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-120357-211**

EVALUATION DES TACHES

BESNER BUILDING, MONTREAL, ET L'UNION DE SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU TRIBUNAL CONCERNANT L'EVALUATION DES TACHES ET LA FIXATION D'UNE SEMAINE NORMALE DE TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-122A**

JOINT UNION-MANAGEMENT JOB EVALUATION IN THE CANADIAN STEEL INDUSTRY. ETUDE EMPIRIQUE DE L'APPLICATION D'UN SYSTEME 'COOPERATIVE WAGE STUDY'. (RONALD BEAN). **R-170262-115**

L'EVALUATION CONJOINTE DES EMPLOIS A LA COMMISSION DES ECOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL. APERCU HISTORIQUE, CHOIX, ETAPES ET ELABORATION D'UN PLAN. EVALUATION DE TOUTS LES EMPLOIS ET LEUR CLASSIFICATION. (JOCELYN NADEAU). **R-190164-081**

EVALUATION DES TACHES (SUITE)

L'EVALUATION DES TACHES. CE QU'EST L'EVALUATION DES TACHES, ET ELABORATION D'UN PLAN D'EVALUATION. AVANTAGES ET FAIBLESSES. (JEAN-PAUL DESCHENES)

R-160261-145

LES ELEMENTS DU CONTROLE DE LA REMUNERATION DU TRAVAIL AU SEIN DE L'ENTREPRISE. ETUDE DE LA VARIATION DES SALAIRES SOUS L'INFLUENCE DES FACTEURS ECONOMIQUES; SALAIRES ET RELATION AVEC LES FONCTIONS OU LES TACHES; NATURE DE L'EVALUATION DES TACHES. (WALTER DELANEY).

C-000550-023

NOTES EN MARGE D'UN PROJET DE RECHERCHE SUR 'L'EVALUATION METHODOLOGIQUE DES EMPLOIS DANS LES HOPITAUX DU QUEBEC'. PLAN D'ENSEMBLE DE LA RECHERCHE. METHODOLOGIE ET ANALYSE DES RESULTATS. (LEO-A. DORAI).

R-190264-239

THE 'COOPERATIVE WAGE STUDY' AND THE CANADIAN STEELWORKERS. ANALYSE DU PROGRAMME SYNDICAL-PATRONAL D'EVALUATION DES EMPLOIS ADOPTE PAR L'INDUSTRIE CANADIENNE DE L'ACIER. ORIGINE, ETABLISSEMENT ET RESULTATS. (RONALD BEAN).

R-190164-055**EVALUATION DU MERITE**

EVALUATION DU MERITE PERSONNEL ET SALAIRE. DESCRIPTION DES OBJECTIFS ET DES METHODES DE L'EVALUATION DU MERITE PERSONNEL EN RELATION AVEC LA STRUCTURE DES SALAIRES. (ROGER M. TOUYER).

R-100455-255

L'EVALUATION DU MERITE PERSONNEL. DEFINITION DE CETTE TECHNIQUE. CARACTERISTIQUES DE FORMULES PRATIQUES ET ETAPES D'UNE METHODE. (ROGER CHARTIER ET A.F. FURSTENTHAL).

R-080152-002**EX-SALARIE**

ADMISSIBILITE DU RECOURS CIVIL DE L'EX-SALARIE. FONDE SUR LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE).

R-240369-598**EXPANSION INDUSTRIELLE**

EMPLOYMENT STABILITY: THE PRIVATE SECTOR OF THE CANADIAN ECONOMY. CONSIDERATIONS SUR L'IMPORTANCE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE ET SES PROBLEMES. (R.B. MAC PHERSON).

R-110356-186**EXTENSION JURIDIQUE**

CERTAINES DEMANDES SPECIALES DE LA PART DES UNIONS OU DES COMPAGNIES; QUESTIONS DIVERSES-CONGES STATUTAIRES, PRIVILEGES ACCORDES AUX EMPLOYES, FONDS DE PENSION, EXTENSION JURIDIQUE D'UNE CONVENTION. (JEAN-H. GAGNE).

R-110256-114

L'EXTENSION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE DROIT DU TRAVAIL: FRANCE, GRANDE-BRETAGNE ET CANADA. (JEAN BERNIER)

R-240169-141**EXTENSION JURIDIQUE (SUITE)**

L'EXTENSION JURIDIQUE ET LES METIERS DE LA CONSTRUCTION AU QUEBEC. INFLUENCE DE LA LOI DE L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES METIERS DE LA CONSTRUCTION SUR L'ORGANISATION PATRONALE ET OUVRIERE. SUR L'UNITE DE NEGOCIATION. SUR LE NIVEAU DES SALAIRES ET SUR SUR LES DIFFERENDS INDUSTRIELS. (GERARD HEBERT, S.J.).

R-180363-299

L'EXTENSION JURIDIQUE. CONTENU DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE QUEBEC (1934). (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-010546-007

LA CREATION DU MINISTRE DU TRAVAIL. L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ET LES ANNEES D'AVANT-GUERRE (1931-1939). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL: VI. (ROGER CHARTIER).

R-180263-215

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (SRQ 1941). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR L'EXTENSION JURIDIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE (MARCEL FORGET).

R-020747-008**FACTEUR ETHNIQUE**

ETHNIC FACTORS IN ONE COMPANY. ETUDE VISANT A DECOUVRIR L'IMPORTANCE DU FACTEUR ETHNIQUE CHEZ LES EMPLOYES DU CANADIEN NATIONAL. LA DISCRIMINATION: SES FORMES, SON AMPLIEUR ET LA FACON DONT ELLE EST PERCUE PAR LES EMPLOYES. (GEORGE LACH).

R-210166-021**FACULTE DES SCIENCES SOCIALES**

PRINCIPES ET FAITS DANS L'ENSEIGNEMENT DONNE PAR LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES A L'UNIVERSITE LAVAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE, O.P.).

R-020246-001**FAMILLE**

CRISE D'AUTORITE DANS LA FAMILLE, DANS LA COMMUNAUTE CIVILE ET DANS L'EGLISE. (ALPHONSE-MARIE PARENT).

C-001055-129**FAMILLE OUVRIERE**

INTRODUCTION AU 6EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (QUEBEC). SUJET A L'ETUDE: SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. THEMES SE RAPPORTANT A CE SUJET ET QUI SERONT TRAITES LORS DU CONGRES. (GERARD TREMBLAY).

C-000651-007

LA SECURITE FAMILIALE PAR LA PROPRIETE. LA MAISON. 'ACTEUR DE SECURITE SOCIALE. L'ACTION INDIVIDUELLE DU TRAVAILLEUR POUR SE PROCURER UNE MAISON. (RODOLPHE LAPLANTE).

C-000651-135

LE PLEIN-EMPLOI, ELEMENT FONDAMENTAL DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. CAUSES DU CHOMAGE INVOLONTAIRE ET REMEDES. (RENE TREMBLAY).

C-000651-029

SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE PAR LA PREVENTION SOCIALE DE LA MALADIE. L'UNITE SANITAIRE DE COMTE: DEFINITION, ROLE ET IMPORTANCE. EFFICACITE DES SERVICES D'HYGIENE AU QUEBEC. (JEAN GREGOIRE).

C-000651-091

SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. POSITION DU PROBLEME ET PRINCIPES DE SOLUTION. (MAURICE TREMBLAY).

C-000651-013

FAMILLE OUVRIERE (SUITE)

UN MOUVEMENT DES FAMILLES. HOMMAGE AU PERE GONZALVE POULIN. CONCLUSION GENERALE DU CONGRES. EN SOULIGNANT L'IMPORTANCE DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. (PERE GEORGES-HENRI LEVESQUE).
C-000651-177

VERS LA STABILITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. ANALYSE DES FACTEURS DE DESEQUILIBRE FAMILIAL ET ESQUISSE DES VOIES POSSIBLES DE SOLUTION. (GONZALVE POULIN, O.F.M.).
C-000651-161

VERS UNE UNION DES FAMILLES. ASPECT THEORIQUE DE LA SECURITE SOCIALE EN FONCTION DE LA FAMILLE OUVRIERE ET MODALITES D'APPLICATION.
R-060351-089

FARDEAU DE LA PREUVE

AREAS OF PROOF IN A DISCHARGE CASE. PREUVE DU MAUVAIS AGISSEMENT DE CELUI QUI PORTE LE GRIEF ET EVALUATION DE LA PUNITION EN RELATION AVEC L'INFRACTION.
R-150460-508

CONGEDIEMENT ET PROCEDURES REQUISES. LE CONGEDIEMENT CONSTITUANT UNE PUNITION EXTREME, L'EMPLOYE A LE DROIT D'ETRE ENTENDU, ET IL INCOMBE A L'EMPLOYEUR DE PROUVER LE RAPPORT ENTRE L'INFRACTION ET LA SANCTION.
R-160361-346

CONGEDIEMENT-FARDEAU DE LA PREUVE. UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE DECIDE QU'EN CAS DE SANCTION DISCIPLINAIRE LE FARDEAU DE LA PREUVE APPARTIENT A L'EMPLOYEUR.
R-190164-107

FATIGUE

FATIGUE INDUSTRIELLE ET PRODUCTIVITE. LES DIVERS TYPES DE FATIGUE ET LEUR INFLUENCE SUR LA CAPACITE DE TRAVAIL. (LUCIEN BROUHA).
C-000146-057

L'ASPECT PHYSIOLOGIQUE DU TRAVAIL. IMPORTANCE, ROLE ET DOMAINE DE LA PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. GRANDS PRINCIPES QUI DOIVENT GOUVERNER LA MACHINERIE ET SES OUTILS ET ASSURER UNE AMBIANCE SAINE. CAUSES DE LA FATIGUE INDUSTRIELLE. (BERTRAND BELLEMARE).
C-000853-097

RYTHMES DE TRAVAIL ET CADENCES INFERNALES. IL FAUT SE DEGAGER DE LA NOTION DE RYTHME MAXIMAL POUR ALLER VERS CELLE DE RYTHME OPTIMAL QUI MENAGERA A LA FOIS LA SANTE DE L'HOMME, SON EFFICACITE, LA BONNE MARCHE DE L'ENTREPRISE ET L'ECONOMIE GENERALE. (PIERRETTE SARTIN).
R-250270-237

FEDERATION CANADIENNE DE L'IMPRIMERIE ET DE L'INFORMATION

LES JURIDICTIONS SYNDICALES. RAPPORT DU PRESIDENT DE LA FEDERATION CANADIENNE DE L'IMPRIMERIE ET DE L'INFORMATION (CSN) PRESENTE LORS DU 37E CONGRES DE CET ORGANISME. (GERARD PICARD).
R-160461-464

FEDERATION DES COMITES PARITAIRES

LA FEDERATION DES COMITES PARITAIRES. FONDATION, ROLE ET BILAN DE SES ACTIVITES (1937-1947). (MARCEL, FORGET).
R-020947-002

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU MEMOIRE DE LA F.T.Q. ET DE LA C.S.N. PRESENTE EN JUIN 1961. AU COMITE D'ETUDE SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.
R-160461-496

L'EVOLUTION DU SYNDICALISME DANS LA REVOLUTION TRANQUILLE. DEFINITION ET EVOLUTION DE L'ACTION SYNDICALE AU QUEBEC DURANT LES ANNEES QUI ONT SUIVI 1960. DEGRE DE L'INTEGRATION POLITIQUE DES SYNDICATS SOIT COMME GROUPES DE PRESSION SOIT COMME CORPS INTERMEDIAIRES, AU COURS DE CETTE PERIODE. RAPPROCHEMENT DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DEUX GRANDES CENTRALES. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).
R-220167-086

LA CONCURRENCE SYNDICALE. CSN-FTQ. IMPLICATIONS DE LA QUERELLE PRESENTE. COMPARAISON D'UN MOUVEMENT SYNDICAL CONSTRUIT SUR LA POSSESSION D'UN POUVOIR MONOPOLISTIQUE A UN AUTRE OU EXISTENT PARALLELEMENT DES ORGANISMES CONCURRENTS. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).
R-190364-381

LA DECLARATION DE PRINCIPES DE LA FTQ.
R-130158-099

LA FTQ ET L'ACTION POLITIQUE A L'ECHELLE PROVINCIALE. POSITION DE LA CENTRALE SUR LES ATTITUDES POLITIQUES A PRENDRE. (ROGER PROVOST).
R-130158-054

LE CHOMAGE. MEMOIRE SUR LE CHOMAGE PRESENTE CONJOINTEMENT PAR LA F.T.Q. ET LA C.T.C.C. AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC.
R-140159-110

LE 2E CONGRES DE LA FTQ (QUEBEC 1958). GRANDES LIGNES DE FORCE QUI S'EN DEGAGENT. (GUY LAMARCHE).
R-140159-051

LES CENTRALES OUVRIERES DU QUEBEC ET L'ASSURANCE-SANTE. MEMOIRE PRESENTE AU GOUVERNEMENT PAR LA CTCC ET LA FTQ.
R-130258-175

LES CENTRALES OUVRIERES DU QUEBEC ET L'EDUCATION. MEMOIRE CONJOINT DE LA FTQ ET DE LA CTCC PRESENTE AU GOUVERNEMENT AU SUJET DES AMELIORATIONS A APPORTER DANS L'ENSEIGNEMENT.
R-130258-208

LES MEMOIRES DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.Q. AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL. COMMENTAIRES SUR LE CONTENU DE CES MEMOIRES. (JEAN-REAL CARDIN).
R-150160-096

LES RIVALITES SYNDICALES AU QUEBEC. LA RIVALITE ENTRE LA C.S.N. ET LA F.T.Q. SES CAUSES ET SES EFFETS. JUGEMENT CRITIQUE FACE A CETTE RIVALITE. (JEAN-REAL CARDIN).
R-190464-052

RELATIONS INTERSYNDICALES: CSN - FTQ - CEQ. CHRONOLOGIE DE QUELQUES FAITS PROUVANT QUE LES CENTRALES QUEBECOISES RECHERCHENT UNE SOLUTION COMMUNE.
R-230268-361

SYNDICALISME OUVRIER ET ACTION POLITIQUE. RESOLUTIONS ET DECLARATIONS DE PRINCIPES DU C.T.C., DE LA C.T.C.C. ET DE LA F.T.Q.
R-140159-154

FEDERATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUEBEC

ACCORD DE FUSION ENTRE LA FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC ET LA FEDERATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUEBEC.

R-120157-155

RECOMMANDATIONS FAITES AU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC PAR LA FEDERATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUEBEC EN MATIERE DE LEGISLATION DU TRAVAIL.

R-090454-406

FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC

ACCORD DE FUSION ENTRE LA FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC ET LA FEDERATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUEBEC.

R-120157-155

MEMOIRES DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL. CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, LA FEDERATION DU TRAVAIL DU QUEBEC, L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INDUSTRIELS.

R-090254-174

MEMOIRES DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL. MEMOIRES ANNUELS PRESENTES PAR LA C.T.C.C., LA LA F.P.U.I., LA F.T.Q. ET L'A.P.I.

R-080253-250

FEDERATION NATIONALE DES TRAV. DE LA PULPE ET DU PAPIER

LA FEDERATION NATIONALE DES TRAV. DE LA PULPE ET DU PAPIER. BILAN DE SON CONGRES ANNUEL.

R-010245-004

FEDERATION OUVRIERE MUTUELLE DU NORD

LA FEDERATION OUVRIERE MUTUELLE DU NORD. HISTOIRE DE LA FONDATION DES SYNDICATS CATHOLIQUES DANS LA REGION DE CHICOUTIMI. ROLE DE MGR. LAPOINTE; EVOLUTION DE SES CONCEPTIONS SYNDICALES; TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES DE LA FEDERATION JUSQU'A SON INTEGRATION DANS LA CTCC. (MICHEL HETU).

R-170462-402

FEDERATION PROVINCIALE DES UNIONS INDUSTRIELLES

MEMOIRES DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL. MEMOIRES ANNUELS PRESENTES PAR LA C.T.C.C., LA LA F.P.U.I., LA F.T.Q. ET L'A.P.I.

R-080253-250

FEDERATION PROVINCIALE DU TRAVAIL DE QUEBEC

MEMOIRE DE LA FEDERATION PROVINCIALE DU TRAVAIL DE QUEBEC. LE MEMOIRE PROPOSE DES AMENDEMENTS A LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET A LA LOI CONCERNANT LES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEUR SALAIRES.

R-020547-002

FERMETURE D'USINE

ENTENTES SUR LE RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS A L'OCCASION D'UNE FERMETURE D'USINE: INDEMNITES DE LICENCIEMENT, RECUPERATION SCOLAIRE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET INDEMNITES POUR FIN DE DEMENAGEMENT.

R-210366-457

FILIALE ETRANGERE

LEADERSHIP STYLES FOR FOREIGN OPERATIONS. CRITERES A CONSIDERER DANS LE CHOIX D'UN STYLE DE LEADERSHIP QUI AURA A ETRE APPLIQUE DANS LES FILIALES ETRANGERES A L'INTERIEUR D'UNE ENTREPRISE. (ARTHUR ELLIOTT CARLISLE)

R-250270-256

FINANCES

LA MORALE DANS LES FINANCES. DISCOURS DE PIE XII DEVANT LES MEMBRES DU PREMIER CONGRES DE L'UNION EUROPEENNE DES EXPERTS COMPTABLES ECONOMIQUES ET FINANCIERS.

R-100154-054

FINANCIERS

LE CREDIT. ALLOCUTION AUX MEMBRES DU CONGRES INTERNATIONAL DU CREDIT. ROLE SOCIAL ET MORAL DES FINANCIERS. (PIE XII).

R-070352-194

FONCTION CONSEIL

CONSEQUENCES DU ROLE DU SPECIALISTE SUR LES DECISIONS ET SUR LE CONTROLE DANS UNE ENTREPRISE MODERNE. (W.A. HUNTER)

C-001762-089

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LA SOCIETE MODERNE. REFLEXIONS GENERALES SUR LE CARACTERE DIALECTIQUE DE LA FONCTION DE CONSEIL. (ROGER GREGOIRE)

C-001762-121

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DE L'ENTREPRISE PRIVEE. LE ROLE DE L'INGENIEUR-CONSEIL DANS L'ENTREPRISE MODERNE. (GASTON FOURNIER).

C-001762-039

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DE L'ETAT. STATUTS ET FONCTIONS DES SPECIALISTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. (PAUL PELLETIER).

C-001762-077

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DU SYNDICALISME. REFLEXIONS SUR LE ROLE ET LES RESPONSABILITES DU CONSEILLER DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. (EUGENE FORSEY)

C-001762-065

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DU SYNDICALISME. ROLE DU CONSEILLER DANS LE SYNDICALISME ET PERSPECTIVES D'AVENIR. (MARCEL PEPIN).

C-001762-051

STRUCTURE CLASSIQUE DE L'ORGANISATION. ANALYSE DE LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA STRUCTURE D'UNE ORGANISATION DITE DE TYPE MILITAIRE: LE STAFF ET LE LINE (FONCTIONS HIERARCHIQUES ET NON HIERARCHIQUES). (JEAN-PAUL DESCHENES).

C-001762-023

UN NOUVEAU CONCEPT INTEGRANT LES NOTIONS DE FONCTION HIERARCHIQUE (LINE) ET DE FONCTION DE CONSEIL (STAFF): CONCEPT D'EQUIPE FONCTIONNEL A BASE DE COLLABORATION ET DE COORDINATION. (ROGER CHARTIER).

C-001762-103

FONCTION HIERARCHIQUE

STRUCTURE CLASSIQUE DE L'ORGANISATION. ANALYSE DE LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA STRUCTURE D'UNE ORGANISATION DITE DE TYPE MILITAIRE: LE STAFF ET LE LINE (FONCTIONS HIERARCHIQUES ET NON HIERARCHIQUES). (JEAN-PAUL DESCHENES).

C-001762-023

FONCTION HIERARCHIQUE (SUITE)

UN NOUVEAU CONCEPT INTEGRANT LES NOTIONS DE FONCTION HIERARCHIQUE (LINE) ET DE FONCTION DE CONSEIL (STAFF): CONCEPT D'EQUIPE FONCTIONNEL A BASE DE COLLABORATION ET DE COORDINATION. (ROGER CHARTIER). **C-001762-103**

FONCTION PERSONNEL

EVOLUTION DE LA FONCTION 'PERSONNEL' ET DU SERVICE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. (J.J. GAGNON). **C-001055-055**

LA 'FONCTION PERSONNEL' ET LES RELATIONS SYNDICAL- DIRECTION. DEFINITION DE BONNES 'RELATIONS ENTRE LE SYNDICAT ET LA DIRECTION. DEFINITION. CHAMP D'APPLICATION ET D'EXERCICE. ROLE SPECIFIQUE ET PHASES DE LA 'FONCTION PERSONNEL'. (ROGER CHARTIER). **R-090254-094**

FONCTION PUBLIQUE

CHEMINEMENT DES CARRIERES DE DIRECTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. RESULTATS D'UNE ENQUETE PORTANT SUR LE CHEMINEMENT DES CARRIERES DES HAUTS FONCTIONNAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. (P.J. CHARTRAND ET K.L. POND). **R-240269-318**

L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA. HISTORIQUE DES SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES AU CANADA. NATURE, STRUCTURES ET PROBLEMES INTERNES DE L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. (CLAUDE A. EDWARDS). **R-230468-624**

L'ETAT-EMPLOYEUR ET LA FONCTION PUBLIQUE. LE SYNDICALISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE; LA NEGOCIATION COLLECTIVE; CONFLIT DE TRAVAIL: CONSIDERATIONS PRATIQUES; INTERET PUBLIC. DISCUSSIONS SUR LE SUJET. (S.J. FRANKEL). **C-001863-099**

LA CREATION D'UN CARREFOUR SYNDICAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE. ADOPTION ET MISE AU POINT D'UNE CHARTE DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-170262-176**

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DE L'ETAT. STATUTS ET FONCTIONS DES SPECIALISTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. (PAUL PELLETIER). **C-001762-077**

LA TIMIDITE DE LA C.R.T. DEVANT L'ETAT-EMPLOYEUR. DETERMINATION DE LA COMPETENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES RAPPORTS COLLECTIFS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE. (FERNAND MORIN). **R-230168-169**

LES UNITES DE NEGOCIATION AU QUEBEC DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DANS LES SECTEURS HOSPITALIER ET SCOLAIRE. ELEMENTS FONDAMENTAUX D'UNE NOTION UNIVERSELLE DE FONCTIONNAIRE. (YVES OUELLETTE ET JEAN-REAL CARDIN). **R-250370-445**

FONCTION PUBLIQUE (SUITE)

POUVOIR ET POUVOIRS CHEZ L'ETAT-EMPLOYEUR. L'ETABLISSEMENT DES CADRES D'UN REGIME DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. NIVEAUX ET MECANISMES DE DECISIONS EN MATIERE DE RELATIONS DU TRAVAIL AVANT, PENDANT ET APRES LES NEGOCIATIONS. (JEAN COURNOYER). **C-002570-051**

PUBLIC EMPLOYMENT, COLLECTIVE BARGAINING AND THE CONVENTIONAL WISDOM: U.S.A. AND CANADA. LA FONCTION PUBLIQUE, LA NEGOCIATION COLLECTIVE ET LA SAGESSE POPULAIRE. (W.B. CUNNINGHAM). **R-210366-406**

THE STATE AS EMPLOYER AND THE CIVIL SERVICE. LES RELATIONS DE TRAVAIL POUR LES EMPLOYES CIVILS: ASSOCIATION SYNDICALE, NEGOCIATION COLLECTIVE DIRECTE, ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET AUTRES CONSIDERATIONS PRATIQUES. (S.J. FRANKEL). **R-180363-318**

FONCTIONNAIRE

COLLECTIVE BARGAINING BY CIVIL SERVANTS. DROIT D'ASSOCIATION. REGLEMENT DES CONFLITS ET PROBLEMES DE REPRESENTATION CHEZ LES FONCTIONNAIRES. (A. ANDRAS). **R-130158-041**

LE GOUVERNEMENT-EMPLOYEUR ET LE SYNDICALISME. EXPOSE DE LA REALITE JURIDIQUE ET SOCIALE DE L'ETAT EMPLOYEUR. SES OBLIGATIONS A L'EGARD DES FONCTIONNAIRES, OBJECTIFS ET MOYENS D'ACTION DE LEUR SYNDICALISME. (EMILE GOSSELIN). **R-150260-225**

LES UNITES DE NEGOCIATION AU QUEBEC DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DANS LES SECTEURS HOSPITALIER ET SCOLAIRE. ELEMENTS FONDAMENTAUX D'UNE NOTION UNIVERSELLE DE FONCTIONNAIRE. (YVES OUELLETTE ET JEAN-REAL CARDIN). **R-250370-445**

SUR LE DROIT DE GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS AU CANADA. ETUDE COMPARATIVE DES SYSTEMES FRANCAIS, CANADIENS ET QUEBECOIS. DEFINITIONS DE SERVICE PUBLIC ET DE FONCTIONNAIRE. (RENE H. MANKIEWICZ). **R-110456-254**

THE GOVERNMENT AS EMPLOYER. HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE L'ETAT ENVERS LES EMPLOYES DU SERVICE CIVIL AU CANADA. FONCTIONS DES EMPLOYES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE; RELATIONS EMPLOYEUR-EMPLOYES. (J.C. BEST). **R-160261-160**

FONCTIONNARISME

DECLARATION DE PRINCIPES SUR LES DROITS CIVILS DANS LE FONCTIONNARISME. DECLARATION DE L'AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION SUR LE DROIT D'ASSOCIATION. LE DROIT DE GREVE ET L'ATELIER SYNDICAL. **R-140459-598**

FONDS DE PENSION

CERTAINES DEMANDES SPECIALES DE LA PART DES UNIONS OU DES COMPAGNIES; QUESTIONS DIVERSES- CONGES STATUTAIRES. PRIVILEGES ACCORDES AUX EMPLOYES. FONDS DE PENSION, EXTENSION JURIDIQUE D'UNE CONVENTION. (JEAN-H. GAGNE). **R-110256-114**

FONDS DE PENSION (SUITE)

L'ETABLISSEMENT D'UN FONDS DE PENSION PEUT-IL FAIRE L'OBJET D'UNE CLAUSE DE CONVENTION COLLECTIVE? (UBALD DESILETS).
R-050850-072

FONDS SYNDICAUX

T.U.C. PLANS TO RECAST TRADE UNIONISM AND JOIN NATIONAL ECONOMY INQUIRY. REAMENAGEMENT DES FONDS SYNDICAUX POUR L'EDUCATION. PARTICIPATION AU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT NATIONAL.
R-170462-501

FORMATION

APRES DIX ANS D'APPRENTISSAGE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RESULTATS DES COURS DE FORMATION DONNES A DES OPERATEURS, DES OUVRIERS QUALIFIES, ET DES CADRES PAR LA COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).
R-110356-208

LE CINEMA DANS LES USINES. LE CINEMA COMME MOYEN DE FORMATION DANS LES MILIEUX DU TRAVAIL. ROLE SOCIAL. D'INFORMATION ET D'EDUCATION. (JEAN-PAUL VANASSE).
R-070452-294

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

A CRITICAL APPRAISAL OF THE ECONOMIC RATIONALE OF GOVERNMENT-SUBSIDIZED MANPOWER TRAINING. ETUDE DES LIMITES D'UNE POLITIQUE DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE A LA LUMIERE DE TROIS ASPECTS ISSUS DE LA MACRO, LA MICRO-ECONOMIQUE ET DE L'ECONOMIQUE DU BIEN ETRE. (OZAY MEHMET).
R-250370-568

LES FORMES ACTUELLES DU PROGRES TECHNIQUE ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS. NATURE ET MANIFESTATIONS DES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES CONTEMPORAINS. LEURS CONSEQUENCES SUR LE CARACTERE DE L'ENTREPRISE ET LA STRUCTURE DE L'EMPLOI. (JEAN-REAL CARDIN).
R-190164-003

REMARQUES SUR LE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET LA FORMATION DU TRAVAILLEUR. (JACQUES ST-LAURENT).
R-190164-094

FORMATION DU PERSONNEL

ORGANISATION DES PROGRAMMES DE FORMATION DU PERSONNEL ET LEUR EVALUATION. (JACQUES LUCIER).
R-140259-232

FORMATION PROFESSIONNELLE

ECONOMIE DU REGIME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL. (MARCEL FORGET).
R-040549-043

ENTENTES SUR LE RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS A L'OCCASION D'UNE FERMETURE D'USINE: INDEMNITES DE LICENCIEMENT, RECUPERATION SCOLAIRE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET INDEMNITES POUR FIN DE DEMENAGEMENT.
R-210366-457

FORMATION PROFESSIONNELLE (SUITE)

L'ENTREPRISE ET L'EDUCATION DES ADULTES. LE ROLE DE L'ENTREPRISE DANS LA RECUPERATION SCOLAIRE OU LA FORMATION PROFESSIONNELLE. LE POURQUOI DU ROLE DE L'ENTREPRISE ET LES MODES DE PARTICIPATION. (JEAN-PAUL LEFEBVRE).
R-210266-235

LA FORMATION PROFESSIONNELLE. FORME DE COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE. (GABRIEL ROUSSEAU).
R-030848-116

LA FORMATION PROFESSIONNELLE. HISTORIQUE ET PROBLEMES NOUVEAUX DE L'APPRENTISSAGE. (GABRIEL ROUSSEAU).
C-000348-053

LA SUCCESSION DU CHEF D'ENTREPRISE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. FORMATION PROFESSIONNELLE, CONFLITS DE GENERATION ET AVENIR DE L'ENTREPRISE. (STEPHEN CAMBIEN).
R-140259-246

PROBLEMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE. PROBLEMES POSES PAR L'ADOPTION DE LA LOI DE L'AIDE A L'APPRENTISSAGE, CE QU'ON EN PENSE EN FRANCE, EN ITALIE ET EN BELGIQUE. (LEONCE GIRARD).
R-060451-109

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL. (MARCEL FORGET).
R-040749-063

FORMULE RAND

FORMULE RAND. REFUS PAR LE TRIBUNAL D'ACCORDER CETTE FORME DE SECURITE SYNDICALE.
R-050650-059

LA COUR D'APPEL DECLARE ILLEGALE LA FORMULE RAND. NOTES INTEGRALES DE SIX JUGES SUR LE SUJET.
R-130158-062

LA FORMULE RAND DANS LA DECISION ARBITRALE DE L'AMIANTE. LE RAPPORT MAJORITAIRE ORDONNE LA CESSATION DE LA RETENUE SYNDICALE POUR LES NON-SYNDIQUES.
R-050450-038

LA LEGALITE DE LA FORMULE RAND DEVANT LA COUR SUPREME DU CANADA.
R-140259-280

LEGALITE DE LA FORMULE RAND.
R-120357-244

SECURITE SYNDICALE. DECISION D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE ACCORDANT LA FORMULE RAND. (JEAN-H. GAGNE).
R-100455-285A

FRANCAIS (LANGUE)

MANUELS TECHNIQUES FRANCAIS. INTRODUCTION DE MANUELS FRANCAIS DANS LES ECOLES TECHNIQUES.
R-030447-062

UNE DECLARATION DU COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE. LE COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE DEMANDE AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC DE RECONNAITRE LE FRANCAIS COMME UNIQUE LANGUE OFFICIELLE ET LEGALE AU QUEBEC.
R-230368-500

FRATERNITE DES CHAUFFEURS ET MECANICIENS DE LOCOMOTIVES

LA GREVE DES CHAUFFEURS. CONFLIT ENTRE LA FRATERNITE DES CHAUFFEURS ET MECANICIENS DE LOCOMOTIVES ET LA COMPAGNIE DU PACIFIQUE CANADIEN. (EMILE GOSSELIN).
R-130358-330

FRATERNITE DES POLICIERS DE MONTREAL

LA POLICE ET LES DIFFERENDS DU TRAVAIL.
DECLARATIONS DE M. FULTON RELATIVEMENT
AU ROLE DE LA GENDARMERIE ROYALE.
DECLARATION DE LA FRATERNITE DES
POLICIERS DE MONTREAL.

R-140359-427

FUSION CMTC - CCT

LA CTCC ET LA FUSION. OPINION DU PRESIDENT
DE LA CTCC SUR L'UNITE SYNDICALE
ORGANIQUE. (GERARD PICARD).

R-100455-294

LA CTCC ET LA FUSION. RESOLUTION DU
CONGRES CONCERNANT L'UNITE SYNDICALE.

R-120157-172

LA DEMOCRATIE SYNDICALE. DEFINITION DES
CONCEPTS DE DEMOCRATIE ET DE
BUREAUCRATIE, ENONCE DES CRITERES DE
DEMOCRATIE ET EXAMEN DE L'INFLUENCE DE
LA FUSION CMTC-CCT SUR LE PROBLEME DE LA
DEMOCRATIE SYNDICALE. (ROGER CHARTIER).

R-120157-096

LA FUSION CMTC - CCT. NATURE ET LIMITES DE
LA FUSION DES DEUX CENTRALES. (GERARD
DION).

R-120157-005

LA FUSION DES CENTRALES SYNDICALES AUX
YEUX DES PATRONS. DEVOIR DES SYNDICATS DE
RESPECTER LA LIBERTE ET LA LOI. (G.H.
DAGNEAU).

R-120157-023

LA FUSION DU CMT ET DU CCT. CONTEXTES,
ETAPES, NATURE ET CONSEQUENCES DE LA
FUSION. (GERARD DION).

R-100255-135

LA FUSION DU CONGRES DES METIERS ET DU
TRAVAIL DU CANADA ET DU CONGRES
CANADIEN DU TRAVAIL. PRINCIPES DEVANT
REGIR LA FUSION DES DEUX CONGRES.

R-100455-289

LA FUSION ET LES POSSIBILITES DE PROGRES.
HISTOIRE DES CONFLITS INTER-SYNDICAUX ET
EFFETS DE LA FUSION SUR CES CONFLITS. LA
NEGOCIATION COLLECTIVE. LES SERVICES
SYNDICAUX ET LA CROISSANCE DU
SYNDICALISME AU CANADA. (JEAN
GERIN-LAJOIE).

R-120157-086

THE TLCC - CCL MERGER AND UNION POLICY
AND IMPACT OF WAGES. CONSEQUENCES
POSSIBLES DE LA FUSION SUR LES SALAIRES ET
SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN GENERAL.
(ROGER CHARTIER).

R-120157-062

FUSION CTCC - CTC

LA CTCC ET L'AFFILIATION AU CTC.
RESOLUTIONS DU CONGRES DE LA CTCC.
(GERARD DION).

R-130158-057

FUSION FTQ - FIUQ

ACCORD DE FUSION ENTRE LA FEDERATION DU
TRAVAIL DU QUEBEC ET LA FEDERATION DES
UNIONS INDUSTRIELLES DU QUEBEC.

R-120157-155

FUSION SYNDICALE

UNION MERGERS. IMPORTANCE DE REEXAMINER
LA STRUCTURE DU SYNDICALISME AMERICAIN.
LA FUSION DES SYNDICATS SEMBLE ETRE LA
SOLUTION LA PLUS PRATIQUE POUR REMEDIER
A L'INSUFFISANCE ACTUELLE DES STRUCTURES
SYNDICALES. (HARRY GRAHAM).

R-250370-552

FUSIONS

LE CONTROLE DES MONOPOLES. QUELQUES
COMMENTAIRES EN MARGE DU BILL C-59.
COALITIONS ET FUSIONS. (GERALD MARION).

R-150160-118

GARANT, MGR CHARLES OMER

UN EVEQUE SOCIAL. HOMMAGE A SON
EXCELLENCE MONSIEUR CHARLES-OMER
GARANT. EVEQUE AUXILIAIRE DE QUEBEC, A
L'OCCASION DE SA CONSECRATION EPISCOPALE.
(GEORGES-HENRI LEVESQUE, O.P.).

R-040148-001

GASPE COPPER MINES

JURIDICTION DE LA COMMISSION DES
RELATIONS OUVRIERES. DECISION DE LA COUR
SUPERIEURE AU SUJET DU BREF DE PROHIBITION
DEMANDE PAR LA GASPE COPPER MINES
CONTRE LA C.R.O.

R-120457-385

LA MARCHÉ SUR MURDOCHVILLE. MARCHÉ
DANS LE BUT DE RETABLIR LA LIGNE DE
PIQUETAGE. (EMILE GOSSELIN).

R-120457-382

LA MARCHÉ SUR QUEBEC. APPUI DES
TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA AUX
TRAVAILLEURS DE MURDOCHVILLE. (ANDRÉ
RAYNAULD).

R-120457-383

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES
SYNDICALES. EXTRAITS DU JUGEMENT DU JUGE
LACOURSIERE DANS LA CAUSE GASPE COPPER
MINES VS UNITED STEELWORKERS OF AMERICA.

R-200165-150

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES
SYNDICALES. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME
DU CANADA DANS LA CAUSE GASPE COPPER
MINES VS UNITED STEEL WORKERS OF AMERICA.

R-250170-132

MURDOCHVILLE: DERNIERE PIECE AU DOSSIER.
CE CONFLIT EST UNE ATTEINTE AUX DROITS
DES TRAVAILLEURS.

R-130258-232

MURDOCHVILLE: LES FAITS. (ROGER CHARTIER).

R-120457-374

GENERAL MOTORS

IMPARTIAL UMPIRESHIPS: THE GENERAL
MOTORS UAW EXPERIENCE. LE REGLEMENT DES
GRIEFS: HISTOIRE, FONCTIONNEMENT ET
APPRECIATION DE CE SYSTEME. (GABRIEL N.
ALEXANDER).

R-140459-517

GESTION

REFORMES DE STRUCTURE. TRANSFORMATION
DES CONCEPTS DE PROPRIETE, PROFIT.
AUTORITE ET GESTION DE L'ENTREPRISE.
(GERARD DION).

R-030347-033

GESTION DE L'ENTREPRISE

LA PARTICIPATION A LA GESTION DE
L'ENTREPRISE. JUSQU'OU L'ON PEUT ET
JUSQU'OU L'ON DOIT ALLER DANS CETTE VOIE
DE PARTICIPATION.

R-090254-156

GOVERNEMENT FEDERAL

LE GOUVERNEMENT FEDERAL ET LES
PROBLEMES DU TRAVAIL. CONFERENCE
FEDERALE - PROVINCIALE DU RETABLISSEMENT.

R-010145-007A

GREVE

CANADIAN INDUSTRIAL RELATIONS. THE TASK FORCE REPORT. EVALUATION GENERALE DU RAPPORT WOODS. EXAMEN DE QUELQUES DONNEES SUR LES GREVES DANS LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS. L'ALIENATION DES TRAVAILLEURS ET QUELQUES PROBLEMES ECONOMIQUES. (ADOLF STURMTHAL).
R -240369-489

CONCILIATION; THE END OF COMPULSORY BOARDS. LE RAPPORT WOODS RECOMMANDE L'ABOLITION DU RECOURS OBLIGATOIRE AUX COMMISSIONS DE CONCILIATION. ETUDE DES EFFETS DE LA DIMINUTION DU RECOURS OBLIGATOIRE A LA CONCILIATION SUR LE NOMBRE DE DIFFERENDS RESOLUS PAR LES CONCILIATEURS ET SUR LE NOMBRE. LA DUREE ET L'EMPLITUDE DES GREVES. (W.B. CUNNINGHAM).
R -250170-062

CONVENTION COLLECTIVE. VALIDITE DE CERTAINES CLAUSES. CARACTERE LEGAL D'UN ARRET DE TRAVAIL DESTINE A LES RESPECTER
R -170462-487

INJONCTION INTERLOCUTOIRE-GREVE-PIQUETAGE-CONSTITUTIONNALITE. GREVE AVEC PIQUETAGE DURANT UNE NEGOCIATION DE CONVENTION
R -050950-088

JUGEMENTS RECENTS. APPEL D'UN ARRET UNANIME DE LA COUR D'APPEL REJETANT UN APPEL A L'ENCONTRE D'UNE INJONCTION EMISE SELON L'ARTICLE 99 DU CODE DU TRAVAIL PAR LE JUGE EN CHEF DE LA COUR SUPERIEURE (PIERRE VERGE).
R -250270-376

LA GREVE AU CANADA (1927-1952). ANALYSE STATISTIQUE ET INTERPRETATION. (ROGER CHARTIER).
R -080253-166

LA GREVE DES CHAUFFEURS. CONFLIT ENTRE LA FRATERNITE DES CHAUFFEURS ET MECANICIENS DE LOCOMOTIVES ET LA COMPAGNIE DU PACIFIQUE CANADIEN. (EMILE GOSSELIN).
R -130358-330

LA GREVE DES REALISATEURS DE RADIO-CANADA. FACTEURS DU DECLENCHEMENT DE LA GREVE; POSITIONS INITIALES DES PARTIES; PIQUETAGE ET SOLIDARITE SYNDICALE; ETAPES ET CONSEQUENCES DU CONFLIT. (MICHEL ROY).
R -140259-265

LA GREVE DU RAIL: PARTIE REMISE OU CONTREMANDEE?. HISTORIQUE DES GREVES DU RAIL AU CANADA ET DES NEGOCIATIONS QUI EURENT LIEU LORS DE CES GREVES. (LEO ROBACK).
R -160161-083

LA PROCEDURE DE NEGOCIATION ET LE RECOURS A LA GREVE OU AU LOCKOUT DANS LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (MARIUS G. BERGERON).
C -002065-135

LES EFFETS DE LA GREVE SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL. POINT DE VUE JURIDIQUE. COMPARAISON DU DROIT FRANCAIS ET CANADIEN.
R -100455-276

MENACE A LA SECURITE ET LEGALITE DE L'ARRET DE TRAVAIL. LA COMPAGNIE A CREE UNE MENACE PERMANENTE A LA SECURITE DES EMPLOYES ET LE SYNDICAT A ORDONNE UN ARRET DE TRAVAIL. EXTRAITS DES DELIBERATIONS SUR CE CAS.
R -160261-255

MURDOCHVILLE. LES FAITS. (ROGER CHARTIER).
R -120457-374

GREVE (SUITE)

REFLEXIONS SUR LES GREVES. ASPECT MORAL ET LEGAL DE LA GREVE. (OMER GENEST).
R -030447-051

REFLEXIONS SUR LES GREVES. CONCLUSIONS QUE L'ON PEUT TIRER A PARTIR DES TROUBLES INDUSTRIELS D'APRES-GUERRE. (GERARD TREMBLAY).
R -200146-002

RENONCIATION AUX REPRESAILLES ET RECOURS EN DOMMAGES. UN ENGAGEMENT DE LA PART D'UNE COMPAGNIE A N'EXERCER AUCUNE REPRESAILLES A RAISON D'UNE GREVE N'IMPLIQUE PAS LA RENONCIATION A DES RECOURS EN DOMMAGES RESULTANT DE LA GREVE.
R -150460-505

THE THIRD WAVE LABOUR UNREST AND INDUSTRIAL CONFLICT IN CANADA. HISTOIRE DES CONFLITS OUVRIERS ET INDUSTRIELS DE 1900 A 1966. APPLI AUX PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA QUESTION DES CONFLITS INDUSTRIELS. (STUART JAMIESON).
R -250170-022

GREVE DE L'AMIANTE

LA GREVE DE L'AMIANTE: VERSION NOUVELLE. ANALYSE COMPLETE DES DOSSIERS DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES RELATIFS A LA GREVE DE L'AMIANTE SURVENUE EN 1949 A ASBESTOS, THETFORD-LES-MINES ET AUTRES ENDROITS DE LA REGION. (ALFRED CHARPENTIER).
R -190264-217

GREVE DE SYMPATHIE

PAS DE GREVE DE SYMPATHIE. LES DANGERS DE RECOURIR A CETTE FORME DE GREVE.
R -010445-005

GREVE DU TEXTILE

LA GREVE DU TEXTILE DANS LE QUEBEC EN 1937. RECIT DES EVENEMENTS TELS QUE VECUS PAR UN DES PRINCIPAUX ACTEURS. (ALFRED CHARPENTIER).
R -200165-086

GREVE ECONOMIQUE

GREVE POLITIQUE OU GREVE ECONOMIQUE. PROBLEMES DE LA LEGALITE D'UNE GREVE POLITIQUE.
R -030247-017

GREVE GENERALE

THE WINNIPEG STRIKE TRIALS. ANALYSE DE LA VALIDITE DES ACCUSATIONS PORTEES CONTRE LES DIRIGEANTS DE LA GREVE. CONTEXTE SOCIAL DANS LEQUEL EUT LIEU LE PROCES. (E.W. GREENING).
R -200165-077

GREVE ILLEGALE

ACCREDITATION SYNDICALE. GREVE ILLEGALE DU REQUERANT. LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES REFUSE L'ACCREDITATION SYNDICALE A UN SYNDICAT ILLEGALEMENT EN GREVE.
R -190264-271

REVOCATION DE CERTIFICAT PAR LA C.R.O. A LA SUITE D'UN ARRET DE TRAVAIL PRETENDU ILLEGAL.
R -120457-392

GREVE PERLEE

RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. SUSPENSIONS POUR RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. (JEAN H. GAGNE).
R -070352-190

GREVE POLITIQUE

GREVE POLITIQUE OU GREVE ECONOMIQUE.
PROBLEMES DE LA LEGALITE D'UNE GREVE
POLITIQUE. **R-030247-017**

GREVE SPONTANEE

GREVE SPONTANEE ET RESPONSABILITE DU
SYNDICAT. RESPONSABILITE D'UN SYNDICAT
DANS LE CAS DES GREVES SPONTANEEES.
EXEMPLE DE L'AFFAIRE 'PATINO MINING
CORPORATION'. (FERNAND MORIN).
R-220367-437

GREVE TOURNANTE

NOTE SUR LA GREVE TOURNANTE. QUESTIONS A
SAVOIR SI JURIDIQUEMENT, CE PROCEDE DOIT
ETRE RECU AVEC UN FAVEUR PARTICULIERE EN
TANT QU'INSTRUMENT DE CIVILISATION DE LA
GREVE OU SI AU CONTRAIRE IL FAUT Y VOIR
UNE FORME PERNICIEUSE DE L'EXERCICE DU
DROIT DE GREVE. (LOUIS LEBEL ET PIERRE
VERGE). **R-250170-127**

GREVE-SANS-ARRET-DE-TRAVAIL

LA GREVE-SANS-ARRET-DE-TRAVAIL. ORIGINE,
NATURE, MODALITES DE LA GREVE
SANS-ARRET-DE-TRAVAIL. EXAMEN CRITIQUE DE
CETTE FORMULE POUR REGLER LES CONFLITS.
(GERARD DION). **R-240269-279**

GRIEFS

ARBITRABILITE DES GRIEFS ET CHANGEMENTS
TECHNOLOGIQUES. ROLES DU CONCILIEUR
LORS DE LA NEGOCIATION D'UNE CONVENTION
COLLECTIVE. ET DURANT L'EXERCICE DE LA
CONVENTION. ROLES DE LA DIRECTION ET DU
SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNON).
C-001560-102

ARBITRAGE. CARACTERE NON-RECEVABLE D'UNE
OBJECTION DE NON-ARBITRABILITE FONDE SUR
LA PRESENTATION 'TARDIVE' DU GRIEF
INVOQUEE A L'AUDITION SEULEMENT.
R-180363-417

ASPECT OUVRIER DE L'APPLICATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. ROLES DU DELEGUE
D'ATELIER DANS LA PROCEDURE DE GRIEFS.
(RENE GOSSELIN). **C-000449-125**

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION. LES
SOUS-CONTRATS ET L'ARBITRAGE. THEORIES
ARBITRALES RELATIVES AU DROIT DE LA
GERANCE ET ETUDE DES SOLUTIONS APORTEES
PAR LES ARBITRES AUX GRIEFS RELATIFS A
L'OCTROI DE SOUS-CONTRATS. (PIERRE VERGE).
R-180263-162

DU REGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE REGIME DE
LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE A
SUIVRE QUAND DES CONFLITS DE DROIT
SURGISSENT DANS L'APPLICATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE. (DONAT QUIMPER).
C-000247-049

DU REGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE REGIME DE
LA CONVENTION COLLECTIVE. BUTS ET
APPLICATIONS DE LA PROCEDURE DE
REGLEMENT DES GRIEFS. (DONAT QUIMPER).
R-020947-008

GRIEFS APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION
COLLECTIVE. UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE A
JURIDICTION POUR ENTENDRE UN GRIEF, MEME
S'IL NAIT APRES L'EXPIRATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE.
R-150360-372

GRIEFS (SUITE)

GRIEVANCES AND THIRD-PARTY INTERVENTION.
LE GRIEF COMME FORME DE CONFLIT. ROLE DE
LA MEDIATION OU DE LA CONCILIATION. (ROGER
CHARTIER). **R-150260-193**

HANDLING SHOP GRIEVANCES.
CONSIDERATIONS SUR LES PROCEDURES DE
REGLEMENT DES GRIEFS. (BENJAMIN SELEKMAN).
R-010445-008

LE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS.
DESCRIPTION DES PROCEDURES DE RESOLUTION
DES DIFFERENDS, DES GRIEFS ET DES
MESENTENTES DANS LE CODE DU TRAVAIL.
(ROBERT AUCLAIR). **C-002065-153**

LES PARTIES DEVRONT PAYER LEURS ARBITRES.
ARRETE MINISTERIEL OBLIGANT LES PARTIES A
PAYER LEURS ARBITRES DANS LES CAS DE
GRIEFS OU D'INTERPRETATION DE LA
CONVENTION COLLECTIVE.
R-090354-299

REPRESENTATION COLLECTIVE ET
REPRESENTATIONS INDIVIDUELLES DEVANT
L'ARBITRE DES GRIEFS. DROITS D'UN SALARIE A
PARTICIPER PERSONNELLEMENT A LA
PROCEDURE D'ARBITRAGE DANS LE CAS OU LE
SYNDICAT ACCREDITE DOIT Y SOUTENIR UNE
POSITION ALLANT A L'ENCONTRE DE SON
INTERET. EXEMPLE ANALYSE PAR LA COUR
SUPREME DU CANADA. (PIERRE VERGE).
R-230268-356

THE DIRECTION OF PERSONNEL AND ITS
RESPONSIBILITIES. HISTORIQUE DE CETTE
TACHE. OBLIGATIONS DU DIRECTEUR DE
PERSONNEL FACE AUX CONVENTIONS
COLLECTIVES. AU REGLEMENT DES GRIEFS ET A
L'ENTRAINEMENT DES EMPLOYES. (T.P. DALTON).
R-080353-288

GROUPEMENT PROFESSIONNEL

SYNDICATS ET GROUPEMENTS PROFESSIONNELS
DANS UNE DEMOCRATIE ORGANIQUE.
POURQUOI PARLER DE DEMOCRATIE
ORGANIQUE A PROPOS DES GROUPEMENTS
SYNDICAUX ET PROFESSIONNELS. COMMENT
INTEGRER CES GROUPES A LA SOCIETE.
(RICHARD ARES). **R-150460-480**

GROUPES DE PRESSION

CORPS INTERMEDIAIRES: GROUPES DE PRESSION
OU ORGANISMES ADMINISTRATIFS. LA NOTION
DE 'CORPS INTERMEDIAIRE'. PRECISEE LORS
D'UNE COMMUNICATION PRESENTEE A LA
XXXIV SEMAINE SOCIALE DU CANADA.
(GERARD DION). **R-190464-463**

GROUPES ETHNIQUES

IMPACT OF ETHNIC DIFFERENCES IN THE WORK
FORCE IN INDUSTRIAL RELATIONS: A CASE
STUDY. ENQUETE MENE E LA COMPAGNIE
INTERNATIONALE DE PAPIER DU
NOUVEAU-BRUNSWICK. (HEM C. JAIN).
R-240269-383

HANDICAPES

ASPECTS DE LA REHABILITATION AU QUEBEC.
CE QU'EST LA REHABILITATION DES
HANDICAPES PHYSIQUES. ETENDUE DU
PROBLEME DE L'INVALIDITE. RESSOURCES
DISPONIBLES POUR LA SOLUTION DE CE
PROBLEME. (EDGAR GUAY).
R-090454-367

HAWTHORNE

UNE CRITIQUE DE LA REMUNERATION SELON LE RENDEMENT (III): LE FACTEUR HUMAIN. CONSEQUENCES DES SYSTEMES DE REMUNERATION; REACTIONS DES TRAVAILLEURS; L'ENQUETE DE HAWTHORNE; INCENTIVE MANAGEMENT. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-140459-458**

HEURES DE TRAVAIL

BESNER BUILDING, MONTREAL, ET L'UNION DE SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU TRIBUNAL CONCERNANT L'EVALUATION DES TACHES ET LA FIXATION D'UNE SEMAINE NORMALE DE TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-122A**

COMPARAISON DES SALAIRES ET DES HEURES DE TRAVAIL ENTRE LE CANADA ET LES ETATS-UNIS POUR FEVRIER 1945. **R-010546-010**

CONSIDERATIONS SOCIALES. LES HEURES DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE. DISTRICT DE MONTREAL. (JEAN-H. GAGNE). **R-080152-069**

CONSIDERATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953. ETUDE COMPARATIVE DES CAUSES D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES PAYEES, LES CONGES STATUTAIRES, LES HEURES DE TRAVAIL, LA RETROACTIVITE ET LA SECURITE SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL). **R-090153-029**

LA SEMAINE DE QUARANTE HEURES. REMARQUES SUR LA SEMAINE DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DU BAS-FACONNE. (JEAN-H. GAGNE). **R-070352-188**

LES HEURES DE TRAVAIL. DEMANDES DE REDUCTION DES HEURES DE TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNE). **R-080152-069A**

THE SHORTER WORK WEEK IN CANADA. COMPARAISONS STATISTIQUES. **R-130158-105**

HILLMAN, SYDNEY

THE STATE OF LABOR-MANAGEMENT. RELATIONS, 1958-1959. CONTRIBUTION DE SYDNEY HILLMAN A LA PHILOSOPHIE DU TRAVAIL ET DESCRIPTION DE L'ETAT DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES AUX ETATS-UNIS. (ARTHUR J. GOLDBERG). **R-140159-075**

HOPITAUX

LES UNITES DE NEGOCIATION AU QUEBEC DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DANS LES SECTEURS HOSPITALIER ET SCOLAIRE. ELEMENTS FONDAMENTAUX D'UNE NOTION UNIVERSELLE DE FONCTIONNAIRE. (YVES OUELLETTE ET JEAN-REAL CARDIN). **R-250370-445**

NOTES EN MARGE D'UN PROJET DE RECHERCHE SUR L'EVALUATION METHODIQUE DES EMPLOIS DANS LES HOPITAUX DU QUEBEC: PLAN D'ENSEMBLE DE LA RECHERCHE. METHODOLOGIE ET ANALYSE DES RESULTATS. (LEO-A. DORAIS). **R-190264-239**

HORAIRES DE TRAVAIL

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES, LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE, LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE). **R-110256-117**

HORAIRES TOURNANTS

LE TRAVAIL EN EQUIPES. RAISONS TECHNIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES DU TRAVAIL EN EQUIPE. FORMES, ORGANISATION ET DIFFICULTES FAMILIALES, SOCIALES ET PHYSIOLOGIQUES DU TRAVAIL EN EQUIPES. SOLUTIONS A CES DIFFICULTES. HORAIRES TOURNANTS. (PIERRETTE SARTIN). **R-220367-357**

HYDRO-QUEBEC

LES RAPPORTS LINGUISTIQUES A L'HYDRO-QUEBEC. RESULTATS D'UNE RECHERCHE ENTREPRISE PAR LE DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL. (ROGER CHARTIER). **R-200365-514**

HYGIENE INDUSTRIELLE

CONDITIONS SATISFAISANTES DE SECURITE ET D'HYGIENE. MOTIFS QUI DOIVENT INCITER LES EMPLOYEURS A ASSURER A LEURS OUVRIERS DES CONDITIONS SATISFAISANTES DE SECURITE ET D'HYGIENE. (PIE XII). **R-100355-197**

FACTEURS D'AMBIANCE, RENDEMENT ET HUMANISATION DU TRAVAIL. ACCROISSEMENT DU RENDEMENT DES TRAVAILLEURS PAR L'AMELIORATION DES FACTEURS D'AMBIANCE. (PIERRETTE SARTIN). **R-240169-003**

L'ASPECT PHYSIOLOGIQUE DU TRAVAIL. IMPORTANCE, ROLE ET DOMAINE DE LA PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. GRANDS PRINCIPES QUI DOIVENT GOUVERNER LA MACHINERIE ET SES OUTILS ET ASSURER UNE AMBIANCE SAINTE. CAUSES DE LA FATIGUE INDUSTRIELLE. (BERTRAND BELLEMARE). **C-000853-097**

LA SECURITE DU TRAVAIL, LA MEDECINE ET L'HYGIENE INDUSTRIELLES. MODES D'ORGANISATION DE LA MEDECINE PREVENTIVE ET ETUDE D'UN SERVICE DE SANTE DANS UNE INDUSTRIE. (WILFRID LEBLOND). **C-000348-133**

RYTHMES DE TRAVAIL ET CADENCES INFERNALES. IL FAUT SE DEGAGER DE LA NOTION DE RYTHME MAXIMAL POUR ALLER VERS CELLE DE RYTHME OPTIMAL QUI MENAGERA A LA FOIS LA SANTE DE L'HOMME, SON EFFICACITE, LA BONNE MARCHE DE L'ENTREPRISE ET L'ECONOMIE GENERALE. (PIERRETTE SARTIN). **R-250270-237**

SERVICE D'HYGIENE INDUSTRIELLE. FONCTIONNEMENT D'UN TEL SERVICE DANS UNE PETITE ENTREPRISE. (GERARD DON). **R-030347-041**

UN DEPARTEMENT DE PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. ROLES ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT D'HYGIENE ET DE BIOLOGIE HUMAINE DE L'UNIVERSITE LAVAL. **R-010946-003**

IDEOLOGIE

LES DONNÉES NOUVELLES DES RELATIONS DU TRAVAIL EN EUROPE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE. ÉVOLUTION DES CONTEXTES, DES IDEOLOGIES ET LEUR INCIDENCE SUR LES STRUCTURES ET LES FONCTIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX. (JEAN-REAL CARDIN). **R-200165-003**

IDEOLOGIE SYNDICALE

BILAN ET HORIZONS. CRITIQUES A L'EGARD DU SYNDICALISME CANADIEN: LES STRUCTURES, L'IDEOLOGIE ET LA STRATEGIE. **C-002368-243**

PROGRES DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. INTEGRATION DU SYNDICALISME DANS LA STRUCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-010445-006A**

IMMIGRATION

DANS VINGT ANS: INSUFFISANCE DE MAIN-D'OEUVRE. CARENCE DE JEUNES ENTRE 5 ET 25 ANS QUI AMENERA UNE PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE. SOLUTION: UNE IMMIGRATION VERITABLEMENT ADAPTEE A NOS BESOINS. (LOUIS-EDMOND HAMELIN). **R-080353-297**

IMMUNITÉ DES SYNDICATS

LE CODE CRIMINEL ET LES UNIONS OUVRIERES. ARTICLES SUR L'IMMUNITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS CONTRE LES COMLOTS EN VUE DE RESTREINDRE LE COMMERCE, SUR LA VIOLATION DES CONTRATS, L'INTIMIDATION ET LE PIQUETAGE. **R-110356-217**

INDEMNITÉ D'APPEL AU TRAVAIL

INDEMNITÉ D'APPEL AU TRAVAIL. OBLIGATION D'AVISER DE NE PAS RENTRER AU TRAVAIL. **R-140459-607**

INDEMNITÉ DE DEPART

CONGES-MALADIE PAYES PAR L'EMPLOYEUR. DISTINCTION ENTRE CONGES PAYES A CAUSE DE MALADIE, DURANT L'EMPLOI, ET INDEMNITÉ DE DEPART EN CAS DE CESSATION D'EMPLOI. **R-180263-247**

INDEMNITÉ FORFAITAIRE

SERVICES PUBLICS - ARBITRAGE. DETERMINATION DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE (RETROACTIVITÉ EN MATIÈRE DE SALAIRES). **R-190364-384**

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION. CET INDICE REMPLACE L'INDICE DU COUT DE LA VIE. MODIFICATIONS DE L'ANCIEN INDICE ET PROBLÈMES SOULEVÉS PAR CE CHANGEMENT. (JAMES HODGSON). **R-080152-017**

INDICE DU COUT DE LA VIE

COMMENT L'INDICE DU COUT DE LA VIE AU 1ER SEPTEMBRE 1948 A ÉTÉ CALCULÉ AU BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE. **R-040348-026**

L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION. CET INDICE REMPLACE L'INDICE DU COUT DE LA VIE. MODIFICATIONS DE L'ANCIEN INDICE ET PROBLÈMES SOULEVÉS PAR CE CHANGEMENT. (JAMES HODGSON). **R-080152-017**

INDICE DU COUT DE LA VIE (SUITE)

L'INDICE DU COUT DE LA VIE ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. LES LIMITES DANS LESQUELLES ON PEUT UTILISER L'INDICE DU COUT DE LA VIE AU COURS DES NEGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN). **R-040549-041**

INDIVIDU

RELATION ENTRE L'INDIVIDU ET L'ÉTAT. RAPPEL DES ENSEIGNEMENTS DES ENCYCLIQUES EN CE DOMAINE. (LOUIS ST-LAURENT). **R-120357-201**

INDUSTRIALISATION

L'ENTREPRISE PRIVÉE FACE À LA SOCIALIZATION. NATURE DE L'ENTREPRISE EN ÉCONOMIE PRÉ-INDUSTRIELLE: SON ÉVOLUTION AU COURS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE. IMPLICATION DE LA SOCIALIZATION DANS L'ENTREPRISE MODERNE. TENDANCES FUTURES DANS UNE SOCIÉTÉ DE PLUS EN PLUS SOCIALIZÉE. (RAYMOND GERIN). **C-001863-039**

TECHNOLOGY, WORK AND LEISURE: REFLECTIONS ON THE GAINS AND COSTS OF ABUNDANCE. REFLECTIONS ET TABLE RONDE SUR LES EFFETS DE L'INDUSTRIALISATION DANS NOTRE VIE MODERNE. PROBLÈME DES LOISIRS, DE LA TÉLÉVISION, DE L'ABONDANCE. (HAROLD L. WILENSKY). **R-220467-509**

THE INDUSTRIALIZATION OF DEPRESSED AREAS IN ITALY: DATA AND COMMENTARY. FACTEURS QUI ONT INFLUENCÉ L'INDUSTRIALISATION DU SUD DE L'ITALIE: LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES QUI EN ONT DÉCOULÉ. (G.B. BOZZOLA). **R-160261-184**

INDUSTRIE CHIMIQUE

PROPOS SUR LE TRAVAIL HUMAIN. ASPECTS SOCIAUX DU SECTEUR D'ACTIVITÉ DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE. (PIE XII). **R-130258-232A**

INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

LE PARTAGE DES PROFITS DANS LES NEGOCIATIONS DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. POSITIONS ACTUELLES DES UAW EN LES PLACANT DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE. (GASTON CHOLETTE). **R-130258-154**

VARIATIONS FROM PATTERN BARGAINING: A CLOSER LOOK. EXPLICATION DES ÉCARTS QUI EXISTENT ENTRE DIFFÉRENTES CONVENTIONS DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. (KENNETH O. ALEXANDER). **R-140259-211**

INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE

ÉCONOMIE DU RÉGIME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL. (MARCEL FORGET). **R-040549-043**

LE COMPORTEMENT DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL ET DU DISTRICT. STATISTIQUES SUR LE VOLUME DE SALAIRES PAYÉS ET LES TAUX HORAIRES PAR MÉTIER. (RAYMOND GAUDREAU). **R-051050-095**

INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE
MONTREAL. (MARCEL FORGET).

R -040749-063

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

L'APPRENTISSAGE. PRINCIPES DE LA LOI DE
L'AIDE A L'APPRENTISSAGE ET SON
APPLICATION DANS L'INDUSTRIE DE LA
CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).

C-000146-041

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. RAPPORT
ANNUEL DU COMITE PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DE LA CHAUSSURE. (GERARD TREMBLAY).

R -050550-043

LA CONVENTION COLLECTIVE EXTENSIONNEE
NUIT-ELLE A LA PETITE INDUSTRIE? R ESULTATS
D'UNE ENQUETE CONDUITE DANS L'INDUSTRIE
DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).

R -051050-091

REALISATIONS PROFESSIONNELLES. LA
COMMISSION D'APPRENTISSAGE DE L'INDUSTRIE
DE LA CHAUSSURE: VUE D'ENSEMBLE,
RESULTATS, PLACEMENT DES APPRENTIS.
(LEONCE GIRARD).

R -080550-073

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

L'ENQUETE CANADIENNE SUR LES RELATIONS
OUVRIERES DANS L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION. INVENTAIRE DES PROBLEMES
DE JURIDICTION DANS L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION. RESUME DES CONCLUSIONS ET
RECOMMANDATIONS DE L'ENQUETE
CANADIENNE SUR LES RELATIONS OUVRIERES
DANS CETTE INDUSTRIE. (GERARD DION).

R -230268-317

L'EXTENSION JURIDIQUE ET LES METIERS DE LA
CONSTRUCTION AU QUEBEC. INFLUENCE DE LA
LOI DE L'EXTENSION JURIDIQUE DES
CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES METIERS
DE LA CONSTRUCTION SUR L'ORGANISATION
PATRONALE ET OUVRIERE, SUR L'UNITE DE
NEGOCIATION, SUR LE NIVEAU DES SALAIRES ET
SUR SUR LES DIFFERENDS INDUSTRIELS.
(GERARD HEBERT, S.J.).

R -180363-299

LES EMPLOYEURS DE LA CONSTRUCTION ET LES
RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. RESUME
DES RECOMMANDATIONS DU MEMOIRE
PRESENTE AU MINISTERE PROVINCIAL DU
TRAVAIL.

R -130358-347

LOI CONCERNANT LA CONVENTION COLLECTIVE
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.
PORTEE DE LA LOI ET PRECEDENT QU'ELLE CREE.
(FERNAND MORIN).

R -170362-321

LOI DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION. ANALYSE
DES PRINCIPALES CLAUSES DU BILL 290
ETABLISANT UN REGIME DE RELATIONS DE
TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION. (FERNAND MORIN).

R -240269-422

LOI DES RELATIONS DU TRAVAIL DNS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION. (BILL 290).

R -240169-206

RESILIATION D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION
CAUSE PAR L'EMBAUCHAGE D'EMPLOYES NON
SYNDIQUES.

R -060150-030

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (SUITE)

RESUME DES CONCLUSIONS ET
RECOMMANDATIONS SUR L'ENQUETE
CANADIENNE DANS L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION. (CARL GOLDENBERG, JOHN
CRISPO).

R -230268-326

TEXTE INTEGRAL DES RECENTS AMENDEMENTS
A LA LEGISLATION DU TRAVAIL. MODIFICATIONS
A LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES, A LA LOI
DE LA CONVENTION COLLECTIVE DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET A LA LOI
DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET
SCOLAIRES VISANT LEURS EMPLOYES.

R -160461-498

UNE ENQUETE SUR LES RELATIONS OUVRIERES
DE LA CONSTRUCTION AU CANADA. LE
PRESIDENT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE
LA CONSTRUCTION ANNONCE, POUR LE
CENTENAIRE, UN PROJET D'ENQUETE SUR LES
RELATIONS OUVRIERES DE LA CONSTRUCTION
AU CANADA.

R -210166-102

INDUSTRIE DE LA FOURRURE

CONSIDERATIONS SOCIALES. LES HEURES DE
TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE,
DISTRICT DE MONTREAL. (JEAN-H. GAGNE).

R -080152-069

INDUSTRIE DES PATES ET PAPIER

BILINGUISME ET BICULTURALISME DANS LA
GRANDE INDUSTRIE. DANS LA GRANDE
INDUSTRIE AU QUEBEC, DANS CELLE DES PATES
ET PAPIER EN PARTICULIER, LA SEULE LANGUE
OFFICIELLE EST L'ANGLAIS. (RENE CORMIER).

R -230368-440

LA CONTINUITE DES OPERATIONS DANS
L'INDUSTRIE DE LA PULPE ET DU PAPIER.
PROBLEME DU TRAVAIL DOMINICAL DANS
CETTE INDUSTRIE AU POINT DE VUE
ECONOMIQUE. (JACQUES ST-LAURENT)

R -160261-242

RAPPORT DE LA COMMISSION ALLEYN.
COMMENTAIRES, SUR LA NECESSITE DE LA
PRODUCTION LE DIMANCHE DANS LES USINES
DE PATES ET PAPIERS. (BERTRAND BELZILE).

R -210366-436

INDUSTRIE DU BATIMENT

LE RECRUTEMENT, LA SELECTION ET LE
PLACEMENT DES APPRENTIS DU BATIMENT
METHODES EN VIGUEUR DANS LES CENTRES
D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT A MONTREAL,
CHICOUTIMI, HULL ET SHERBROOKE. (CHARLES-E.
THERIEN).

R -060351-084

LES METIERS QUI MEURENT DANS L'INDUSTRIE
DU BATIMENT. ENQUETE SUR LA SITUATION DE
LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE DU
BATIMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC.
(MARCEL CLEMENT).

R -041049-094

MOUVEMENT DES SALAIRES MINIMA DANS
L'INDUSTRIE DU BATIMENT DE 1934 A 1948
POUR LES METIERS DE CHARPENTIER-MENUISIER,
ELECTRICIEN ET DE BRIQUETEUR. (GERARD
ROY).

R -040448-036

STATISTIQUES ET INFORMATION SUR LES TAUX
HORAIRES MINIMA DE SALAIRES FIXES PAR LES
DECRETS DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT.

R -050650-058

INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER

LE SALAIRE GARANTI DANS L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER. EXTRAIT D'UNE RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DU FER ET DE L'ACIER DU B.I.T. CONCERNANT LE SALAIRE GARANTI. BUTS ET OBJETS DE CETTE RESOLUTION. **R-060150-031**

INDUSTRIE DU RAIL

LA GREVE DU RAIL. PARTIE REMISE OU CONTREMANDEE? HISTORIQUE DES GREVES DU RAIL AU CANADA ET DES NEGOCIATIONS QUI EURENT LIEU LORS DE CES GREVES. (LEO ROBACK). **R-160161-083**

INDUSTRIE DU TEXTILE

L'EXPERIENCE CANADIENNE: L'EXPERIENCE DES TEXTILES. NATURE DE L'EMPLOI DANS CETTE INDUSTRIE. CAUSES DU CHOMAGE ET SOLUTIONS. (W.M. BERRY). **C-001156-129**

INDUSTRIE MANUFACTURIERE DU CANADA

ETUDE DE CONVENTIONS COLLECTIVES EN VIGUEUR DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE DU CANADA (1962). BASE ET ENVERGURE DE L'ETUDE. REGLES FONDAMENTALES POUR L'ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE. (FELIX QUINET). **R-180163-035**

INFILTRATION COMMUNISTE

GARE A LA TACTIQUE COMMUNISTE. MOYENS DE LUTTER CONTRE L'INFILTRATION COMMUNISTE DANS LES SYNDICATS. **R-010946-001**

L'INFILTRATION COMMUNISTE DANS LES INDUSTRIES ANGLAISES ET CANADIENNES. (GONZALVE POULIN OFM). **R-100154-040**

L'INFILTRATION COMMUNISTE. LES SYNDICATS DOIVENT SE MEFIER DU NOYAUTAGE COMMUNISTE. **R-011046-001**

LES COMMUNISTES ET LES UNIONS OUVRIERES. COMMENT EMPECHER L'INFILTRATION DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS. (GERARD DION). **R-020947-001**

INFIRMIERES

STRUCTURE ET EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DES INFIRMIERES DU DIOCESE DE QUEBEC, 1944-19629 (JACQUES ST-LAURENT). **R-180263-149**

INFLATION

CHEFS OUVRIERS EN SESSIONS D'ETUDES. LE TRAVAILLEUR CANADIEN DEVANT L'INFLATION. (MARCEL DE LA SABLONNIERE). **R-040348-023**

CHOMAGE, INFLATION ET LOGIQUE SYNDICALE. LES MEMOIRES DE LA C.S.N. ET DU C.T.C. PRESENTES AU GOUVERNEMENT FEDERAL REVELENT LA LOGIQUE SYNDICALE FACE AUX PROBLEMES DE L'INFLATION ET DU CHOMAGE. (ROGER DEHEM). **R-250270-321**

COLLECTIVE BARGAINING AND INFLATION. ROLE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'INFLATION AU CANADA. (GEORGE SAUNDERS). **R-230468-553**

INFLATION (SUITE)

COLLECTIVE BARGAINING RESULTS. EXAMEN DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS PORTANT SUR LA RELATION ENTRE L'INFLATION ET LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (DOUGLAS A. SMITH). **R-250170-046**

CONTROLE ETATIQUE DES PRIX ET DES SALAIRES. BILAN DES MESURES ETATISTIQUES DE CONTROLE DE L'INFLATION DURANT LES ANNEES DE GUERRE. (RENE TREMBLAY). **C-000752-157**

EFFETS DE L'INFLATION SUR LES SALAIRES, LES PRIX ET LES PROFITS. (EMILE GOSSELIN). **C-000752-037**

INCOME POLICIES AND INTERNATIONAL EXPERIENCE: FURTHER COMMENTS. EVALUATION DE LA POLITIQUE DES REVENUS COMME MOYEN ANTI-INFLATIONNISTE. LES EXEMPLES SONT PRIS AUX ETATS-UNIS ET DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST. (ADOLF STURMTHAL). **R-230268-221**

INFLATION, WAGE BEHAVIOUR AND LABOR MOBILITY. LA DOCTRINE DE L'INFLATION DUE AUX COUTS. INUTILITE DE L'EMPLOI DE LA METHODE DES BALISES SALARIALES VU LA SOUPLESSE ET L'EFFICACITE DE LA STRUCTURE DES SALAIRES AU CANADA, FAVORISANT UNE PLUS GRANDE MOBILITE GEOGRAPHIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (ALLAN A. PORTER). **R-240369-498**

L'INFLATION: NATURE, CAUSES ET ESPECES. ETUDE THEORIQUE DE L'INFLATION SUIVIE D'UNE ANALYSE DE LA CONJONCTURE INFLATIONNISTE EN AMERIQUE. (ROGER DEHEM). **C-000752-017**

LA POSITION DES PATRONS VIS-A-VIS L'INFLATION ET LEUR PROGRAMME D'ACTION. LES PATRONS RECOMMANDENT LA RESTRICTION DU CREDIT ET L'AUGMENTATION DE L'EPARGNE POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (T. TAGGART SMYTH). **C-000752-097**

LA POSITION DES UNIONS OUVRIERES VIS-A-VIS L'INFLATION. LES SYNDICATS RECOMMANDENT LE RETABLISSEMENT DE LA REGIE DES PRIX POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (EUGENE FORSEY). **C-000752-085**

LES SALAIRES ET LES PRIX. SALAIRES ET INFLATION: CRITERES DE DETERMINATION DU MOUVEMENT DES SALAIRES. (MAURICE LAMONTAGNE). **R-050650-052**

PLEIN EMPLOI, STABILITE DES PRIX, NEGOCIATION COLLECTIVE ET LE RAPPORT WOODS. CRITIQUE DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS. (GERARD BELANGER). **R-250170-055**

SALAIRES VARIANT AVEC LA PRODUCTIVITE. LE RATTACHEMENT DES VARIATIONS DE SALAIRES AUX VARIATIONS DE LA PRODUCTIVITE PEUT CONSTITUER UN ENCOURAGEMENT QUI CONTREBALANCE TOUT EFFET INFLATIONNAIRE. (GERARD DION). **C-000752-107**

INFORMATION

L'EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. RELATIONS SYNDICALES-PATRONALES AU SEIN DE L'ENTREPRISE EN REGARD DU PUBLIC. (GHISLAIN DUFOUR). **C-002469-069**

INFORMATION (SUITE)

L'ETAT-EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. INFORMATION EN PERIODE DE NEGOCIATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DANS LE SECTEUR PUBLIC. (B.M. ERB). **C-002469-117**

L'ETAT-GOUVERNEMENT ET L'INFORMATION DU PUBLIC. NECESSITE ET IMPORTANCE DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (JEAN BERNIER). **C-002469-131**

L'INFORMATION EN RELATIONS DU TRAVAIL ET LE PUBLIC. ROLE DE L'INFORMATION DANS UNE SOCIETE EN VOIE DE SOCIALISATION. (PIERRETTE SARTIN). **C-002469-027**

L'INFORMATION ET LE PUBLIC. DROITS ET DEVOIRS DU PUBLIC VIS-A-VIS L'INFORMATION. (GERARD DION). **C-002469-017**

LE CINEMA DANS LES USINES. LE CINEMA COMME MOYEN DE FORMATION DANS LES MILIEUX DU TRAVAIL. ROLE SOCIAL. D'INFORMATION ET D'EDUCATION. (JEAN-PAUL VANASSE). **R-070452-294**

LES MEDIA ET L'INFORMATION DU PUBLIC. LA PRESSE ELECTRONIQUE: SES LIMITES ET SES POSSIBILITES. (GEORGES LAHAISE). **C-002469-179**

LES MEDIA ET L'INFORMATION DU PUBLIC. LA PRESSE ECRITE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. (VINCENT PRINCE). **C-002469-161**

LES SYNDICATS ET L'INFORMATION DU PUBLIC. L'INFORMATION SYNDICALE ET L'INTERET PUBLIC. (RICHARD DAIGNAULT). **C-002469-099**

SERVITUDES ET DIFFICULTES DE L'INFORMATION. PROBLEMES TECHNIQUES, POLITIQUES, ECONOMIQUES ET PSYCHOLOGIQUES DE LA COMMUNICATION. (THOMAS SLOAN). **C-002469-047**

INGENIEUR INDUSTRIEL

THE INDUSTRIAL ENGINEER, HIS PHILOSOPHY AND THE SCOPE OF HIS ACTIVITIES. COMMENT L'INGENIEUR INDUSTRIEL CONTRIBUE AU PROGRES DE L'INDUSTRIE. (WALTER DELANEY). **R-090254-149**

INGENIEUR-CONSEIL

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DE L'ENTREPRISE PRIVEE. LE ROLE DE L'INGENIEUR-CONSEIL DANS L'ENTREPRISE MODERNE. (GASTON FOURNIER). **C-001762-039**

INGENIEURS

AN EMPIRICAL ANALYSIS OF SUBSTITUTION BETWEEN ENGINEERS AND TECHNICIANS IN CANADA. ETUDE EMPIRIQUE SUR LA SUBSTITUTION DE COMPETENCE ENTRE INGENIEURS ET TECHNICIENS AU CANADA. (MICHAEL L. SKOLNIK). **R-250270-284**

EDUCATION, EMPLOYMENT AND UTILIZATION PATTERNS OF FRENCH, CANADIAN AND ENGLISH-CANADIAN ENGINEERING GRADUATES. ETUDE COMPARATIVE DE L'EDUCATION, L'EMPLOI, LA MOBILITE ET LES SALAIRES D'UN CERTAIN NOMBRE D'INGENIEURS GRADUES DE LANGUE ANGLAISE ET DE LANGUE FRANCAISE. (ANDREW C. GROSS). **R-240369-559**

INGENIEURS (SUITE)

ENGINEERING AND SCIENTIFIC MANPOWER RESOURCES IN CANADA. SALAIRES, EMPLOI ET EDUCATION DES INGENIEURS ET SCIENTISTES. **R-150260-246**

LES RELATIONS HUMAINES DANS L'ENTREPRISE ET LES RESPONSABILITES DE L'INGENIEUR CATHOLIQUE. 2E CONGRES INTERNATIONAL DES INGENIEURS CATHOLIQUES. **R-100255-133**

INJONCTION

JUGEMENTS RECENTS. APPEL D'UN ARRET UNANIME DE LA COUR D'APPEL REJEANT UN APPEL A L'ENCONTRE D'UNE INJONCTION EMISE SELON L'ARTICLE 99 DU CODE DU TRAVAIL PAR LE JUGE EN CHEF DE LA COUR SUPERIEURE. (PIERRE VERGE). **R-250270-376**

THE LABOUR INJUNCTION IN CANADA. L'INJONCTION UTILISEE PAR LES TRIBUNAUX PROVINCIAUX DE DROIT COMMUN: RECENTS DEVELOPPEMENTS DE LA LOI DU PIQUETAGE. (A.W.R. CARROTHERS). **R-130158-002**

INJONCTION INTERLOCUTOIRE

INJONCTION INTERLOCUTOIRE-GREVE-PIQUETAGE-CONSTITUTIONNALITE. GREVE AVEC PIQUETAGE DURANT UNE NEGOCIATION DE CONVENTION. **R-050950-088**

INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES

INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. TEXTE DE LA CONSTITUTION ADOPTEE PAR CE GROUPEMENT LORS DE SA PREMIERE REUNION, A MONTREAL, LE 6 JUIN 1964. NOMS DES OFFICIERS ELUS LORS DE CETTE REUNION. **R-190464-517**

INTERET PUBLIC

L'ETAT-EMPLOYEUR ET LA FONCTION PUBLIQUE. LE SYNDICALISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE: LA NEGOCIATION COLLECTIVE; CONFLIT DE TRAVAIL; CONSIDERATIONS PRATIQUES; INTERET PUBLIC. DISCUSSIONS SUR LE SUJET. (S.J. FRANKEL). **C-001863-099**

L'INTERET PUBLIC DANS L'AMENAGEMENT DES RELATIONS DU TRAVAIL. CE QU'ON ENTEND PAR 'INTERET PUBLIC'. COMMENT DOIT SE COMPORTER LE GOUVERNEMENT DANS LES QUESTIONS D'INTERET PUBLIC. (GERARD DION). **R-190364-287**

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

BILAN DE L'ANNEE 1969 EN DROIT DU TRAVAIL FRANCAIS. LES DEUX GRANDES SOURCES DE REFORME ONT ETE LA NEGOCIATION COLLECTIVE ET L'INTERVENTION DIRECTE DU LEGISLATEUR. (G.H. CAMERLYNCK). **R-250270-369**

L'INTERET PUBLIC DANS L'AMENAGEMENT DES RELATIONS DU TRAVAIL. CE QU'ON ENTEND PAR 'INTERET PUBLIC'. COMMENT DOIT SE COMPORTER LE GOUVERNEMENT DANS LES QUESTIONS D'INTERET PUBLIC. (GERARD DION). **R-190364-287**

L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERETS. QUAND ET COMMENT L'ETAT PEUT-IL INTERVENIR? (ADOLF STURMTHAL). **C-001358-169**

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE (SUITE)

LA CSN, LE CHOMAGE, L'ASSURANCE-CHOMAGE ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE ÉCONOMIQUE. MÉMOIRE ANNUEL DE LA CSN AU CABINET FÉDÉRAL. **R-170362-346**

STATE INTERVENTION IN THE SETTLEMENT OF INTERESTS CONFLICTS. TROIS THÉORIES DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE AVEC LEURS VALEURS CORRESPONDANTES. THÈSE DE L'AUTEUR SUR LE SUJET SE BASANT SUR DES DONNÉES RECUEILLIES DANS PLUSIEURS PAYS. (ADOLF STURMTHAL). **R-130458-392**

INTIMIDATION

LE CODE CRIMINEL ET LES UNIONS OUVRIÈRES. ARTICLES SUR L'IMMUNITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS CONTRE LES COMLOTS EN VUE DE RESTREINDRE LE COMMERCE, SUR LA VIOLATION DES CONTRATS, L'INTIMIDATION ET LE PIQUETAGE. **R-110356-217**

INVALIDITÉ

ASPECTS DE LA RÉHABILITATION AU QUÉBEC. CE QU'EST LA RÉHABILITATION DES HANDICAPÉS PHYSIQUES. ÉTENDUE DU PROBLÈME DE L'INVALIDITÉ. RESSOURCES DISPONIBLES POUR LA SOLUTION DE CE PROBLÈME. (EDGAR GUAY). **R-090454-367**

JEUNES TRAVAILLEURS

LACK OF JOB COUNSELLING RETARDS YOUNG JOB HUNTERS. LE MANQUE D'ORIENTATION DES JEUNES TRAVAILLEURS CONSTITUE UN OBSTACLE DANS LEUR RECHERCHE D'UN EMPLOI. **R-040148-009**

LES JEUNES ET LES MÉTIERS DU BATIMENT. ATTITUDE DES JEUNES DEVANT L'APPRENTISSAGE DANS LES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION. (MARCEL CLEMENT). **R-040649-054**

JODOIN, CLAUDE

DEMISSION DE M. CLAUDE JODOIN DU CONSEIL NATIONAL DE LA PRODUCTIVITÉ. TEXTE DE LA LETTRE DE DEMISSION. **R-170462-499**

JOURS CHOMES

JOURS CHOMES ET PAYÉS. SENTENCE ARBITRALE. (JEAN-H. GAGNE) **R-100255-130**

JOURS FÉRIÉS

STATISTIQUES ET INFORMATION. JOURS FÉRIÉS PAYÉS DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC. **R-051050-098B**

JURIDICTION DES ARBITRES

LES ARBITRES ONT-ILS JURIDICTION POUR DÉCIDER DES MOYENS DE DROIT PRÉSENTES AU COURS DE L'ARBITRAGE PAR L'UNE DES PARTIES?. (JEAN GAGNE). **R-040248-020**

JURIDICTIONS SYNDICALES

LES JURIDICTIONS SYNDICALES. RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'IMPRIMERIE ET DE L'INFORMATION (CSN) PRÉSENTE LORS DU 37^E CONGRÈS DE CET ORGANISME. (GÉRARD PICARD). **R-160461-464**

KEYNES

SUR LA POLITIQUE DU PLEIN-EMPLOI. CRITIQUE DE LA DOCTRINE DU PLEIN-EMPLOI SOUS SES FORMES KEYNESIENNES ET EXPOSE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE. (FRANÇOIS PERRON). **R-100455-210**

LA PRESSE

DROITS DE LA DIRECTION. CLAUSES DE LA CIE DE PUBLICATION 'LA PRESSE'. (JEAN-H. GAGNE). **R-070352-191**

LAIQUES

LA RESPONSABILITÉ DES LAIQUES DANS L'ACTION SOCIALE. (MAURICE ROY). **R-120457-405**

LAISSEZ FAIRE

LE CONCEPT DU 'WELFARE STATE'. ESSAI D'INTERPRÉTATION SOCIOLOGIQUE DU CONCEPT QUI DÉSIGNÉ LE RÉGIME PARTICULIER D'ORIENTATION ÉCONOMIQUE ET D'ASSISTANCE SOCIALE, À MI-CHEMIN ENTRE LE RÉGIME DU 'LAISSEZ FAIRE' ET LE RÉGIME SOCIALISTE. (MAURICE TREMBLAY). **R-060251-042**

LANGUE DE TRAVAIL

BILINGUALISM IN QUEBEC BUSINESS. NECESSITE DE TENIR COMPTE DE LA RÉALITÉ CULTURELLE QUÉBÉCOISE DANS L'APPLICATION DU BILINGUISME À L'INDUSTRIE DE CETTE PROVINCE. (ROGER CHARTIER). **R-230368-402**

BILINGUISME ET BICULTURALISME DANS LA GRANDE INDUSTRIE. DANS LA GRANDE INDUSTRIE AU QUÉBEC, DANS CELLE DES PATES ET PAPIER EN PARTICULIER, LA SEULE LANGUE OFFICIELLE EST L'ANGLAIS. (RENE CORMIER). **R-230368-440**

L'AMÉLIORATION DU LANGAGE DE LA PROFESSION. EXPÉRIENCE D'UN COMITÉ PARITAIRE ET D'UNE COMMISSION D'APPRENTISSAGE. (LEONCE GIRARD). **R-050950-081**

LA LANGUE ET LA VIE ÉCONOMIQUE. CONFLIT ENTRE LES ASPIRATIONS ENGENDRÉES PAR LE SYSTÈME D'ÉDUCATION ET LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC. PROPOSITIONS EN VUE D'ASSURER DES POSSIBILITÉS DE TRAVAIL EN FRANÇAIS DANS CETTE PROVINCE. (OTTO E. THUR). **R-230368-389**

LA SITUATION ET L'ÉVOLUTION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES ENTREPRISES AU QUÉBEC. PRÉSENTATION DE CERTAINES DONNÉES SIGNIFICATIVES QUI RESSORTENT D'UNE ENQUÊTE MENÉE EN 1965 PAR LA C.S.N. SUR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES. 15 TABLEAUX. **R-230368-493**

LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE. MYTHE OU RÉALITÉ?. LE BILINGUISME DANS L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE EST POSSIBLE, NÉCESSAIRE ET AVANTAGEUX. EXEMPLE DE L'ALCAN OÙ LE BILINGUISME EST UNE RÉALITÉ. (AIME GAGNE). **R-230368-466**

LE FRANÇAIS ET LE TRAVAIL. LES TROIS PÉRIODES QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DES LANGUES DANS LE MONDE. DIFFICULTÉ D'IMPLANter LE FRANÇAIS COMME LANGUE DE TRAVAIL AU QUÉBEC. (GASTON DULONG). **R-230368-426**

LEADERSHIP

LEADERSHIP STYLES FOR FOREIGN OPERATIONS. CRITERES A CONSIDERER DANS LE CHOIX D'UN STYLE DE LEADERSHIP QUI AURA A ETRE APPLIQUE DANS LES FILIALES ETRANGERES A L'INTERIEUR D'UNE ENTREPRISE. (ARTHUR ELLIOTT CARLISLE). **R-250270-256**

LEGISLATION CANADIENNE DU TRAVAIL

LABOUR RELATIONS, LABOUR RELATIONS LAW, AND PUBLIC POLICY. LES RELATIONS INDUSTRIELLES, LES LOIS DE RELATIONS INDUSTRIELLES ET LES POLITIQUES PUBLIQUES. ETUDE CRITIQUE DE LA LEGISLATION CANADIENNE DU TRAVAIL, DES INTERRELATIONS QUI EXISTENT ET QUI DEVRAIENT EXISTER ENTRE LES RELATIONS INDUSTRIELLES, LES MARCHES DU TRAVAIL, ETC.. (J.T. MONTAGUE). **R-190464-440**

LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL

EVOLUTION DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL 1961. ANALYSE CRITIQUE ET DETAILLEE DES NOMBREUX AMENDEMENTS APPORTES A LA LEGISLATION DU TRAVAIL DU QUEBEC. (ROGER CHARTIER). **R-160461-381**

LA SECONDE GUERRE MONDIALE. LE CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL ET LES LOIS OUVRIERES DE 1944 (1940-1945). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL: VII. (ROGER CHARTIER). **R-180363-346**

LEGISLATION DU TRAVAIL, LIBERTE, PEUR ET CONFLIT. EQUIVOQUES DANS LE REGIME LEGAL DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET AU QUEBEC; LIBERTE ET PEUR DEVANT LES LOIS RESTRICTIVES; DEMOCRATIE INDUSTRIELLE (ROGER CHARTIER). **R-130358-254**

LEGISLATION SOCIALE

LE CONCEPT CANADIEN DE SECURITE SOCIALE. ANALYSE DU CADRE ACTUEL DES MESURES DE SECURITE SOCIALE SUR LES PLANS LOCAL, PROVINCIAL ET FEDERAL. PRINCIPES SUR LESQUELS REPOSENT LES PROGRAMMES. ROLE DE L'ETAT. (PAUL MARTIN). **R-070352-138**

LES STRUCTURES FEDERALES ET LA LEGISLATION SOCIALE. ILLUSTRATION DE LA FAIBLESSE DES LOIS ET DES STRUCTURES JURIDIQUES AUX PRISES AVEC LA REALITE HISTORIQUE ET SOCIALE. (R.H. MANKIEWICZ). **R-140359-359**

LIBERALISME ECONOMIQUE

CAPITALISME LIBERAL ET PROGRES SOCIAL. CONFLIT ENTRE REALITE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE). **R-050249-014**

LES CARACTERISTIQUES CONCRETES DU CAPITALISME LIBERAL DANS LE CONTEXTE AMERICAIN. REGIME D'ENTREPRISE COLLECTIVE. DIVORCE ENTRE PROPRIETE ET CONTROLE. ECONOMIE DIRIGEE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE O.P.). **R-050550-041**

LIBERTE

LEGISLATION DU TRAVAIL, LIBERTE, PEUR ET CONFLIT. EQUIVOQUES DANS LE REGIME LEGAL DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET AU QUEBEC; LIBERTE ET PEUR DEVANT LES LOIS RESTRICTIVES; DEMOCRATIE INDUSTRIELLE (ROGER CHARTIER). **R-130358-254**

LIBERTE (SUITE)

POSSIBILITES ET CONDITIONS DE COLLABORATION ENTRE LES AGENTS DE L'ECONOMIE. LES LIBERTES SONT LA BASE DE LA COLLABORATION ET IL FAUT ELABORER DES FORMULES PROPRES A ASSURER L'EXERCICE SIMULTANE DE PLUSIEURS LIBERTES. (JEAN-REAL CARDIN). **R-150460-487**

LIBERTE D'ENTREPRISE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA, LA LIBERTE D'ENTREPRISE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. DECLARATION DE PRINCIPES. **R-140259-298**

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA, LA LIBERTE D'ENTREPRISE, LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. EXTRAIT D'UN MEMOIRE PRESENTE AU CABINET FEDERAL. **R-170362-337**

LIBERTE SYNDICALE

CONSTITUTIONALITE DE CERTAINS POUVOIRS CONFERES A LA CRT POUR ASSURER LA LIBERTE SYNDICALE. (PIERRE VERGE). **R-220467-569**

EXPOSE DES REGIMES CONTEMPORAINS. (B) DANS D'AUTRES ETATS. ETUDES DES DIVERS SYSTEMES D'INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES CONFLITS DE TRAVAIL. REGIME DE SUPPRESSION DU SYNDICALISME, DE SYNDICALISME SURVEILLE ET DE LIBERTE SYNDICALE (CANADA, ETATS-UNIS, ANGLETERRE) (GILLES BEAUSOLEIL). **C-001358-030**

L'EGLISE ET LA LIBERTE SYNDICALE. (MAURICE ROY). **R-120457-404**

LA LOI TAFT-HARTLEY. RESUME DES PRINCIPALES RESTRICTIONS APORTEES AU SYNDICALISME AMERICAIN. (GERARD TREMBLAY). **R-030147-002**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. (A) LE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS ET DANS LES ENTREPRISES D'INTERET GENERAL. PROBLEMES DE LA LIBERTE SYNDICALE ET DU DROIT DE GREVE. (RENE-H. MANKIEWICZ). **C-001358-087**

LIBERTE ET SECURITE SYNDICALES. DEFINITIONS ET INTERDEPENDANCE DES DEUX CONCEPTS. (JACQUES ARCHAMBAULT). **R-050650-055**

PRACTIQUES INTERDITES ET LIBERTE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA LEGISLATION CANADIENNE ET AMERICAINE. LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUEBEC ET LE 'NATIONAL LABOR RELATIONS ACT'. (GERARD TREMBLAY). **R-021047-001**

LIBRE ENTREPRISE

DE L'ENTREPRISE LIBERALE A LA LIBRE ENTREPRISE. DEFINITIONS DE L'ENTREPRISE LIBERALE, DE L'ENTREPRISE DIRIGEE ET DE LA LIBRE ENTREPRISE. (MARCEL CLEMENT). **R-040248-011**

LICENCIEMENT

ATTITUDES ET REACTIONS DES TRAVAILLEURS FACE A UN LICENCIEMENT EVENTUEL. CAS D'UNE ENTREPRISE QUEBECOISE. (LAURENT BELANGER ET REJEAN TARDIF). **R-210166-079**

LICENCIEMENT (SUITE)

DROIT DE CONGÉDIER, DROIT DE DISPOSER DES HOMMES, ORIGINE, SOURCE ET ÉVOLUTION DU DROIT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEUR. NOTRE DROIT DU TRAVAIL ET LE LOUAGE D'OUVRAGE, CAS TYPIQUES DE CONGÉDIEMENTS OU DE LICENCIEMENTS INDIVIDUELS. (JACQUES ARCHAMBAULT).

R-150460-410

REDUNDANCIES AT NORTH SYDNEY FERRY TERMINAL. FORMATION D'UN COMITÉ CONJOINT VISANT À ÉTUDIER LE PROBLÈME DES LICENCIEMENTS AU TERMINUS DE NORTH SYDNEY ET RAPPORT DE CE COMITÉ. (ROY E. GEORGE).

R-210466-586

LIQUIDATION DES AFFAIRES

LIQUIDATION DES AFFAIRES ET RENOUVELLEMENT DE CONVENTION. (JEAN-REAL CARDIN).

R-160161-101

LITIGE INTERSYNDICAL

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL. DÉCISION SUR LES RÈGLES DE LA COMPOSITION DES BANCs ET SUR L'INTERPRÉTATION QU'IL FAUT DONNER À L'EXPRESSION 'LITIGE INTERSYNDICAL'.

R-200465-675

LOCK-OUT

CARACTÈRES DU LOCK-OUT. UN LOCK-OUT NE SAURAIT À LUI SEUL SERVIR DE FONDÉMENT À UNE PLAINTÉ POUR CONGÉDIEMENT À LA SUITE D'ACTIVITÉ SYNDICALE, SELON LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL. (PIERRE VERGE).

R-230368-513

LA PROCÉDURE DE NÉGOCIATION ET LE RECOURS À LA GREVE OU AU LOCKOUT DANS LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (MARIUS G. BERGERON).

C-002065-135

LOGEMENT

LA SÉCURITÉ FAMILIALE PAR LA PROPRIÉTÉ. LA MAISON, FACTEUR DE SÉCURITÉ SOCIALE. L'ACTION INDIVIDUELLE DU TRAVAILLEUR POUR SE PROCURER UNE MAISON. (RODOLPHE LAPLANTE).

C-000651-135

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ÉTATS-UNIS (II). RÔLE DES SYNDICATS DANS DIFFÉRENTS DOMAINES TELS QUE L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT, L'AUTOMATION, LE CHÔMAGE, ETC. (LEON DALE).

R-180263-230

UNEMPLOYMENT, COST AND AVAILABILITY OF ACCOMMODATION AND WAGE CHANGES IN ONTARIO. RELATIONS ENTRE LES CHANGEMENTS DE SALAIRES EN ONTARIO ET CERTAINES VARIABLES EXPLICATIVES TELLES LE CHÔMAGE, LE CÔUT ET LA DISPONIBILITÉ DU LOGEMENT (P.A. DELLA VALLE).

R-250370-582

LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE

AIDE À L'APPRENTISSAGE. PRINCIPE DE BASE, ASPECT MORAL ET SOCIAL, RÉALISATIONS ET AVENIR DE CETTE LOI. (CHARLES E. THÉRIEN).

R-070452-287

L'APPRENTISSAGE. PRINCIPES DE LA LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE ET SON APPLICATION DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE. (LEONCE GIRARD).

C-000146-041

LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE (SUITE)

LES CENTRES D'APPRENTISSAGE. RÉSUMÉ DE LA NOUVELLE LOI D'AIDE À L'APPRENTISSAGE ET DE SES IMPLICATIONS.

R-010145-005

LOIS DE LA LÉGISLATURE PROVINCIALE (1945). SCHEMA DES LOIS OUVRIÈRES PRÉSENTÉES PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL: LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE, LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES.

R-010145-007

PROBLÈMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE. PROBLÈMES POSÉS PAR L'ADOPTION DE LA LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE. CE QU'ON EN PENSE EN FRANCE, EN ITALIE ET EN BELGIQUE. (LEONCE GIRARD).

R-060451-109

LOI DE L'ASSURANCE HOSPITALISATION DU QUÉBEC

ASSURANCE-GROUPE - RÉDUCTION DES PRIMES PAYABLES PAR LA COMPAGNIE ET LES EMPLOYÉS À LA SUITE DE L'ADOPTION DE LA LOI DE L'ASSURANCE HOSPITALISATION DU QUÉBEC.

R-170362-333

LOI DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

GUARANTEED WAGES, COMPANY UNEMPLOYMENT BENEFITS AND THE NEW UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT. FACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA COORDINATION POSSIBLE DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE AVEC LES DIFFÉRENTS PLANS DE 'SALAIRES GARANTIS' DE CERTAINES COMPAGNIES. (C.F. OWEN).

R-110256-098

LE RAPPORT GILL, OU LE RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE RELATIF À LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE, (1962). SON INTÉRÊT ET LES SUGGESTIONS DES COMMISSAIRES. (JACQUES ST-LAURENT).

R-180163-085

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE

AMÉNDEMENTS À NOTRE LÉGISLATION OUVRIÈRE. LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES, LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, LOI DU SALAIRE MINIMUM.

R-010846-004

CONVENTIONS COLLECTIVES ET EXTENSION JURIDIQUE. LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET LA L.R.O. ÉVOLUTION HISTORIQUE, CONTENU, AUTORITÉ ET APPLICATION DE CES DEUX LOIS. PROBLÈME DE LA CONCILIATION DE CES DEUX RÉGIMES. (GÉRARD TREMBLAY).

R-070151-002

L'APPLICATION DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (FERNAND JOLICOEUR ET J.-E. PICARD).

R-050450-036

L'AVENIR DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. BUT ET LIMITES SOCIOLOGIQUES DE LA LOI.

R-040649-059

L'AVENIR DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. RÔLE DE CETTE LOI ET AMÉLIORATIONS SUGGÉRÉES.

R-040448-034

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (SUITE)

L'EXTENSION JURIDIQUE ET LES METIERS DE LA CONSTRUCTION AU QUEBEC. INFLUENCE DE LA LOI DE L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES METIERS DE LA CONSTRUCTION SUR L'ORGANISATION PATRONALE ET OUVRIERE. SUR L'UNITE DE NEGOCIATION, SUR LE NIVEAU DES SALAIRES ET SUR SUR LES DIFFERENDS INDUSTRIELS. (GERARD HEBERT, S.J.). **R-180363-299**

L'EXTENSION JURIDIQUE. CONTENU DE LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE QUEBEC (1934). (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-010546-007**

LA CREATION DU MINISTERE DU TRAVAIL. L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ET LES ANNEES D'AVANT-GUERRE (1931-1939). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL: VI. (ROGER CHARTIER). **R-180263-215**

LES CONGES ANNUELS PAYES EDITIONS PAR DECRETS. LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (CHARLES BELANGER). **R-040749-066**

LOI CONCERNANT LA CONVENTION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION. PORTEE DE LA LOI ET PRECEDENT QU'ELLE CREE. (FERNAND MORIN). **R-170362-321**

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (III). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR L'OBJET, LES EFFETS ET LA DUREE DU DECRET. (MARCEL FORGET). **R-020947-003**

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (IIII). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR LE ROLE, LA COMPOSITION, LA FORMATION, LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DU COMITE PARITAIRE. SANCTIONS RATTACHEES A LA VIOLATION DE LA LOI. (MARCEL FORGET). **R-021047-004**

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE (SRQ 1941). ARTICLES DE LA LOI PORTANT SUR L'EXTENSION JURIDIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (MARCEL FORGET). **R-020747-008**

LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE. EMPLOI DE SALAIRES NON MUNIS D'UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION. **R-180263-262**

ROLE DU SECRETAIRE DU COMITE PARITAIRE. SES FONCTIONS SUIVANT LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, ET LE MINISTERE DU TRAVAIL. QUALITES ET RESSOURCES NECESSAIRES A CE POSTE. (RAYMOND GERIN). **R-070452-276**

TEXTE INTEGRAL DES RECENTS AMENDEMENTS A LA LEGISLATION DU TRAVAIL. MODIFICATIONS A LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES, A LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET A LA LOI DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES VISANT LEURS EMPLOYES. **R-160461-498**

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE

BILL 55. LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. TEXTE DE LA LOI. **C-002065-255**

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL - LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE - GREVE - SERVICES ESSENTIELS. INTERPRETATION DE L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE CAS DES SALAIRES ENSEIGNANTS REPRESENTES PAR LE SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ETAT DU QUEBEC. **R-210266-258**

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE (SUITE)

LA NOUVELLE LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC. LE REGIME ANTERIEUR. HISTORIQUE, ANALYSE ET APPRECIATION DE LA LOI. (JEAN-REAL CARDIN). **R-210266-251**

LE STATUT PARTICULIER DES UNITES DE NEGOCIATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC. LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DEMANDE SI ELLE PEUT MODIFIER LES UNITES DE NEGOCIATION PREVUES PAR LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. (PATRICE GARANT). **R-230468-667**

LES SERVICES ESSENTIELS DES PROFESSEURS DE L'ETAT. DETERMINATION DES SERVICES ESSENTIELS ET LEUR MAINTIEN LORS DE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR LES PROFESSEURS DE L'ETAT. SELON L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. ANALYSE D'UNE DECISION DE LA C.R.T. A CE SUJET. (FERNAND MORIN). **R-210366-442**

POUVOIR ET POUVOIRS CHEZ L'ETAT-EMPLOYEUR. L'ETABLISSEMENT DES CADRES D'UN REGIME DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. NIVEAUX ET MECANISMES DE DECISIONS EN MATIERE DE RELATIONS DU TRAVAIL AVANT, PENDANT ET APRES LES NEGOCIATIONS. (JEAN COURNOYER). **C-002570-051**

LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'ORGANISATION DE L'ASSURANCE EN MATIERE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL DANS LE QUEBEC. LEGISLATION QUEBECOISE EN MATIERE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. (R-EDGAR GUAY). **R-130458-424**

LA COMPENSATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. DESCRIPTION DE LA LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DU QUEBEC (FREDERIC-T. HECKER). **R-030648-091**

LA REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES (1925-1931). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL (V). (ROGER CHARTIER). **R-180163-045**

LA SECURITE INDUSTRIELLE. LEGISLATION EN MATIERE DE COMPENSATION ET DE PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. **R-010746-003**

LES INDEMNITES POUR ACCIDENT DU TRAVAIL. LES BUREAUX DE PLACEMENT GRATUITS ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (1909-1918). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL. LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1909). LOI DES BUREAUX DE PLACEMENT (1910). (ROGER CHARTIER). **R-170362-287**

LOI MODIFIANT LA LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. EXPOSE DES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE BILL 79 A LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. (THADDEE POZNANSKI). **R-220467-558**

LOIS DE LA LEGISLATURE PROVINCIALE (1945). SCHEMA DES LOIS OUVRIERES PRESENTEES PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL: LOI DE L'AIDE A L'APPRENTISSAGE, LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LOI DES RELATIONS OUVRIERES. **R-010145-007**

LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (SUITE)

RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC ET LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1966). PRINCIPALES PRESTATIONS: RENTE D'INVALIDITÉ, PRESTATIONS EN CAS DE DÉCÈS. (THADDEE POZNANSKI). **R-210166-090**

LOI DES BUREAUX DE PLACEMENT

LES INDEMNITÉS POUR ACCIDENT DU TRAVAIL, LES BUREAUX DE PLACEMENT GRATUITS ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1909-1918). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUÉBÉCOISE DU TRAVAIL. LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1909; LOI DES BUREAUX DE PLACEMENT (1910). (ROGER CHARTIER). **R-170362-287**

LOI DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES

TEXTE INTÉGRAL DES RÉCENTS AMÉNDEMENTS À LA LEGISLATION DU TRAVAIL, MODIFICATIONS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES, À LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA LOI DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES VISANT LEURS EMPLOYÉS. **R-160461-498**

LOI DES DIFF. ENTRE LES SERV. PUB. ET LEURS SALAIRES

EXPOSÉ DES RÉGIMES CONTEMPORAINS. (A) DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. CONTENU DE LA LEGISLATION DU QUÉBEC RELATIVE AU RÈGLEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS: LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES, LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC, LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001358-015**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. CORRECTIONS À APPORTER AU RÉGIME QUÉBÉCOIS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊT DANS LE SECTEUR PUBLIC. ANALYSE DE LA LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (GUY MERRIL-DESAULNIERS). **C-001358-139**

MÉMOIRE DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. LE MÉMOIRE PROPOSE DES AMÉNDEMENTS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET À LA LOI CONCERNANT LES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. **R-020547-003**

MÉMOIRE DE LA FÉDÉRATION PROVINCIALE DU TRAVAIL DE QUÉBEC. LE MÉMOIRE PROPOSE DES AMÉNDEMENTS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET À LA LOI CONCERNANT LES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. **R-020547-002**

SERVICES PUBLICS. INCONSTITUTIONNALITÉ DE LA LOI, INVOQUÉE À L'APPUI D'UN BREF DE PROHIBITION CONTRE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES DE QUÉBEC. CARACTÈRE CONSTITUTIONNEL DE LA LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. **R-180163-089**

LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC

EXPOSÉ DES RÉGIMES CONTEMPORAINS. (A) DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. CONTENU DE LA LEGISLATION DU QUÉBEC RELATIVE AU RÈGLEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS: LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES, LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC, LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001358-015**

LA LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC (1901-1909). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUÉBÉCOISE DU TRAVAIL. GÈNÈSE, ÉTUDE CRITIQUE ET APPLICATION DE CETTE LOI. (ROGER CHARTIER). **R-170262-159**

LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC, ART. 4, PARAG. 4. (JEAN-H. GAGNE). **R-100255-131**

LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

L'INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES ÉDIFICES PUBLICS (1885-1900). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL AU QUÉBEC: ACTE DES MANUFACTURES DE QUÉBEC, 1885; LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE QUÉBEC, 1894. (ROGER CHARTIER). **R-170162-043**

LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE. PRINCIPAUX RÈGLEMENTS DE LA LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. (JAMES O'CONNEL-MAHER). **R-010846-007**

LOI DES GREVES ET DES CONTRE-GREVES MUNICIPALES

LES LOIS DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES, DES GREVES ET CONTRE-GREVES MUNICIPALES, DU DÉPARTEMENT DU TRAVAIL ET DES SYNDICATS PROFESSIONNELS (1919-1924). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUÉBÉCOISE DU TRAVAIL. (ROGER CHARTIER). **R-170462-444**

LOI DES PRATIQUES ÉQUITABLES DANS L'EMPLOI (ONTARIO)

CERTIFICATION. RIGHT TO CERTIFICATION FOR A SECTORIAN ORGANIZATION RESTRICTED TO MEMBERS OF THE CHRISTIAN FAITH. RIGHT DENIED. LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES DE L'ONTARIO, SECTION 10 ET LOI DES PRATIQUES ÉQUITABLES DANS L'EMPLOI. **R-170262-187**

LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES

AMÉNDEMENTS À NOTRE LEGISLATION OUVRIÈRE. LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS. LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES, LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, LOI DU SALAIRE MINIMUM. **R-010846-004**

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET DU RÈGLEMENT NO 1 DE LA C.R.O. (III). (ALFRED CHARPENTIER). **R-160361-328**

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIÈRES ET DU RÈGLEMENT NO 7 DE LA COMMISSION DES RELATIONS-OUVRIÈRES (I) (ALFRED CHARPENTIER). **R-160161-059**

LOI DES RELATIONS OUVRIERES (SUITE)

ANALYSE CRITIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET DU RÈGLEMENT NO 1 DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. (II). (ALFRED CHARPENTIER).

R-160261-206

CONGEDIEMENT ILLÉGAL. DÉLAI DE LA PLAINTÉ EN VERTU DES ARTICLES 21A ET 21B DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUÉBEC.

R-170462-474

CONGEDIEMENT ILLÉGAL. DROITS D'UN EMPLOYÉ 'TEMPORAIRE' EN VERTU DE L'ARTICLE 21 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-180363-408

CONGEDIEMENT ILLÉGAL. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES. CONSTITUTIONNALITÉ DES ARTICLES 21A À 21E. L.R.O.

R-170162-074

CONVENTIONS COLLECTIVES ET EXTENSION JURIDIQUE. LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET LA L.R.O. ÉVOLUTION. HISTORIQUE. CONTENU. AUTORITÉ ET APPLICATION DE CES DEUX LOIS. PROBLÈME DE LA CONCILIATION DE CES DEUX RÉGIMES. (GÉRARD TREMBLAY).

R-070151-002

DURÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL SUIVANT NOS LOIS. CONDITIONS DE TRAVAIL. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 15 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUÉBEC. (JEAN H. GAGNÉ).

R-070151-059A

EXPOSÉ DES RÉGIMES CONTEMPORAINS. (A) DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. CONTENU DE LA LÉGISLATION DU QUÉBEC RELATIVE AU RÈGLEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS: LOI DES RELATIONS OUVRIERES, LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS DE QUÉBEC, LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (JEAN-REAL CARDIN).

C-001358-015

INTERPRÉTATION DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE QUÉBEC. CONTENU D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE INTERPRÉTANT CERTAINES DISPOSITIONS DE CETTE LOI. (JEAN-H. GAGNÉ).

R-100355-190

LA PROCÉDURE DE GRIEF À L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. DÉCISION ARBITRALE SUR L'OBLIGATION FAITE À L'EMPLOYEUR PAR L'ARTICLE 24 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE RESPECTER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ENTRE AUTRES, LES CLAUSES DE CONGEDIEMENT ET D'ANCIENNETÉ.

R-150160-126

LABOUR COURTS IN QUÉBEC. RÉCENTS AMÉNAGEMENTS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES. (PAUL F. RENAULT).

R-170162-080

LOI DES RELATIONS OUVRIERES. EXPOSÉ SCHEMATIQUE DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES TELLE QU'AMENDÉE EN 1941 ET DU RÈGLEMENT NO 1. DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. (MARIUS BERGERON).

R-020346-003

LOIS DE LA LÉGISLATURE PROVINCIALE (1945). SCHEMA DES LOIS OUVRIERES PRÉSENTÉES PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL: LOI DE L'AIDE À L'APPRENTISSAGE, LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LOI DES RELATIONS OUVRIERES.

R-010145-007

LOI DES RELATIONS OUVRIERES (SUITE)

MEMOIRE DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. LE MEMOIRE PROPOSE DES AMÉNAGEMENTS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET À LA LOI CONCERNANT LES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES.

R-020547-003

MEMOIRE DE LA FÉDÉRATION PROVINCIALE DU TRAVAIL DE QUÉBEC. LE MEMOIRE PROPOSE DES AMÉNAGEMENTS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET À LA LOI CONCERNANT LES DIFFÉRENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEUR SALAIRES.

R-020547-002

MODIFICATION DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES. HISTORIQUE DE LA LOI ET CRITIQUE SYNDICALE-PATRONALE DU BILL NO: 8. (ROGER CHARTIER).

R-150160-102

NEGOCIATIONS. REFUS DE NEGOCIER DE BONNE FOI. INTERPRÉTATION DES ARTICLES 11 ET 42 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE QUÉBEC. SENTENCE DE LA COUR DU BANC DE LA REINE.

R-170262-184

PRATIQUES INTERDITES AUX EMPLOYEURS ET AUX ASSOCIATIONS OUVRIERES. REPRODUCTION DE LA SECTION IV DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

R-010345-010

PRATIQUES INTERDITES ET LIBERTÉ SYNDICALE. COMPARAISON DE LA LÉGISLATION CANADIENNE ET AMÉRICAINE. LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUÉBEC ET LE 'NATIONAL LABOR RELATIONS ACT'. (GÉRARD TREMBLAY).

R-021047-001

RECONNAISSANCE SYNDICALE. APPLICATION DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES AUX FONCTIONNAIRES VISES PAR LA LOI DU SERVICE CIVIL.

R-190164-112

TEXTE INTÉGRAL DES RÉCENTS AMÉNAGEMENTS À LA LÉGISLATION DU TRAVAIL. MODIFICATIONS À LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES, À LA LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA LOI DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES VISANT LEURS EMPLOYÉS.

R-160461-498

LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE L'ONTARIO

CERTIFICATION. RIGHT TO CERTIFICATION FOR A SECTORIAN ORGANIZATION RESTRICTED TO MEMBERS OF THE CHRISTIAN FAITH. RIGHT DENIED. LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE L'ONTARIO, SECTION 10 ET LOI DES PRATIQUES ÉQUITABLES DANS L'EMPLOI.

R-170262-187

LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

AMÉNAGEMENTS À NOTRE LÉGISLATION OUVRIÈRE. LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS. LOI DES RELATIONS OUVRIERES, LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, LOI DU SALAIRE MINIMUM.

R-010846-004

LES LOIS DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES, DES GREVES ET CONTRE-GREVES MUNICIPALES, DU DÉPARTEMENT DU TRAVAIL ET DES SYNDICATS PROFESSIONNELS (1919-1924). CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA LÉGISLATION QUÉBÉCOISE DU TRAVAIL. (ROGER CHARTIER).

R-170462-444

LOI DU SALAIRE MINIMUM

AMENDEMENTS A NOTRE LEGISLATION OUVRIERE. LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LOI DES RELATIONS OUVRIERES, LOI DE LA CONVENTION COLLECTIVE, LOI DU SALAIRE MINIMUM.

R-010846-004

EVALUATION DE LA REGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE DES SALAIRES AU QUEBEC: LE SALAIRE MINIMUM. CONCEPT, LEGISLATION ET EFFETS DE L'IMPOSITION D'UN SALAIRE MINIMUM. (GERALD MARION).

C-001964-045

LES CONGES ANNUELS PAYES DANS LE QUEBEC. NATURE ET MODALITES D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE NO 3 DE LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM. (CHARLES BELANGER).

R-031048-148

LES ORDONNANCES DU SALAIRE MINIMUM. REVISIONS DES ORDONNANCES. NOS 3-4, 41-42 (1953).

R-080353-337

LOI DU SALAIRE MINIMUM. CARACTERE INTRAVIRES DE CETTE LOI VIS-A-VIS LES EMPLOYEURS DONT LES TRAVAUX ET ENTREPRISES RELEVANT DE LA JURIDICTION FEDERALE.

R-180363-392

LOI DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

LES LOIS DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES, DES GREVES ET CONTRE-GREVES MUNICIPALES, DU DEPARTEMENT DU TRAVAIL ET DES SYNDICATS PROFESSIONNELS (1919-1924). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL. (ROGER CHARTIER).

R-170462-444

LOI DU SERVICE CIVIL

A DESCRIPTION OF SOME KEY PROVISIONS OF CANADA'S NEW CIVIL SERVICE ACT. ANALYSE DU BILL C-71 ET HISTOIRE DE SON ADOPTION. (J.C. BEST).

R-170262-195

RECONNAISSANCE SYNDICALE. APPLICATION DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES AUX FONCTIONNAIRES VISES PAR LA LOI DU SERVICE CIVIL.

R-190164-112

LOI ELECTORALE DE QUEBEC

LE CONGE DES SALAIRES POUR VOTER A UNE ELECTION SELON LA LOI ELECTORALE DE QUEBEC. CAUSE IMPLIQUANT LA CANADA PACKERS LTD.

R-040949-088

LOI TAFT-HARTLEY

LA LOI TAFT-HARTLEY. RESUME DES PRINCIPALES RESTRICTIONS APPORTEES AU SYNDICALISME AMERICAIN. (GERARD TREMBLAY).

R-030147-002

LOIS OUVRIERES

LE SALAIRE EN FACE DES LOIS OUVRIERES. ECART QUI EXISTE ENTRE LA REALITE ECONOMICO-SOCIALE ET LES STRUCTURES JURIDIQUES. (JACQUES ARCHAMBAULT).

R-120457-356

LOISIRS

LOISIRS ET RELATIONS DE TRAVAIL. EVOLUTION DES LOISIRS ET LEUR INFLUENCE SUR LE TRAVAIL. (LOUISE DUMAIS).

R-040348-027

LOISIRS (SUITE)

SYNDICALISME ET CULTURE. NOUVELLE RESPONSABILITE DES SYNDICATS FACE A LA TECHNIQUE ET AUX LOISIRS. (GERARD DION).

C-001257-157

TECHNOLOGY, WORK AND LEISURE: REFLECTIONS ON THE GAINS AND COSTS OF ABUNDANCE. REFLECTIONS ET TABLE RONDE SUR LES EFFETS DE L'INDUSTRIALISATION DANS NOTRE VIE MODERNE. PROBLEME DES LOISIRS, DE LA TELEVISION, DE L'ABONDANCE. (HAROLD L. WILENSKY).

R-220467-509

LOUAGE D'OUVRAGE

DROIT DE CONGEDIER, DROIT DE DISPOSER DES HOMMES. ORIGINE, SOURCE ET EVOLUTION DU DROIT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEUR. NOTRE DROIT DU TRAVAIL ET LE LOUAGE D'OUVRAGE. CAS TYPIQUES DE CONGEDIEMENTS OU DE LICENCIEMENTS INDIVIDUELS. (JACQUES ARCHAMBAULT).

R-150460-410

LOYAUTE

LOYAUTE ET DISCIPLINE. APPEL AUX OUVRIERS POUR QUE LEUR ACTION DEMEURE DANS LES CADRES PERMIS PAR LA LOI.

R-010445-001

MAILLOUX, NOEL

PRESENTATION DU CONFERENCIER. CONCLUSION DU 8EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. PRESENTATION DU R.P. NOEL MAILLOUX, ET RESUME DE SES ACTIVITES PROFESSIONNELLES. (GERARD DION).

C-000853-129

MAIN-D'OEUVRE

A CRITICAL APPRAISAL OF THE ECONOMIC RATIONALE OF GOVERNMENT-SUBSIDIZED MANPOWER TRAINING. ETUDE DES LIMITES D'UNE POLITIQUE DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE A LA LUMIERE DE TROIS ASPECTS ISSUS DE LA MACRO, LA MICRO-ECONOMIQUE ET DE L'ECONOMIQUE DU BIEN ETRE. (OZAY MEHMET).

R-250370-568

CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. PRINCIPALES IMPLICATIONS DU CHANGEMENT TECHNIQUE POUR LA SOCIETE ET LES TRAVAILLEURS EN PARTICULIER. QUATRE CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (GILLES NERON).

R-220167-027

DANS VINGT ANS: INSUFFISANCE DE LA MAIN-D'OEUVRE. CARENCE DE JEUNES ENTRE 5 ET 25 ANS QUI AMENERA UNE PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE. SOLUTION: UNE IMMIGRATION VERITABLEMENT ADAPTEE A NOS BESOINS. (LOUIS-EDMOND HAMELIN).

R-080353-297

HUMAN FACTORS & THE ECONOMIC GOALS. LES RESSOURCES HUMAINES DISPONIBLES PEUVENT RENDRE DIFFICILE L'OBTENTION DES OBJECTIFS ECONOMIQUES. (W.N. HALL).

R-200465-671

MAIN-D'OEUVRE (SUITE)

HUMAN RESOURCES IN CANADA: CHANGING ATTITUDES AND ROLES. FACTEURS POLITIQUES, ECONOMIQUES, CULTURELS ET IDEOLOGIQUES DONT L'INTERRELATION A CONTRIBUE A FACONNER LE COMPORTEMENT DES CANADIENS. CHANGEMENT D'ATTITUDES ENVERS LES INVESTISSEMENTS EN EDUCATION ET EN DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES. PERSPECTIVES DU ROLE DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE. (GEORGE V. HAYTHORNE). **R-240469-705**

L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET AUTRES. (CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA). **R-220267-288**

LES OBJECTIFS D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE ET LES MECANISMES D'AJUSTEMENT SUR LE MARCHE DU TRAVAIL. (ANDRE RAYNAULD). **C-002166-013**

MANPOWER COEFFICIENTS AND THE FORECASTING OF MANPOWER REQUIREMENTS IN NOVA-SCOTIA. BREF COMMENTAIRE SUR LES FACTEURS ET QUALIFICATIONS DE LA MAIN-D'OEUVRE ET EXPOSE DES BESOINS DE MAIN-D'OEUVRE EN NOUVELLE-ECOSSE. (PIERRE-PAUL PROULX). **R-220467-565**

MANPOWER POLICY: NATURE, OBJECTIVES, PERSPECTIVES. (NOAH M. MELTZ). **R-240169-033**

NOTES ON OCCUPATIONAL CLASSIFICATION. DEVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA CLASSIFICATION OCCUPATIONNELLE, EN EXAMINANT LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE DU RECENSEMENT AU CANADA. (GLEN ALEXANDRIN). **R-210466-529**

QUOTATIONS FROM THE SUBMISSION OF THE CANADIAN LABOUR CONGRESS TO THE SENATE SPECIAL COMMITTEE ON MANPOWER AND EMPLOYMENT. **R-160261-261**

RESEARCH GAPS IN LABOUR MARKET AND LABOUR FORCE INFORMATION. MARCHE DU TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE: QUELQUES LACUNES DE L'ETAT ACTUEL DE LA RECHERCHE SUR CE SUJET. (GIL SCHONNING). **R-190464-419**

THE 'HUMAN FACTOR' IN THE ECONOMIC DEVELOPMENT OF SOUTHERN AREAS IN ITALY. PROBLEME DE L'EXODE DU SUD VERS LE NORD; ANALPHABETISME ET MANQUE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (GIUSEPPE CHIARULLO). **R-170162-056**

THE ASSESSMENT OF LONG-TERM MANPOWER REQUIREMENTS. METHODES DE PREVISION DE LA DEMANDE DE MAIN-D'OEUVRE. (PIERRE-PAUL PROULX). **R-200465-621**

THE DEVELOPMENT OF MANPOWER AND ECONOMIC DEVELOPMENT: IS CO-ORDINATION POSSIBLE? RECHERCHE ET MAINTIEN D'UN EQUILIBRE ENTRE LA COMPOSITION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET LES BESOINS PROFESSIONNELS DE L'ECONOMIE. (S.G. PEITCHINIS). **R-220167-003**

MAINTIEN D'AFFILIATION

CLAUSES DE MAINTIEN D'AFFILIATION SYNDICALE. DEFINITIONS DE LA CLAUSE SIMPLE ET DES CLAUSES AVEC DROIT DE RETRAIT ET AVEC DROIT DE RESERVE. (GERARD DION). **R-010445-002**

MALADIES PROFESSIONNELLES

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES. ASPECT GENERAL ET LOCAL DU PROBLEME. LA LEGISLATION RELATIVE AU PROBLEME. (CLEMENT BROWN). **C-000651-111**

MALAISE INDUSTRIEL

INDUSTRIAL UNREST IN CANADA: A DIAGNOSIS OF RECENT EXPERIENCE. CARACTERISTIQUES DE LA RECENTE VAGUE DE MALAISE INDUSTRIEL AU CANADA. ET ANALYSE DE SES PRINCIPALES CAUSES. IMPORTANCE DE LA LOI DANS LE SYNDICALISME ET DANS LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (JOHN H.G. CRISPO ET H.W. ARTHURS). **R-230268-237**

MANIFESTE COMMUNISTE

LE MANIFESTE COMMUNISTE. CRITIQUE DE CETTE OEUVRE DE MARX ET ENGELS. (EGBERT MUNZER). **R-030748-099**

MARAUDAGE

LES CONFLITS INTERSYNDICAUX AU QUEBEC (1957-1967). DISTINCTION ENTRE 'MARAUDAGE' ET 'RECRUTEMENT SIMULTANE'. EVOLUTION DE CES DEUX FORMES DE RIVALITE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA SITUATION AMERICAINE DE 1951 A 1952 AVEC CELLE DU QUEBEC DE 1964 A 1967. (PIERRE ROBERGE). **R-240369-521**

MARCHE DU TRAVAIL

LABOUR RELATIONS. LABOUR RELATIONS LAW, AND PUBLIC POLICY. LES RELATIONS INDUSTRIELLES. LES LOIS DE RELATIONS INDUSTRIELLES ET LES POLITIQUES PUBLIQUES. ETUDE CRITIQUE DE LA LEGISLATION CANADIENNE DU TRAVAIL. DES INTERRELATIONS QUI EXISTENT ET QUI DEVRAIENT EXISTER ENTRE LES RELATIONS INDUSTRIELLES, LES MARCHES DU TRAVAIL, ETC.. (J.T. MONTAGUE). **R-190464-440**

LES OBJECTIFS D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE ET LES MECANISMES D'AJUSTEMENT SUR LE MARCHE DU TRAVAIL. (ANDRE RAYNAULD). **C-002166-013**

RESEARCH GAPS IN LABOUR MARKET AND LABOUR FORCE INFORMATION. MARCHE DU TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE: QUELQUES LACUNES DE L'ETAT ACTUEL DE LA RECHERCHE SUR CE SUJET. (GIL SCHONNING). **R-190464-419**

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS DU MARCHE DU TRAVAIL EN SUEDE. HISTORIQUE. ORGANISATIONS OUVRIERES ET PATRONALES; ORGANISMES COMMUNS DE COOPERATION; ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX. (RENE DOUCET). **R-170362-263**

MARXISME

NOTRE CRITIQUE DU COMMUNISME EST-ELLE BIEN FONDEE? DANGERS DE NOTRE MAUVAISE COMPREHENSION DU SENS VERITABLE DE LA DOCTRINE MARXISTE. (CHARLES DE KONINCK). **C-000550-155**

MATER ET MAGISTRA

INDUSTRY COUNCIL PLAN AND 'MATER ET MAGISTRA': EVOLUTION DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE DEPUIS RERUM NOVARUM JUSQU'A MATER ET MAGISTRA. CE QUI A ETE FAIT AU CANADA POUR APPLIQUER CETTE DOCTRINE. CE QU'IL FAUT FAIRE SOIXANTE-DIX ANS APRES RERUM NOVARUM. (GERARD DION).
R -160461-443

MATER ET MAGISTRA: A CHALLENGE TO THE CATHOLICITY OF THE CHURCH. NOUVEAUTE DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'EGLISE ET DANS LA CONNAISSANCE SOCIALE. LES QUATRE OBLIGATIONS DE L'ENCYCLIQUE. (J.A. RAFTIS).
R -180163-017

MECANISATION

LA MECANISATION ET L'EMPLOI DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. MODELE ABSTRAIT QUI DEMONTRE QUE LA MECANISATION DES ENTREPRISES CREE PLUS D'EMPLOIS QU'ELLE N'EN FAIT DISPARAITRE. (F. EARL BEACH).
R -230468-661

MEDECINE INDUSTRIELLE

LA SANTE DE L'OUVRIER, FACTEUR D'ECONOMIE. ROLES D'UN SERVICE DE SANTE INDUSTRIELLE DANS L'ENTREPRISE. (WILFRID LEBLOND).
R -010546-004

LA SANTE INDUSTRIELLE. PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UN SERVICE DE SANTE INDUSTRIELLE DANS L'ENTREPRISE. (WILFRID LE BLOND).
R -010445-004

LA SECURITE DU TRAVAIL, LA MEDECINE ET L'HYGIENE INDUSTRIELLES. MODES D'ORGANISATION DE LA MEDECINE PREVENTIVE ET ETUDE D'UN SERVICE DE SANTE DANS UNE INDUSTRIE. (WILFRID LEBLOND).
C -000348-133

REHABILITATION IN INDUSTRY. ASPECTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DE LA REHABILITATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE. ROLE DE LA MEDECINE INDUSTRIELLE ET DES SPECIALISTES. (WILFRID LE BLOND).
R -080253-190

MEDECINS

LE CORPS MEDICAL ET LA 'NOUVELLE SOCIETE' QUEBECOISE. SENS DE L'EVOLUTION SOCIALE DU QUEBEC ET SES CONSEQUENCES SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION MEDICALE. PROBLEMES AUXQUELS LE CORPS MEDICAL DOIT FAIRE FACE A L'HEURE ACTUELLE. (JEAN-REAL CARDIN).
R -210166-003

LE MARCHE DES SOINS MEDICAUX ET L'ORGANISATION DE LA PROFESSION MEDICALE. ANALYSE DE LA STRUCTURE DU MARCHE DES SOINS MEDICAUX ET DU TYPE D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE QUI PARAÎT LE MIEUX ADAPTE A CE MARCHE DANS LE CONTEXTE DE L'EVOLUTION PRESENTE. (THOMAS-J. BOUDREAU).
R -190364-344

MEDIA D'INFORMATION

LES MEDIA ET L'INFORMATION DU PUBLIC. LA PRESSE ECRITE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. (VINCENT PRINCE).
C -002469-161

MEDIATION

GRIEVANCES AND THIRD-PARTY INTERVENTION. LE GRIEF COMME FORME DE CONFLIT. ROLE DE LA MEDIATION OU DE LA CONCILIATION. (ROGER CHARTIER).
R -150260-193

MEDIATION (SUITE)

INDUSTRIAL RELATIONS IN SCANDINAVIA. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES SCANDINAVE EN CE QUI A TRAIT AU TRIBUNAL DU TRAVAIL, A LA MEDIATION ET AUX COMITES MIXTES. COMPARAISON AVEC LE SYSTEME CANADIEN. (GIL SCHONNING).
R -250270-212

MESSENTENTES

LE REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS. DESCRIPTION DES PROCEDURES DE RESOLUTION DES DIFFERENDS. DES GRIEFS ET DES MESSENTENTES DANS LE CODE DU TRAVAIL. (ROBERT AUCLAIR).
C -002065-153

MESURES DISCIPLINAIRES

DISCIPLINARY MEASURES WHERE EXISTS AN ALLEGED VIOLATION OF A COLLECTIVE AGREEMENT. L'OBEISSANCE A UN ORDRE EST OBLIGATOIRE A MOINS QU'ELLE NE CONSTITUE UNE INFRACTION A LA LOI OU QU'ELLE NE METTE EN DANGER LA SECURITE DE L'EMPLOYE. (ROBERT AUCLAIR).
R -160361-344

METHODOLOGIE EN RELATIONS INDUSTRIELLES

NOUVELLE CONCEPTION DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. MODIFICATION DANS LA METHODOLOGIE DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (EMILE GOSSELIN).
R -070151-035

METIERS DU BATIMENT

LABOUR-MANAGEMENT COOPERATION IN APPRENTICESHIP. COLLABORATION DE L'EMPLOYEUR ET DE L'EMPLOYE DANS LA FORMATION DES APPRENTIS DES METIERS DU BATIMENT. (J.L.E. PRICE).
R -030948-139

LES JEUNES ET LES METIERS DU BATIMENT. ATTITUDE DES JEUNES DEVANT L'APPRENTISSAGE DANS LES METIERS DE LA CONSTRUCTION. (MARCEL CLEMENT).
R -040649-054

LES METIERS QUI MEURENT DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT. ENQUETE SUR LA SITUATION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC. (MARCEL CLEMENT).
R -041049-094

MOUVEMENT DES SALAIRES MINIMA DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT DE 1934 A 1948 POUR LES METIERS DE CHARPENTIER-MENUISIER, D'ELECTRICIEN ET DE BRIQUEUR. (GERARD ROY).
R -040448-036

UNE COMMISSION D'APPRENTISSAGE DES METIERS DU BATIMENT. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES METIERS DU BATIMENT DE MONTREAL. (J.L.E. PRICE).
R -031048-151

MINISTERE DU TRAVAIL

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE QUEBECOISE DU TRAVAIL (VII) (1946-1952). EVOLUTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTERE PROVINCIAL DU TRAVAIL ET ANALYSE DE LA LEGISLATION QUI LEUR A DONNE NAISSANCE. (ROGER CHARTIER).
R -190264-189

MINISTÈRE DU TRAVAIL (SUITE)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET EMPLOI DANS LE QUEBEC. HISTOIRE DE L'EXPANSION DES INDUSTRIES DANS LE QUEBEC, ET SES CONSÉQUENCES SUR LA MAIN-D'OEUVRE. EFFORTS FAIT PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL FEDERAL POUR REMÉDIER AUX PROBLÈMES COMME CELUI DU CHOMAGE SAISONNIER. (MILTON F. GREGG). **R-090354-259**

L'ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. LES MÉTHODES D'ANALYSE UTILISÉES AU MINISTÈRE FEDERAL DU TRAVAIL. COMMENTAIRES. (FELIX QUINET ET JEAN-REAL CARDIN). **R-170162-003**

LA CREATION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL. L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ET LES ANNEES D'AVANT-GUERRE (1931-1939). CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION QUEBÉCOISE DU TRAVAIL. VI. (ROGER CHARTIER). **R-180263-215**

RESEARCH ACTIVITIES OF THE ECONOMICS AND RESEARCH BRANCH OF THE CANADA DEPARTMENT OF LABOUR. LES ACTIVITES DE RECHERCHES DU DÉPARTEMENT D'ECONOMIQUE ET DE RECHERCHE DU MINISTÈRE FEDERAL DU TRAVAIL. (GEORGE SAUNDERS). **R-210466-518**

STRUCTURES DU MINISTÈRE DU TRAVAIL. DESIGNATION DE L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL SOUS QUATRE TITRES PRINCIPAUX. **R-010445-006**

MINISTRE DU TRAVAIL

LE NOUVEAU RÔLE DU MINISTRE DU TRAVAIL DANS LE CADRE DU CODE DU TRAVAIL. (CARRIER FORTIN). **C-002065-203**

MISE A LA RETRAITE

MISE A LA RETRAITE. AUTORISATION ACCORDÉE A L'EMPLOYEUR DE FIXER UNILATÉRALEMENT L'ÂGE DE LA MISE A LA RETRAITE DE SES EMPLOYÉS. **R-180163-104**

MISE-A-PIED

ANCIENNETÉ ET MISE A PIED. CE QUI DOIT GUIDER LES ARBITRES ET LES PARTIES DANS LE CHOIX DE L'UNITÉ DE BASE DE L'ANCIENNETÉ. EXTRAIT D'UNE DÉCISION ARBITRALE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-160161-089**

CONGÉDIEMENT - MISE-A-PIED SUIVIE DE NON-RAPPEL AU TRAVAIL - CONDITIONS AUXQUELLES L'ANCIENNETÉ PRÉFÉRENTIELLE PEUT S'APPLIQUER. **R-200365-567**

CONGÉDIEMENT ILLÉGAL. UNE MISE-A-PIED EST-ELLE UN CONGÉDIEMENT AU SENS DE LA LOI? **R-170462-480**

L'EMPLOYÉ MIS A PIED DEMEURE-T-IL UN EMPLOYÉ RÉGULIER? EXTRAITS D'UNE DÉCISION. (JEAN-REAL CARDIN). **R-160161-095**

LA MISE-A-PIED MET-ELLE FIN A L'EMPLOI? ANALYSE DU PROBLÈME SELON LE DROIT COMMUN, LE DROIT STATUTAIRE ET LA CONVENTION COLLECTIVE PARTICULIÈRE. (GASTON CHOLETTE). **R-110456-280**

MOBILITÉ DE LA MAIN-D'OEUVRE

EDUCATION. EMPLOYMENT AND UTILIZATION PATTERNS OF FRENCH-CANADIAN AND ENGLISH-CANADIAN ENGINEERING GRADUATES. ÉTUDE COMPARATIVE DE L'ÉDUCATION. L'EMPLOI, LA MOBILITÉ ET LES SALAIRES D'UN CERTAIN NOMBRE D'INGÉNIEURS GRADUÉS DE LANGUE ANGLAISE ET DE LANGUE FRANÇAISE. (ANDREW C. GROSS). **R-240369-559**

IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES DE L'INSTABILITÉ DE L'EMPLOI. CAUSES DES OBSTACLES A LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'OEUVRE: STRUCTURE DE L'EMPLOI. STRUCTURE SOCIALE. (FERNAND DUMONT). **C-001156-075**

INFLATION. WAGE BEHAVIOUR AND LABOR MOBILITY. LA DOCTRINE DE L'INFLATION DUE AUX COUTS. INUTILITÉ DE L'EMPLOI DE LA MÉTHODE DES BALISES SALARIALES VU LA SOUPLESSE ET L'EFFICACITÉ DE LA STRUCTURE DES SALAIRES AU CANADA, FAVORISANT UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (ALLAN A. PORTER). **R-240369-498**

MONOPOLE

LE CONTRÔLE DES MONOPOLES. QUELQUES COMMENTAIRES EN MARGE DU BILL C-59: COALITIONS ET FUSIONS. (GERALD MARION). **R-150160-118**

LES CARTELS ET L'ARBITRAGE DES PRIX. DÉFINITIONS DE MONOPOLE, TRUST ET CARTEL. MODE DE FORMATION DES CARTELS. LEGISLATION ANTI-CARTELS. (MAURICE LAMONTAGNE). **R-050750-063**

MONTREAL BOARD OF TRADE

MANAGEMENT RIGHTS. PANEL DU MONTREAL BOARD OF TRADE. (W.F. NORCOTT, R.M. BENNETT ET C.-MARC ROBERT). **R-130458-435**

MORALE

LA MORALE DANS LES FINANCES. DISCOURS DE PIE XII DEVANT LES MEMBRES DU PREMIER CONGRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE DES EXPERTS COMPTABLES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS. **R-100154-054**

PSYCHOTECHNIQUE ET MORALE. DÉFINITION ET APPLICATION DE LA PSYCHOTECHNIQUE. QUESTIONS MORALES QU'ELLE SOULEVE. DROITS ET DEVOIRS DU PSYCHOTECHNICIEN, DE L'EMPLOYEUR ET DU TRAVAILLEUR DANS CE DOMAINE. **R-090153-016**

MORALE DU TRAVAIL

LA MORALE DANS LES RELATIONS DU TRAVAIL. DEVOIRS DE JUSTICE ET DE CHARITÉ DES SYNDICATS ET DES PATRONS. (GASTON CHOLETTE). **R-030247-019**

PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE. APPRÉCIATION MORALE DE LA STRUCTURE ET DES ABUS DE L'ENTREPRISE CAPITALISTE MODERNE. (PAUL-ÉMILE BOLTE). **R-030347-034**

RÉFLEXIONS SUR LES GREVES. ASPECT MORAL ET LÉGAL DE LA GREVE. (OMER GENEST). **R-030447-051**

MORSE, DAVID A.

HOMMAGE A DAVID A. MORSE, DIRECTEUR GENERAL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, QUI RECEVAIT DE L'UNIVERSITÉ LAVAL UN DOCTORAT D'HONNEUR EN SCIENCES SOCIALES, MENTION RELATIONS INDUSTRIELLES. (GERARD DION). **R-240469-657**

MOTIVATION AU TRAVAIL

SUPERVISORS INCENTIVES AND JOB SATISFACTION. SATISFACTION QUE DES CONTREMAÎTRES RETIRENT DE CERTAINS STIMULANTS PAR RAPPORT A LEUR IMPORTANCE. (C. RODRIGUE GIROUX). **R-100154-015**

THE INSENSITIVITY OF THE UNION MOVEMENT TO THE REAL NEEDS OF THE UNION MEMBERS. TROIS PROPOSITIONS POUR AIDER LES SYNDICATS A SATISFAIRE LES BESOINS REELS DE LEUR MEMBRES. BASEES SUR LA THEORIE DES BESOINS DE MASLOW ET SUR LES CONCLUSIONS DE HERZBERG SUR LA MOTIVATION DES EMPLOYES. (MICHAEL HUMPHRIES). **R-230468-605**

MOTIVATION DE L'EMPLOYEUR

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENT ET MOTIVATION DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION). **R-010946-002**

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES I: L'EMPLOYEUR. COMPORTEMENTS ET MOTIVATIONS DE L'EMPLOYEUR. (GERARD DION). **R-010846-002**

MOTIVATION DE L'OUVRIER

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES II: L'OUVRIER. MOTIVATIONS ET COMPORTEMENT DE L'OUVRIER. (GERARD DION). **R-011046-004**

MUNZER, EGBERT

IN MEMORIAM. EGBERT MUNZER. HOMMAGE A LA MEMOIRE DE EGBERT MUNZER. (LEON DION). **R-040148-002**

MURDOCHVILLE

JURIDICTION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. DECISION DE LA COUR SUPERIEURE AU SUJET DU BREF DE PROHIBITION DEMANDE PAR LA GASPE COPPER MINES CONTRE LA C.R.O. **R-120457-385**

LA MARCHÉ SUR MURDOCHVILLE. MARCHÉ DANS LE BUT DE RETABLIR LA LIGNE DE PIQUETAGE. (EMILE GOSSELIN). **R-120457-382**

LA MARCHÉ SUR QUEBEC. APPUI DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA AUX TRAVAILLEURS DE MURDOCHVILLE. (ANDRÉ RAYNAUD). **R-120457-383**

MURDOCHVILLE: DERNIERE PIECE AU DOSSIER. CE CONFLIT EST UNE ATTEINTE AUX DROITS DES TRAVAILLEURS. **R-130258-232**

MURDOCHVILLE: LES FAITS. (ROGER CHARTIER). **R-120457-374**

MUTATION

MUTATION ET PROMOTION DANS LES RAPPORTS D'ARBITRAGE EN 1958. DEFINITION DES TERMES. SENTENCE ARBITRALE. **R-150260-263**

N.A.S.A.

THE INFANCY AND CHILDHOOD OF ORGANIZATION THEORY. EXPOSE DE CERTAINS PRINCIPES D'ORGANISATION ET DE LEUR EVOLUTION. EXEMPLE DE LA NASA. MODELE D'ORGANISATION DU FUTUR. (RICHARD C. HODGSON). **R-220467-480**

NATIONAL COUNCIL OF CANADIAN LABOUR

THE NATIONAL COUNCIL OF CANADIAN LABOUR. OPINION DE CETTE CENTRALE SUR LE NOUVEAU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA. (CLIVE THOMAS). **R-120157-055**

NATIONAL INDUSTRIAL CONFERENCE BOARD

COLLABORATION DE LA DIRECTION ET DU TRAVAIL DU POINT DE VUE DE LA DIRECTION. ETUDE DU BUREAU CANADIEN DU NATIONAL INDUSTRIAL CONFERENCE BOARD. RESULTATS D'UNE ENQUETE EFFECTUEE AUPRES DE 110 CHEFS D'ENTREPRISE CANADIENS. **R-180363-426**

NATIONAL LABOR RELATIONS ACT

PRATIQUES INTERDITES ET LIBERTE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA LEGISLATION CANADIENNE ET AMERICAINE. LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUEBEC ET LE 'NATIONAL LABOR RELATIONS ACT'. (GERARD TREMBLAY). **R-021047-001**

NATIONALISATION

REVERSING THE PROCESS OF NATIONALIZATION. EFFETS DE DEUX NOUVELLES LOIS EN ANGLETERRE CONCERNANT LA DENATIONALISATION D'INDUSTRIES PRECEDEMMENT NATIONALISEES. (OSCAR R. HOBSON). **R-080453-384**

NAVIGATION LOCALE

RECONNAISSANCE SYNDICALE. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC EN MATIERE DE NAVIGATION LOCALE. **R-170162-069**

NEGOCIATEUR

COMMENT NEGOCIER? QUALITES D'UN BON NEGOCIATEUR. **R-030147-014**

THE QUALIFIED WAGE NEGOTIATOR. QUALITES D'UN BON NEGOCIATEUR. (JOHN F. SEMBOWER). **R-010946-008**

NEGOCIATION COLLECTIVE

A THEORY OF COLLECTIVE BARGAINING. INSUFFISANCE DES MODELES THEORIQUES EXISTANTS POUR EXPLIQUER LA NEGOCIATION COLLECTIVE. ELABORATION DES JALONS D'UNE NOUVELLE THEORIE D'UN REGIME DE NEGOCIATION. IMPORTANCE DE L'UTILISATION DE TERMES OPERATIONNELS DANS UN SCHEMA THEORIQUE DE CE GENRE. (SGED M.A. HAMEED). **R-250370-531**

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL. L'ATTITUDE DES EMPLOYEURS DEVANT LES UNIONS OUVRIERES COMME UNITES DE NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN GAGNE). **R-040849-073**

NEGOCIATION COLLECTIVE (SUITE)

ARBITRABILITE DES GRIEFS ET CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. ROLES DU CONCILIATEUR LORS DE LA NEGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE, ET DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION. ROLES DE LA DIRECTION ET DU SYNDICAT. (JEAN-JACQUES GAGNON).

C-001560-102

ASPECT OUVRIER DE LA NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. NATURE, OBJET ET FONCTIONS DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (REMI DUQUETTE).

C-000449-099

ASPECT PATRONAL DE LA NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. TACTIQUES ET RESPONSABILITES DE LA PARTIE PATRONALE DANS LES NEGOCIATIONS. (HECTOR CIMON).

C-000449-079

ATTITUDES SYNDICALES. SIGNIFICATION SYNDICALE DE 'BENEFICES MARGINAUX'. ATTITUDE SYNDICALE EN GENERAL, DANS LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES, ET VIS-A-VIS CERTAINS BENEFICES. (EUGENE FORSEY).

C-001459-099

BILAN DE L'ANNEE 1969 EN DROIT DU TRAVAIL FRANCAIS. LES DEUX GRANDES SOURCES DE REFORME ONT ETE LA NEGOCIATION COLLECTIVE ET L'INTERVENTION DIRECTE DU LEGISLATEUR. (G.H. CAMERLYNCK).

R-250270-369

CERTIFICATION SYNDICALE ET PERTE DE MAJORITE DURANT LES NEGOCIATIONS.

R-130258-173

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET NEGOCIATIONS COLLECTIVES. ANALYSE DES ATTITUDES ET DES COMPORTEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES A LA CONVENTION COLLECTIVE SUR LES PROBLEMES CREEES PAR LE PROGRES TECHNOLOGIQUE. (JEAN-REAL CARDIN).

C-001560-085

COLLECTIVE BARGAINING AND INFLATION. ROLE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'INFLATION AU CANADA. (GEORGE SAUNDERS).

R-230468-553

COLLECTIVE BARGAINING AND MANAGEMENT RIGHTS. LE BUT DE LA DIRECTION EST D'ETRE EFFICACE DANS LA COORDINATION D'ACTIVITES DIVERSES. VALEURS SUR LESQUELLES REPOSE CETTE EFFICACITE. REEVALUATION DES NOTIONS DE NEGOCIATION COLLECTIVE ET DE DIRECTION PARTAGEE. (ROGER CHARTIER).

R-150360-298

COLLECTIVE BARGAINING BY CIVIL SERVANTS. DROIT D'ASSOCIATION. REGLEMENT DES CONFLITS ET PROBLEMES DE REPRESENTATION CHEZ LES FONCTIONNAIRES. (A. ANDRAS).

R-130158-041

COLLECTIVE BARGAINING PERSPECTIVE. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LEQUEL FONCTIONNE LA NEGOCIATION COLLECTIVE. PARTIES EN PRESENCE DANS LE SYSTEME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. PROCESSUS DE NEGOCIATION COLLECTIVE. RESULTATS DU SYSTEME ET CHANGEMENTS NECESSAIRES. (ALTON CRAIG, HARRY WAISGLASS).

R-230468-570

COLLECTIVE BARGAINING RESULTS. EXAMEN DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS PORTANT SUR LA RELATION ENTRE L'INFLATION ET LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (DOUGLAS A. SMITH).

R-250170-046

NEGOCIATION COLLECTIVE (SUITE)

COMMENT NEGOCIER? QUALITES D'UN BON NEGOCIATEUR.

R-030147-014

CONVENTION COLLECTIVE. PREPARATION ET TECHNIQUE PRELIMINAIRE. CE QU'IL FAUT FAIRE ET CE QU'IL FAUT EVITER POUR EN ARRIVER A LA CONCLUSION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE; ETUDE EN SEPT POINTS. (J. O'CONNELL-MAHER).

C-000247-021

DISCUSSION-SYNTHESE SUR LA NEGOCIATION ET L'ARBITRAGE DANS LE DOMAINE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. (MARCEL PEPIN, W. GORDON DONNELLY).

C-001560-126

EVOLUTION DU CHAMP DE NEGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE EN RELATION AVEC LES PROBLEMES D'AUTORITE AU SEIN DE L'ENTREPRISE. (GASTON CHOLETTE).

C-001055-029

FEDERAL JURIDICTION OVER LABOUR RELATIONS. A NEW LOOK PROBLEME DE LA DISTRIBUTION DU POUVOIR LEGISLATIF ET SES CONSEQUENCES SUR LA NEGOCIATION COLLECTIVE. NECESSITE D'UN REAMENAGEMENT DE LA JURIDICTION FEDERALE DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL. (F.R. SCOTT).

R-150160-031

INDUSTRIAL UNREST IN CANADA: A DIAGNOSIS OF RECENT EXPERIENCE. CARACTERISTIQUES DE LA RECENTE VAGUE DE MALAISE INDUSTRIEL AU CANADA. ET ANALYSE DE SES PRINCIPALES CAUSES. IMPORTANCE DE LA LOI DANS LE SYNDICALISME ET DANS LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (JOHN H.G. CRISPO ET H.W. ARTHURS).

R-230268-237

L'ACCREDITATION SYNDICALE AU QUEBEC. LES ASSISES JURIDIQUES DU REGIME D'ACCREDITATION, LES EFFETS DE L'ACCREDITATION A L'EGARD DE CERTAINS SALAIRES ET A L'EGARD DU SYNDICAT ET LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION APPROPRIEE. (FERNAND MORIN, CLAUDE D'AOUST ET RAYMOND LACHAPELLE).

R-250370-401

L'ETAT-EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. INFORMATION EN PERIODE DE NEGOCIATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DANS LE SECTEUR PUBLIC. (B.M. ERB).

C-002469-117

L'ETAT-EMPLOYEUR ET LA FONCTION PUBLIQUE. LE SYNDICALISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE; LA NEGOCIATION COLLECTIVE; CONFLIT DE TRAVAIL; CONSIDERATIONS PRATIQUES; INTERET PUBL. C. DISCUSSIONS SUR LE SUJET. (S.J. FRANKEL).

C-001863-099

L'INDICE DU COUT DE LA VIE ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. LES LIMITES DANS LESQUELLES ON PEUT UTILISER L'INDICE DU COUT DE LA VIE AU COURS DES NEGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN).

R-040549-041

LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL ET LA PAIX INDUSTRIELLE EN EUROPE. CARACTERISTIQUES DES STRUCTURES JURIDIQUES DE LA NEGOCIATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN).

R-200265-207

NEGOCIATION COLLECTIVE (SUITE)

LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES PROFESSIONNELS SALAIRES AU QUEBEC. SITUATION DES EMPLOYES PROFESSIONNELS PAR RAPPORT A LEUR STATUT JURIDIQUE DANS LE DROIT QUEBECOIS DU TRAVAIL, PAR RAPPORT AUSSI A L'ORGANISATION SYNDICALE ET A LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-210266-125**

LA FUSION ET LES POSSIBILITES DE PROGRES. HISTOIRE DES CONFLITS INTER-SYNDICAUX ET EFFETS DE LA FUSION SUR CES CONFLITS. LA NEGOCIATION COLLECTIVE, LES SERVICES SYNDICAUX ET LA CROISSANCE DU SYNDICALISME AU CANADA. (JEAN GERIN-LAJOIE). **R-120157-086**

LA GREVE DU RAIL: PARTIE REMISE OU CONTREMANDEE? HISTORIQUE DES GREVES DU RAIL AU CANADA ET DES NEGOCIATIONS QUI EURENT LIEU LORS DE CES GREVES. (LEO ROBACK). **R-160161-083**

LA NEGOCIATION COLLECTIVE DANS LES SECTEURS PRIVES SUBVENTIONNES. L'ETUDE S'ATTACHE SURTOUT AU DOMAINE SCOLAIRE. (PAUL DESROCHERS ET JACQUES ARCHAMBAULT). **C-001863-131**

LA PROCEDURE DE NEGOCIATION ET LE RECOURS A LA GREVE OU AU LOCKOUT DANS LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL. (MARIUS G. BERGERON). **C-002065-135**

LE BUDGET FAMILIAL ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. L'UTILISATION DU BUDGET COMME ARGUMENT AU COURS DES NEGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN). **R-040649-052**

LES EMPLOYES DE BUREAU ET LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. PARTICULARITES ET DIFFICULTES DU SYNDICALISME CHEZ LES COLLETS-BLANCS. (LEO ROBACK). **R-140159-068**

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET LE ROLE DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. PORTEE DES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES SUR LES TECHNIQUES DE NEGOCIATIONS COLLECTIVES ET DE RELATIONS INDUSTRIELLES, ET SUR LE CONTENU DES CONVENTIONS COLLECTIVES. EVOLUTION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN CE QU'ELLE AFFECTE LES RELATIONS INDUSTRIELLES. (FELIX QUINET). **R-190364-325**

NEGOCIABILITE ET ARBITRABILITE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSÉQUENCES DE LA MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL ET DE L'INTRODUCTION DE NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL, DURANT L'EXERCICE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE ACTUELLE ET PROJET DE SOLUTION. (MARIUS BERGERON). **C-001560-115**

NEGOCIATION LOCALE ET NEGOCIATION SECTORIELLE. ELABORATION DE NOUVELLES STRUCTURES DE NEGOCIATION. A PARTIR DES LIMITATIONS DE NOTRE REGIME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. (INORMAND CINO-MARS). **R-250370-465**

NEGOCIATIONS. REFUS DE NEGOCIER DE BONNE FOI. INTERPRETATION DES ARTICLES 11 ET 42 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC. SENTENCE DE LA COUR DU BANC DE LA REINE. **R-170262-184**

NEGOCIATION COLLECTIVE (SUITE)

PLEIN EMPLOI, STABILITE DES PRIX, NEGOCIATION COLLECTIVE ET LE RAPPORT WOODS. CRITIQUE DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS. (GERARD BELANGER). **R-250170-055**

POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE ET NEGOCIATION COLLECTIVE. INFLUENCE D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE SUR LE SYSTEME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. (PIERRE-PAUL PROULX). **C-002166-091**

POUVOIR ET POUVOIRS CHEZ L'ETAT-EMPLOYEUR. L'ETABLISSEMENT DES CADRES D'UN REGIME DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE, NIVEAUX ET MECANISMES DE DECISIONS EN MATIERE DE RELATIONS DU TRAVAIL AVANT, PENDANT ET APRES LES NEGOCIATIONS. (JEAN COURNOYER). **C-002570-051**

POWER AND FUNCTION IN LABOUR RELATIONS. LE CADRE JURIDIQUE CANADIEN DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE A ETE MOINS FAVORABLE POUR L'EMERGENCE DE SYNDICATS PUISSANTS ET DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES EFFICACES. L'INTERVENTION MASSIVE DE L'ETAT A ETE LA CONSEQUENCE DU PRAGMATISME EN CE DOMAINE. (H.D. WOODS). **R-150460-441**

PUBLIC EMPLOYMENT, COLLECTIVE BARGAINING AND THE CONVENTIONAL WISDOM: U.S.A. AND CANADA. LA FONCTION PUBLIQUE, LA NEGOCIATION COLLECTIVE ET LA SAGESSE POPULAIRE. (W.B. CUNNINGHAM). **R-210366-406**

RECOMMANDATIONS DES NEGOCIATIONS DIRECTES AU COURS DE L'ARBITRAGE: REOUIRIR LES NEGOCIATIONS DIRECTES ET ESSAYER DE S'ENTENDRE AVANT DE CONTINUER LES PROCEDURES. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-309**

STATE INTERVENTION IN THE SETTLEMENT OF INTERESTS CONFLICTS. TROIS THEORIES DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE AVEC LEURS VALEURS CORRESPONDANTES. THESE DE L'AUTEUR SUR LE SUJET SE BASANT SUR DES DONNEES RECUEILLIES DANS PLUSIEURS PAYS. (ADOLF STURMTHAL). **R-130458-392**

TECHNIQUE DE LA CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE. TECHNIQUE DES RELATIONS DE TRAVAIL QUI CONDITIONNE LA REUSSITE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON). **C-000449-019**

THE COLLECTIVE BARGAINING PROCESS. EXPLICATION DES PARTIES DU RAPPORT WOODS PORTANT SUR LE PROCESSUS DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (ALTON W.J. CRAIG). **R-250170-034**

THE IMPLICATION OF TECHNOLOGICAL CHANGE FOR COLLECTIVE BARGAINING. ROLE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES DANS LES ENTREPRISES. CONTRIBUTION DES COMITES CONJOINTS A LA SOLUTION DES PROBLEMES CAUSES PAR LA TECHNOLOGIE SUR LES TRAVAILLEURS. (JOHN L. FRYER). **R-220367-411**

THE RECENT DEVELOPMENTS AND EMERGING TRENDS IN LABOUR-MANAGEMENT RELATIONS IN THE U.S.A. AND CANADA. COMITES PARITAIRE D'ETUDE. (HEM C. JAIN). **R-200365-540**

NEGOCIATION COLLECTIVE (SUITE)

THE STATE AS EMPLOYER AND THE CIVIL SERVICE. LES RELATIONS DE TRAVAIL POUR LES EMPLOYES CIVILS. ASSOCIATION SYNDICALE. NEGOCIATION COLLECTIVE DIRECTE, ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET AUTRES CONSIDERATIONS PRATIQUES. (S.J. FRANKEL).

R -180363-318

THE TASK FORCE REPORT. ANALYSE PHILOSOPHIQUE DU CONTENU GENERAL DU RAPPORT WOODS ET EVALUATION DE SES OBSERVATIONS EN CE QUI A TRAIT A NEGOCIATION COLLECTIVE. (J.T. MONTAGUE).

R -250170-012

VARIATIONS FROM PATTERN BARGAINING: A CLOSER LOOK. EXPLICATION DES ECARTS QUI EXISTENT ENTRE DIFFERENTES CONVENTIONS DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. (KENNETH O. ALEXANDER).

R -140259-211

VOULOIR ET SAVOIR NEGOCIER. TECHNIQUES DE LA NEGOCIATION. (GERARD TREMBLAY).

R -011046-002

NEGOCIATION LOCALE

NEGOCIATION LOCALE ET NEGOCIATION SECTORIELLE. ELABORATION DE NOUVELLES STRUCTURES DE NEGOCIATION. A PARTIR DES LIMITATIONS DE NOTRE REGIME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. (NORMAND CINO-MARS).

R -250370-465

NEGOCIATION SECTORIELLE

LA NEGOCIATION COLLECTIVE PAR SECTEURS ET LE DROIT QUEBECOIS DU TRAVAIL. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA NEGOCIATION PAR SECTEURS EN REGARD DES EXIGENCES DE L'ECONOMIE QUEBECOISE. NECESSITE DE L'EVOLUTION DU DROIT QUEBECOIS DU TRAVAIL POUR L'APPLICATION DE CE NOUVEAU MODE DE NEGOCIATION. (JEAN-REAL CARDIN).

R -240369-467

NEGOCIATION LOCALE ET NEGOCIATION SECTORIELLE. ELABORATION DE NOUVELLES STRUCTURES DE NEGOCIATION. A PARTIR DES LIMITATIONS DE NOTRE REGIME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. (NORMAND CINO-MARS).

R -250370-465

NOTATION DU PERSONNEL

EVALUATION DU MERITE PERSONNEL ET SALAIRE. DESCRIPTION DES OBJECTIFS ET DES METHODES DE L'EVALUATION DU MERITE PERSONNEL EN RELATION AVEC LA STRUCTURE DES SALAIRES. (ROGER M. TOUYER).

R -100455-255

L'EVALUATION DU MERITE PERSONNEL. DEFINITION DE CETTE TECHNIQUE. CARACTERISTIQUES DE FORMULES PRATIQUES ET ETAPES D'UNE METHODE. (ROGER CHARTIER ET A.F. FUERSTENTHAL).

R -080152-002

OBJECTIFS ECONOMIQUES

HUMAN FACTORS & THE ECONOMIC GOALS. LES RESSOURCES HUMAINES DISPONIBLES PEUVENT RENDRE DIFFICILE L'OBTENTION DES OBJECTIFS ECONOMIQUES. (W.N. HALL).

R -200465-671

OBJECTIFS SYNDICAUX

CANADIAN LABOUR - THE NEED FOR SOCIAL RENEWAL. CHANGEMENT DU ROLE TRADITIONNEL DU SYNDICALISME. NECESSITE POUR CELUI-CI DE PRENDRE EN CONSIDERATION LES QUESTIONS SOCIALES ET ECONOMIQUES DE GRANDE ENVERGURE ET DE REFORMULER SES OBJECTIFS A LONG TERME. (ANTHONY CAREW).

R -230468-613

LES OBJECTIFS SYNDICAUX TRADITIONNELS ET LA SOCIETE NOUVELLE. OBJECTIFS TRADITIONNELS ET LIMITES DU SYNDICALISME. LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE. (JEAN-REAL CARDIN). COMMENTAIRES DE GERARD PICARD (CSN), LOUIS LABERGE (FTQ) ET JEAN BRUNELLE.

C -002368-015

LES STRUCTURES SYNDICALES ET OBJECTIFS SYNDICAUX. ADAPTATION DES STRUCTURES ACTUELLES FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES, INDUSTRIELS, ETC. (STUART JAMIESON). COMMENTAIRES DE PHILIPPE VAILLANCOURT (FTQ) ET ROLAND MARTEL (CSN).

C -002368-043

POUVOIR SYNDICAL: DEFINITION DU POUVOIR; CONDITIONS PREALABLES ET NECESSAIRES DU POUVOIR D'UNE ORGANISATION SYNDICALE; FACTEURS DE DIFFERENCIATION DES STRUCTURES SYNDICALES; SELON LES DIFFERENTS NIVEAUX OU IL S'EXERCE, LE POUVOIR SYNDICAL N'EST PAS ORDONNE AUX MEMES OBJECTIFS; PROBLEME DE LA DEMOCRATIE AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES. (BERNARD SOLASSE).

C -002570-139

OCCUPATIONS

NOTES ON OCCUPATIONAL CLASSIFICATION. DEVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA CLASSIFICATION OCCUPATIONNELLE. EN EXAMINANT LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE DU RECENSEMENT AU CANADA. (GLEN ALEXANDRIN).

R -210466-529

POINT DE VUE D'UN ECONOMISTE SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION CASTONGUAY-NEPVEU SUR LES PROFESSIONS. CRITIQUE DE LA DEMARCHE DE LA COMMISSION CONSISTANT A FAIRE LA CLASSIFICATION DES OCCUPATIONS PAR DEFINITIONS. DEGAGEMENT DE DEUX PRINCIPES D'ANALYSE DES PROFESSIONS. (JEAN-LUC MIGUE).

R -250370-510

OPINION PUBLIQUE

LABOUR, MANAGEMENT AND THE PUBLIC. LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES: LES PROBLEMES, LES SOLUTIONS, ET L'ATTITUDE DU PUBLIC LORS DES CONFLITS. (CARL H. GOLDENBERG).

R -190164-071

ORGANISATION

POSITION DU PROBLEME. EVOLUTION DE LA CONCEPTION D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATEUR. (EMILE GOSSELIN).

C -001762-011

STRUCTURE CLASSIQUE DE L'ORGANISATION. ANALYSE DE LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA STRUCTURE D'UNE ORGANISATION DITE DE TYPE MILITAIRE: LE STAFF ET LE LINE (FONCTIONS HIERARCHIQUES ET NON HIERARCHIQUES). (JEAN-PAUL DESCHENES).

C -001762-023

ORGANISATION D'UN SYNDICAT

FAUT-IL PREVENIR LE PATRON LORS DE L'ORGANISATION D'UN SYNDICAT?. (OMER GENEST). **R-020647-008**

ORGANISATION FORMELLE

LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE DE LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ENTREPRISE: STRUCTURE DISTINCTE, NATURE ET EFFETS SOCIAUX DE L'ORGANISATION FORMELLE. PRODUCTION PAR LA METHODE DE GROUPE. (EMILE GOSSELIN). **C-000853-021**

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

CONSEQUENCES JURIDIQUES DES DECISIONS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. COMPOSITION DE CETTE CONFERENCE. BUTS ET MOYENS D'OPERATION DE L'O.I.T. TYPES DE DECISIONS ET CARACTERES DE L'OBLIGATION DES ETATS-MEMBRES. (HENRI BINET). **R-080152-025**

EMPLOYMENT AND ECONOMIC GROWTH: AN INTERNATIONAL PERSPECTIVE. PROBLEMES DU CHOMAGE ET DU SOUS-EMPLOI DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. ETAPES ET MESURES NECESSAIRES TELLES QUE PROPOSEES PAR L'O.I.T. DANS SON 'PROGRAMME INTERNATIONAL D'EMPLOI' POUR SOLUTIONNER CE GRAVE PROBLEME. (DAVID A. MORSE). **R-240469-662**

L'AVENIR DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. HISTOIRE, REALISATIONS ET PROJETS DE L'O.I.T. **R-010145-003**

L'O.I.T. SIEGE A MONTREAL. HISTORIQUE ET ROLE DE L'O.I.T. PROBLEMES QUI SERONT ABORDES LORS DE LA 29IEME SESSION. (JEAN PIERRE DESPRES). **R-020146-001**

LA PARTICIPATION DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN A L'ETABLISSEMENT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. (LEON DALE). **R-170162-034**

LE CANADA EN TANT QUE MEMBRE DE L'O.I.T. REALISATIONS ET POSSIBILITES. RELATIONS DU CANADA AVEC L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. HISTORIQUE DE L'O.I.T.. INVENTAIRE DE LA PARTICIPATION CANADIENNE A CETTE ORGANISATION INTERNATIONALE ET PERSPECTIVES D'AVENIR. (JOHN MAINWARING). **R-240469-680**

LE DISCOURS DE PAUL VI A L'O.I.T. (PAUL VI). **R-240469-796**

LE PROGRAMME ET LA STRUCTURE DE L'O.I.T. EXAMINES PAR M. MORSE. LE RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL DU B.I.T. A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. **R-180363-418**

LES ASPECTS CONSTITUTIONNELS DE LA RATIFICATION DES CONVENTIONS DE L'O.I.T. PAR LES ETATS FEDERATIFS COMME LE CANADA. (JAN K. WANCZYSKY). **R-240469-727**

LES COMMISSIONS D'INDUSTRIE. ROLE DE CES COMMISSIONS CREEES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. **R-010245-003**

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (SUITE)

THE SOCIAL OBJECTIVES OF ECONOMIC DEVELOPMENT. NATURE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'O.I.T. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT PROPOSEE POUR LES ANNEES 1970. (KALMEN KAPLANSKY). **R-240469-745**

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

L'EGLISE ET L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. PRINCIPES D'EDIFICATION D'UNE SOCIETE ECONOMIQUE JUSTE ET ORDONNEE SELON LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (JEAN-GUY HAMELIN) **R-150460-499**

LE MARCHÉ DES SOINS MEDICAUX ET L'ORGANISATION DE LA PROFESSION MEDICALE. ANALYSE DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ DES SOINS MEDICAUX ET DU TYPE D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE QUI PARAÎT LE MIEUX ADAPTE A CE MARCHÉ DANS LE CONTEXTE DE L'EVOLUTION PRESENTE. (THOMAS-J. BOUDREAU). **R-190364-344**

LES OBJECTIFS DU SYNDICALISME ET SON ACHEMINEMENT VERS L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. CE QU'EST LE 'CORPORATISME' PRECONISE DANS L'ENSEIGNEMENT DES SOUVERAINS PONTIFES. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090254-117**

ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET SYNDICALISME: ESSAI DE REEVALUATION EN REGARD DES EXIGENCES PRESENTES. NOTION ET SITUATION DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET DU SYNDICALISME. ROLE ET RELATIONS ENTRE EUX. (JEAN-REAL CARDIN). **R-160461-427**

ORGANISATION PROFESSIONNELLE: REALISATIONS ETRANGERES. VARIETE DE MODES DE COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE SELON LES REALITES PROPRES AU PAYS OU AU SECTEUR INDUSTRIEL. ORGANISATION PROFESSIONNELLE EN HOLLANDE, EN SCANDINAVIE, EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ALLEMAGNE. (EMILE GOSSELIN). **R-150460-489**

RESPONSABILITES DE L'ETAT A L'EGARD DU SYNDICALISME ET DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. DEVOIR DE L'ETAT DE FAVORISER LE SYNDICALISME OUVRIER ET PATRONAL, LA CONVENTION COLLECTIVE GENERALE, LA REPRESENTATION AUPRES DES POUVOIRS PUBLICS ET LA COLLABORATION PATRONALE- OUVRIERE. (DR GASTON CHOLETTE). **R-150460-502**

ORGANISATION REPRESENTATIVE

QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION REPRESENTATIVE?. DESCRIPTION ET ANALYSE DES DIVERSES LOIS CONCERNANT LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-030247-020**

ORGANISATION SYNDICALE

STRUCTURE DU MOUVEMENT OUVRIER ET ORGANISATION SYNDICALE. RELATION ENTRE LA STRUCTURE D'UN SYNDICAT ET SES METHODES D'ORGANISATION. (JEAN MARCHAND). **C-000449-065**

ORGANISMES ADMINISTRATIFS

CORPS INTERMEDIAIRES: GROUPES DE PRESSION OU ORGANISMES ADMINISTRATIFS. LA NOTION DE 'CORPS INTERMEDIAIRE', PRECISEE LORS D'UNE COMMUNICATION PRESENTEE A LA XXXIV SEMAINE SOCIALE DU CANADA. (GERARD DION). **R-190464-463**

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

LACK OF JOB COUNSELLING RETARDS YOUNG JOB HUNTERS. LE MANQUE D'ORIENTATION DES JEUNES TRAVAILLEURS CONSTITUE UN OBSTACLE DANS LEUR RECHERCHE D'UN EMPLOI. **R-040148-009**

OUVRIER

ESQUISSES PSYCHOLOGIQUES II: L'OUVRIER. MOTIVATIONS ET COMPORTEMENT DE L'OUVRIER. (GERARD DION). **R-011046-004**

PAIX INDUSTRIELLE

LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL ET LA PAIX INDUSTRIELLE EN EUROPE. CARACTERISTIQUES DES STRUCTURES JURIDIQUES DE LA NEGOCIATION ET DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-200265-207**

LA PAIX INDUSTRIELLE DANS LE QUEBEC. CAUSES DES BONNES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES AU QUEBEC EN 1946. (GERARD DION). **R-020446-001**

PARTI OUVRIER

LE MOUVEMENT POLITIQUE OUVRIER DE MONTREAL (1883-1929): HISTORIQUE D'UN PARTI POLITIQUE OUVRIER A MONTREAL ET DE SON DEVELOPPEMENT AU COURS DES LUTTES ELECTORALES DE 1904 A 1929. RAPPORTS ENTRE LE PARTI OUVRIER ET LES UNIONS OUVRIERES. (ALFRED CHARPENTIER). **R-100255-074**

PARTI POLITIQUE

SYNDICAT ET PARTIS POLITIQUES. ROLE RESPECTIF DU SYNDICAT ET DU PARTI POLITIQUE. LIENS IDEOLOGIQUES VITAEUX QUI DOIVENT S'ETABLIR ENTRE LES DEUX. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090454-314**

PARTI SOCIAL DEMOCRATIQUE

LE COLLOQUE CTC-PSD A WINNIPEG. REUNION POUR ETUDIER LA POSSIBILITE DE CREER UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE. (FERNAND BOURRET). **R-140459-573**

PARTICIPATION A LA GESTION

CODETERMINATION AND GERMAN POLITICS. HISTORIQUE DE LA COGESTION. EVALUATION ECONOMIQUE, SOCIOLOGIQUE ET POLITIQUE DE CETTE EXPERIENCE. (HERBERT J. SPIRO). **R-110256-066**

EFFICACITE, SCIENCE, PARTICIPATION A LA GESTION ET DROITS DE GERANCE. (ROGER CHARTIER). **C-001560-056**

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET LA GESTION ECONOMIQUE DES ENTREPRISES. DEVELOPPEMENT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA VIE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE ET INTERPRETATION DES TEXTES DU PAPE PIE XII. (GERARD DION). **R-060451-098**

PARTICIPATION A LA GESTION (SUITE)

LA PARTICIPATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE. JUSQU'OU L'ON PEUT ET JUSQU'OU L'ON DOIT ALLER DANS CETTE VOIE DE PARTICIPATION. **R-090254-156**

LA PARTICIPATION ET L'ENTREPRISE. LA PARTICIPATION AUX DECISIONS DANS L'ENTREPRISE. SIGNIFICATION, FORMES, CONDITIONS, DEGRES, ENJEU ET RESPONSABILITE. (GERARD DION, BERNARD SOLASSE). **R-230468-529**

LA PARTICIPATION OUVRIERE. GRANDES LIGNES DE LA PARTICIPATION OUVRIERE A LA GESTION DES ENTREPRISES. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-020547-005**

LES COMITES D'ENTREPRISE EN FRANCE. EXPERIENCE DE PARTICIPATION DES SYNDICATS A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-010345-005**

LES COMITES D'ENTREPRISES. NATURE, BUTS ET RESULTATS DE CES EXPERIENCES DE PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE. (RAYMOND GERIN). **R-030848-117**

PARTICIPATION AUX BENEFICES

LA PARTICIPATION AUX BENEFICES AU CANADA. APERCU DE LA SITUATION AMERICAINE, CANADIENNE ET QUEBECOISE. POSITION DE LA CTC. (GASTON CHOLETTE). **R-140459-553**

LA PARTICIPATION AUX BENEFICES AUX ETATS-UNIS. ARRIERE-PLAN HISTORIQUE. NATURE. DESCRIPTION DES DIFFERENTS REGIMES ET ESSAI DE BILAN. (GASTON CHOLETTE). **R-140159-002**

LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS AUX BENEFICES EST-ELLE UN CADEAU? EXPOSE DE LA DOCTRINE DE L'EGLISE SUR CE SUJET. (GERARD DION). **R-030948-132**

LE PARTAGE DES PROFITS A LA COMPAGNIE SUPREME ALUMINIUM INDUSTRIES LTD. ETUDE D'UN PLAN EN PARTICULIER. (GASTON CHOLETTE). **R-110356-161**

LE PARTAGE DES PROFITS DANS LES NEGOCIATIONS DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. POSITIONS ACTUELLES DES UAW EN LES PLACANT DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE. (GASTON CHOLETTE). **R-130258-154**

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LES EQUIPES AUTONOMES ET LA COMMUNAUTE DE PROPRIETE COMME FORMULE DE PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-031048-145**

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LE SALAIRE PROPORTIONNEL COMME FORME DE PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-030948-129**

LES MODALITES DES REFORMES DE STRUCTURE. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LA PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-030848-114**

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA PARTICIPATION AUX BENEFICES AUX ETATS-UNIS. (GASTON CHOLETTE). **R-140259-200**

PARTICIPATION AUX BENEFICES (SUITE)

PARTICIPATION AUX BENEFICES. BREF COMPTE-RENDU DU CONGRES DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC. (ERNEST MOREAU). **R-070151-051**

THE RIGHT OF LABOR TO PARTICIPATE ACTIVELY IN THE LIFE OF ENTERPRISE. NATURE DE L'ENTREPRISE. DROITS DES TRAVAILLEURS DE PARTICIPER A LA VIE ET AUX PROFITS DE L'ENTREPRISE. (P. PAVAN). **R-040148-010**

UNE SOLUTION COURAGEUSE. EXPOSE D'UN PLAN DE PARTICIPATION AUX BENEFICES DANS L'INDUSTRIE DU TEXTILE. (W.J. WHITEHEAD). **R-030447-055**

PARTICIPATION SYNDICALE

LE SYNDICALISME ET LA PARTICIPATION AUX DECISIONS ECONOMIQUES. L'ACCES AU POUVOIR DE DECISION ECONOMIQUE COMME REVENDICATION DU MOUVEMENT SYNDICAL. LE PROBLEME DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE. LES VOIES ET LES CONDITIONS D'UNE PARTICIPATION SYNDICALE AUX DECISIONS ECONOMIQUES. (BERNARD SOLASSE). COMMENTAIRES DE JACQUES ARCHAMBAULT (CSN). FERNAND DAOUST (FTQ) ET CHARLES PERREAULT. **C-002368-171**

PATERNALISME

L'ESPRIT DES REFORMES DE STRUCTURE: PATERNITE. PATRONAT. PATERNALISME. REFLEXIONS SUR LES RESPONSABILITES DU PATRONAT. (MARCEL CLEMENT). **R-030548-065**

PATRONAT

ALLOCATION D'OUVERTURE. CONCEPTION DU PROBLEME DU TRAVAIL ETUDIE AU COURS DU CONGRES. ROLE DE L'UNIVERSITE ET DU PATRONAT DANS CE DOMAINE. (MGR FERDINAND VANDRY). **C-000550-015**

ASPECT PATRONAL DE LA NEGOCIATION DE CONVENTION COLLECTIVE. TACTIQUES ET RESPONSABILITES DE LA PARTIE PATRONALE DANS LES NEGOCIATIONS. (HECTOR CIMON). **C-000449-079**

L'ACTION PATRONALE CATHOLIQUE AU CANADA-FRANCAIS. RAPPEL DE LA DOCTRINE PONTIFICALE ET ANALYSE DE LA SITUATION AU CANADA-FRANCAIS. (GERARD DION). **R-120457-348**

L'ESPRIT DES REFORMES DE STRUCTURE: PATERNITE. PATRONAT. PATERNALISME. REFLEXIONS SUR LES RESPONSABILITES DU PATRONAT. (MARCEL CLEMENT). **R-030548-065**

LA FUSION DES CENTRALES SYNDICALES AUX YEUX DES PATRONS. DEVOIR DES SYNDICATS DE RESPECTER LA LIBERTE ET LA LOI. (G.H. DAGNEAU). **R-120157-023**

LA MORALE DANS LES RELATIONS DU TRAVAIL. DEVOIRS DE JUSTICE ET DE CHARITE DES SYNDICATS ET DES PATRONS. (GASTON CHOLETTE). **R-030247-019**

LA POSITION DES PATRONS VIS-A-VIS L'INFLATION ET LEUR PROGRAMME D'ACTION. LES PATRONS RECOMMANDENT LA RESTRICTION DU CREDIT ET L'AUGMENTATION DE L'EPARGNE POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (T. TAGGART SMYTH). **C-000752-097**

PATRONAT (SUITE)

LE MESSAGE DE LA RESPONSABILITE SOCIALE. SIGNIFICATION DU MESSAGE DE PIE XII AUX PATRONS CATHOLIQUES DANS LE CADRE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (VITTORIO VACCARI). **R-050349-022**

LE MOUVEMENT PATRONAL CATHOLIQUE; SES TACHES ET SES MOYENS D'ACTION. (JACQUES DE STAERCKE). **R-120457-284**

MANAGEMENT ATTITUDE TOWARDS FRINGE BENEFITS. FACTEURS DE CROISSANCE DES BENEFICES MARGINAUX ET ATTITUDE DE LA DIRECTION VIS-A-VIS CE PHENOMENE. (T.H. ROBINSON). **R-140459-505**

RECIPROCAL DUTIES OF THE BUSINESS EXECUTIVE AND THE GOVERNMENT. LIMITES DE L'INTERVENTION DE L'ETAT. CONSEQUENCES DE CETTE INTERVENTION POUR LE PATRONAT. (AUGUSTE ALBREGTS). **R-120457-300**

TECHNIQUE D'ORGANISATION PATRONALE. NATURE, ROLES ET DIFFICULTES D'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS PATRONALES. (LOUIS BILODEAU). **C-000449-045**

PAUVRETE

LE SYNDICALISME, LA SOCIETE NOUVELLE ET LA PAUVRETE. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE NOUVELLE. LE PROBLEME DE LA PAUVRETE ET LE SYNDICALISME DANS LA SOCIETE D'ABONDANCE. (MAURICE LA MONTAGNE). **C-002368-227**

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

EMPLOYMENT AND ECONOMIC GROWTH: AN INTERNATIONAL PERSPECTIVE. PROBLEMES DU CHOMAGE ET DU SOUS-EMPLOI DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. ETAPES ET MESURES NECESSAIRES TELLES QUE PROPOSEES PAR L'O.I.T. DANS SON 'PROGRAMME INTERNATIONAL D'EMPLOI' POUR SOLUTIONNER CE GRAVE PROBLEME. (DAVID A. MORSE). **R-240469-662**

PERLMAN, SELIG

LA THEORIE DE SELIG PERLMAN. UNE ETUDE CRITIQUE DE CETTE THEORIE DE L'ACTION SYNDICALE. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-200265-295**

PERSONNALITE JURIDIQUE

EFFET DU CHANGEMENT DE PERSONNALITE JURIDIQUE DES PARTIES A UNE CONVENTION. **R-050349-028A**

PERSONNE HUMAINE

LES SCIENCES SOCIALES ET L'HOMME. IMPORTANCE DE COMPRENDRE LES PHENOMENES SOCIAUX EN FONCTION DE LA PERSONNE HUMAINE. (ANTONIO BARRETTE). **R-040248-017**

PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

LA SUCCESSION DU CHEF D'ENTREPRISE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. FORMATION PROFESSIONNELLE. CONFLITS DE GENERATION ET AVENIR DE L'ENTREPRISE. (STEPHEN CAMBIEN). **R-140259-246**

PHILOSOPHIE DU TRAVAIL

THE STATE OF LABOR-MANAGEMENT RELATIONS, 1958-1959. CONTRIBUTION OF SYDNEY HILLMAN A LA PHILOSOPHIE DU TRAVAIL ET "DESCRIPTION DE L'ÉTAT DES RELATIONS PATRONALES- OUVRIERES AUX ÉTATS-UNIS. (ARTHUR J. GOLDBERG).

R-140159-075

PHILOSOPHIE SYNDICALE

A TENTATIVE FRAMEWORK FOR THE PHILOSOPHY OF THE CANADIAN LABOUR MOVEMENT. PHASES DE DÉVELOPPEMENT DU SYNDICALISME. (ARANKS E. KOVACS).

R-200165-025

LOOKING BACK AND LOOKING FORWARD: CAN ORGANIZED LABOUR STAND THE TEST OF TIME? RAISONS POUR LESQUELLES LE SYNDICALISME DOIT REPENSER PÉRIODIQUEMENT SES STRUCTURES ET SA PHILOSOPHIE. (JOHN H. CRISPO).

R-200465-700

PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL

L'ASPECT PHYSIOLOGIQUE DU TRAVAIL. IMPORTANCE, RÔLE ET DOMAINE DE LA PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. GRANDS PRINCIPES QUI DOIVENT GOUVERNER LA MACHINERIE ET SES OUTILS ET ASSURER UNE AMBIANCE SAINTE. CAUSES DE LA FATIGUE INDUSTRIELLE. (BERTRAND BELLEMARE).

C-000853-097

UN DÉPARTEMENT DE PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. RÔLES ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT D'HYGIÈNE ET DE BIOLOGIE HUMAINE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL.

R-010946-003

PIE XII

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE ET LA GESTION ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES. DÉVELOPPEMENT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS À LA VIE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES TEXTES DU PAPE PIE XII. (GÉRARD DION).

R-060451-098

PIQUETAGE

INJONCTION INTERLOCUTOIRE-GREVE-PIQUETAGE. CONSTITUTIONNALITÉ. GREVE AVEC PIQUETAGE DURANT UNE NÉGOCIATION DE CONVENTION.

R-050950-088

LA GREVE DES RÉALISATEURS DE RADIO-CANADA. FACTEURS DU DÉCLENCHEMENT DE LA GREVE; POSITIONS INITIALES DES PARTIES; PIQUETAGE ET SOLIDARITÉ SYNDICALE; ÉTAPES ET CONSÉQUENCES DU CONFLIT. (MICHEL ROY).

R-140259-265

LA MARCHÉ SUR MURDOCHVILLE. MARCHÉ DANS LE BUT DE RÉTABLIR LA LIGNE DE PIQUETAGE. (ÉMILE GOSSELIN).

R-120457-382

LE CODE CRIMINEL ET LES UNIONS OUVRIÈRES. ARTICLES SUR L'IMMUNITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS CONTRE LES COMLOTS EN VUE DE RESTREINDRE LE COMMERCE, SUR LA VIOLATION DES CONTRATS, L'INTIMIDATION ET LE PIQUETAGE.

R-110356-217

PIQUETAGE (SUITE)

THE LABOUR INJUNCTION IN CANADA. L'INJONCTION UTILISÉE PAR LES TRIBUNAUX PROVINCIAUX DE DROIT COMMUN: RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS DE LA LOI DU PIQUETAGE. (A.W.R. CARROTHERS).

R-130158-002

PLACEMENT

LE RECRUTEMENT, LA SÉLECTION ET LE PLACEMENT DES APPRENTIS DU BATIMENT MÉTHODES EN VIGUEUR DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT À MONTRÉAL, CHICOUTIMI, HULL ET SHERBROOKE. (CHARLES-E. THÉRIEN).

R-060351-084

PLAN DE PENSION

GRIEF CONCERNANT LE CONGEDIEMENT DE CERTAINS EMPLOYÉS SUIVANT UN PLAN DE RETRAITE POUR VIEUX EMPLOYÉS. (JEAN-H. GAGNÉ).

R-100455-285

PLANIFICATION

ANALYSE DES SYSTÈMES ET PROCÉDURES: RÉSULTATS D'UNE EXPÉRIENCE. PLANIFICATION AU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR DE LA COMPAGNIE DE TRANSPORT PROVINCIAL (MONTRÉAL). (ROGER GOSSELIN).

R-140459-485

LA SOCIALISATION: CARACTÈRE ET SIGNIFICATION. NOTIONS DE SOCIALISATION ET SES CARACTÈRES; DISTINCTION AVEC ÉTATISATION ET SOCIALISME. AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA SOCIALISATION; REMÈDES AUX INCONVÉNIENTS. PLANIFICATION. (GÉRARD DION).

C-001863-013

PLANIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

THE ASSESSMENT OF LONG-TERM MANPOWER REQUIREMENTS. MÉTHODES DE PRÉVISION DE LA DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE. (P. ERRE-PAUL PROULX).

R-200465-621

PLANIFICATION ÉCONOMIQUE

CONSEIL DU PATRONAT ET PLANIFICATION ÉCONOMIQUE. LE PHÉNOMÈNE DE SOCIALISATION ET LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE. MISE SUR PIED D'UN CONSEIL DU PATRONAT, ET CONDITIONS INDISPENSABLES À SON BON FONCTIONNEMENT. (GÉRARD DION).

R-180363-388

LE CAPITALISME MODERNE ET LA PLANIFICATION: RÉFLEXIONS SUR L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE. (BERNARD SOLASSE).

R-220267-216

PLANIFICATION, ENTREPRISE PRIVÉE ET SYNDICALISME LIBRE. CONSÉQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR LES CADRES JURIDIQUES DES RELATIONS DU TRAVAIL. LIGNES DE FORCE DE L'ÉVOLUTION DU DROIT DES RELATIONS INDUSTRIELLES POUR RÉPONDRE AUX IMPÉRATIFS DES SITUATIONS NOUVELLES. (PAUL NORMANDEAU).

C-001863-165

COMMENTAIRES SUR LA POLITIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE. IMPOSSIBILITÉ D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE SANS PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE. (MARCEL PÉPIN).

C-002166-079

PLEIN EMPLOI

HIGH WAGES POLICY. LA POLITIQUE DE SALAIRE DANS UNE ECONOMIE DE PLEIN EMPLOI. QUESTION A SAVOIR SI UNE COMPAGNIE DOIT AUGMENTER LES SALAIRES LORSQU'ELLE EN A LES MOYENS. (EARL F. BEACH).

R-250370-589

PLEIN EMPLOI. STABILITE DES PRIX. NEGOCIATION COLLECTIVE ET LE RAPPORT WOODS. CRITIQUE DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS. (GERARD BELANGER).

R-250170-055

LE PLEIN-EMPLOI. ELEMENT FONDAMENTAL DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. CAUSES DU CHOMAGE INVOLONTAIRE ET REMEDES. (RENE TREMBLAY).

C-000651-029

SUR LA POLITIQUE DU PLEIN-EMPLOI. CRITIQUE DE LA DOCTRINE DU PLEIN-EMPLOI SOUS SES FORMES KEYNESIENNES ET EXPOSE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE. (FRANCOIS PERROUX).

R-100455-210

PLURALISME SYNDICAL

INTERRELATION ENTRE LES DEMANDES DE DIVERSES UNIONS QUI REPRESENTENT DES GROUPES DIFFERENTS D'EMPLOYES DANS UNE MEME ENTREPRISE. (JEAN-H. GAGNE).

R-100455-281

LE PLURALISME DE REPRESENTATION OUVRIERE AU NIVEAU LOCAL. OPPOSITION ENTRE LE SYNDICALISME MINORITAIRE ET MAJORITAIRE. FAIBLESSES DE LA LEGISLATION QUEBECOISE SUR CE POINT. LEURS CONSEQUENCES POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE, ET L'EXERCICE DU DROIT D'ASSOCIATION. NECESSITE DU PLURALISME SYNDICAL. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).

R-150360-325

POLITICAL CULTURE AND CHRISTIAN TRADE UNIONISM: THE CASE OF BELGIUM. ORIGINE ET STRUCTURE DU SYNDICALISME CHRETIEN BELGE. QUESTIONS RELIGIEUSES ET IDEOLOGIQUES. RELATIONS AVEC LES AUTRES SYNDICATS ET AVEC LES PARTIS POLITIQUES. LA CULTURE POLITIQUE ET LE PLURALISME SYNDICAL. (SAMUEL BARNES).

R-190364-354

UNITE SYNDICALE ET CARTELS INTERSYNDICAUX. MOYEN DE PALLIER AUX INCONVENIENTS DU PLURALISME SYNDICAL. (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-030748-106

POLICIERS

LA POLICE ET LES DIFFERENDS DU TRAVAIL. DECLARATIONS DE M. FULTON RELATIVEMENT AU ROLE DE LA GENDARMERIE ROYALE. DECLARATION DE LA FRATERNITE DES POLICIERS DE MONTREAL.

R-140359-427

LES POLICIERS ET L'ARBITRAGE. CONSIDERATIONS SUR LA SITUATION QUE VIVENT LES EMPLOYES DES SERVICES PUBLICS ET EN PARTICULIER DES POLICIERS. PROPOSITIONS POUR DES RELATIONS DE TRAVAIL AMELIOREES. (FABIENNE TOUSIGNANT).

R-110356-134

POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE

A CRITICAL APPRAISAL OF THE ECONOMIC RATIONALE OF GOVERNMENT-SUBSIDIZED MANPOWER TRAINING. ETUDE DES LIMITES D'UNE POLITIQUE DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE A LA LUMIERE DE TROIS ASPECTS ISSUS DE LA MACRO, LA MICRO-ECONOMIQUE ET DE L'ECONOMIQUE DU BIEN ETRE. (OZAY MEHMET).

R-250370-568

COMMENTAIRES SUR LA POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. IMPOSSIBILITE D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE SANS PLANIFICATION DE L'ECONOMIE. (MARCEL PEPIN).

C-002166-079

COMMENTAIRES SUR LA POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. DIFFICULTE DE PREVISION EN POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (JEAN BRUNELLE).

C-002166-085

COMMENTAIRES. ASPECTS SOCIAUX D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (JEAN-GERIN LAJOIE).

C-002166-047

COMMENTAIRES. ROLE DE L'ETAT DANS UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (FRANCOIS CLEYN).

C-002166-053

CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. PRINCIPALES IMPLICATIONS DU CHANGEMENT TECHNIQUE POUR LA SOCIETE ET LES TRAVAILLEURS EN PARTICULIER. QUATRE CONDITIONS D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (GILLES NERON).

R-220167-027

CROISSANCE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA CONCERNANT LA CROISSANCE ECONOMIQUE. (LOUIS COUILLARD).

C-002166-145

L'EXPERIENCE CANADIENNE: L'ETAT. L'EXPERIENCE CANADIENNE DE STABILISATION DE L'EMPLOI AU NIVEAU DE L'ETAT. EXPOSE DES GRANDES LIGNES DE CETTE EXPERIENCE ET EVALUATION. (PIERRE HARVEY).

C-001156-091

LES OBJECTIFS D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE ET LES MECANISMES D'AJUSTEMENT SUR LE MARCHE DU TRAVAIL. (ANDRE RAYNAULD).

C-002166-013

MANPOWER COEFFICIENTS AND THE FORECASTING OF MANPOWER REQUIREMENTS IN NOVA-SCOTIA. BREF COMMENTAIRE SUR LES FACTEURS ET QUALIFICATIONS DE LA MAIN-D'OEUVRE ET EXPOSE DES BESOINS DE MAIN-D'OEUVRE EN NOUVELLE-ECOSSE. (PIERRE-PAUL PROULX).

R-220467-565

MANPOWER POLICY: NATURE, OBJECTIVES, PERSPECTIVES. (NOAH M. MELTZ).

R-240169-033

MANPOWER PROJECTIONS: ATLANTIC CANADA. SOME POLICY CONSIDERATIONS. POLITIQUES DE MAIN-D'OEUVRE DANS LES MARITIMES ET PLUS SPECIALEMENT EN NOUVELLE-ECOSSE. (HARISH C. JAIN).

R-240169-129

MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. BILAN DES PRINCIPAUX INSTRUMENTS D'ACTION EN MATIERE DE MAIN-D'OEUVRE. (LAURENT BELANGER).

C-002166-057

NATURE ET CONTENU D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (ROLAND PARENTEAU).

C-002166-031

POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE (SUITE)

POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE ET NEGOCIATION COLLECTIVE. INFLUENCE D'UNE POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE SUR LE SYSTEME DE NEGOCIATION COLLECTIVE. (PIERRE-PAUL PROULX). **C-002166-091**

POLITIQUE FEDERALE ET POLITIQUE PROVINCIALE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (PIERRE F. COTE, YVES DUBE ET MARCEL GUAY). **C-002166-109**

THE DEVELOPMENT OF MANPOWER AND ECONOMIC DEVELOPMENT: IS CO-ORDINATION POSSIBLE? RECHERCHE ET MAINTIEN D'UN EQUILIBRE ENTRE LA COMPOSITION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET LES BESOINS PROFESSIONNELS DE L'ECONOMIE. (S.G. PEITC-HINIS). **R-220167-003**

POLITIQUE DE PERSONNEL

BICULTURALISM AND PERSONNEL ADMINISTRATION. LES CANADIENS FRANCAIS OBTIENNENT MAINTENANT DES POSTES DE COMMANDE DANS L'INDUSTRIE. NECESSITE POUR L'INDUSTRIE DE REVISER SES POLITIQUES DE PERSONNEL. (FERNAND G. MALO). **R-230368-431**

POLITIQUE DE SALAIRES

CONDITIONS ET IMPLICATIONS D'UNE POLITIQUE DE SALAIRES. POLITIQUE SALARIALE: DEFINITION, LIMITES, CONSEQUENCES. (JACQUES ST-LAURENT). **C-001964-013**

EVALUATION DE LA REGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE DES SALAIRES AU QUEBEC: LES DECRETS. LIENS QUI EXISTENT ENTRE POLITIQUES DE SALAIRES ET LE SYSTEME DE DECRETS. (GERARD HEBERT S.J.). **C-001964-057**

EVALUATION DE LA REGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE DES SALAIRES AU QUEBEC: LE SALAIRE MINIMUM. CONCEPT, LEGISLATION ET EFFETS DE L'IMPOSITION D'UN SALAIRE MINIMUM. (GERALD MARION). **C-001964-045**

HIGH WAGES POLICY. LA POLITIQUE DE SALAIRE DANS UNE ECONOMIE DE PLEIN EMPLOI. QUESTION A SAVOIR SI UNE COMPAGNIE DOIT AUGMENTER LES SALAIRES LORSQU'ELLE EN A LES MOYENS. (EARL F. BEACH). **R-250370-589**

INFLATION, WAGE BEHAVIOUR AND LABOR MOBILITY. LA DOCTRINE DE L'INFLATION DUE AUX COUTS. INUTILITE DE L'EMPLOI DE LA METHODE DES BALISES SALARIALES VU LA SOUPLESSE ET L'EFFICACITE DE LA STRUCTURE DES SALAIRES AU CANADA, FAVORISANT UNE PLUS GRANDE MOBILITE GEOGRAPHIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (ALLAN A. PORTER). **R-240369-498**

INTRODUCTION AU 19EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'AVL. PRESENTATION DU THEME: POLITIQUES DE SALAIRES: EXIGENCES NOUVELLES. PROGRAMME DU CONGRES. **C-001964-011**

LA POLITIQUE DES SALAIRES: LES IMPLICATIONS SALARIALES DES DES COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION. PRESSIONS QUI S'EXERCENT SUR LE CONSOMMATEUR ET RESSOURCES NECESSAIRES A LA SATISFACTION DE SES BESOINS. SIGNIFICATION DES TENDANCES DE LA CONSOMMATION VIS-A-VIS LES POLITIQUES SALARIALES. (MARC-ADELARD TREMBLAY). **R-240169-063**

POLITIQUE DE SALAIRES (SUITE)

LA POLITIQUE DES SALAIRES: NOTION, OBJECTIFS, POSSIBILITES. (JACQUES ST-LAURENT). **R-240169-057**

LA POLITIQUE SALARIALE ET LE CYCLE ECONOMIQUE. INFLUENCE D'UNE POLITIQUE DE SALAIRES SUR LE CYCLE ECONOMIQUE ET EVALUATION DES DIFFERENTES POLITIQUES SALARIALES PROPOSEES POUR LE CANADA (YVES DU 3E). **R-240169-070**

LES POLITIQUES DE SALAIRES DANS LES SECTEURS ETATISES, SOCIALISES ET PRIVES. DEUX REPRESENTANTS PATRONAUX ET DEUX REPRESENTANTS SYNDICAUX DISCUTENT DE CES SUJETS. (ANDRE DEOM, ROGER CHARTIER ET AL.). **C-001964-113**

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX CONCERNANT L'EMPLOI ET LES SALAIRES. LEURS BUTS ET LEURS RESULTATS. (PIERRE HARVEY). **C-001964-099**

POLITIQUES DE SALAIRES: EXIGENCES NOUVELLES. RESUMES DES TRAVAUX PRESENTES LORS DU 19IEME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'AVL (AVRIL 1964). **R-190264-245**

POLITIQUES DE SALAIRES: EXPERIENCES ETRANGERES. POLITIQUES DE SALAIRE MINIMUM, DES DISPARITES DE SALAIRES ET DE L'EVOLUTION GENERALE DU NIVEAU DES SALAIRES. (GILLES BEAUSOLEIL). **C-001964-027**

POLITIQUE DES REVENUS

INCOME POLICIES AND INTERNATIONAL EXPERIENCE: FURTHER COMMENTS. EVALUATION DE LA POLITIQUE DES REVENUS COMME MOYEN ANTI-INFLATIONNISTE. LES EXEMPLES SONT PRIS AUX ETATS-UNIS ET DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST. (ADOLF STURMTHAL). **R-230268-221**

WAGE AND PRICE GUIDELINES AND INCOME POLICIES. POSITION DU CANADA FACE A UNE POLITIQUE DES REVENUS. NATURE DES DIFFICULTES ACTUELLES POUR L'ADOPTION D'UNE TELLE POLITIQUE. ESPOIR POUR L'AVENIR. (RUSSEL BELL, JOHN L. FRYER). **R-220467-496**

POLITIQUE ECONOMIQUE

CHOMAGE STRUCTUREL ET POLITIQUE ECONOMIQUE. EXPLICATION AGGREGATIVE ET STRUCTURELLE DES HAUTS TAUX DE CHOMAGE QUI ONT PREVALU AUX ETATS-UNIS ET AU CANADA, ENTRE 1957-1964. EXAMEN DES DIFFERENTES DEFINITIONS ET THEORIES POSSIBLES DU CHOMAGE STRUCTUREL. (PIERRE-PAUL PROULX). **R-210266-210**

CONTROLE ETATIQUE DES PRIX ET DES SALAIRES. BILAN DES MESURES ETATIQUES DE CONTROLE DE L'INFLATION DURANT LES ANNEES DE GUERRE. (RENE TREMBLAY). **C-000752-157**

LE 'WELFARE STATE'. OBJECTIFS ECONOMIQUES ET FINANCEMENT. (RENE TREMBLAY). **R-060351-066**

LES PROBLEMES CONSTANTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE CANADIENNE. CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DU CANADA QUI INFLUENCENT LES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE. (CLAUDE MORIN). **R-140359-410**

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

CONTEMPORARY PUBLIC POLICY ISSUES IN INDUSTRIAL RELATIONS. IMPLICATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. EXEMPLE DE LA COLOMBIE BRITANIQUE ET DU BILL 33. (NOEL A. HALL). **R-240169-019**

LABOUR RELATIONS. LABOUR RELATIONS LAW, AND PUBLIC POLICY. LES RELATIONS INDUSTRIELLES. LES LOIS DE RELATIONS INDUSTRIELLES ET LES POLITIQUES PUBLIQUES. ÉTUDE CRITIQUE DE LA LEGISLATION CANADIENNE DU TRAVAIL. DES INTERRELATIONS QUI EXISTENT ET QUI DEVRAIENT EXISTER ENTRE LES RELATIONS INDUSTRIELLES, LES MARCHES DU TRAVAIL, ETC.. (J.T. MONTAGUE). **R-190464-440**

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET LE RÔLE DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. PORTÉE DES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES SUR LES TECHNIQUES DE NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET DE RELATIONS INDUSTRIELLES. ET SUR LE CONTENU DES CONVENTIONS COLLECTIVES. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN CE QU'ELLE AFFECTE LES RELATIONS INDUSTRIELLES. (FELIX QUINET). **R-190364-325**

TRENDS IN PUBLIC POLICY IN LABOUR RELATIONS. ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL. RELATIONS PATRONALES-OUVRIÈRES. PAIX INDUSTRIELLE ET RÔLE DU GOUVERNEMENT. (H.D. WOODS). **R-200365-429**

POLITIQUE MONÉTAIRE

LE CHOMAGE CAUSE PAR UNE MAUVAISE ORIENTATION DE NOTRE POLITIQUE MONÉTAIRE. (MAURICE BOUCHARD). **R-130258-165**

POLITIQUE SCOLAIRE

TEACHERS' MILITANCY AND THE CHANGING TEACHER-SCHOOL MANAGEMENT RELATIONSHIPS. LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS À L'ÉTABLISSEMENT DES POLITIQUES SCOLAIRES ET À LA PRISE DE DÉCISION. (AIME NAULT). **R-240169-167**

POLITIQUE SOCIALE

STABILITÉ OUVRIÈRE ET DISTRIBUTIVISME SOCIAL. NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE SOCIALE QUI PERMETTE UNE REDISTRIBUTION ÉQUITABLE DES RICHESSES. (GONZALVE POULIN OFM). **R-030147-008**

POPULATION RURALE

CONSEQUENCES DE L'EXODE RURAL SUR LA COMPOSITION PAR SEXE DES POPULATIONS DES CAMPAGNES. RÉPARTITION PAR SEXES DES POPULATIONS EN MILIEU RURAL CANADIEN. ET FACTEURS DE DÉSÉQUILIBRE. (ROBERT BERNARD). **R-230168-123**

PORT ARTHUR SHIPBUILDING

LES LENDEMAINS DE L'ARRÊT PORT ARTHUR SHIPBUILDING. ATTITUDE DES ARBITRES DEPUIS CET ARRÊT DE LA COUR SUPRÊME. RELATIF À LEURS POUVOIRS EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE IMPOSÉE PAR L'EMPLOYEUR. (ROBERT GAGNON ET PIERRE VERGE). **R-250270-349**

PORTS DU ST-LAURENT

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LES PORTS DU ST-LAURENT: RAPPORT DE LA COMMISSION PICARD. **R-220467-577**

POSTE VACANT

OPENINGS AND THE EXPECTED PERMANENCY OF APPOINTMENT. L'EMPLOI, OUVERTURES DISPONIBLES, ET PERMANENCE DE L'EMPLOI. **R-160261-253**

POULIN, GONZALVE

PRÉSENTATION DU CONFÉRENCIER. BIOGRAPHIE DU RÉVÉREND PÈRE GONZALVE POULIN. (ME JEAN-MARIE GUERARD). **C-000651-159**

UN MOUVEMENT DES FAMILLES. HOMMAGE AU PÈRE GONZALVE POULIN. CONCLUSION GÉNÉRALE DU CONGRÈS. EN SOULIGNANT L'IMPORTANCE DE LA SÉCURITÉ DE LA FAMILLE OUVRIÈRE. (PÈRE GEORGES-HENRI LEVESQUE). **C-000651-177**

POURSUITE EN JUSTICE

SYNDICATS NON-INCORPORÉS ET POUVOIRS DE POURSUIVRE EN JUSTICE. REJET D'UNE ACTION EN RECOURS EN FAVOUR DE FONDS VOIES FAITES PAR UNE ASSOCIATION VOLONTAIRE. **R-150160-131**

POUVOIR

POUVOIR ET POUVOIRS CHEZ L'ÉTAT-EMPLOYEUR. L'ÉTABLISSEMENT DES CADRES D'UN RÉGIME DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. NIVEAUX ET MÉCANISMES DE DÉCISIONS EN MATIÈRE DE RELATIONS DU TRAVAIL AVANT, PENDANT ET APRÈS LES NÉGOCIATIONS. (JEAN COURNOYER). **C-002570-051**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS L'ENTREPRISE PRIVÉE. L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE POUVOIR; FACTEURS QUI ONT CONTRIBUÉ AU DÉBLOCAGE DU POUVOIR ET CONSÉQUENCES DE CE DÉBLOCAGE. (HUGUES LEYDET). **C-002570-033**

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL (I). DÉFINITION, MOYENS ET STRATÉGIE DU POUVOIR; COOPÉRATION ET CONFLIT; FAÇON DONT SE DÉROULENT LES JEUX DU POUVOIR. (VINCENT LEMIEUX). **C-002570-015**

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL (II). TENTATIVE D'APPOSER LE CHAMP DES RELATIONS DU TRAVAIL AU CADRE DE RÉFÉRENCE GÉNÉRAL PRÉSENTÉ DANS LA PREMIÈRE PARTIE DE L'EXPOSÉ. (GÉRARD DION). **C-002570-024**

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL. INTRODUCTION AU 25ÈME CONGRÈS DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (GÉRARD DION). **C-002570-011**

POUVOIR DE SANCTION

LE POUVOIR DE SANCTION DE L'ARBITRE DE GRIEF ET LE CONTRÔLE JUDICIAIRE. (FERNAND MORIN). **R-240469-768**

POUVOIR DISCIPLINAIRE

DISCIPLINE. LES INFRACTIONS COUVERTES PAR CE TERME. POUVOIR DISCIPLINAIRE LIMITE PAR LA CONVENTION COLLECTIVE OU LE REGLEMENT INTERIEUR. **R-190264-267**

POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR ET LE CONTROLE DE L'ARBITRE. CETTE DECISION MET EN RELIEF LES LIMITES DU POUVOIR DE L'ARBITRE. LES BASES DE SON AUTORITE ET LE SENS QU'IL FAUT DONNER A L'EXPRESSION 'JUGER SELON L'EQUITE ET LA BONNE CONSCIENCE'. (FERNAND MORIN). **R-220167-116**

POUVOIR JUDICIAIRE

LABOUR RELATIONS BOARD AND THE COURTS. EFFETS DES TEXTES RESTRICTIFS DE L'INTERVENTION JUDICIAIRES SUR LES TENTATIVES DE LA COMMISSION CANADIENNE DES RELATIONS OUVRIERES ET PLUS DIRECTEMENT SUR SA JURIDICTION REELLE. (J.F.W. WEATHERILL). **R-210166-058**

POUVOIR SYNDICAL

POUVOIR ET ACTION SYNDICALE. FONCTION ET PLACE DU POUVOIR DANS UNE SOCIETE ET DANS LES GROUPES SOCIAUX ET INSTITUTIONS QUI LA CONSTITUENT. POUVOIR SYNDICAL DANS L'ENTREPRISE ET DANS LA SOCIETE POLITIQUE. (DANIEL VIDAL). **C-002570-117**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS LES SYNDICATS. NOTION DU POUVOIR ET DISTINCTIONS FONDAMENTALES QUI TIENNENT A LA NATURE MEME DU SYNDICALISME OUVRIER. REPARTITION DES POUVOIRS SELON L'OBJET DE LA DECISION A PRENDRE ET LE NIVEAU OU ELLE SE PREND DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. PROBLEME DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD HEBERT). **C-002570-089**

POUVOIR SYNDICAL: DEFINITION DU POUVOIR; CONDITIONS PREALABLES ET NECESSAIRES DU POUVOIR D'UNE ORGANISATION SYNDICALE; FACTEURS DE DIFFERENCIATION DES STRUCTURES SYNDICALES: SELON LES DIFFERENTS NIVEAUX OU IL S'EXERCE, LE POUVOIR SYNDICAL N'EST PAS ORDONNE AUX MEMES OBJECTIFS: PROBLEME DE LA DEMOCRATIE AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES. (BERNARD SOLASSE). **C-002570-139**

POUVOIRS PUBLICS

COLLABORATION INDISPENSABLE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES CORPS INTERMEDIAIRES. MESSAGE DE L'EPISCOPAT CANADIEN: RESPONSABILITES DES CORPS INTERMEDIAIRES A L'EGARD DES POUVOIRS PUBLICS ET VICE-VERSA. **R-190164-119**

PRATIQUES INTERDITES

PRATIQUES INTERDITES AUX EMPLOYEURS ET AUX ASSOCIATIONS OUVRIERES. REPRODUCTION DE LA SECTION IV DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. **R-010345-010**

PRATIQUES INTERDITES ET LIBERTE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA LEGISLATION CANADIENNE ET AMERICAINE. LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DU QUEBEC ET LE 'NATIONAL LABOR RELATIONS ACT'. (GERARD TREMBLAY). **R-021047-001**

PREAVIS

CAS PRATIQUE: UN EMPLOYEUR A-T-IL LE DROIT DE CONGEDIER SANS AVIS UN EMPLOYE ENGAGE AU MOIS. (DONAT QUIMPER). **R-030247-030**

PREFERENCE SYNDICALE

SECURITE SYNDICALE. DEFINITIONS DES CLAUSES D'ATELIER FERME, D'ATELIER SYNDICAL, DE MAINTIEN D'AFFILIATION, DE PREFERENCE SYNDICALE ET DE RETENUE SYNDICALE. (GERARD DION). **R-010245-005A**

PRESSE

LA PRESSE ET LE 24EME CONGRES ANNUEL DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE LAVAL. MESURE DE L'INTERET DES JOURNAUX ENVERS LES CONFERENCES DU CONGRES. (JACQUES RIVET, MARCEL GILBERT). **C-002469-197**

LES MEDIA ET L'INFORMATION DU PUBLIC. LA PRESSE ECRITE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. (VINCENT PRINCE). **C-002469-161**

PRESSE ELECTRONIQUE

LES MEDIA ET L'INFORMATION DU PUBLIC. LA PRESSE ELECTRONIQUE: SES LIMITES ET SES POSSIBILITES. (GEORGES LAHAISE). **C-002469-179**

PREUVE AU DELIBERE

RETROACTIVITE ET ETUDE DE LA PREUVE AU DELIBERE. (JEAN H. GAGNE). **R-100455-282**

PREVISION

COMMENTAIRES SUR LA POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. DIFFICULTE DE PREVISION EN POLITIQUE DE MAIN-D'OEUVRE. (JEAN BRUNELLE). **C-002166-085**

PRIME AU RENDEMENT

PLAN DE PRIME AU RENDEMENT. LA DOMINION TEXTILE CO. DEMANDE L'INSTAURATION D'UN PLAN DE BONI A LA PRODUCTION. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-307**

PRIVILEGES SPECIAUX

INCLUSION DANS LA CONVENTION COLLECTIVE DE PRIVILEGES SPECIAUX ACCORDES PAR UNE COMPAGNIE. L'INCLUSION DE CES PRIVILEGES EST FACULTATIVE. (JEAN H. GAGNE). **R-070151-060**

PRIX

'GUIDEPOSTS' FOR WAGE-PRICE BEHAVIOR. ANALYSE DU RAPPORT ANNUEL DU 'COUNCIL OF ECONOMIC ADVISORS'. (MGR. GEORGES G. HIGGINS). **R-170262-178**

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE REGIE ELEMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE PUBLICITE SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE PRIX. (GERARD PICARD). **C-000752-139**

AUGMENTATION DE SALAIRE ET HAUSSE DE PRIX. INCIDENCE DU COUT DE LA MAIN-D'OEUVRE SUR LA FORMATION DES PRIX. (GERARD DION). **R-030147-005**

PRIX (SUITE)

CONTROLE ETATIQUE DES PRIX ET DES SALAIRES, BILAN DES MESURES ETATQUES DE CONTROLE DE L'INFLATION DURANT LES ANNEES DE GUERRE. (RENE TREMBLAY).

C-000752-157

EFFETS DE L'INFLATION SUR LES SALAIRES, LES PRIX ET LES PROFITS. (EMILE GOSSELIN).

C-000752-037

INTRODUCTION, PRESENTATION DU THEME DU CONGRES, SALAIRES ET PRIX. (GERARD TREMBLAY).

C-000752-003

LE RAPPORT DE LA COMMISSION STEWART, ETUDE SUR LES ECARTS DE PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES. (ROGER CHARBONNEAU).

R-150160-115

LES CARTELS ET L'ARBITRAGE DES PRIX, DEFINITIONS DE MONOPOLE, TRUST ET CARTEL; MODE DE FORMATION DES CARTELS; LEGISLATION ANTI-CARTELS. (MAURICE LAMONTAGNE).

R-050750-063

LES SALAIRES ET LES PRIX, SALAIRES ET INFLATION; CRITERES DE DETERMINATION DU MOUVEMENT DES SALAIRES. (MAURICE LAMONTAGNE).

R-050650-052

PLEIN EMPLOI, STABILITE DES PRIX, NEGOCIATION COLLECTIVE ET LE RAPPORT WOODS, CRITIQUE DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS. (GERARD BELANGER).

R-250170-055

WAGE AND PRICE GUIDELINES AND INCOME POLICIES, POSITION DU CANADA FACE A UNE POLITIQUE DES REVENUS, NATURE DES DIFFICULTES ACTUELLES POUR L'ADOPTION D'UNE TELLE POLITIQUE, ESPOIR POUR L'AVENIR. (RUSSEL BELL, JOHN L. FRYER).

R-220467-496

PROCEDURE D'ARBITRAGE

LA PROCEDURE D'ARBITRAGE, SON USAGE DANS LA PROVINCE DE QUEBEC.

R-040849-079

REMARQUES D'UN ARBITRE SUR LA FACON DE PROCEDER D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. (JEAN-H. GAGNE).

R-100455-284

PROCEDURE DE GRIEF

ARBITRAGE, CARACTERE NON-RECEVABLE D'UNE OBJECTION DE NON- ARBITRABILITE FONDE SUR LA PRESENTATION 'TARDIVE' DU GRIEF INVOQUEE A L'AUDITION SEULEMENT.

R-180363-417

ASPECT OUVRIER DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE, ROLES DU DELEGUE D'ATELIER DANS LA PROCEDURE DE GRIEFS. (RENE GOSSELIN).

C-000449-125

COMMENT DOIVENT SE CALCULER LES DELAIS POUR LOGER UN GRIEF?

R-140459-605

CONTRACTING OUT, GRIEVANCE PROCEDURE AND UNION LIABILITY. (J. LOCKE).

R-150260-249

DU REGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE REGIME DE LA CONVENTION COLLECTIVE, BUTS ET APPLICATIONS DE LA PROCEDURE DE REGLEMENT DES GRIEFS. (DONAT QUIMPER).

R-020947-008

PROCEDURE DE GRIEF (SUITE)

HANDLING SHOP GRIEVANCES, CONSIDERATIONS SUR LES PROCEDURES DE REGLEMENT DES GRIEFS. (BENJAMIN SELEKMAN).

R-010445-008

IMPARTIAL UMPIRESHIPS: THE GENERAL MOTORS UAW EXPERIENCE, LE REGLEMENT DES GRIEFS: HISTOIRE, FONCTIONNEMENT ET APPRECIATION DE CE SYSTEME. (GABRIEL N. ALEXANDER).

R-140459-517

LA PROCEDURE DE GRIEF A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE, DECISION ARBITRALE SUR L'OBLIGATION FAITE A L'EMPLOYEUR PAR L'ARTICLE 24 DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES DE RESPECTER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ENTRE AUTRES, LES CLAUSES DE CONGEDIEMENT ET D'ANCIENNETE.

R-150160-126

PRODUCTION

A L'ECHELLE MONDIALE, LES PROBLEMES DE L'ECONOMIE POLITIQUE, LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DES BIENS SONT DES PROBLEMES QUI SE POSENT A L'ECHELLE MONDIALE. (LIONEL MOREAU, PTRE).

R-060351-086

NOUVEAUX CONCEPTS DE CONDITIONS DE TRAVAIL, AMELIORATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS APRES LA SECONDE GRANDE GUERRE RESULTANT DE LA NECESSITE DE PRODUCTION OPTIMUM PENDANT CETTE PERIODE. (JAMES O'CONNELL-MAHER).

R-020146-006

PRODUCTIVITE

DEFINITIONS DE LA PRODUCTIVITE.

R-050850-075

FACTEURS D'AMBIANCE, RENDEMENT ET HUMANISATION DU TRAVAIL, ACCROISSEMENT DU RENDEMENT DES TRAVAILLEURS PAR L'AMELIORATION DES FACTEURS D'AMBIANCE. (PIERRETTE SARTIN).

R-240169-003

FATIGUE INDUSTRIELLE ET PRODUCTIVITE, LES DIVERS TYPES DE FATIGUE ET LEUR INFLUENCE SUR LA CAPACITE DE TRAVAIL. (LUCIEN BROUHA).

C-000146-057

L'EXTENSION DE LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIERE, REFLEXIONS AU SUJET D'UN PROJET DE LOI PRESENTE DEVANT LE PARLEMENT ANGLAIS, VISANT A CREER DES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT AVEC LA PARTICIPATION DES INDUSTRIES, DES SYNDICATS ET DE L'ETAT, POUR AUGMENTER LA PRODUCTIVITE DES INDUSTRIES; (JEAN-PIERRE DESPRES).

R-020747-004

LE ROLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS, POSITIONS VIS-A-VIS LE SALAIRE ANNUEL GARANTI, LES SALAIRES ET LA PRODUCTIVITE, COMMENTAIRES SUR LES FONDS SYNDICAUX, LES RACKETS ET L'ECHEC DU MOUVEMENT COOPERATIF. (LEON DALE).

R-180163-059

METHODES PRATIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE, AVANTAGES, INCONVENIENTS, DOMAINES D'APPLICATION DES SYSTEMES DE REMUNERATION AU RENDEMENT ET LEUR ADAPTATION AUX DIFFERENTES CIRCONSTANCES, PRINCIPES A SUIVRE LORS DE L'INTRODUCTION D'UN SYSTEME.

R-090153-079

PRODUCTIVITE (SUITE)

PRODUCTIVITE DU TRAVAIL. SOURCE DE RICHESSES. INTERRELATIONS ENTRE SALAIRE ET PRODUCTIVITE. (GERARD TREMBLAY)

R-1010946-007

RELATIONS ENTRE LES AUGMENTATIONS STATUTAIRES ET LES REDRESSEMENTS GENERAUX DE SALAIRES. RELATIONS EXISTANT ENTRE LES HAUSSES DE SALAIRES RELIEES A DES FACTEURS PERSONNELS ET CELLES QUI SONT RELIEES A LA HAUSSE GENERALE DE LA PRODUCTIVITE. (GERALD MARION)

R-230168-109

RENDEMENT ECONOMIQUE ET REMUNERATION DES INSTITUTEURS. ANALYSE DE LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA REMUNERATION DES INSTITUTEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC; CERTAINES DISCRIMINATIONS INACCEPTABLES; DEFICIENCES DANS LE CAPITAL HUMAIN; MESURES POUR RETABLIR L'EQUITE. (JACQUES ST-LAURENT)

R-170462-365

SALAIRES VARIANT AVEC LA PRODUCTIVITE. LE RATTACHEMENT DES VARIATIONS DE SALAIRES AUX VARIATIONS DE LA PRODUCTIVITE PEUT CONSTITUER UN ENCOURAGEMENT QUI CONTREBALANCE TOUT EFFET INFLATIONNAIRE. (GERARD DION)

C-000752-107

WAGE COMPARISONS AND PRODUCTIVITY. RELATIONS ENTRE SALAIRES ET PRODUCTIVITE. (E.F. BEACH)

R-240169-195

PROFESSION

LES CONSEILLERS EN RELATIONS INDUSTRIELLES ET LA PROFESSION. ELEMENTS DE REPONSE A SAVOIR SI LE CONSEILLER EN RELATIONS INDUSTRIELLES EST UN PROFESSIONNEL OU NON. (ROGER CHARTIER)

R-190464-478

POINT DE VUE D'UN ECONOMISTE SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION CASTONGUAY-NEPVEU SUR LES PROFESSIONS. CRITIQUE DE LA DEMARCHE DE LA COMMISSION CONSISTANT A FAIRE LA CLASSIFICATION DES OCCUPATIONS PAR DEFINITIONS. DEGAGEMENT DE DEUX PRINCIPES D'ANALYSE DES PROFESSIONS. (JEAN-LUC MIGUE)

R-250370-510

SEMAINE SOCIALE DE FRANCE ET PROFESSION.

R-030347-047

SOME UNFINISHED BUSINESS IN THE PROFESSIONALIZATION OF THE PERSONNEL MAN. LE SPECIALISTE DU PERSONNEL EST-IL UN PROFESSIONNEL? RAISONS DE CETTE TENDANCE VERS LA PROFESSION. TRAITS ESSENTIELS ET CARACTERES SECONDAIRES DE LA PROFESSION. (OSWALD HALL)

R-160361-315

THE INDUSTRIAL RELATIONS COUNSELORS AND THE PROFESSIONAL STATUS. (ROGER CHARTIER)

R-200165-128

PROFESSIONNALISATION

SOME UNFINISHED BUSINESS IN THE PROFESSIONALIZATION OF THE PERSONNEL MAN. LE SPECIALISTE DU PERSONNEL EST-IL UN PROFESSIONNEL? RAISONS DE CETTE TENDANCE VERS LA PROFESSION. TRAITS ESSENTIELS ET CARACTERES SECONDAIRES DE LA PROFESSION. (OSWALD HALL)

R-160361-315

PROFESSIONNELS

REFLECTIONS SUR LE STATUT DES ENSEIGNANTS DU SECTEUR PUBLIC DU QUEBEC. DEFINITION DU STATUT JURIDIQUE DE PROFESSIONNELS A PROPOS DE REVENDICATIONS FORMULEES PAR LES ENSEIGNANTS DU QUEBEC. (PATRICE GARANT)

R-230168-145

PROFESSIONNELS SALAIRES

LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES PROFESSIONNELS SALAIRES AU QUEBEC. SITUATION DES EMPLOYES PROFESSIONNELS PAR RAPPORT A LEUR STATUT JURIDIQUE DANS LE DROIT QUEBECOIS DU TRAVAIL, PAR RAPPORT AUSSI A L'ORGANISATION SYNDICALE ET A LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (JEAN-REAL CARDIN)

R-210266-125

LE PROFESSIONNEL SALARIE DANS LA GRANDE ENTREPRISE. PLACE DU PROFESSIONNEL DANS LA GRANDE INDUSTRIE ET EXAMEN DES CAS DE CONFLIT ET DES ELEMENTS DE SOLUTIONS. (ROGER CHARTIER)

R-230168-057

PROFESSIONS LIBERALES

APPROACHES TO THE INDUSTRY COUNCIL IDEA IN THE UNITED STATES. PROGRES DE L'IDEE DES CONSEILS INDUSTRIELS. POSSIBILITE DE DEVELOPPER CE SYSTEME DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES PROFESSIONS LIBERALES. (GERALD S. SCHNEPP S.M. AND ISABELLE MORELLO)

R-090454-381

PROFITS

EFFETS DE L'INFLATION SUR LES SALAIRES, LES PRIX ET LES PROFITS. (EMILE GOSSELIN)

C-000752-037

OBJECTIFS PRIVILEGE DE L'ENTREPRISE. ETUDE COMPARATIVE DES 'THEORIES DE MAXIMISATION' DANS L'ENTREPRISE. CRITERES DETERMINANT LA SUPERIORITE DE LA MAXIMISATION DU PROFIT. (BERTRAND BELZILE)

R-220467-467

REFORMES DE STRUCTURE. TRANSFORMATION DES CONCEPTS DE PROPRIETE, PROFIT, AUTORITE ET GESTION DE L'ENTREPRISE. (GERARD DION)

R-030347-033

PROGRES SOCIAL

CAPITALISME LIBERAL ET PROGRES SOCIAL. CONFLIT ENTRE REALITE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE)

R-050249-014

PROGRES TECHNIQUE ET PROGRES SOCIAL. DIFFICULTES ET MODALITES D'ADAPTATION DE LA TECHNIQUE A L'HUMAIN. (VITTORIO VACCARI)

R-120457-326

PROGRES TECHNIQUE

LES FORMES ACTUELLES DU PROGRES TECHNIQUE ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS. NATURE ET MANIFESTATIONS DES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES CONTEMPORAINS. LEURS CONSEQUENCES SUR LE CARACTERE DE L'ENTREPRISE ET LA STRUCTURE DE L'EMPLOI. (JEAN-REAL CARDIN)

R-190164-003

PROGRES TECHNIQUE ET PROGRES SOCIAL. DIFFICULTES ET MODALITES D'ADAPTATION DE LA TECHNIQUE A L'HUMAIN. (VITTORIO VACCARI)

R-120457-326

PROGRES TECHNIQUE (SUITE)

THE DANGERS OF TECHNOLOGICAL SPIRIT.
DANGERS DU PROGRES TECHNIQUE. SES
CONSEQUENCES SUR LA VERITE RELIGIEUSE
L'ORDRE MATERIEL, L'ECONOMIE GENERALE ET
LA FAMILLE. (PIE XII). **R-090354-270**

PROMOTION

L'ANCIENNETE PROBLEMES DU REEMBAUCHAGE
ET DE LA PROMOTION EN RAPPORT AVEC
L'ANCIENNETE ET LA COMPETENCE. (JEAN-H.
GAGNE). **R-110356-195**

MUTATION ET PROMOTION DANS LES RAPPORTS
D'ARBITRAGE EN 1958. DEFINITION DES
TERMES. SENTENCE ARBITRALE. **R-150260-263**

PROMOTION INTERDEPARTEMENTALE ET
ANCIENNETE. (EMILE GOSSELIN). **R-140159-089**

PROPRIETE

A PROPOS DE PROPRIETE. NOTION VERITABLE ET
NOTION TRADITIONNELLE DE PROPRIETE.
(ANDRE ROY). **R-030548-068**

ACTIVITE SYNDICALE SUR LA PROPRIETE D'UNE
COMPAGNIE. SENTENCE ARBITRALE. (JEAN-H.
GAGNE). **R-100255-132**

L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE. LE
FONDEMENT DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE
A PROPRIETAIRE UNIQUE ET DANS LES SOCIETES
ANONYMES. (VICTOR MORENCY). **R-050650-056**

LA SECURITE FAMILIALE PAR LA PROPRIETE. LA
MAISON. FACTEUR DE SECURITE SOCIALE.
L'ACTION INDIVIDUELLE DU TRAVAILLEUR POUR
SE PROCURER UNE MAISON. (RODOLPHE
LAPLANTE). **C-000651-135**

LES CARACTERISTIQUES CONCRETES DU
CAPITALISME LIBERAL DANS LE CONTEXTE
AMERICAIN. REGIME D'ENTREPRISE COLLECTIVE.
DIVORCE ENTRE PROPRIETE ET CONTROLE.
ECONOMIE DIRIGEE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE
O.P.). **R-050550-041**

PROBLEMES DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE.
ASPECTS FONDAMENTAUX DE L'AUTORITE:
NATURE, SOURCE, RELATIONS AVEC LE
CONCEPT DE PROPRIETE. ASPECT PRATIQUE
DANS L'ENTREPRISE. (ROGER CHARTIER). **R-090454-333**

PROPERTY AND AUTHORITY IN BUSINESS
ENTERPRISE. CHANGEMENTS DES DROITS DE
GERANCE DANS LE TEMPS. (GERARD DION). **R-160161-030**

PROPRIETE ET ENTREPRISE. APPRECIATION
MORALE DE LA STRUCTURE ET DES ABUS DE
L'ENTREPRISE CAPITALISTE MODERNE.
(PAUL-EMILE BOLTE). **R-030347-034**

PROPRIETE. RESPONSABILITE ET DROITS DE LA
GERANCE. PROBLEME DE L'AUTORITE DANS
L'ENTREPRISE ET SON FONDAMENT MORAL.
PROPRIETE ET ENTREPRISE. (GERARD DION). **C-001560-030**

REFORMES DE STRUCTURE. TRANSFORMATION
DES CONCEPTS DE PROPRIETE, PROFIT,
AUTORITE ET GESTION DE L'ENTREPRISE.
(GERARD DION). **R-030347-033**

PROPRIETE PRIVEE

LA PROPRIETE DANS LA SOCIETE
NORD-AMERICAINE. CONFRONTATION DE LA
DOCTRINE TRADITIONNELLE DE LA PROPRIETE
PRIVEE AVEC LE CONTEXTE ECONOMIQUE NORD-
AMERICAIN. (EDWARD DUFF). **R-150160-054**

LA PROPRIETE DANS LA SOCIETE
NORD-AMERICAINE. L'ANCIENNE CONCEPTION
DE LA PROPRIETE PRIVEE RESTE-T-ELLE ENCORE
VIABLE AUJOURD'HUI? (EDWARD DUFF). **C-001459-131**

PROROGATION

CLAUDE DE RENOUVELLEMENT DANS LES
CONVENTIONS COLLECTIVES. DUREE DE LA
CONVENTION ET MODES DE PROROGATION
PERMIS PAR LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES
ET LA LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS.
(GEORGES-MICHEL GIROUX). **R-030848-119**

PROSPERITE ECONOMIQUE

PROSPERITE ECONOMIQUE ET PARADOXE DE
L'EMPLOI. DEFINITION DE LA STABILITE
ECONOMIQUE EN MONTRANT L'IMPORTANCE
DES SUJETS QUI SERONT ETUDIES. (CHARLES
LEMELIN). **C-001156-017**

PROSPERITE ECONOMIQUE OU RECESSION?
ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ECONOMIE
CANADIENNE DE 1955 A 1958. (CLAUDE
MORIN). **R-140159-085**

PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE

PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE. DEBUTS, ROLES ET
TACHES. (ARTHUR TREMBLAY). **R-020547-008**

PSYCHOTECHNIQUE

PSYCHOTECHNIQUE ET MORALE. DEFINITION ET
APPLICATION DE LA PSYCHOTECHNIQUE.
QUESTIONS MORALES QU'ELLE SOULEVE. DROITS
ET DEVOIRS DU PSYCHOTECHNICIEN, DE
L'EMPLOYEUR ET DU TRAVAILLEUR DANS CE
DOMAINE. **R-090153-016**

PUBLICITE

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES
SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE REGIE
ELEMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE
PUBLICITE SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE
PRIX. (GERARD PICARD). **C-000752-139**

QUALIFICATION

CLAUDE D'ANCIENNETE. CRITERES DE
DETERMINATION DE LA QUALIFICATION. **R-140459-608**

QUEBEC IRON AND TITANIUM

LES RIVALITES SYNDICALES: FORCE OU
FAIBLESSE. LE PROBLEME SYNDICAL AU QUEBEC.
CONFLITS INTERSYNDICAUX A RADIO-CANADA
ET A LA QUEBEC IRON AND TITANIUM.
EVOLUTION DES RELATIONS INTERSYNDICALES
ET LES SOLUTIONS POSSIBLES AUX RIVALITES
SYNDICALES. (EVELYNE DUMAS).
COMMENTAIRES DE GERARD RANCOURT (FTQ)
ET RAYMOND PARENT (CSN). **C-002368-099**

QUESTIONNAIRES D'ATTITUDES

EMPLOYEE ATTITUDE SURVEYS IN THE UNITED STATES. LA RECHERCHE SUR LES ATTITUDES. PROCÉDE PAR QUESTIONNAIRES. CRITIQUE DE CE SYSTÈME. MISE EN APPLICATION ET RESULTATS D'UN NOUVEL OUTIL. (DAVID G. MOORE). **R-110356-150**

RACKETS

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ÉTATS-UNIS. POSITIONS VIS-A-VIS LE SALAIRE ANNUEL GARANTI. LES SALAIRES ET LA PRODUCTIVITÉ. COMMENTAIRES SUR LES FONDS SYNDICAUX, LES RACKETS ET L'ÉCHEC DU MOUVEMENT COOPÉRATIF. (LEON DALE) **R-180163-059**

RADIO - CANADA

LA GREVE DES RÉALISATEURS DE RADIO-CANADA. FACTEURS DU DÉCLENCHEMENT DE LA GREVE. POSITIONS INITIALES DES PARTIES; PIQUETAGE ET SOLIDARITÉ SYNDICALE; ÉTAPES ET CONSÉQUENCES DU CONFLIT. (MICHEL ROY). **R-140259-265**

LES RIVALITÉS SYNDICALES. FORCE OU FAIBLESSE. LE PROBLÈME SYNDICAL AU QUÉBEC. CONFLITS INTERSYNDICAUX À RADIO-CANADA ET À LA QUÉBEC IRON AND TITANIUM. ÉVOLUTION DES RELATIONS INTERSYNDICALES ET LES SOLUTIONS POSSIBLES AUX RIVALITÉS SYNDICALES. (EVELYNE DUMAS). COMMENTAIRES DE GÉRARD RANCOURT (FTQ) ET RAYMOND PARENT (CSN). **C-002368-099**

RALENTISSEMENT DE PRODUCTION

RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. SUSPENSIONS POUR RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. (JEAN H. GAGNE). **R-070352-190**

RAPPORT ALLEYN

RAPPORT DE LA COMMISSION ALLEYN. COMMENTAIRES, SUR LA NÉCESSITÉ DE LA PRODUCTION LE DIMANCHE DANS LES USINES DE PÂTES ET PAPIERS. (BERTRAND BELZILE). **R-210366-436**

RAPPORT DONOVAN

REPORT OF THE ROYAL COMMISSION ON TRADE UNIONS AND EMPLOYERS ASSOCIATION. (DONOVAN). **R-230468-686**

LE RAPPORT WOODS ET LE RAPPORT DONOVAN. AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES ENQUÊTES GOUVERNEMENTALES. (JEAN-CHARLES BONENFANT). **R-250170-003**

THE REFORM OF BRITISH INDUSTRIAL RELATIONS. REVUE CRITIQUE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DONOVAN. PROJETS DE RÉFORME DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE. (ROBERT F. BANKS). **R-240269-333**

RAPPORT FREEDMAN

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE. EXTRAITS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE FREEDMAN EN MARGE D'ÉVÉNEMENTS SURVENUS EN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX (C.N.R.) RELATIVEMENT AUX PARCOURS PROLONGES. **R-210266-270**

RAPPORT GILL

LE RAPPORT GILL, OU LE RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE RELATIF À LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE. (1962). SON INTÉRÊT ET LES SUGGESTIONS DES COMMISSAIRES. (JACQUES ST-LAURENT). **R-180163-085**

RAPPORT PICARD

LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LES PORTS DU ST-LAURENT. RAPPORT DE LA COMMISSION PICARD. **R-220467-577**

RAPPORT RAND

THE LAW AND LABOUR RELATIONS: A REACTION TO THE RAND REPORT. LES PROBLÈMES DES RELATIONS INDUSTRIELLES NE PEUVENT PAS TOUS ÊTRE RÉGLÉS PAR LA LOI. (H. CARL GOLDENBERG). **R-240269-308**

RAPPORT WOODS

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE SUR LE RAPPORT WOODS. **R-250170-108**

CANADIAN INDUSTRIAL RELATIONS. THE TASK FORCE REPORT. ÉVALUATION GÉNÉRALE DU RAPPORT WOODS. EXAMEN DE QUELQUES DONNÉES SUR LES GREVES DANS LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS. L'ALIÉNATION DES TRAVAILLEURS ET QUELQUES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. (ADOLF STURMTHAL). **R-240369-489**

COLLECTIVE BARGAINING RESULTS. EXAMEN DE LA TROISIÈME PARTIE DU RAPPORT WOODS PORTANT SUR LA RELATION ENTRE L'INFLATION ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE. (DOUGLAS A. SMITH). **R-250170-046**

CONCILIATION: THE END OF COMPULSORY BOARDS. LE RAPPORT WOODS RECOMMANDE L'ABOLITION DU RECOURS OBLIGATOIRE AUX COMMISSIONS DE CONCILIATION. ÉTUDE DES EFFETS DE LA DIMINUTION DU RECOURS OBLIGATOIRE À LA CONCILIATION SUR LE NOMBRE DE DIFFÉRENDS RÉSOUS PAR LES CONCILIEURS ET SUR LE NOMBRE, LA DURÉE ET L'EMPLITUDE DES GREVES. (W.B. CUNNINGHAM). **R-250170-062**

LE RAPPORT WOODS ET LE RAPPORT DONOVAN. AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES ENQUÊTES GOUVERNEMENTALES. (JEAN-CHARLES BONENFANT). **R-250170-003**

LES RELATIONS DU TRAVAIL AU CANADA. INDEX ALPHABÉTIQUE PRÉPARÉ POUR FACILITER LA CONSULTATION DU RAPPORT WOODS. (JEAN SEXTON). **R-250170-113**

LES RELATIONS DU TRAVAIL AU CANADA. RÉSUMÉ DU RAPPORT WOODS. **R-240269-440**

RAPPORT WOODS (SUITE)

PLEIN EMPLOI, STABILITE DES PRIX, NEGOCIATION COLLECTIVE ET LE RAPPORT WOODS. CRITIQUE DE LA TROISIEME PARTIE DU RAPPORT WOODS. (GERARD BELANGER).

R-250170-055

THE COLLECTIVE BARGAINING PROCESS. EXPLICATION DES PARTIES DU RAPPORT WOODS PORTANT SUR LE PROCESSUS DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (ALTON W.J. CRAIG).

R-250170-034

THE PROTECTION OF INDIVIDUAL MEMBERS OF UNIONS. DISCUSSION DE L'ANALYSE ET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA POSITION ET LES DROITS DU MEMBRE DU SYNDICAT EN TANT QU'INDIVIDU. (E.E. PALMER).

R-250170-083

THE TASK FORCE REPORT. ANALYSE PHILOSOPHIQUE DU CONTENU GENERAL DU RAPPORT WOODS ET EVALUATION DE SES OBSERVATIONS EN CE QUI A TRAIT LA NEGOCIATION COLLECTIVE. (J.T. MONTAGUE).

R-250170-012

THE THIRD WAVE LABOUR UNREST AND INDUSTRIAL CONFLICT IN CANADA. HISTOIRE DES CONFLITS OUVRIERS ET INDUSTRIELS DE 1900 A 1966. APPUI AUX PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA QUESTION DES CONFLITS INDUSTRIELS. (STUART JAMIESON).

R-250170-022

RAPPORTS SOCIAUX

CONFLITS DE TRAVAIL ET PAIX SOCIALE. DISTINCTION ENTRE STRUCTURE DE CONFLIT ET CONFLIT PARTICULIER DANS LES RAPPORTS SOCIAUX. PROBLEMES DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. (YVES URBAIN).

R-090354-198

RATIONALISATION DU TRAVAIL

RATIONALISATION DU TRAVAIL ET FACTEUR HUMAIN. DEFINITION ET HISTORIQUE DES PHENOMENE DE LA RATIONALISATION. ETUDE DE CERTAINS PROBLEMES A RESOUDRE POUR UNE RATIONALISATION EFFICACE. (CAMILLE BARBEAU).

C-000853-087

READAPTATION

READAPTATION AU TRAVAIL. PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET COMPENSATION.

R-010345-004

RECENSEMENT

NOTES ON OCCUPATIONAL CLASSIFICATION. DEVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA CLASSIFICATION OCCUPATIONNELLE, EN EXAMINANT LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE DU RECENSEMENT AU CANADA. (GLEN ALEXANDRIN).

R-210466-529

RECESSION ECONOMIQUE

PROSPERITE ECONOMIQUE OU RECESSION? ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ECONOMIE CANADIENNE DE 1955 A 1958. (CLAUDE MORIN).

R-140159-085

RECHERCHE

COMPARATIVE RESEARCH APPROACHES. LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE AU BUREAU FEDERAL DE LA STATISTIQUE. (SYLVIA OSTRY).

R-210466-511

RECHERCHE (SUITE)

L'EXPERIENCE D'UNE COMMISSION CONJOINTE DE RECHERCHE DANS UN CAS DE CONVERSION INDUSTRIELLE. L'OBJET, LA METHODE, LES DIFFICULTES ET LES RESULTATS DE CETTE COMMISSION CONJOINTE. (GERARD DION).

R-210466-572

LA DOCUMENTATION EN RELATIONS INDUSTRIELLES. SOURCES ET CLASSIFICATION DES DOCUMENTS DANS LE PROCESSUS DE RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. EMBRYON DE BIBLIOTHEQUE SPECIALISEE. (JACQUES LUCIER).

R-150460-452

LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EDUCATION SYNDICALE. UTILITE DE LA RECHERCHE FONDAMENTALE DANS UN SERVICE D'EDUCATION DES ADULTES. (JEAN DE LAPLANTE).

R-120357-238

RESEARCH ACTIVITIES OF THE ECONOMICS AND RESEARCH BRANCH OF THE CANADA DEPARTMENT OF LABOUR. LES ACTIVITES DE RECHERCHES DU DEPARTEMENT D'ECONOMIQUE ET DE RECHERCHE DU MINISTERE FEDERAL DU TRAVAIL. (GEORGE SAUNDERS).

R-210466-518

THE FUNCTIONS OF THE RESEARCH OFFICER IN TRADE UNIONS. L'ACTIVITE DU SERVICE DE RECHERCHE D'UNE ORGANISATION SYNDICALE DEPEND DES OBJECTIFS QU'ELLE POURSUIT. (H.J. WAISGLASS).

R-210466-561

RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES

NOUVELLE CONCEPTION DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. MODIFICATION DANS LA METHODOLOGIE DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (EMILE GOSSELIN).

R-070151-035

PERSPECTIVES NOUVELLES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. PERSPECTIVES NOUVELLES DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (EMILE GOSSELIN).

R-220267-153

RAPPORT SUR L'ETAT DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LES UNIVERSITES CANADIENNES DEPUIS 1960. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).

R-210466-485

RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. NATURE, IMPORTANCE ET PROBLEMES DES RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (GERARD DION).

R-020346-001

THE EMPLOYER APPROACH TO INDUSTRIAL RELATIONS RESEARCH. ATTITUDE QU'UN EMPLOYEUR DEVRAIT AVOIR ENVERS LES RECHERCHES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. (J.B. BOYD).

R-210466-552

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

AUTOMATION: EVOLUTION OU REVOLUTION. CONSÉQUENCES DE L'AUTOMATION ET SON INFLUENCE SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE UNIVERSITAIRES. (JEAN-PAUL DESCHENES).

R-190164-019

RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS

ENTENTES SUR LE RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS A L'OCCASION D'UNE FERMETURE D'USINE; INDEMNITES DE LICENCIEMENT, RECUPERATION SCOLAIRE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET INDEMNITES POUR FIN DE DEMENAGEMENT.

R-210366-457

RECLASSIFICATION

ARBITRAGE - TACHES - RECLASSIFICATION A CAUSE D'UN NOUVEL EQUIPEMENT.

R-200265-391

RECONNAISSANCE SYNDICALE

ABSENCE DE DEPOT DE LA CONVENTION. INEXISTENCE DE LA CONVENTION VIS-A-VIS DES TIERS. OUVERTURE CREE A UN AUTRE SYNDICAT POUR SE FAIRE RECONNAITRE COMME AGENT NEGOCIATEUR.

R-170262-181

CONSEIL D'ARBITRAGE ET CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE. UN CONSEIL D'ARBITRAGE NE PEUT MODIFIER LE CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE.

R-150260-266

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC ET AL. NOTES DE QUATRE JUGES DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE (JEAN-H. GAGNE).

R-080453-398

L'ALLIANCE DES PROFESSEURS CATHOLIQUES DE MONTREAL VS LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME CONCERNANT LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE).

R-080353-328

PERSPECTIVES PATRONALES DU SYNDICALISME. CAUSE DU MALAISE DANS LE COMMERCE DE DETAIL DU QUEBEC ET REMEDES PROPOSES. PROBLEME DE LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (VITALIEN CHARTRAND).

R-090153-052

POUVOIRS DE LA C.R.O. EN MATIERE DE RECONNAISSANCE SYNDICALE.

R-120357-253

RECONNAISSANCE SYNDICALE. APPLICATION DE LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES AUX FONCTIONNAIRES VISES PAR LA LOI DU SERVICE CIVIL.

R-190164-112

RECONNAISSANCE SYNDICALE. DECISION AU SUJET DU NOMBRE DE SALAIRES NECESSAIRES POUR LA RECONNAISSANCE SYNDICALE. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).

R-100355-188

RECONNAISSANCE SYNDICALE. DEMANDE DE RETRAIT D'UN CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE SYNDICALE POUR DEFAUT DE MAJORITE ABSOLUE. DROIT DE L'EMPLOYEUR DE FAIRE UNE TELLE DEMANDE.

R-170162-072

RECONNAISSANCE SYNDICALE. DISCRETION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DANS LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION.

R-180263-254

RECONNAISSANCE SYNDICALE. RESERVE D'UN DROIT DE VOTE PARTICULIER EN FAVEUR D'UN EMPLOYE SUSPENDU ET ABSENT DE L'UNITE DE NEGOCIATION AU MOMENT DU SCRUTIN.

R-170462-471

RECONNAISSANCE SYNDICALE. JURIDICTION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC EN MATIERE DE NAVIGATION LOCALE.

R-170162-069

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. RECONNAISSANCES SYNDICALES. CONVENTIONS COLLECTIVES ET ARBITRAGE.

R-040949-089

RECOURS CIVIL

ADMISSIBILITE DU RECOURS CIVIL DE L'EX-SALARIE. FONDE SUR LA CONVENTION COLLECTIVE. (PIERRE VERGE).

R-240369-598

RECOURS EN DOMMAGES

RENONCIATION AUX REPRESAILLES ET RECOURS EN DOMMAGES. UN ENGAGEMENT DE LA PART D'UNE COMPAGNIE A N'EXERCER AUCUNE REPRESAILLES A RAISON D'UNE GREVE N'IMPLIQUE PAS LA RENONCIATION A DES RECOURS EN DOMMAGES RESULTANT DE LA GREVE.

R-150460-505

RECRUTEMENT

A STUDY OF RECRUITMENT METHODS IN CANADA'S LARGEST INDUSTRIAL CONCERNS. ANALYSE DES METHODES DE RECRUTEMENT AU SEIN DES ENTREPRISES CANADIENNES LES PLUS IMPORTANTES. (GUVENC G. ALPANDER).

R-250270-268

LE RECRUTEMENT, LA SELECTION ET LE PLACEMENT DES APPRENTIS DU BATIMENT. METHODES EN VIGUEUR DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT A MONTREAL, CHICOUTIMI, HULL ET SHERBROOKE. (CHARLES-E. THERIEN).

R-060351-084

PLANIFICATION PAR L'ENTREPRISE DU RECRUTEMENT DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES. (ROGER CHARTIER).

R-200465-637

RECRUTEMENT SIMULTANE

LES CONFLITS INTERSYNDICAUX AU QUEBEC (1957-1967). DISTINCTION ENTRE 'MARAUODAGE' ET 'RECRUTEMENT SIMULTANE'. EVOLUTION DE CES DEUX FORMES DE RIVALITE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA SITUATION AMERICAINE DE 1951 A 1952 AVEC CELLE DU QUEBEC DE 1964 A 1967. (PIERRE ROBERGE).

R-240369-521

REDISTRIBUTION DES REVENUS

STABILITE OUVRIERE ET DISTRIBUTISME SOCIAL. NECESSITE D'UNE POLITIQUE SOCIALE QUI PERMETTE UNE REDISTRIBUTION EQUITABLE DES RICHESSES. (GONZALVE POULIN OFM).

R-030147-008

REDUCTION DES OPERATIONS

REDUCTION OF THE WORKING FORCE. DEFINED. CE QUE SIGNIFIE LA REDUCTION DES OPERATIONS.

R-160261-250

REEMBAUCHAGE

L'ANCIENNETE. PROBLEMES DU REEMBAUCHAGE ET DE LA PROMOTION EN RAPPORT AVEC L'ANCIENNETE ET LA COMPETENCE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-195

REFORME DE L'ENTREPRISE

IMPORTANCE ACTUELLE DE L'ETUDE DE L'ENTREPRISE POUR REALISER LES REFORMES DE STRUCTURE ET CONTRIBUER A L'OEUVRE DE LA RESTAURATION SOCIALE. (GERARD DION).

R-050249-012

L'ESPRIT DES REFORMES DE STRUCTURE: PATERNITE, PATRONAT, PATERNAL SME. REFLEXIONS SUR LES RESPONSABILITES DU PATRONAT. (MARCEL CLEMENT).

R-030548-065

REFORME DE L'ENTREPRISE (SUITE)

LA NECESSITE DES REFORMES DE STRUCTURE: LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE (II). IDEAL QUE PROPOSE LA DOCTRINE SOCIALE CHRETIENNE. (MARCEL CLEMENT) **R-030648-082**

LA REFORME DE L'ENTREPRISE: LES PROBLEMES QUI SE POSENT (III). L'ENTREPRISE DOIT DEVENIR UNE AUTHENTIQUE COMMUNAUTE DE TRAVAIL. (MARCEL CLEMENT) **R-030748-097**

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV): LE SALAIRE PROPORTIONNEL COMME FORME DE PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT) **R-030948-129**

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LES EQUIPES AUTONOMES ET LA COMMUNAUTE DE PROPRIETE COMME FORMULE DE PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT) **R-031048-145**

LES MODALITES DES REFORMES DE STRUCTURE. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV). LA PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT) **R-030848-114**

REFORMES DE STRUCTURE DANS L'ENTREPRISE. CRITIQUE CONTRE LES REFORMES PRECONISEES DANS LE BULLETIN DES RELATIONS INDUSTRIELLES (L. PERREAULT). **R-050249-020**

REFORMES DE STRUCTURES ET SYNDICALISME. CONSEQUENCES THEORIQUES ET PRATIQUES DES REFORMES DE L'ENTREPRISE SUR LE SYNDICALISME. (MARCEL CLEMENT) **R-040348-021**

REGIE DES PRIX

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE REGIE ELEMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE PUBLICITE SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE PRIX. (GERARD PICARD) **C-000752-139**

LA POSITION DES UNIONS OUVRIERES VIS-A-VIS L'INFLATION. LES SYNDICATS RECOMMANDENT LE RETABLISSEMENT DE LA REGIE DES PRIX POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION. (EUGENE FORSEY) **C-000752-085**

REGIME DES RENTES DU QUEBEC

COMMENTAIRES SUR LES REGIMES SUPPLEMENTAIRES DE RENTES. (T. POZNANSKI) **R-210466-605**

QUELQUES COMMENTAIRES SUR LE REGIME DES RENTES DU QUEBEC. COMMENTAIRES SUR LA REDUCTION DE LA RENTE DE RETRAITE, LE CAS DES GAINS ADMISSIBLES DES TRAVAILLEURS AUTONOMES ET LE PROBLEME DU "TROP PERCU" DE LA PART DES EMPLOYEURS. (THADDEE POZNANSKI) **R-220367-422**

REGIME DE RENTES DU QUEBEC ET LOI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1966). PRINCIPALES PRESTATIONS: RENTE D'INVALIDITE, PRESTATIONS EN CAS DE DECES. (THADDEE POZNANSKI) **R-210166-090**

REGIMES DE RENTES

LES SYSTEMES FINANCIERS DES REGIMES DE RENTES AU CANADA. BASES DE L'ETABLISSEMENT DES BUDGETS DES REGIMES DE RENTES AU CANADA. (THADDEE POZNANSKI) **R-230168-154**

REGIONALISME SYNDICAL

LE REGIONALISME SYNDICAL EST-IL DESUET. PANEL SUR LE REGIONALISME ET LA CENTRALISATION DANS LES SYNDICATS. **C-001257-119**

REGLEMENT DES CONFLITS

COLLECTIVE BARGAINING BY CIVIL SERVANTS. DROIT D'ASSOCIATION. REGLEMENT DES CONFLITS ET PROBLEMES DE REPRESENTATION CHEZ LES FONCTIONNAIRES. (A. ANDRAS) **R-130158-041**

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION DU ROYAUME-UNI ET DE L'ETAT LIBRE D'IRLANDE. **R-060351-072**

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. II. ETATS-UNIS D'AMERIQUE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION AMERICAINE. **R-060251-052**

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISMES DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL SELON LA LEGISLATION FRANCAISE. **R-060451-115**

ETUDE COMPARATIVE SUR LA LEGISLATION DE LA CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. MECANISME DE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL SELON LES PRINCIPALES LOIS DU CANADA ET DU QUEBEC. **R-060150-011**

LE CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC: PRINCIPALES ORIENTATIONS. INNOVATIONS DANS LES DOMAINES DU DROIT D'ASSOCIATION, DE L'UNITE DE NEGOCIATION ET DU REGLEMENT DES CONFLITS. (GERARD HEBERT) **R-200165-052**

REGLEMENT DES GRIEFS

DU REGLEMENT DES GRIEFS SOUS LE REGIME DE LA CONVENTION COLLECTIVE. PROCEDURE A SUIVRE QUAND DES CONFLITS DE DROIT SURGISSENT DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. (DONAT QUIMPER) **C-000247-049**

REGLEMENT INTERIEUR

DISCIPLINE. LES INFRACTIONS COUVERTES PAR CE TERME. POUVOIR DISCIPLINAIRE LIMITE PAR LA CONVENTION COLLECTIVE OU LE REGLEMENT INTERIEUR. **R-190264-267**

REHABILITATION

ASPECTS DE LA REHABILITATION AU QUEBEC. CE QU'EST LA REHABILITATION DES HANDICAPES PHYSIQUES, ETENDUE DU PROBLEME DE L'INVALIDITE. RESSOURCES DISPONIBLES POUR LA SOLUTION DE CE PROBLEME. (EDGAR GUAY) **R-090454-367**

REHABILITATION PROFESSIONNELLE

REHABILITATION IN INDUSTRY. ASPECTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DE LA REHABILITATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE. ROLE DE LA MEDECINE INDUSTRIELLE ET DES SPECIALISTES. (WILFRID LE BLOND) **R-080253-190**

REINTEGRATION DU SALARIE

LA REINTEGRATION FORCEE DU SALARIE EN DROIT QUEBECOIS. MESURE DANS LAQUELLE CETTE REINTEGRATION PEUT SE REALISER, D'UN POINT DE VUE JURIDIQUE, COMPTE TENU DE LA TRADITION CIVILISTE. (PIERRE VERGE).

R-250370-594

RELATIONS CANADO-AMERICAINES

LES RELATIONS ECONOMIQUES CANADO-AMERICAINES. PROPOS SUR UNE ETUDE PRESENTEE A LA COMMISSION GORDON. (RENE TREMBLAY).

R-130458-432

RELATIONS DE TRAVAIL

LOISIRS ET RELATIONS DE TRAVAIL. EVOLUTION DES LOISIRS ET LEUR INFLUENCE SUR LE TRAVAIL. (LOUISE DUMAIS).

R-040348-027

RELATIONS HUMAINES

CONFERENCE INTERNATIONALE: DES PROBLEMES SOCIAUX DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL. IMPORTANCE DES RELATIONS HUMAINES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-030948-141

EVALUATION DES FACTEURS TECHNIQUES ET HUMAINS DANS LA DIRECTION. QUELQUES PRINCIPES POUR AMELIORER LE CLIMAT INDUSTRIEL. FONCTIONS DE L'ENTREPRISE. ROLE DE L'AUTORITE ET CONDITION DE SON EXERCICE. (EMILE GOSSELIN).

R-070352-152

FACTEURS NOUVEAUX DANS L'AMENAGEMENT DES RELATIONS DE TRAVAIL. IMPORTANCE DES RELATIONS HUMAINES DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL. (GERARD DION).

R-010646-002

L'ENTREPRISE MODERNE. LE TRAVAILLEUR ET LE PUBLIC. ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DES 'RELATIONS PUBLIQUES' ET DES 'RELATIONS HUMAINES' DANS LES ENTREPRISES. (STEPHAN CAMBIEN).

R-080453-361

LES RELATIONS HUMAINES AU TRAVAIL. (PIE XII).

R-110356-215

LES RELATIONS HUMAINES DANS L'ENTREPRISE ET LES RESPONSABILITES DE L'INGENIEUR CATHOLIQUE. 2E CONGRES INTERNATIONAL DES INGENIEURS CATHOLIQUES.

R-100255-133

LES RELATIONS HUMAINES DANS L'INDUSTRIE. HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DE L'ETUDE DES PROBLEMES HUMAINS DANS L'INDUSTRIE. EXPERIENCES CONCRETES ET DIFFERENTS ASPECTS DES RELATIONS HUMAINES DANS L'INDUSTRIE. (NOEL MAILLOUX).

C-000853-133

RELATIONS HUMAINES DANS L'ENTREPRISE. DISCOURS DEVANT LES INDUSTRIELS AMERICAINS ET LES INGENIEURS. (PIE XII).

R-090153-076

TECHNIQUE DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRES AVEC PRIMES AU RENDEMENT. ETUDE DE DIFFERENTES METHODES DE REMUNERATION AVEC PRIMES AU RENDEMENT. NECESSITE DE DEVELOPPER LES RELATIONS HUMAINES. (RENE BRETON).

C-000550-055

RELATIONS INDUSTRIELLES

CARRIERES EN RELATIONS INDUSTRIELLES. SENS DU TERME 'RELATIONS INDUSTRIELLES'. CHAMPS D'ACTIVITE. OPPORTUNITES DE CARRIERES. FORMATION REQUISE. SPECIALISATION. FACILITES D'EMPLOI.

R-060251-059

L'UNIVERSITE ET LES RELATIONS INDUSTRIELLES. L'UNIVERSITE PEUT CONTRIBUER A AMELIORER LE CLIMAT DES RELATIONS DE TRAVAIL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE OP).

C-000146-001

L'UNIVERSITE LAVAL ET LES RELATIONS INDUSTRIELLES. IMPORTANCE DES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LA SOCIETE. CARACTERISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT QUE LE DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES OFFRE A SES ETUDIANTS. (GERARD DION).

R-040448-032

LA DOCUMENTATION EN RELATIONS INDUSTRIELLES. SOURCES ET CLASSIFICATION DES DOCUMENTS DANS LE PROCESSUS DE RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. EMBRYON DE BIBLIOTHEQUE SPECIALISEE. (JACQUES LUCIER).

R-150460-452

LES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS L'ETAT MODERNE. REFLEXIONS GENERALES SUR LES PROBLEMES DU TRAVAIL. (JEF RENS).

C-000146-075

NOUVELLE CONCEPTION DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. MODIFICATION DANS LA METHODOLOGIE DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (EMILE GOSSELIN).

R-070151-035

RELATIONS INTERSYNDICALES

RELATIONS INTERSYNDICALES: CSN - FTQ - CEQ. CHRONOLOGIE DE QUELQUES FAITS PROUVANT QUE LES CENTRALES QUEBECOISES RECHERCHENT UNE SOLUTION COMMUNE.

R-230268-361

RELATIONS PATRONALES - OUVRIERES

CRISE DE CONFIANCE. CLIMAT MALSAIN DANS LES RELATIONS PATRONALES - OUVRIERES AU CANADA.

R-010345-001

FACTEURS NOUVEAUX DANS L'AMENAGEMENT DES RELATIONS DE TRAVAIL. IMPORTANCE DES RELATIONS HUMAINES DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL. (GERARD DION).

R-010646-002

DEUX EVEQUES PARLENT DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES.

R-130158-095

INTRODUCTION. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: TECHNIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. (GERARD TREMBLAY).

C-000449-007

L'API ET LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. MEMOIRE ANNUEL.

R-130358-342

L'ETHIQUE DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. IL FAUT QUE DISPARAISSE L'ETHIQUE D'INIMITIE ET QUE LA MORALE TRADITIONNELLE REGISSE LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. (GOETZ A. BRIEFS).

R-070151-012

RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES (SUITE)

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES AU CANADA. HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES DE 1817 A 1944. (GERARD TREMBLAY).

C-000146-011

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA, LA LIBERTÉ D'ENTREPRISE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL. DECLARATION DE PRINCIPES.

R-140259-298

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA, LA LIBERTÉ D'ENTREPRISE, LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. EXTRAIT D'UN MEMOIRE PRESENTE AU CABINET FEDERAL.

R-170362-337

LA PAIX INDUSTRIELLE DANS LE QUEBEC.

CAUSES DES BONNES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES AU QUEBEC EN 1946. (GERARD DION).

R-020446-001

LABOUR, MANAGEMENT AND THE PUBLIC. LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES: LES PROBLEMES, LES SOLUTIONS, ET L'ATTITUDE DU PUBLIC LORS DES CONFLITS. (CARL H. GOLDENBERG).

R-190164-071

LE SYNDICALISME OUVRIER FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. SECTEURS TOUCHES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES, CONSÉQUENCES POUR LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES ET POUR LES SYNDICATS. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. (LEWIS A. COSER).

C-001560-136

LES EMPLOYEURS DE LA CONSTRUCTION ET LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DU MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU MINISTÈRE PROVINCIAL DU TRAVAIL.

R-130358-347

LES RELATIONS DU TRAVAIL AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE EN EUROPE OCCIDENTALE. DESCRIPTION ET ANALYSE DES INSTITUTIONS QUI EXISTENT À CE NIVEAU DANS LES PAYS ÉTUDIÉS. (JEAN-REAL CARDIN).

R-200365-409

LES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS L'USINE ORGANISÉE. VUES ET RÉALISATIONS DE 'DOMINION ELECTROHOME INDUSTRIES LIMITED', EN MATIÈRE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. (W-E. CURRY).

R-040448-038

ORGANISATION PROFESSIONNELLE: RÉALISATIONS ÉTRANGÈRES, VARIÉTÉ DE MODÈS DE COLLABORATION PATRONALE-OUVRIÈRE SELON LES RÉALITÉS PROPRES AU PAYS OU AU SECTEUR INDUSTRIEL. ORGANISATION PROFESSIONNELLE EN HOLLANDE, EN SCANDINAVIE, EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ALLEMAGNE. (EMILE GOSSELIN).

R-150460-489

POWER AND FUNCTION IN LABOUR RELATIONS. LE CADRE JURIDIQUE CANADIEN DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE A ÉTÉ MOINS FAVORABLE POUR L'ÉMERGENCE DE SYNDICATS PUISSANTS ET DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES EFFICACES. L'INTERVENTION MASSIVE DE L'ÉTAT A ÉTÉ LA CONSÉQUENCE DU PRAGMATISME EN CE DOMAINE. (H.D. WOODS).

R-150460-441

RE-EXAMINATION AND RE-ORGANIZATION OF RELATIONS BETWEEN WORKERS AND MANAGEMENT. (CARDINAL CICOGNANI).

R-160461-504

RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES (SUITE)

RELATIONS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYES DANS LES ENTREPRISES MODERNES. VERS L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE. (JEAN GAGNÉ).

R-050750-067

RESPONSABILITÉS DE L'ÉTAT À L'ÉGARD DU SYNDICALISME ET DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. DEVOIR DE L'ÉTAT DE FAVORISER LE SYNDICALISME OUVRIER ET PATRONAL, LA CONVENTION COLLECTIVE GÉNÉRALE, LA REPRÉSENTATION AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS ET LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIÈRE. (DR GASTON CHOLETTE).

R-150460-502

RETROSPECTIVE 1947. RÉFLEXIONS SUR LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES EN 1947.

R-030447-049

TECHNIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. BONNES RELATIONS DE TRAVAIL GRÂCE À DE BONNES CONVENTIONS COLLECTIVES ET AUX TECHNIQUES DE CONCILIATION. (GERARD TREMBLAY).

R-040849-071

THE CRIMINAL LAW AND THE CIVIL CODE IN DAY-TO-DAY EMPLOYEE RELATIONS. EXTRAIT D'UN PANEL DU MONTREAL BOARD OF TRADE. (ERKINE BUCHANAN, PHILIP CUTLER, PAUL-F. RENAULT).

R-140159-102

THE GOVERNMENT AS EMPLOYER. HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE L'ÉTAT ENVERS LES EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL AU CANADA. FONCTIONS DES EMPLOYÉS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE; RELATIONS EMPLOYEUR-EMPLOYÉS. (J.C. BEST).

R-160261-160

THE LAW AND INDUSTRIAL RELATIONS. NOUVELLE RÉALITÉ DE L'INDUSTRIE MODERNE: CONCEPTION EN TERMES DE FONCTION SOCIALE; BESOIN DE NOUVELLES IDÉES ET DE CONCEPTIONS MODIFIÉES AU SUJET DES RELATIONS OUVRIÈRES. (JUSTICE I.C. RAND).

R-170462-389

THE STATE OF LABOR-MANAGEMENT. RELATIONS, 1958-1959. CONTRIBUTION DE SYDNEY HILLMAN À LA PHILOSOPHIE DU TRAVAIL ET DESCRIPTION DE L'ÉTAT DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIÈRES AUX ÉTATS-UNIS. (ARTHUR J. GOLDBERG).

R-140159-075

TRENDS IN PUBLIC POLICY IN LABOUR RELATIONS. ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL. RELATIONS PATRONALES-OUVRIÈRES, PAIX INDUSTRIELLE ET RÔLE DU GOUVERNEMENT. (H.D. WOODS).

R-200365-429

UN BILAN DES RELATIONS PATRONALES-OUVRIÈRES ET DES MESURES DE SÉCURITÉ SOCIALE EN VIGUEUR DANS LES ENTREPRISES CANADIENNES. RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA. (ROGER VEZINA).

R-050450-033

UNE ENQUÊTE SUR LES RELATIONS OUVRIÈRES DE LA CONSTRUCTION AU CANADA. LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE LA CONSTRUCTION ANNONCE, POUR LE CENTENAIRE, UN PROJET D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS OUVRIÈRES DE LA CONSTRUCTION AU CANADA.

R-210166-102

RELATIONS PUBLIQUES

L'ENTREPRISE MODERNE, LE TRAVAILLEUR ET LE PUBLIC. ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DES 'RELATIONS PUBLIQUES' ET DES 'RELATIONS HUMAINES' DANS LES ENTREPRISES. (STEPHAN CAMBIEN). **R-080453-361**

RELATIONS SYNDICAT - ETAT

SYNDICAT ET ETAT. PRINCIPES ET EVOLUTION HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE SYNDICAT ET ETAT. DROITS ET DEVOIRS DE CHACUN. (MGR PIETRO PAVAN). **R-100154-002**

RELATIONS SYNDICAT-DIRECTION

LA 'FONCTION PERSONNELLE' ET LES RELATIONS SYNDICAT- DIRECTION. DEFINITION DE BONNES 'RELATIONS ENTRE LE SYNDICAT ET LA DIRECTION. DEFINITION, CHAMP D'APPLICATION ET D'EXERCICE, ROLE SPECIFIQUE ET PHASES DE LA 'FONCTION PERSONNELLE'. (ROGER CHARTIER). **R-090254-094**

REMUNERATION

LA REMUNERATION DU TRAVAIL FEMININ. CRITERES DE REMUNERATION ENTRE HOMMES ET FEMMES. LA FORMULE 'A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL' ET SES CONSEQUENCES. (ROGER CHARTIER). **R-080353-309**

LES ELEMENTS DU CONTROLE DE LA REMUNERATION DU TRAVAIL AU SEIN DE L'ENTREPRISE. ETUDE DE LA VARIATION DES SALAIRES SOUS L'INFLUENCE DES FACTEURS ECONOMIQUES; SALAIRES ET RELATION AVEC LES FONCTIONS OU LES TACHES; NATURE DE L'EVALUATION DES TACHES. (WALTER DELANEY). **C-000550-023**

RENDEMENT ECONOMIQUE ET REMUNERATION DES INSTITUTEURS. ANALYSE DE LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA REMUNERATION DES INSTITUTEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC; CERTAINES DISCRIMINATIONS INACCEPTABLES; DEFICIENCES DANS LE CAPITAL HUMAIN; MESURES POUR RETABLIR L'EQUITE. (JACQUES ST-LAURENT). **R-170462-365**

STRUCTURE ET EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DES INFIRMIERES DU DIOCESE DE QUEBEC, 1944-19629 (JACQUES ST-LAURENT). **R-180263-149**

TECHNIQUE DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRES AVEC PRIMES AU RENDEMENT. ETUDE DE DIFFERENTES METHODES DE REMUNERATION AVEC PRIMES AU RENDEMENT. NECESSITE DE DEVELOPPER LES RELATIONS HUMAINES. (RENE BRETON). **C-000550-055**

TECHNIQUES DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRE AU TEMPS OU A LA PIECE. SYSTEME DE TRAVAIL A LA PIECE POUR ACCROITRE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAILLEUR ET SA REMUNERATION. (L.-G. DAIGNAULT). **C-000550-039**

REMUNERATION AU RENDEMENT

UNE CRITIQUE DE LA REMUNERATION SELON LE RENDEMENT (III). ETUDE DE LA POSSIBILITE D'ETABLIR AVEC UNE PRECISION MATHEMATIQUE UN TEMPS STANDARD. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-140359-322**

REMUNERATION AU RENDEMENT (SUITE)

UNE CRITIQUE DE LA REMUNERATION SELON LE RENDEMENT (III): LE FACTEUR HUMAIN. CONSEQUENCES DES SYSTEMES DE REMUNERATION; REACTIONS DES TRAVAILLEURS; L'ENQUETE DE HAWTHORNE; INCENTIVE MANAGEMENT. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-140459-458**

UNE CRITIQUE DE LA REMUNERATION SELON LE RENDEMENT. DISTINCTIONS ENTRE GAGES HORAIRE ET GAGES BASEES SUR LA PRODUCTION. CRITERES DE DISTINCTION D'UN BON SYSTEME DE REMUNERATION A LA PIECE. (JEAN-PAUL DESCHENES). **R-140259-178**

RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS

CLAUDE DE RENOUVELLEMENT DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. DUREE DE LA CONVENTION ET MODES DE PROROGATION PERMIS PAR LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES ET LA LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS. (GEORGES-MICHEL GIROUX). **R-030848-119**

RENOI DISCIPLINAIRE

RENOI DISCIPLINAIRE AU SUJET DE FAITS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. **R-180163-100**

REPRESAILLES

RENONCIATION AUX REPRESAILLES ET RECOURS EN DOMMAGES. UN ENGAGEMENT DE LA PART D'UNE COMPAGNIE A N'EXERCER AUCUNE REPRESAILLE A RAISON D'UNE GREVE N'IMPLIQUE PAS LA RENONCIATION A DES RECOURS EN DOMMAGES RESULTANT DE LA GREVE. **R-150460-505**

REPRESENTATION SYNDICALE

MUST AN INDIVIDUAL UNION MEMBER'S RIGHTS BE SACRIFICED TO PROTECT THE GROUP INTEREST? SOLUTIONS PROPOSEES POUR RESOUDRE CE PROBLEME EN INSISTANT SUR LE 'DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION' TEL QU'IL EST ENVISAGE AUX ETATS-UNIS ET AU CANADA. (REUBEN M. BROMSTEIN). **R-250270-325**

REPRESENTATION COLLECTIVE ET REPRESENTATIONS INDIVIDUELLES DEVANT L'ARBITRE DES GRIEFS. DROITS D'UN SALARIE A PARTICIPER PERSONNELLEMENT A LA PROCEDURE D'ARBITRAGE DANS LE CAS OU LE SYNDICAT ACCREDITE DOIT Y SOUTENIR UNE POSITION ALLANT A L'ENCONTRE DE SON INTERET. EXEMPLE ANALYSE PAR LA COUR SUPREME DU CANADA. (PIERRE VERGE). **R-230268-356**

REPRESENTATIVITE ET REPRESENTATION. NATURE ET LIMITES DE LA REPRESENTATIVITE. CRITERES DE CREDIBILITE DE LA REPRESENTATION. LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE. SELON LA LEGISLATION QUEBECOISE. (GERARD DION). **R-210366-317**

THE DUTY OF FAIR REPRESENTATION - EFFECTIVE PROTECTION FOR INDIVIDUAL RIGHTS IN COLLECTIVE AGREEMENTS? EXEMPLE ILLUSTRANT LE CAS D'UNE ACTION INDIVIDUELLE D'UN EMPLOYE CONTRE SON SYNDICAT QUI AVAIT MANQUE A SON DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION. (B.L. ADELL). **R-250370-602**

REPRESENTATIVITE SYNDICALE

QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION REPRESENTATIVE? DESCRIPTION ET ANALYSE DES DIVERSES LOIS CONCERNANT LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE. (JEAN-PIERRE DESPRES) **R-030247-020**

REPRESENTATIVITE ET REPRESENTATION. NATURE ET LIMITES DE LA REPRESENTATION. CRITERES DE CREDIBILITE DE LA REPRESENTATION. LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE. SELON LA LEGISLATION QUEBECOISE. (GERARD DION). **R-210366-317**

RERUM NOVARUM

INDUSTRY COUNCIL PLAN AND 'MATER ET MAGISTRA' EVOLUTION DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE DEPUIS RERUM NOVARUM JUSQU'A MATER ET MAGISTRA. CE QUI A ETE FAIT AU CANADA POUR APPLIQUER CETTE DOCTRINE. CE QU'IL FAUT FAIRE SOIXANTE-DIX ANS APRES RERUM NOVARUM. (GERARD DION). **R-160461-443**

RESILIATION DE CONTRAT

RESILIATION D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION CAUSE PAR L'EMBAUCHAGE D'EMPLOYES NON SYNDIQUES. **R-060150-030**

RESPONSABILITE CIVILE

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES SYNDICALES. JUGEMENT DE LA COUR SUPREME DU CANADA DANS LA CAUSE GASPE COPPER MINES VS UNITED STEEL WORKERS OF AMERICA. **R-250170-132**

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES SYNDICALES. EXTRAITS DU JUGEMENT DU JUGE LACOURSIERE DANS LA CAUSE GASPE COPPER MINES VS UNITED STEELWORKERS OF AMERICA. **R-200165-150**

RESPONSABILITE DU SYNDICAT

CONTRACTING OUT, GRIEVANCE PROCEDURE AND UNION LIABILITY. (J. LOCKE). **R-150260-249**

RESPONSABILITE SOCIALE

LE MESSAGE DE LA RESPONSABILITE SOCIALE. SIGNIFICATION DU MESSAGE DE PIE XII AUX PATRONS CATHOLIQUES DANS LE CADRE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE. (VITTORIO VACCARI) **R-050349-022**

RESSOURCES HUMAINES

HUMAN FACTORS & THE ECONOMIC GOALS. LES RESSOURCES HUMAINES DISPONIBLES PEUVENT RENDRE DIFFICILE L'OBTENTION DES OBJECTIFS ECONOMIQUES. (W.N. HALL). **R-200465-671**

HUMAN RESOURCES IN CANADA: CHANGING ATTITUDES AND ROLES. FACTEURS POLITIQUES, ECONOMIQUES, CULTURELS ET IDEOLOGIQUES DONT L'INTERRELATION A CONTRIBUE A FACONNER LE COMPORTEMENT DES CANADIENS. CHANGEMENT D'ATTITUDES ENVERS LES INVESTISSEMENTS EN EDUCATION ET EN DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES. PERSPECTIVES DU ROLE DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE. (GEORGE V. HAYTHORNE). **R-240469-705**

RETARD AU TRAVAIL

CAS PRATIQUES. LEGALITE DE LA PENALITE POUR RETARD AU TRAVAIL. CRITERIUM POUR RECONNAITRE LA LEGALITE D'UNE DISPOSITION CONTRACTUELLE. (DONAT QUIMPER). **R-020647-004**

RETENUE SYNDICALE

CLAUSES DE RETENUE DES COTISATIONS SYNDICALES. DIFFERENTS MODELES DE CLAUSE SONT PROPOSES. (GERARD DION). **R-010345-002**

LA FORMULE RAND DANS LA DECISION ARBITRALE DE L'AMIANTE. LE RAPPORT MAJORITAIRE ORDONNE LA CESSATION DE LA RETENUE SYNDICALE POUR LES NON-SYNDIQUES. **R-050450-038**

LA RETENUE SYNDICALE. CONTENU DE CERTAINES SENTENCES ARBITRALES CONCERNANT LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-090254-170**

LA RETENUE SYNDICALE. SENTENCE ARBITRALE OU LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE VOLONTAIRE ET REVOCABLE EST ETUDIEE. (JEAN-H. GAGNE). **R-090153-060**

LA SECURITE SYNDICALE. DIVERSES FORMULES DE SECURITE SYNDICALE ACCEPTEES OU REFUSEES. (JEAN-H. GAGNE). **R-070151-055A**

LA SECURITE SYNDICALE. LIBERTE DANS LE CHOIX DE SIGNER UNE FORMULE D'AUTORISATION DE RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-308**

RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE). **R-080253-240**

RETENUE SYNDICALE. MISE EN DOUTE DE LA LEGALITE DE CETTE PRATIQUE. **R-050650-059B**

SECURITE SYNDICALE ET RETENUE SYNDICALE. SENTENCE ARBITRALES. (JEAN-H. GAGNE). **R-100154-047**

SECURITE SYNDICALE. DEFINITIONS DES CLAUSES D'ATELIER FERME, D'ATELIER SYNDICAL, DE MAINTIEN D'AFFILIATION, DE PREFERENCE SYNDICALE ET DE RETENUE SYNDICALE. (GERARD DION). **R-010245-005A**

SECURITE SYNDICALE. SENTENCES SUR LA RETENUE SYNDICALE: ATELIER FERME, RETENUE SYNDICALE VOLONTAIRE ET IRREVOCABLE, MAINTIEN D'AFFILIATION, ATELIER SYNDICAL IMPARFAIT. (JEAN-H. GAGNE). **R-070352-185**

SERVICES PUBLICS. COMMISSIONS SCOLAIRES. JUGEMENT DE LA COUR SUPERIEURE EN MATIERE DE RETENUE DE COTISATIONS SYNDICALES. (JEAN-H. GAGNE). **R-110456-293**

RETRAITE

GRIEF CONCERNANT LE CONGEDIEMENT DE CERTAINS EMPLOYES SUIVANT UN PLAN DE RETRAITE POUR VIEUX EMPLOYES. (JEAN-H. GAGNE). **R-100455-285**

LA RETRAITE DES TRAVAILLEURS. LA SECURITE A LA RETRAITE. (JEAN LESAGE). **C-000651-053**

RETRAITE (SUITE)

MISE A LA RETRAITE. AUTORISATION ACCORDEE A L'EMPLOYEUR DE FIXER UNILATERALEMENT L'AGE DE LA MISE A LA RETRAITE DE SES EMPLOYES. **R-180163-104**

RETROACTIVITE

CANADIAN CAR & FOUNDRY LIMITED. MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; SALAIRES; RETROACTIVITE; BONI DE VIE CHERE. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-125**

CONSIDERATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953. ETUDE COMPARATIVE DES CAUSES D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES PAYEES, LES CONGES STATUTAIRES, LES HEURES DE TRAVAIL, LA RETROACTIVITE ET LA SECURITE SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL). **R-090153-029**

LA RETROACTIVITE DANS LES RAPPORTS D'ARBITRAGE EN 1958. STATISTIQUES SUR LE SUJET. **R-150260-267**

LA RETROACTIVITE DANS LES SENTENCES ARBITRALES. (JEAN-H. GAGNE). **R-110256-113**

LA RETROACTIVITE. NEUF DIFFERENTES APPLICATIONS DE CE PRINCIPE. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-305**

LAITERIE PERFECTION LIMITEE, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-124A**

LAITERIES MONT-ROYAL CO. LTD ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SALAIRE; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-126**

LES SALAIRES ET LA RETROACTIVITE. CRITERES POUR ACCORDER LES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ET LA RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-080152-070**

QUESTIONS DE DROIT DECIDEES PAR UN PRESIDENT D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. SENTENCE OBLIGATOIRE DE L'ARBITRE. CLAUSE DE REOUVERTURE DES NEGOCIATIONS. RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-100455-287**

RETROACTIVITE - SERVICES PUBLICS - POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE EN CETTE MATIERE. **R-170162-075**

RETROACTIVITE ET ETUDE DE LA PREUVE AU DELIBERE. (JEAN H. GAGNE). **R-100455-282**

RETROACTIVITE PERMISE EN MATIERE DE SENTENCES DANS LES SERVICES PUBLICS. **R-170262-186**

SALAIRES ET RETROACTIVITE. SENTENCES ARBITRALES TOUCHANT LE SUJET. (JEAN-H. GAGNE). **R-090454-396**

SERVICES PUBLICS - ARBITRAGE. DETERMINATION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE (RETROACTIVITE EN MATIERE DE SALAIRES). **R-190364-434**

STOWELL SCREW CO. LIMITED. LONGUEIL ET LE SYNDICAT DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES; BONI DE VIE CHERE; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-124**

REVENU FAMILIAL

SALAIRE FAMILIAL ET REVENU FAMILIAL. CRITIQUE DE LA MORALE CLASSIQUE ET DOCTRINES NOUVELLES. (GERARD DION). **R-150160-002**

RIVALITE SYNDICALE

ANNEXE II: LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUEBEC. EVALUATION DE L'EXTENSION DE LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUEBEC, A PARTIR DU RELEVÉ DES NOTES DE CERTIFICATION SYNDICALE DECRETE PAR LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL. (GERARD DION). **C-002368-277**

LA CONCURRENCE SYNDICALE DANS LE QUEBEC. ETUDE DES RIVALITES SYNDICALES AU QUEBEC DURANT LES ANNEES 1964-1966 5 TABLEAUX. (GERARD DION). **R-220167-074**

LA CONCURRENCE SYNDICALE: CSN-FTQ. IMPLICATIONS DE LA QUERELLE PRESENTE. COMPARAISON D'UN MOUVEMENT SYNDICAL CONSTRUIT SUR LA POSSESSION D'UN POUVOIR MONOPOLISTIQUE A UN AUTRE OU EXISTENT PARALLELEMENT DES ORGANISMES CONCURRENTS. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-190364-381**

LES CONFLITS INTERSYNDICAUX AU QUEBEC (1957-1967). DISTINCTION ENTRE 'MARAUDAGE' ET 'RECRUTEMENT SIMULTANE'. EVOLUTION DE CES DEUX FORMES DE RIVALITE SYNDICALE. COMPARAISON DE LA SITUATION AMERICAINE DE 1951 A 1952 AVEC CELLE DU QUEBEC DE 1964 A 1967. (PIERRE ROBERGE). **R-240369-521**

LES RIVALITES SYNDICALES AU QUEBEC. LA RIVALITE ENTRE LA C.S.N. ET LA F.T.Q. SES CAUSES ET SES EFFETS. JUGEMENT CRITIQUE FACE A CETTE RIVALITE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-190464-502**

LES RIVALITES SYNDICALES: FORCE OU FAIBLESSE. LE PROBLEME SYNDICAL AU QUEBEC. CONFLITS INTERSYNDICAUX A RADIO-CANADA ET A LA QUEBEC IRON AND TITANIUM. EVOLUTION DES RELATIONS INTERSYNDICALES ET LES SOLUTIONS POSSIBLES AUX RIVALITES SYNDICALES. (EVELYNE DUMAS). COMMENTAIRES DE GERARD RANCOURT (FTQ) ET RAYMOND PARENT (CSN). **C-002368-099**

RELATIONS INTERSYNDICALES: CSN - FTQ - CEQ. CHRONOLOGIE DE QUELQUES FAITS PROUVANT QUE LES CENTRALES QUEBECOISES RECHERCHENT UNE SOLUTION COMMUNE. **R-230268-361**

ROULEMENT DU PERSONNEL

LE REMPLACEMENT DU PERSONNEL. MOYENS DE REDUIRE LE TAUX DE ROULEMENT DANS UNE ENTREPRISE. (GERMAIN GIROUX). **R-030548-069**

QUELQUES REMARQUES SUR LE CONCEPT DE ROULEMENT DU PERSONNEL. LA NOTION TRADITIONNELLE NE PERMET PAS D'EVALUER LES CAUSES DE CE PHENOMENE INDUSTRIEL NI D'EN EVALUER PRECISEMENT LE COUT. DESCRIPTION D'UNE FORMULE PLUS ANALYTIQUE ET PLUS UTILE. (GERALD FORTIN). **R-130258-146**

RYTHME DE TRAVAIL

RYTHMES DE TRAVAIL ET CADENCES INFERNALES. IL FAUT SE DEGAGER DE LA NOTION DE RYTHME MAXIMAL POUR ALLER VERS CELLE DE RYTHME OPTIMAL QUI MENAGERA A LA FOIS LA SANTE DE L'HOMME, SON EFFICACITE, LA BONNE MARCHE DE L'ENTREPRISE ET L'ECONOMIE GENERALE. (PIERRETTE MARTIN). **R-250270-237**

SALAIRE AU RENDEMENT

METHODES PRATIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE. AVANTAGES, INCONVENIENTS, DOMAINES D'APPLICATION DES SYSTEMES DE REMUNERATION AU RENDEMENT ET LEUR ADAPTATION AUX DIFFERENTES CIRCONSTANCES. PRINCIPES A SUIVRE LORS DE L'INTRODUCTION D'UN SYSTEME. **R-090153-079**

PLAN DE PRIME AU RENDEMENT. LA DOMINION TEXTILE CO. DEMANDE L'INSTALLATION D'UN PLAN DE BONI A LA PRODUCTION. (JEAN-H. GAGNE). **R-070452-307**

TECHNIQUE DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRES AVEC PRIMES AU RENDEMENT. ETUDE DE DIFFERENTES METHODES DE REMUNERATION AVEC PRIMES AU RENDEMENT. NECESSITE DE DEVELOPPER LES RELATIONS HUMAINES. (RENE BRETON). **C-000550-055**

TECHNIQUES DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRE AU TEMPS OU A LA PIECE. SYSTEME DE TRAVAIL A LA PIECE POUR ACCROITRE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAILLEUR ET SA REMUNERATION. (L.-G. DAIGNAULT). **C-000550-039**

SALAIRE FAMILIAL

SALAIRE FAMILIAL ET REVENU FAMILIAL. CRITIQUE DE LA MORALE CLASSIQUE ET DOCTRINES NOUVELLES. (GERARD DION). **R-150160-002**

SALAIRE GARANTI

GUARANTEED WAGES AND UNEMPLOYMENT INSURANCE IN CANADA. ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTEMES AMERICAINS ET CANADIENS D'ASSURANCE-CHOMAGE ET INCIDENCE DES NOUVEAUX PLANS DE SALAIRE GARANTI SUR CES SYSTEMES. (C.F. OWEN). **R-100455-237**

GUARANTEED WAGES. COMPANY UNEMPLOYMENT BENEFITS AND THE NEW UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT. FACTEURS IMPLIQUES DANS LA COORDINATION POSSIBLE DE L'ASSURANCE-CHOMAGE AVEC LES DIFFERENTS PLANS DE 'SALAIRES GARANTIS' DE CERTAINES COMPAGNIES. (C.F. OWEN). **R-110256-098**

LE ROLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. POSITIONS VIS-A-VIS LE SALAIRE ANNUEL GARANTI. LES SALAIRES ET LA PRODUCTIVITE. COMMENTAIRES SUR LES FONDS SYNDICAUX, LES RACKETS ET L'ECHEC DU MOUVEMENT COOPERATIF. (LEON DALE). **R-180163-059**

LE SALAIRE GARANTI DANS L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER. EXTRAIT D'UNE RESOLUTION ADOPTEE PAR LA COMMISSION DU FER ET DE L'ACIER DU B.I.T. CONCERNANT LE SALAIRE GARANTI. BUTS ET OBJETS DE CETTE RESOLUTION. **R-060150-031**

SALAIRE GARANTI (SUITE)

SALAIRE ANNUEL GARANTI. FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME DE SALAIRE GARANTI PAR CONTRAT DURANT UN MINIMUM DE 52 SEMAINES. (L.G. GIGUERE). **R-090354-283**

SALAIRES GARANTIS. CONCLUSIONS DU COMITE SENATORIAL CHARGE D'ETUDIER AUX ETATS-UNIS LA QUESTION DES SALAIRES GARANTIS. **R-030748-111**

SOME ISSUES INVOLVED IN GUARANTEED WAGE AND EMPLOYMENT DEMANDS. CARACTERISTIQUES D'UN SALAIRE ANNUEL GARANTI. PROBLEMES QUE SOULEVERAIT SON APPLICATION ET OPINION DE DIFFERENTS GROUPES SUR CE SUJET. (RODNEY F. WHITE). **R-100355-157**

SALAIRE HORAIRE

TECHNIQUES DE REMUNERATION DU TRAVAIL: SALAIRE AU TEMPS OU A LA PIECE. SYSTEME DE TRAVAIL A LA PIECE POUR ACCROITRE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAILLEUR ET SA REMUNERATION. (L.-G. DAIGNAULT). **C-000550-039**

SALAIRE MINIMUM

LES ORDONNANCES DU SALAIRE MINIMUM. REVISIONS DES ORDONNANCES. NOS 3-4, 41-42 (1953). **R-080353-337**

LOI DU SALAIRE MINIMUM. CARACTERE INTRA VIRES DE CETTE LOI VIS-A-VIS LES EMPLOYEURS DONT LES TRAVAUX ET ENTREPRISES RELEVANT DE LA JURIDICTION FEDERALE. **R-180363-392**

MOUVEMENT DES SALAIRES MINIMA DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT DE 1934 A 1948 POUR LES METIERS DE CHARPENTIER-MENUISIER, D'ELECTRICIEN ET DE BRIQUEUR. (GERARD ROY). **R-040448-036**

POLITIQUES DE SALAIRES: EXPERIENCES ETRANGERES. POLITIQUES DE SALAIRE MINIMUM, DES DISPARITES DE SALAIRES ET DE L'EVOLUTION GENERALE DU NIVEAU DES SALAIRES. (GILLES BEAUSOLEIL). **C-001964-027**

SALAIRES MINIMA ET POURBOIRES. LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM RECLAME LES SALAIRES NON PAYES A DES GARCONS DE TABLES D'UN CAFE. **R-060150-030A**

STATISTIQUES ET INFORMATION SUR LES TAUX HORAIRES MINIMA DE SALAIRES FIXES PAR LES DECRETS DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT. **R-050650-058**

SALAIRE PROPORTIONNEL

LES MODALITES DE REFORMES DE STRUCTURES. LES SOLUTIONS PROPOSEES (IV): LE SALAIRE PROPORTIONNEL COMME FORME DE PARTICIPATION AUX BENEFICES. (MARCEL CLEMENT). **R-030948-129**

SALAIRES

'GUIDEPOSTS' FOR WAGE-PRICE BEHAVIOR. ANALYSE DU RAPPORT ANNUEL DU 'COUNCIL OF ECONOMIC ADVISORS'. (MGR. GEORGES G. HIGGINS). **R-170262-178**

SALAIRES (SUITE)

ARBITRAGE VOLONTAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES. LA C.T.C.C. PROPOSE UNE REGIE ELEMENTAIRE DES PRIX ET UNE PLUS GRANDE PUBLICITE SUR LES CAUSES DES HAUSSES DE PRIX. (GERARD PICARD).

C-000752-139

ARBITRAGE. CRITERES DE DETERMINATION DES SALAIRES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-190464-511

AUGMENTATION DE SALAIRE ET HAUSSE DE PRIX. INCIDENCE DU COUT DE LA MAIN-D'OEUVRE SUR LA FORMATION DES PRIX. (GERARD DION).

R-030147-005

AUGMENTATION DE SALAIRES. FACTEURS DETERMINANTS. (JEAN H. GAGNE).

R-070151-058

AUGMENTATION DE SALAIRES. SENTENCES PORTANT SUR LE REFUS D'AUGMENTATION DE SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE).

R-100455-283

CANADIAN CAR & FOUNDRY LIMITED, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; SALAIRES; RETROACT VITE; BONI DE VIE CHERE. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-125

COMPARAISON DES SALAIRES ET DES HEURES DE TRAVAIL ENTRE LE CANADA ET LES ETATS-UNIS POUR FEVRIER 1945.

R-010546-010

CONTROLE ETATIQUE DES PRIX ET DES SALAIRES. BILAN DES MESURES ETATISTIQUES DE CONTROLE DE L'INFLATION DURANT LES ANNEES DE GUERRE. (RENE TREMBLAY).

C-000752-157

CRITERES SOCIAUX ET MORAUX DE LA DETERMINATION DU SALAIRE. PRINCIPAUX ELEMENTS DANS LA DETERMINATION D'UN SALAIRE DE BASE. (GERARD PICARD)

C-000550-079

DOMINION GLASS CO. LTD, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION DE SALAIRES; SECURITE SYNDICALE; BONI DE VIE CHERE. (JEAN H. GAGNE).

R-060451-125A

EDUCATION, EMPLOYMENT AND UTILIZATION PATTERNS OF FRENCH- CANADIAN AND ENGLISH-CANADIAN ENGINEERING GRADUATES. ETUDE COMPARATIVE DE L'EDUCATION, L'EMPLOI, LA MOBILITE ET LES SALAIRES D'UN CERTAIN NOMBRE D'INGENIEURS GRADUES DE LANGUE ANGLAISE ET DE LANGUE FRANCAISE. (ANDREW C. GROSS).

R-240369-559

EFFETS DE L'INFLATION SUR LES SALAIRES, LES PRIX ET LES PROFITS. (EMILE GOSSELIN).

C-000752-037

ENGINEERING AND SCIENTIFIC MANPOWER RESOURCES IN CANADA. SALAIRES, EMPLOI ET EDUCATION DES INGENIEURS ET SCIENTISTES.

R-150260-246

ETUDE DES VARIATIONS DES SALAIRES ENTRE INDUSTRIES DIFFERENTES, SUR LE PLAN LOCAL, REGIONAL ET NATIONAL. PRINCIPALES CAUSES DE VARIATION. (ELGENE FORSEY).

C-000550-115

SALAIRES (SUITE)

ETUDE DES VARIATIONS DES SALAIRES ENTRE UNITES D'UNE MEME INDUSTRIE. PRINCIPAUX FACTEURS DE DISPARITE SALARIALE. TROIS INFLUENCES PRINCIPALES DANS L'ETABLISSEMENT DU SALAIRE DANS LE QUEBEC, RAPPORTS ENTRE LA GRANDE, LA MOYENNE ET LA PETITE INDUSTRIE DANS UN MEME SECTEUR DE PRODUCTION (MARCEL E. FRANCO).

C-000550-095

EVALUATION DU MERITE PERSONNEL ET SALAIRE. DESCRIPTION DES OBJECTIFS ET DES METHODES DE L'EVALUATION DU MERITE PERSONNEL EN RELATION AVEC LA STRUCTURE DES SALAIRES. (ROGER M. TOUYER).

R-100455-255

FACTEURS DETERMINANT LE TRAITEMENT DE L'INSTITUTEUR LAIC. ROLE DE L'ETAT ET DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES. (EMILE GOSSELIN).

R-100255-096

FACTEURS DETERMINANT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES. (JEAN H. GAGNE).

R-070352-189

FIXATION DES SALAIRES D'APRES LE COUT DE LA VIE. ETUDE DES DIVERSES CLAUSES DE LA CONVENTION QUI PERMETTENT UN AJUSTEMENT DES SALAIRES A LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE. (JEAN-PAUL FERLAND).

C-000752-073

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES, LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE, LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE).

R-110256-117

HIGH WAGES POLICY. LA POLITIQUE DE SALAIRE DANS UNE ECONOMIE DE PLEIN EMPLOI. QUESTION A SAVOIR SI UNE COMPAGNIE DOIT AUGMENTER LES SALAIRES LORSQU'ELLE EN A LES MOYENS. (EARL F. BEACH).

R-250370-589

INDICE DU COUT DE LA VIE ET SALAIRES, ROLE QUE PEUT JOUER L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE DANS LA DETERMINATION DES SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE).

R-070352-187

INFLATION, WAGE BEHAVIOUR AND LABOR MOBILITY. LA DOCTRINE DE L'INFLATION DUE AUX COUTS. INUTILITE DE L'EMPLOI DE LA METHODE DES BALISES SALARIALES VU LA SOUPLESSE ET L'EFFICACITE DE LA STRUCTURE DES SALAIRES AU CANADA, FAVORISANT UNE PLUS GRANDE MOBILITE GEOGRAPHIQUE DE LA MAIN-D'OEUVRE. (ALLAN A. PORTER).

R-240369-498

INTRODUCTION. PRESENTATION DU THEME DU CINQUIEME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE LAVAL: STRUCTURES DES SALAIRES. (GERARD TREMBLAY).

C-000550-007

INTRODUCTION. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES. SALAIRES ET PRIX. (GERARD TREMBLAY).

C-000752-003

SALAIRES (SUITE)

IS THE WHITE-COLLAR WORKER THE FORGOTTEN MAN?. LES SALAIRES DES COLLETS BLANCS N'ONT PAS SUIVI CEUX DES COLLETS BLEUS. LES MEMES PRINCIPES DE DETERMINATION DES SALAIRES DEVRAIENT ETRE APPLIQUEES DANS LES DEUX CAS AVEC LES DIFFERENCES APPROPRIEES. (WALTER DELANEY).

R-090454-325

L'ASPECT LEGAL DU SALAIRE DANS LE QUEBEC. EXPOSE DE L'ENCHAÎNEMENT DES DIVERSES LOIS RELATIVES AUX SALAIRES. (GERARD TREMBLAY).

R-010245-002

L'EXTENSION JURIDIQUE ET LES METIERS DE LA CONSTRUCTION AU QUEBEC. INFLUENCE DE LA LOI DE L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES METIERS DE LA CONSTRUCTION SUR L'ORGANISATION PATRONALE ET OUVRIERE. SUR L'UNITÉ DE NEGOCIATION. SUR LE NIVEAU DES SALAIRES ET SUR LES DIFFERENDS INDUSTRIELS. (GERARD HEBERT, S.J.).

R-180363-299

L'INDICE DU COUT DE LA VIE ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. LES LIMITES DANS LESQUELLES ON PEUT UTILISER L'INDICE DU COUT DE LA VIE AU COURS DES NEGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN).

R-040549-041

LA POLITIQUE DES SALAIRES: NOTION, OBJECTIFS, POSSIBILITES. (JACQUES ST-LAURENT).

R-240169-057

LAITERIE PERFECTION LIMITEE, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-124A

LAITERIES MONT-ROYAL CO. LTD ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SALAIRE; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-126

LE BUDGET FAMILIAL ET LES RECLAMATIONS DE SALAIRE. L'UTILISATION DU BUDGET COMME ARGUMENT AU COURS DES NEGOCIATIONS DE SALAIRES. (JEAN-MARIE MARTIN).

R-040649-052

LE COMPORTEMENT DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTREAL ET DU DISTRICT. STATISTIQUES SUR LE VOLUME DE SALAIRES PAYES ET LES TAUX HORAIRES PAR METIER. (RAYMOND GAUDREAU).

R-051050-095

LE MOUVEMENT DES SALAIRES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. PROBLEMES DES DIFFERENTIELS DE SALAIRES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. RAISONS HISTORIQUES DE L'INFERIORITE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES CANADIENNES-FRANCAISES. (YVES URBAIN).

R-090354-297

LE PROCESSUS DE FIXATION DES SALAIRES. HISTORIQUE ET EVOLUTION DE CE PROCESSUS. COMMENT LE SYSTEME EST FAUSSE. (MAURICE LAMONTAGNE).

C-000550-129

LES ELEMENTS DU CONTROLE DE LA REMUNERATION DU TRAVAIL AU SEIN DE L'ENTREPRISE. ETUDE DE LA VARIATION DES SALAIRES SOUS L'INFLUENCE DES FACTEURS ECONOMIQUES, SALAIRES ET RELATION AVEC LES FONCTIONS OU LES TACHES; NATURE DE L'EVALUATION DES TACHES. (WALTER DELANEY).

C-000550-023

SALAIRES (SUITE)

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX CONCERNANT L'EMPLOI ET LES SALAIRES, LEURS BUTS ET LEURS RESULTATS. (PIERRE HARVEY).

C-001964-099

LES SALAIRES ET LA RETROACTIVITE. CRITERES POUR ACCORDER LES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ET LA RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).

R-080152-070

LES SALAIRES ET LES PRIX. SALAIRES ET INFLATION: CRITERES DE DETERMINATION DU MOUVEMENT DES SALAIRES. (MAURICE LAMONTAGNE).

R-050650-052

LES SALAIRES, CAS PORTANT SUR L'AUGMENTATION DE SALAIRE LORSQUE LA COMPAGNIE EST DEFICITAIRE ET SUR LA COMMISSION OU BONI ACCORDES AUX EMPLOYES DU COMMERCE. (JEAN-H. GAGNE).

R-110356-198

MOUVEMENT DES SALAIRES DANS LE COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUEBEC. (1945-1949). (RAYMOND GAGNE).

R-040849-076

PRESCRIPTION ET LOIS OUVRIERES. CONTENU DES LOIS OUVRIERES CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS DE SALAIRES.

R-051050-097

PRODUCTIVITE DU TRAVAIL. SOURCE DE RICHESSES. INTERRELATIONS ENTRE SALAIRE ET PRODUCTIVITE. (GERARD TREMBLAY).

R-010946-007

RELATIONS ENTRE LES AUGMENTATIONS STATUTAIRES ET LES REDRESSEMENTS GENERAUX DE SALAIRES. RELATIONS EXISTANT ENTRE LES HAUSSES DE SALAIRES RELIEES A DES FACTEURS PERSONNELS ET CELLES QUI SONT RELIEES A LA HAUSSE GENERALE DE LA PRODUCTIVITE. (GERALD MARION).

R-230168-109

RENDEMENT ECONOMIQUE ET REMUNERATION DES INSTITUTEURS. ANALYSE DE LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA REMUNERATION DES INSTITUTEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC; CERTAINES DISCREMINATIONS INACCEPTABLES; DEFICIENCES DANS LE CAPITAL HUMAIN; MESURES POUR RETABLIR L'EQUITE. (JACQUES ST-LAURENT).

R-170462-365

RETROACTIVITE ET ETUDE DE LA PREUVE AU DELIBERE. (JEAN H. GAGNE).

R-100455-282

SALAIRES ET RETROACTIVITE. SENTENCES ARBITRALES TOUCHANT LE SUJET. (JEAN-H. GAGNE).

R-090454-396

SALAIRES VARIANT AVEC LA PRODUCTIVITE. LE RATTACHEMENT DES VARIATIONS DE SALAIRES AUX VARIATIONS DE LA PRODUCTIVITE PEUT CONSTITUER UN ENCOURAGEMENT QUI CONTREBALANCE TOUT EFFET INFLATIONNAIRE. (GERARD DION).

C-000752-107

SALAIRES, CINQ SENTENCES ARBITRALES DETERMINANT LES SALAIRES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS. (JEAN-H. GAGNE).

R-070452-301

STOWELL SCREW CO. LIMITED, LONGUEIL ET LE SYNDICAT DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES; BONI DE VIE VIE CHERE; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE).

R-060451-124

SALAIRES (SUITE)

STRUCTURE ET EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DES INFIRMIERES DU DIOCESE DE QUEBEC, 1944-19629 (JACQUES ST-LAURENT). **R-180263-149**

THE DETERMINATION OF STANDARDS IN WAGE DISPUTES. CRITIQUE DU CHOIX DES CRITERES DE SALAIRES. **R-150360-372A**

THE SINGER MANUFACTURING CO. LTD ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; REGIME DE SENIORITE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-123A**

THE TLCC - CCL MERGER AND UNION POLICY AND IMPACT OF WAGES. CONSEQUENCES POSSIBLES DE LA FUSION SUR LES SALAIRES ET SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN GENERAL. (ROGER CHARTIER). **R-120157-062**

UNEMPLOYMENT, COST AND AVAILABILITY OF ACCOMMODATION AND WAGE CHANGES IN ONTARIO. RELATIONS ENTRE LES CHANGEMENTS DE SALAIRES EN ONTARIO ET CERTAINES VARIABLES EXPLICATIVES TELLES LE CHOMAGE, LE COUT ET LA DISPONIBILITE DU LOGEMENT (P.A. DELLA VALLE). **R-250370-582**

WAGE AND PRICE GUIDELINES AND INCOME POLICIES. POSITION DU CANADA FACE A UNE POLITIQUE DES REVENUS. NATURE DES DIFFICULTES ACTUELLES POUR L'ADOPTION D'UNE TELLE POLITIQUE. ESPOIR POUR L'AVENIR. (RUSSEL BELL, JOHN L. FRYER). **R-220467-496**

WAGE COMPARISONS AND PRODUCTIVITY. RELATIONS ENTRE SALAIRES ET PRODUCTIVITE. (E.F. BEACH). **R-240169-195**

SALARIAT

LE SALARIAT EST-IL NECESSAIRE? INAPTITUDE DU SALARIAT A REpondre AUX EXIGENCES HUMAINES DU TRAVAIL. (ESDRAS MINVILLE). **C-000449-139**

SALARIE

'SALARIES' SELON LE CODE DU TRAVAIL. POSITION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA DETERMINATION DU STATUT DES VENDEURS A COMMISSION. (PIERRE VERGE). **R-230168-165**

CONSEQUENCES DU CHOMAGE POUR LE SALARIE DU QUEBEC. APERCU DE LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DES CHOMEURS ET DE LEURS QUALIFICATIONS. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DU CHOMAGE. (GERALD FORTIN, MARC LAPOINTE, M-ADELARD TREMBLAY). **R-160361-289**

LE SALARIE EN FACE DES LOIS OUVRIERES. ECART QUI EXISTE ENTRE LA REALITE ECONOMICO-SOCIALE ET LES STRUCTURES JURIDIQUES. (JACQUES ARCHAMBAULT). **R-120457-356**

LE SENS DES TERMES 'SALARIE' ET 'DIFFEREND' JUGEMENT DE LA COUR DU BANC DU ROI. (MARIE-LOUIS BEAULIEU). **R-030548-074**

SANCTION DISCIPLINAIRE

AREAS OF PROOF IN A DISCHARGE CASE. PREUVE DU MAUVAIS AGISSEMENT DE CELUI QUI PORTE LE GRIEF ET EVALUATION DE LA PUNITION EN RELATION AVEC L'INFRACTION. **R-150460-508**

CAS PRATIQUES. LEGALITE DE LA PENALITE POUR RETARD AU TRAVAIL. CRITERIUM POUR RECONNAITRE LA LEGALITE D'UNE DISPOSITION CONTRACTUELLE. (DONAT QUIMPER). **R-020647-004**

CONGEDIEMENT ET PROCEDURES REQUISES. LE CONGEDIEMENT CONSTITUANT UNE PUNITION EXTREME, L'EMPLOYE A LE DROIT D'ETRE ENTENDU. ET IL INCOMBE A L'EMPLOYEUR DE PROUVER LE RAPPORT ENTRE L'INFRACTION ET LA SANCTION. **R-160361-346**

CONGEDIEMENT-FARDEAU DE LA PREUVE. UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE DECIDE QU'EN CAS DE SANCTION DISCIPLINAIRE LE FARDEAU DE LA PREUVE APPARTIENT A L'EMPLOYEUR. **R-190164-107**

DISCIPLINARY MEASURES WHERE EXISTS AN ALLEGED VIOLATION OF A COLLECTIVE AGREEMENT. L'OBEISSANCE A UN ORDRE EST OBLIGATOIRE A MOINS QU'ELLE NE CONSTITUE UNE INFRACTION A LA LOI OU QU'ELLE NE METTE EN DANGER LA SECURITE DE L'EMPLOYE. **R-160361-344**

DISCIPLINE. LES INFRACTIONS COUVERTES PAR CE TERME. POUVOIR DISCIPLINAIRE LIMITE PAR LA CONVENTION COLLECTIVE OU LE REGLEMENT INTERIEUR. **R-190264-267**

LE CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE: DISCRETION DE L'EMPLOYEUR OU DE L'ARBITRE. DECISION DE LA COUR SUPREME DU CANADA QUI ENLEVE A L'ARBITRE LE POUVOIR DE SUBSTITUER SON JUGEMENT A CELUI DE L'EMPLOYEUR QUANT AU CHOIX DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE. (RENE DUSSAULT, PIERRE VERGE). **R-240169-199**

LE REGLEMENT DES DIFFERENDS TOUCHANT L'EXERCICE DU POUVOIR DISCIPLINAIRE DE L'EMPLOYEUR, Y COMPRIS LE RENVOI. SOURCES. PRINCIPES GENERAUX ET DIFFERENTS TECHNIQUES ARBITRALES ET JUDICIAIRES QUI ONT COURS DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS D'ORDRE DISCIPLINAIRE AU QUEBEC. (JEAN-REAL CARDIN). **R-190264-149**

LES LENDEMAINS DE L'ARRET PORT ARTHUR SHIPBUILDING. ATTITUDE DES ARBITRES DEPUIS CET ARRET DE LA COUR SUPREME, RELATIF A LEURS POUVOIRS EN MATIERE DE CONTROLE DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE IMPOSEE PAR L'EMPLOYEUR. (ROBERT GAGNON ET PIERRE VERGE). **R-250270-349**

SANTE INDUSTRIELLE

LA SANTE DE L'OUVRIER, FACTEUR D'ECONOMIE. ROLES D'UN SERVICE DE SANTE INDUSTRIELLE DANS L'ENTREPRISE. (WILFRID LEBLOND). **R-010546-004**

LA SANTE INDUSTRIELLE. PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UN SERVICE DE SANTE INDUSTRIELLE DANS L'ENTREPRISE. (WILFRID LE BLOND). **R-010445-004**

SATISFACTION AU TRAVAIL

EMPLOYEE ATTITUDE SURVEYS IN THE UNITED STATES. LA RECHERCHE SUR LES ATTITUDES. PROCÉDE PAR QUESTIONNAIRES. CRITIQUE DE CE SYSTÈME. MISE EN APPLICATION ET RESULTATS D'UN NOUVEL OUTIL. (DAVID G. MOORE). **R-110356-150**

SUPERVISORS INCENTIVES AND JOB SATISFACTION. SATISFACTION QUE DES CONTREMAÎTRES RETIRENT DE CERTAINS STIMULANTS PAR RAPPORT À LEUR IMPORTANCE. (C. RODRIGUE GIROUX). **R-100154-015**

SCIENCES SOCIALES

ALLOCATION DE MGR A.-M. PARENT. C.S. ROLE DE L'UNIVERSITÉ DANS LA FORMATION ET L'ÉDUCATION DES INDIVIDUS. L'ENSEIGNEMENT DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET DU DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (MGR A.-M. PARENT) **C-000247-013**

DROIT ET ÉCONOMIE POLITIQUE. DISTINCTION ENTRE FAIT ÉCONOMIQUE ET FAIT JURIDIQUE. COMPLÉMENTARITÉ DE CES SCIENCES ET DES AUTRES SCIENCES SOCIALES. (CLAUDE GAUDREAU) **R-070452-266**

LES SCIENCES SOCIALES ET L'HOMME. IMPORTANCE DE COMPRENDRE LES PHÉNOMÈNES SOCIAUX EN FONCTION DE LA PERSONNE HUMAINE. (ANTONIO BARRETTE). **R-040248-017**

SCIENTISTES

ENGINEERING AND SCIENTIFIC MANPOWER RESOURCES IN CANADA. SALAIRES, EMPLOI ET ÉDUCATION DES INGÉNIEURS ET SCIENTISTES. **R-150260-246**

SCRUTIN SECRET

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL - ACCREDITATION - CÔTE AU SCRUTIN SECRET. **R-210166-098**

SEAFARERS INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA

LA LÉGALITÉ DU BOYCOTTAGE. ARRÊT DE LA COUR SUPRÊME DANS L'AFFAIRE DE SEAFARERS INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA V. JOSEPH STERN. PORTÉE DE L'ARTICLE 81A DU CODE DE PROCÉDURE. **R-170262-169**

SECRETARIATS INTERNATIONAUX DE SYNDICATS DE TRAVAILLEURS

INTERNATIONAL TRADE SECRETARIATS. NAISSANCE, ÉVOLUTION ET OBJECTIFS DES SECRETARIATS INTERNATIONAUX DE SYNDICATS DE TRAVAILLEURS. (LÉON A. DALE). **R-220167-098**

SECTEUR ÉTATISÉ

LES POLITIQUES DE SALAIRES DANS LES SECTEURS ÉTATISÉS, SOCIALISÉS ET PRIVÉS. DEUX REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET DEUX REPRÉSENTANTS SYNDICAUX DISCUTENT DE CES SUJETS. (ANDRÉ DEOM, ROGER CHARTIER ET AL.). **C-001964-113**

SECTEUR PRIVÉ

EMPLOYMENT STABILITY: THE PRIVATE SECTOR OF THE CANADIAN ECONOMY. CONSIDÉRATIONS SUR L'IMPORTANCE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE ET SES PROBLÈMES. (R.B. MAC PHERSON). **R-110356-186**

SECTEUR PRIVÉ (SUITE)

L'EXPÉRIENCE CANADIENNE: LE SECTEUR PRIVÉ DE L'ENTREPRISE. INFLUENCE DE L'ENTREPRISE PRIVÉE SUR L'EMPLOI. (EUGÈNE FORSEY). **C-001156-113**

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS LES SECTEURS PRIVÉS SUBVENTIONNÉS. L'ÉTUDE S'ATTACHE SURTOUT AU DOMAINE SCOLAIRE. (PAUL DESROCHERS ET JACQUES ARCHAMBAULT). **C-001863-131**

LES POLITIQUES DE SALAIRES DANS LES SECTEURS ÉTATISÉS, SOCIALISÉS ET PRIVÉS. DEUX REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET DEUX REPRÉSENTANTS SYNDICAUX DISCUTENT DE CES SUJETS. (ANDRÉ DEOM, ROGER CHARTIER ET AL.). **C-001964-113**

SECTEUR PUBLIC

L'ÉTAT-EMPLOYEUR ET L'INFORMATION DU PUBLIC. INFORMATION EN PÉRIODE DE NÉGOCIATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DANS LE SECTEUR PUBLIC. (B.M. ERB). **C-002469-117**

L'EXTENSION DE LA FORMULE SYNDICALE À DES SECTEURS NON-TRADITIONNELS. LA MONTÉE EN FLÈCHE DE CES SECTEURS NAISSANTS. LES OBSTACLES À LEUR SYNDICALISATION ET LES CHANGEMENTS DANS LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL QUI LES ONT POUSSÉS À L'ACTION SYNDICALE. (SHIRLEY B. GOLDENBERG). COMMENTAIRES D'ANDRÉ THIBAudeau (SCFP), RAYMOND LALIBERTÉ (CEQ) ET JEAN-PAUL BRASSARD (CSN). **C-002368-145**

LA FONCTION DE CONSEIL DANS LE SECTEUR DE L'ÉTAT. STATUTS ET FONCTIONS DES SPÉCIALISTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE AU CANADA. (PAUL PELLETIER). **C-001762-077**

LES POLICIERS ET L'ARBITRAGE. CONSIDÉRATIONS SUR LA SITUATION QUE VIVENT LES EMPLOYÉS DES SERVICES PUBLICS ET EN PARTICULIER DES POLICIERS. PROPOSITIONS POUR DES RELATIONS DE TRAVAIL AMÉLIORÉES. (FABIENNE TOUSIGNANT). **R-110356-134**

SECTEUR SOCIALISÉ

LES POLITIQUES DE SALAIRES DANS LES SECTEURS ÉTATISÉS, SOCIALISÉS ET PRIVÉS. DEUX REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET DEUX REPRÉSENTANTS SYNDICAUX DISCUTENT DE CES SUJETS. (ANDRÉ DEOM, ROGER CHARTIER ET AL.). **C-001964-113**

SECTEUR TERTIAIRE

CHOMAGE ET ÉCONOMIE DE SERVICES. PARMI TOUTES LES CAUSES DU CHOMAGE L'AUTEUR EN RETIEN UNE, SOIT L'ÉCONOMIE DE SERVICES OU ÉCONOMIE À SECTEUR TERTIAIRE PRÉDOMINANT. (CLAUDE MORIN). **R-160361-340**

SECURITE

MENACE À LA SECURITE ET LÉGALITÉ DE L'ARRÊT DE TRAVAIL. LA COMPAGNIE A CRÉÉ UNE MENACE PERMANENTE À LA SECURITE DES EMPLOYÉS ET LE SYNDICAT A ORDONNÉ UN ARRÊT DE TRAVAIL. EXTRAITS DES DÉLIBÉRATIONS SUR CE CAS. **R-160261-255**

SECURITE FAMILIALE

INTRODUCTION AU 6EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (QUEBEC). SUJET A L'ETUDE: SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. THEMES SE RAPPORTANT A CE SUJET ET QUI SERONT TRAITES LORS DU CONGRES. (GERARD TREMBLAY). **C-000651-007**

LA SECURITE FAMILIALE PAR LA PROPRIETE. LA MAISON, FACTEUR DE SECURITE SOCIALE. L'ACTION INDIVIDUELLE DU TRAVAILLEUR POUR SE PROCURER UNE MAISON. (RODOLPHE LAPLANTE). **C-000651-135**

LE PLEIN-EMPLOI, ELEMENT FONDAMENTAL DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. CAUSES DU CHOMAGE INVOLONTAIRE ET REMEDES. (RENE TREMBLAY). **C-000651-029**

SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. POSITION DU PROBLEME ET PRINCIPES DE SOLUTION. (MAURICE TREMBLAY). **C-000651-013**

UN MOUVEMENT DES FAMILLES. HOMMAGE AU PERE GONZALVE POULIN. CONCLUSION GENERALE DU CONGRES, EN SOULIGNANT L'IMPORTANCE DE LA SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE. (PERE GEORGES-HENRI LEVESQUE). **C-000651-177**

SECURITE INDUSTRIELLE

BUILDING EMPLOYEE SECURITY. RESPONSABILITES DU CONTREMAITRE EN CE QUI CONCERNE LA SECURITE DE L'EMPLOYEE. (LELAND P. BRADFORD). **R-010946-004**

CONDITIONS SATISFAISANTES DE SECURITE ET D'HYGIENE. MOTIFS QUI DOIVENT INCITER LES EMPLOYEURS A ASSURER A LEURS OUVRIERS DES CONDITIONS SATISFAISANTES DE SECURITE ET D'HYGIENE. (PIE XII). **R-100355-197**

LA SECURITE INDUSTRIELLE. LEGISLATION EN MATIERE DE COMPENSATION ET DE PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. **R-010746-003**

LA SECURITE INDUSTRIELLE. PRINCIPAUX REGLEMENTS DE LA LOI DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. (JAMES O'CONNEL-MAHER). **R-010846-007**

LES RAPPORTS INDUSTRIELS EN YUGOSLAVIE. ANALYSE DE LA STRUCTURE FORMELLE ET DE LA COMPETENCE DES ORGANES DE L'AUTOGESTION OUVRIERE. RESULTATS DE DEUX RECHERCHES EMPIRIQUES SUR LES ATTITUDES ET OPINIONS DES OUVRIERS CONCERNANT L'AUTOGESTION, LE ROLE DU PARTI ET DES SYNDICATS ET LA SECURITE DES OUVRIERS AU TRAVAIL. (KOSTIC CVETKO). **R-250270-226**

SECURITE SOCIALE

CARACTERISTIQUES DU REGIME CANADIEN DE SECURITE SOCIALE. TENDANCES ACTUELLES ET PASSES DE NOTRE SYSTEME DE SECURITE SOCIALE. SOLUTIONS POSSIBLES ET CONSEQUENCES. (CLAUDE MORIN). **R-150260-242**

CONVENTION COLLECTIVE ET SECURITE SOCIALE. NATURE, EVOLUTION ET IMPORTANCE DE LA CONVENTION COLLECTIVE. SES LIMITES EN MATIERE DE BIEN-ETRE. (JEAN-REAL CARDIN). **R-180163-003**

SECURITE SOCIALE (SUITE)

LA SECURITE SOCIALE CANADIENNE: PROBLEMES ET PERSPECTIVES. REFLEXION CRITIQUE SUR LES CARACTERISTIQUES DU REGIME CANADIEN DE SECURITE SOCIALE ET SUR LES PROBLEMES QUE SUSCITENT SON ORGANISATION ET SES TENDANCES. (CLAUDE MORIN). **R-160161-003**

LA SECURITE SOCIALE EN GRANDE-BRETAGNE. ANALYSE DU SYSTEME BRITANNIQUE. (EDGAR GUAY). **R-050450-031**

LA SECURITE SOCIALE ET L'AUGMENTATION DES DEPENSES PUBLIQUES. (CLAUDE MORIN). **R-140259-277**

LE CONCEPT CANADIEN DE SECURITE SOCIALE. ANALYSE DU CADRE ACTUEL DES MESURES DE SECURITE SOCIALE SUR LES PLANS LOCAL, PROVINCIAL ET FEDERAL. PRINCIPES SUR LESQUELS REPOSENT LES PROGRAMMES. ROLE DE L'ETAT. (PAUL MARTIN). **R-070352-138**

LE RESPECT DES CHARGES DE FAMILLE DANS LA TAXATION ET LA SECURITE SOCIALE AU CANADA. (CLAUDE MORIN). **R-140459-589**

LES CONTRIBUTIONS SOCIALES DES EMPLOYEURS S'ELEVANT JUSQU'A UN TIERS DU COUT DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE EUROPEENNE. **R-130158-106**

QUE VAUT LE REGIME DE SECURITE SOCIALE EN GRANDE-BRETAGNE? ETUDE CRITIQUE DU REGIME BRITANNIQUE. (EDGAR GUAY). **R-050550-047**

VERS UNE UNION DES FAMILLES. ASPECT THEORIQUE DE LA SECURITE SOCIALE EN FONCTION DE LA FAMILLE OUVRIERE ET MODALITES D'APPLICATION. **R-060351-089**

SECURITE SYNDICALE

ASPECT MORAL DES CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. ANALYSE SOCIOLOGIQUE ET PHILOSOPHIQUE DES CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. (GERARD DION). **R-020847-004**

CANADIAN CAR & FOUNDRY LIMITED, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; SALAIRES; RETROACTIVITE; BONI DE VIE CHERE (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-125**

CLAUSES D'ATELIER SYNDICAL ET D'ATELIER FERME. DEFINITIONS. (GERARD DION). **R-010546-002**

CLAUSES DE MAINTIEN D'AFFILIATION SYNDICALE. DEFINITIONS DE LA CLAUSE SIMPLE ET DES CLAUSES AVEC DROIT DE RETRAIT ET AVEC DROIT DE RESERVE. (GERARD DION). **R-010445-002**

CLAUSES DE RETENUE DES COTISATIONS SYNDICALES. DIFFERENTS MODELES DE CLAUSE SONT PROPOSES. (GERARD DION). **R-010345-002**

CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE LA PROVINCE DE QUEBEC. (1944-1946). TABLEAUX STATISTIQUES. (GERARD DION). **R-020246-002**

SECURITE SYNDICALE (SUITE)

CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE: DEFINITIONS, ASPECT MORAL. LES CLAUSES DE SECURITE SYNDICALES LES PLUS COURANTES. LEGITIMITE DES CLAUSES CONTRACTUELLES DE SECURITE SYNDICALE SOUS L'ASPECT MORAL. (GERARD DION) **R-000247-077**

CONSIDERATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953. ETUDE COMPARATIVE DES CAUSES D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES PAYEES, LES CONGES STATUTAIRES, LES HEURES DE TRAVAIL, LA RETROACTIVITE ET LA SECURITE SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL) **R-090153-029**

DISCOURS D'OUVERTURE. RAISONS DU CHOIX DU THEME: CONVENTION COLLECTIVE ET SECURITE SYNDICALE. (GEORGES-HENRI LEVESQUE) **R-000247-017**

DOMINION GLASS CO. LTD. MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. AUGMENTATION DE SALAIRES; SECURITE SYNDICALE; BONI DE VIE CHERE. (JEAN H. GAGNE) **R-060451-125A**

FORMULE RAND. REFUS PAR LE TRIBUNAL D'ACORDER CETTE FORME DE SECURITE SYNDICALE. **R-050650-059**

GRIEFS CONCERNANT L'APPLICATION DE CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. GRIEFS CONCERNANT LES TACHES COMBINEES, LES CONGES PAYES, LA SECURITE SYNDICALE, LES BONIS, LES CONGEDIEMENTS, ECHELLES DES SALAIRES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL, LE CHANGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL ET LA DETERMINATION DES TAUX. (JEAN-H. GAGNE) **R-110256-117**

L'ATELIER PREFERENTIEL. DEFINITION, CARACTERISTIQUES ET MODELE D'UNE TELLE CLAUSE. (GERARD DION) **R-010746-002**

LA FORMULE RAND DANS LA DECISION ARBITRALE DE L'AMIANTE. LE RAPPORT MAJORITAIRE ORDONNE LA CESSATION DE LA RETENUE SYNDICALE POUR LES NON-SYNDIQUES. **R-050450-038**

LA LEGALITE DE LA FORMULE RAND DEVANT LA COUR SUPREME DU CANADA. **R-140259-280**

LA LEGALITE DES CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE DOIT-ELLE ETRE ENCORE REMISE EN CAUSE?. (FERNAND MORIN) **R-240469-789**

LA LEGALITE DES CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. LEGISLATION PROVINCIALE ET FEDERALE. (LS-PHILIPPE PIGEON) **R-041049-091**

LA RETENUE SYNDICALE. CONTENU DE CERTAINES SENTENCES ARBITRALES CONCERNANT LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE) **R-090254-170**

LA RETENUE SYNDICALE. SENTENCE ARBITRALE OU LA QUESTION DE LA RETENUE SYNDICALE VOLONTAIRE ET REVOCABLE EST ETUDIEE. (JEAN-H. GAGNE) **R-090153-060**

LA SECURITE SYNDICALE DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES. (JEAN H. GAGNE) **R-080152-072**

SECURITE SYNDICALE (SUITE)

LA SECURITE SYNDICALE EN ANGLETERRE. HISTORIQUE. (GERARD DION) **R-040649-057**

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS. OBJECTIONS DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. RESPONSABILITE DU SYNDICAT DANS LA PROFESSION ET L'ENTREPRISE. PROCEDURES PATRONALES POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE. (ARTHUR DROLET) **R-020847-008**

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DU GROUPEMENT PROFESSIONNEL. OBJECTIONS COURANTES DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE; RESPONSABILITES DU SYNDICAT; PROCEDURES DES PATRONS POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE; COLLABORATION DU SYNDICALISME PATRONAL ET OUVRIER. (ARTHUR DROLET) **C-000247-129**

LA SECURITE SYNDICALE ET LE SYNDICAT. DEFINITION ET FORMES DE SECURITE SYNDICALE; ASPECT SOCIAL ET LEGAL DE LA SECURITE SYNDICALE. (GERARD PICARD) **C-000247-151**

LA SECURITE SYNDICALE ET LE SYNDICAT. FORME ET IMPORTANCE DE LA SECURITE SYNDICALE. ETUDE DU CAS DE L'ATELIER FERME AVEC EXEMPLES CONCRETS. (GERARD PICARD) **R-020847-002**

LA SECURITE SYNDICALE. DIVERSES FORMULES DE SECURITE SYNDICALE. ACCEPTEES OU REFUSEES. (JEAN-H. GAGNE) **R-070151-055A**

LA SECURITE SYNDICALE. LIBERTE DANS LE CHOIX DE SIGNER UNE FORMULE D'AUTORISATION DE RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE) **R-070452-308**

LAITERIE PERFECTION LIMITEE, MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES; RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE) **R-060451-124A**

LEGALITE DE LA FORMULE RAND. **R-120357-244**

LIBERTE ET SECURITE SYNDICALES. DEFINITIONS ET INTERDEPENDANCE DES DEUX CONCEPTS. (JACQUES ARCHAMBAULT) **R-050650-055**

RECOMMANDATIONS ARBITRALES DANS LE QUEBEC 1950-1952. IMPORTANCE QUE LES UNIONS ATTACHENT A LA SECURITE SYNDICALE. ANALYSE DES CLAUSES LES PLUS CONTROVERSEES PARMI LES CLAUSES NON-MONETAIRES. ETUDE COMPARATIVE DES CLAUSES MONETAIRES. (GILLES BEAUSOLEIL) **R-080253-204**

RETENUE SYNDICALE. (JEAN-H. GAGNE) **R-080253-240**

SECURITE SYNDICALE DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. ANALYSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES EN VIGUEUR AU MOIS DE SEPTEMBRE 1948. TABLEAUX STATISTIQUES. (GERARD DION) **R-040549-048**

SECURITE SYNDICALE ET CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. STATISTIQUES. (FABIENNE TOUSIGNANT) **R-080152-080**

SECURITE SYNDICALE (SUITE)

SECURITE SYNDICALE ET CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. STATISTIQUES CONCERNANT TROIS FORMES DE SECURITE SYNDICALE: 'MAINTIEN D'AFFILIATION', 'NON-DISCRIMINATION' ET 'PREFERENCE SYNDICALE'. (FABIENNE TOUSIGNANT)

R -080253-264

SECURITE SYNDICALE ET RETENUE SYNDICALE. SENTENCE ARBITRALES. (JEAN-H. GAGNE)

R -100154-047

SECURITE SYNDICALE. DECISION D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE ACCORDANT LA FORMULE RAND. (JEAN-H. GAGNE)

R -100455-285A

SECURITE SYNDICALE. DEFINITIONS DES CLAUSES D'ATELIER FERME, D'ATELIER SYNDICAL, DE MAINTIEN D'AFFILIATION, DE PREFERENCE SYNDICALE ET DE RETENUE SYNDICALE. (GERARD DION)

R -010245-005A

SECURITE SYNDICALE. REJET D'UNE DEMANDE 'D'ATELIER D'UNION'.

R -051050-097A

SECURITE SYNDICALE. SENTENCES SUR LA RETENUE SYNDICALE: ATELIER FERME, RETENUE SYNDICALE VOLONTAIRE ET IRREVOCABLE, MAINTIEN D'AFFILIATION, ATELIER SYNDICAL IMPARFAIT. (JEAN-H. GAGNE)

R -070352-185

THE SINGER MANUFACTURING CO. LTD ET L'UNION DE SES EMPLOYES. SECURITE SYNDICALE: REGIME DE SENIORITE; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES. (JEAN-H. GAGNE)

R -060451-123A

SELECTION DU PERSONNEL

L'EMBAUCHAGE. GRANDES LIGNES D'UNE PROCEDURE D'EMBAUCHAGE IDEALE. (GERMAIN GIROUX)

R -050149-007

LE RECRUTEMENT, LA SELECTION ET LE PLACEMENT DES APPRENTIS DU BATIMENT. METHODES EN VIGUEUR DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT A MONTREAL, CHICOUTIMI, HULL ET SHERBROOKE. (CHARLES-E. THERIEN)

R -060351-084

SEMAINE SOCIALE DE FRANCE

SEMAINE SOCIALE DE FRANCE ET PROFESSION.

R -030347-047

SOCIALISATION ET PERSONNE HUMAINE. PRINCIPES DE LA DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE ET CONCLUSIONS DES ASSISES ANNUELLES DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE SUR CE SUJET.

R -150360-377

SENIORITE

LA SENIORITE DANS LA CONVENTION COLLECTIVE. (JEAN-H. GAGNE)

R -070352-188A

SENTENCE ARBITRALE

QUI DOIT ASSERMENTER LES TMOINS. NULLITE D'UNE SENTENCE ARBITRALE. EN CONSIDERANT COMME ILLEGALE L'ASSERMEMENTATION DES TMOINS PAR LE GREFFIER. (MARIE-LOUIS BEAULIEU)

R -040549-045

STATISTIQUES ET INFORMATION. RELEVÉ DES SENTENCES ARBITRALES RENDUES ENTRE LE 1ER ET LE 30 AVRIL 1950.

R -050850-079

SENTENCE ARBITRALE (SUITE)

STATISTIQUES ET INFORMATION. RELEVÉ DES SENTENCES RENDUES ET DES ARBITRAGES EN COURS ENTRE LE 1ER ET LE 30 NOVEMBRE 1949.

R -050550-050

SENTENCE OBLIGATOIRE

QUESTIONS DE DROIT DECIDEES PAR UN PRESIDENT D'UN CONSEIL D'ARBITRAGE. SENTENCE OBLIGATOIRE DE L'ARBITRE. CLAUSE DE REOUVREMENT DES NEGOCIATIONS, RETROACTIVITE. (JEAN-H. GAGNE)

R -100455-287

SERVICE D'EDUCATION (CTCC)

LE SERVICE D'EDUCATION DE LA C.T.C.C. HISTORIQUE, NATURE ET ROLE. (FERNAND JOLICOEUR)

R -040649-058

SERVICE D'HYGIENE

SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE PAR LA PREVENTION SOCIALE DE LA MALADIE. L'UNITE SANITAIRE DE COMTE: DEFINITION, ROLE ET IMPORTANCE. EFFICACITE DES SERVICES D'HYGIENE AU QUEBEC. (JEAN GREGOIRE)

C -000651-091

SERVICE D'HYGIENE INDUSTRIELLE. FONCTIONNEMENT D'UN TEL SERVICE DANS UNE PETITE ENTREPRISE. (GERARD DION)

R -030347-041

SERVICE D'INFORMATION SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES

UN SERVICE D'INFORMATION SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL. RENSEIGNEMENTS SUR CE SERVICE MIS SUR PIED CONJOINTEMENT PAR LE DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES ET LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'UNIVERSITE LAVAL. (JEAN BERNIER)

R -240469-760

SERVICE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

APERCU SUR LA CONCILIATION. ROLE DU SERVICE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE AU QUEBEC ET STATISTIQUES SUR LES INTERVENTIONS DE CE SERVICE. (LOUIS-DE-GONZAGUE GOSSELIN)

R -090153-069

SERVICE DE RECHERCHE

THE FUNCTIONS OF THE RESEARCH OFFICER IN TRADE UNIONS. L'ACTIVITE DU SERVICE DE RECHERCHE D'UNE ORGANISATION SYNDICALE DEPEND DES OBJECTIFS QU'ELLE POURSUIT. (H.J. WATSGLASS)

R -210466-561

SERVICE DE RELATIONS INDUSTRIELLES

EVOLUTION DE LA FONCTION 'PERSONNEL' ET DU SERVICE DE RELATIONS INDUSTRIELLES. (J.J. GAGNON)

C -001055-055

SERVICE DE SANTE

LA SECURITE DU TRAVAIL, LA MEDECINE ET L'HYGIENE INDUSTRIELLES. MODES D'ORGANISATION DE LA MEDECINE PREVENTIVE ET ETUDE D'UN SERVICE DE SANTE DANS UNE INDUSTRIE. (WILFRID LEBLOND)

C -000348-133

SERVICE DU PERSONNEL

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. METHODE DE DISCUSSION DE GROUPE POUR OBTENIR CETTE ADAPTATION. RÔLE DU SERVICE DU PERSONNEL, ET AVANTAGE DE LA COLLABORATION SYNDICALE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE METHODE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD).

R-080353-274**SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT**

LE CONSEIL CANADIEN DU BIEN ÊTRE RECOMMANDE LA SEPARATION DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT ET DE LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHOMAGE ET UNE REVISION FONDAMENTALE DU PROGRAMME DE L'ASSURANCE-CHOMAGE.

R-160261-264**SERVICE PROVINCIAL DE PLACEMENT**

LE SERVICE PROVINCIAL DE PLACEMENT. BUT ET FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE PLACEMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

R-010245-010**SERVICE PUBLIC**

NOTION DE SERVICE PUBLIC. (JEAN H. GAGNE).

R-070352-189A

SUR LE DROIT DE GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS AU CANADA. ETUDE COMPARATIVE DES SYSTEMES FRANCAIS, CANADIENS ET QUEBECOIS. DEFINITIONS DE SERVICE PUBLIC ET DE FONCTIONNAIRE. (RENE H. MANKIEWICZ).

R-110456-254**SERVICES ESSENTIELS**

CANADIAN INDUSTRIAL RELATIONS. THE TASK FORCE REPORT. EVALUATION GENERALE DU RAPPORT WOODS. EXAMEN DE QUELQUES DONNEES SUR LES GREVES DANS LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS. L'ALIENATION DES TRAVAILLEURS ET QUELQUES PROBLEMES ECONOMIQUES. (ADOLF STURMTHAL).

R-240369-489

LES SERVICES ESSENTIELS DES PROFESSEURS DE L'ETAT. DETERMINATION DES SERVICES ESSENTIELS ET LEUR MAINTIEN LORS DE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR LES PROFESSEURS DE L'ETAT. SELON L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. ANALYSE D'UNE DECISION DE LA C.R.T. A CE SUJET. (FERNAND MORIN).

R-210366-442**SERVICES PUBLICS**

ARBITRAGE. CRITERES DE DETERMINATION DES SALAIRES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-190464-511

CONFERENCE INTERNATIONALE: DES PROBLEMES SOCIAUX DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL. IMPORTANCE DES RELATIONS HUMAINES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-030948-141

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. (A) LE REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS ET DANS LES ENTREPRISES D'INTERET GENERAL. PROBLEMES DE LA LIBERTE SYNDICALE ET DU DROIT DE GREVE. (RENE-H. MANKIEWICZ).

C-001358-087**SERVICES PUBLICS (SUITE)**

LE CAS DES SERVICES PUBLICS. CORRECTIONS A APPORTER AU REGIME QUEBECOIS DE REGLEMENT DES CONFLITS D'INTERET DANS LE SECTEUR PUBLIC. ANALYSE DE LA LOI DES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES. (GUY MERRIL-DESAULNIERS).

C-001358-139

RETROACTIVITE - SERVICES PUBLICS - POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE EN CETTE MATIERE.

R-170162-075

RETROACTIVITE PERMISE EN MATIERE DE SENTENCES DANS LES SERVICES PUBLICS.

R-170262-186

SERVICES PUBLICS - ARBITRAGE. DETERMINATION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE (RETROACTIVITE EN MATIERE DE SALAIRES).

R-190364-384

SERVICES PUBLICS. COMMISSIONS SCOLAIRES. JUGEMENT DE LA COUR SUPERIEURE EN MATIERE DE RETENUE DE COTISATIONS SYNDICALES. (JEAN-H. GAGNE).

R-110456-293

SERVICES PUBLICS. INCONSTITUTIONNALITE DE LA LOI, INVOQUEE A L'APPUI D'UN BREF DE PROHIBITION CONTRE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES DE QUEBEC. CARACTERE CONSTITUTIONNEL DE LA LOI DES DIFFERENDS ENTRE LES SERVICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES.

R-180163-089

SERVICES PUBLICS-POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'AMENDER SA PROPRE SENTENCE.

R-170362-327**SERVICES SYNDICAUX**

LA FUSION ET LES POSSIBILITES DE PROGRES. HISTOIRE DES CONFLITS INTER-SYNDICAUX ET EFFETS DE LA FUSION SUR CES CONFLITS, LA NEGOCIATION COLLECTIVE, LES SERVICES SYNDICAUX ET LA CROISSANCE DU SYNDICALISME AU CANADA. (JEAN GERIN-LAJOIE).

R-120157-086**SEXE**

CONSEQUENCES DE L'EXODE RURAL SUR LA COMPOSITION PAR SEXE DES POPULATIONS DES CAMPAGNES. REPARTITION PAR SEXES DES POPULATIONS EN MILIEU RURAL CANADIEN, ET FACTEURS DE DESEQUILIBRE. (ROBERT BERNARD).

R-230168-123**SHAWINIGAN CHEMICALS LTD**

DROITS DE LA DIRECTION ET EGALITE DES PARTIES. GRIEF A LA SHAWINIGAN CHEMICALS LTD. (ROGER CHARTIER).

R-130458-446**SOCIALISATION**

CONSEIL DU PATRONAT ET PLANIFICATION ECONOMIQUE. LE PHENOMENE DE SOCIALISATION ET LA PLANIFICATION ECONOMIQUE. MISE SUR PIED D'UN CONSEIL DU PATRONAT, ET CONDITIONS INDISPENSABLES A SON BON FONCTIONNEMENT. (GERARD DION).

R-180363-388

INTRODUCTION. PRESENTATION DU PROBLEME A L'ETUDE DU CONGRES: SOCIALISATION ET RELATIONS INDUSTRIELLES.

C-001863-011

SOCIALISATION (SUITE)

L'ENTREPRISE PRIVEE FACE A LA SOCIALISATION. NATURE DE L'ENTREPRISE EN ECONOMIE PRE-INDUSTRIELLE; SON EVOLUTION AU COURS DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE. IMPLICATION DE LA SOCIALISATION DANS L'ENTREPRISE MODERNE. TENDANCES FUTURES DANS UNE SOCIETE DE PLUS EN PLUS SOCIALISEE. (RAYMOND GERIN). **C-001863-039**

L'INFORMATION EN RELATIONS DU TRAVAIL ET LE PUBLIC. ROLE DE L'INFORMATION DANS UNE SOCIETE EN VOIE DE SOCIALISATION. (PIERRETTE SARTIN). **C-002469-027**

LA SOCIALISATION. MESSAGE DE L'EPISCOPAT CANADIEN A L'OCCASION DE LA FETE DU TRAVAIL. **R-170462-491**

LA SOCIALISATION: CARACTERE ET SIGNIFICATION. NOTIONS DE SOCIALISATION ET SES CARACTERES; DISTINCTION AVEC ETATISATION ET SOCIALISME. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA SOCIALISATION; REMEDES AUX INCONVENIENTS. PLANIFICATION. (GERARD DION). **C-001863-013**

LE ROLE DE L'ETAT EN RELATIONS DU TRAVAIL. ESSAI DE REEVALUATION. ROLE ELARGI ET DE PLUS EN PLUS DECISIF DE L'ETAT DANS LE CONTEXTE SOCIALISE: NATURE DE CE ROLE AUPRES DES ENTREPRISES ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES. FORMES DE CE ROLE. (JEAN-REAL CARDIN). **C-001863-075**

LE SYNDICALISME EN CONTEXTE SOCIALISE. CONSEQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR L'ACTION SYNDICALE. CARACTERE TRIPARTITE DES RELATIONS DE TRAVAIL; DEPLACEMENT DES PROBLEMES ET DE LEURS SOLUTIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE. NECESSITE D'ADAPTATION STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE POUR LE SYNDICALISME. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **C-001863-057**

PLANIFICATION, ENTREPRISE PRIVEE ET SYNDICALISME LIBRE. CONSEQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR LES CADRES JURIDIQUES DES RELATIONS DU TRAVAIL. LIGNES DE FORCE DE L'EVOLUTION DU DROIT DES RELATIONS INDUSTRIELLES POUR REPENDRE AUX IMPERATIFS DES SITUATIONS NOUVELLES. (PAUL NORMANDEAU). **C-001863-165**

SOCIALISATION ET PERSONNE HUMAINE. PRINCIPES DE LA DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE ET CONCLUSIONS DES ASSISES ANNUELLES DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE SUR CE SUJET. **R-150360-377**

SOCIALISATION ET RELATIONS INDUSTRIELLES. RESUME DES TRAVAUX QUI ONT ETE PRESENTES LORS DU 18IEME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE LAVAL EN AVRIL 1963. **R-180263-265**

SOCIALISME

LA SOCIALISATION: CARACTERE ET SIGNIFICATION. NOTIONS DE SOCIALISATION ET SES CARACTERES; DISTINCTION AVEC ETATISATION ET SOCIALISME. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA SOCIALISATION; REMEDES AUX INCONVENIENTS. PLANIFICATION. (GERARD DION). **C-001863-013**

SOCIALISME (SUITE)

LE CONCEPT DU 'WELFARE STATE'. ESSAI D'INTERPRETATION SOCIOLOGIQUE DU CONCEPT QUI DESIGNE LE REGIME PARTICULIER D'ORIENTATION ECONOMIQUE ET D'ASSISTANCE SOCIALE. A MI-CHEMIN ENTRE LE REGIME DU 'LAISSEZ FAIRE' ET LE REGIME SOCIALISTE. (MAURICE TREMBLAY). **R-060251-042**

SOCIETE ANONYME

L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE. LE FONDEMENT DE L'AUTORITE DANS L'ENTREPRISE A PROPRIETAIRE UNIQUE ET DANS LES SOCIETES ANONYMES. (VICTOR MORENCY). **R-050650-056**

SOCIETE D'ABONDANCE

LE SYNDICALISME, LA SOCIETE NOUVELLE ET LA PAUVRETE. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE NOUVELLE. LE PROBLEME DE LA PAUVRETE ET LE SYNDICALISME DANS LA SOCIETE D'ABONDANCE. (MAURICE LA MONTAGNE). **C-002368-227**

SOCIETE DE CONSOMMATION

LA C.S.N. ET LA SOCIETE DE CONSOMMATION. MODELE DE RECHERCHE UTILISE LORS DE CETTE ETUDE ET DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE LA REALISATION DE CE TRAVAIL. INDICATIONS QUE L'ON PEUT EN RETIRER ET HYPOTHESES QUE L'ON EST EN DROIT DE FORMULER. (JEAN SEXTON). **R-250170-095**

SOCIETE HUMAINE

LA TECHNIQUE ET LES VALEURS HUMAINES. ORGANISATION DE LA SOCIETE HUMAINE ET LES RAPPORTS ENTRE LES PEUPLES. DIGNITE HUMAINE MENACEE PAR LA TECHNIQUE ET L'ORGANISATION. (PIE XII). **R-080253-230**

SOCIETE INDUSTRIELLE

HUMANISATION DU TRAVAIL. PROBLEME POSE PAR LA SOCIETE INDUSTRIELLE. (J.T. DELOS). **R-030147-007**

SOCIETE POST-INDUSTRIELLE

LES OBJECTIFS SYNDICAUX TRADITIONNELS ET LA SOCIETE NOUVELLE. OBJECTIFS TRADITIONNELS ET LIMITES DU SYNDICALISME. LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE. (JEAN-REAL CARDIN). COMMENTAIRES DE GERARD PICARD (CSN), LOUIS LABERGE (FTQ) ET JEAN BRUNELLE. **C-002368-015**

SOCIOLOGUE

L'INTEGRATION DU JEUNE SOCIOLOGUE DANS LE MONDE DE L'ENTREPRISE. MILIEU OU TRAVAILLE LE JEUNE SOCIOLOGUE. LES DEFIS QU'IL RENCONTRE. MESURES POUR AMELIORER LA SITUATION. (ANDRE THIBAUT). **R-220267-263**

SOLIDARITE SYNDICALE

LA GREVE DES REALISATEURS DE RADIO-CANADA. FACTEURS DU DECLENCHEMENT DE LA GREVE; POSITIONS INITIALES DES PARTIES; PIQUETAGE ET SOLIDARITE SYNDICALE; ETAPES ET CONSEQUENCES DU CONFLIT. (MICHEL ROY). **R-140259-265**

SOUS - CONTRATS

RESILIATION D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION CAUSE PAR L'EMBAUCHAGE D'EMPLOYES NON SYNDIQUES. **R-060150-030**

CONTRACTING OUT, GRIEVANCE PROCEDURE AND UNION LIABILITY. (J. LOCKE). **R-150260-249**

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION (II). DECISIONS RELATIVES AUX SOUS-CONTRATS. COMPARAISONS ENTRE LES SENTENCES ARBITRALES QUEBÉCOISES, AMÉRICAINES ET ANGLAIS-QUÉBÉCOISES. (PIERRE VERGE). **R-180363-334**

CONTRACTING-OUT AT ARBITRATION. LES SOUS-CONTRATS ET L'ARBITRAGE. THÉORIES ARBITRALES RELATIVES AU DROIT DE LA GÉRANCE ET ÉTUDE DES SOLUTIONS APPORTÉES PAR LES ARBITRES AUX GRIEFS RELATIFS À L'OCTROI DE SOUS-CONTRATS. (PIERRE VERGE). **R-180263-162**

CONVENTION COLLECTIVE - SOUS-TRAITANCE. **R-210466-616**

MUTATION ET PROMOTION DANS LES RAPPORTS D'ARBITRAGE EN 1958. DÉFINITION DES TERMES. SENTENCE ARBITRALE. **R-150260-263**

SPECIALISTE

CONSEQUENCES DU RÔLE DU SPÉCIALISTE SUR LES DÉCISIONS ET SUR LE CONTRÔLE DANS UNE ENTREPRISE MODERNE. (W.A.HUNTER). **C-001762-089**

STABILITÉ DE L'EMPLOI

ALLOCATION D'OUVERTURE. PRÉSENTATION DU THÈME DU 11^{ÈME} CONGRÈS: LA STABILITÉ DE L'EMPLOI. POSITION DU PROBLÈME ET LES DIFFÉRENTS ASPECTS QUI SERONT ÉTUDIÉS LORS DU CONGRÈS. (GÉRARD TREMBLAY). **C-001156-010**

EMPLOYMENT STABILITY: THE PRIVATE SECTOR OF THE CANADIAN ECONOMY. CONSIDÉRATIONS SUR L'IMPORTANCE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE ET SES PROBLÈMES. (R.B. MAC PHERSON). **R-110356-186**

STABILITÉ ÉCONOMIQUE

LE RÔLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU GOUVERNEMENT: EN CE QUI CONCERNE LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET LE BIEN-ÊTRE SOCIAL. IMPORTANCE DU PASSÉ POUR PRÉVOIR LE RÔLE FUTUR DE L'ÉTAT DANS CES DOMAINES. (MAURICE LAMONTAGNE). **R-090254-129**

PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE ET PARADOXE DE L'EMPLOI. DÉFINITION DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE EN MONTRANT L'IMPORTANCE DES SUJETS QUI SERONT ÉTUDIÉS. (CHARLES LEMELIN). **C-001156-017**

STATISTIQUES

L'APPRENTISSAGE ET LES STATISTIQUES. UTILITÉ DES STATISTIQUES DANS LE SYSTÈME D'APPRENTISSAGE QUÉBÉCOIS. (CHARLES-É. THÉRIER). **R-060150-026**

STATISTIQUES SYNDICALES

STATISTIQUES SYNDICALES. EFFECTIFS SYNDICAUX CANADIENS AU CANADA EN 1949 ET RÉPARTITION PAR CENTRALES SYNDICALES. (MINISTÈRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL). **R-060150-029**

STRUCTURE DE CONFLIT

CONFLITS DE TRAVAIL ET PAIX SOCIALE. DISTINCTION ENTRE STRUCTURE DE CONFLIT ET CONFLIT PARTICULIER DANS LES RAPPORTS SOCIAUX. PROBLÈMES DE RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC. (YVES URBAIN). **R-090354-198**

STRUCTURE DE L'EMPLOI

IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES DE L'INSTABILITÉ DE L'EMPLOI. CAUSES DES OBSTACLES À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE: STRUCTURE DE L'EMPLOI. STRUCTURE SOCIALE. (FERNAND DUMONT). **C-001156-075**

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

L'ORDRE CORPORATIF PROFESSIONNEL. CONCEPTION CHRÉTIENNE DE L'ENTREPRISE. RÉFORME DE LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE. (PIE XII). **R-070352-196**

LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ENTREPRISE. ANALYSE DE LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ENTREPRISE: STRUCTURE DISTINCTE, NATURE ET EFFETS SOCIAUX DE L'ORGANISATION FORMELLE. PRODUCTION PAR LA MÉTHODE DE GROUPE. (ÉMILÉ GOSSELIN). **C-000853-021**

PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE. APPRÉCIATION MORALE DE LA STRUCTURE ET DES ABUS DE L'ENTREPRISE CAPITALISTE MODERNE. (PAUL-ÉMILÉ BOLTE). **R-030347-034**

RÉFORMES DE STRUCTURE. TRANSFORMATION DES CONCEPTS DE PROPRIÉTÉ, PROFIT, AUTORITÉ ET GESTION DE L'ENTREPRISE. (GÉRARD DION). **R-030347-033**

STRUCTURE SOCIALE

IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES DE L'INSTABILITÉ DE L'EMPLOI. CAUSES DES OBSTACLES À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE: STRUCTURE DE L'EMPLOI. STRUCTURE SOCIALE. (FERNAND DUMONT). **C-001156-075**

TRANSFORMATIONS SOCIALES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. ÉTUDE DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE LA STRUCTURE GLOBALE DE LA SOCIÉTÉ QUI INFLUENCE LE SYNDICALISME. (GUY ROCHER). **C-001257-079**

STRUCTURE SYNDICALE

BILAN ET HORIZONS. CRITIQUES À L'ÉGARD DU SYNDICALISME CANADIEN: LES STRUCTURES, L'IDÉOLOGIE ET LA STRATÉGIE. **C-002368-243**

INTERDÉPENDANCE ENTRE L'ÉCONOMIQUE, LE SOCIAL ET LES STRUCTURES SYNDICALES. RÉFLEXIONS SUR L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME CAPITALISTE EN PARALLÈLE AVEC L'ÉVOLUTION DU SYNDICALISME EN AMÉRIQUE DU NORD. (ÉMILÉ GOSSELIN). **C-001257-017**

STRUCTURE SYNDICALE (SUITE)

LA DISTRIBUTION DES POUVOIRS A LA CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX. HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DE LA CSN ET MODIFICATIONS ACTUELLES DE SES STRUCTURES ET DE SES SERVICES. (MATHIEU VAILLANCOURT). **R-230168-003**

LE REGIONALISME SYNDICAL EST-IL DESUJET. PANEL SUR LE REGIONALISME ET LA CENTRALISATION DANS LES SYNDICATS. **C-001257-119**

LE SYNDICALISME EN CONTEXTE SOCIALISE. CONSEQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR L'ACTION SYNDICALE. CARACTERE TRIPARTITE DES RELATIONS DE TRAVAIL; DEPLACEMENT DES PROBLEMES ET DE LEURS SOLUTIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE. NECESSITE D'ADAPTATION STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE POUR LE SYNDICALISME. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **C-001863-057**

LES STRUCTURES SYNDICALES ET OBJECTIFS SYNDICAUX. ADAPTATION DES STRUCTURES ACTUELLES FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES, INDUSTRIELS, ETC. (STUART JAMIESON). COMMENTAIRES DE PHILIPPE VAILLANCOURT (FTQ) ET ROLAND MARTEL (CSN). **C-002368-043**

LOOKING BACK AND LOOKING FORWARD: CAN ORGANIZED LABOUR STAND THE TEST OF TIME? RAISONS POUR LESQUELLES LE SYNDICALISME DOIT REPENSER PERIODIQUEMENT SES STRUCTURES ET SA PHILOSOPHIE. (JOHN H. CRISPO). **R-200465-700**

OPINIONS SYNDICALES SUR LES STRUCTURES SYNDICALES. LE CTC DOIT DEVENIR INDEPENDANT DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN QUI EST AVANT TOUT UN SYNDICALISME D'AFFAIRES ET SE REPENSER EN FONCTION DES EXIGENCES SOCIALES, ECONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA REALITE CANADIENNE. (S.T. PAYNE). **R-230468-649**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS LES SYNDICATS. NOTION DU POUVOIR ET DISTINCTIONS FONDAMENTALES QUI TIENNENT A LA NATURE MEME DU SYNDICALISME OUVRIER. REPARTITION DES POUVOIRS SELON L'OBJET DE LA DECISION A PRENDRE ET LE NIVEAU OU ELLE SE PREND DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. PROBLEME DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD HEBERT). **C-002570-089**

POUVOIR SYNDICAL: DEFINITION DU POUVOIR; CONDITIONS PREALABLES ET NECESSAIRES DU POUVOIR D'UNE ORGANISATION SYNDICALE; FACTEURS DE DIFFERENCIATION DES STRUCTURES SYNDICALES: SELON LES DIFFERENTS NIVEAUX OU IL S'EXERCE, LE POUVOIR SYNDICAL N'EST PAS ORDONNE AUX MEMES OBJECTIFS; PROBLEME DE LA DEMOCRATIE AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES. (BERNARD SOLASSE). **C-002570-139**

PREFACE. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. (GERARD DION). **C-001257-003**

STRUCTURE DU MOUVEMENT OUVRIER ET ORGANISATION SYNDICALE. RELATION ENTRE LA STRUCTURE D'UN SYNDICAT ET SES METHODES D'ORGANISATION. (JEAN MARCHAND). **C-000449-065**

STRUCTURE SYNDICALE (SUITE)

STRUCTURES ECONOMIQUES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. INFLUENCE DES CHANGEMENTS DE L'ECONOMIE SUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES. (HARRY EASTMAN). **C-001257-057**

THE DEVELOPMENT OF CANADIAN-AMERICAN TRADE UNION RELATIONS. LA STRUCTURE SYNDICALE CANADIENNE: SES CAUSES. LE SYNDICALISME AMERICAIN ET SES INTERETS AU CANADA. CONTROVERSES AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER CANADIEN ET AMERICAIN. (C. BRIAN WILLIAMS). **R-210366-332**

TRANSFORMATIONS SOCIALES ET TRANSFORMATIONS SYNDICALES. ETUDE DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA STRUCTURE GLOBALE DE LA SOCIETE QUI INFLUENCE LE SYNDICALISME. (GUY ROCHER). **C-001257-079**

UNION MERGERS. IMPORTANCE DE REEXAMINER LA STRUCTURE DU SYNDICALISME AMERICAIN. LA FUSION DES SYNDICATS SEMBLE ETRE LA SOLUTION LA PLUS PRATIQUE POUR REMEDIER A L'INSUFFISANCE ACTUELLE DES STRUCTURES SYNDICALES. (HARRY GRAHAM). **R-250370-552**

SUBSTITUTION DE COMPETENCE

AN EMPIRICAL ANALYSIS OF SUBSTITUTION BETWEEN ENGINEERS AND TECHNICIANS IN CANADA. ETUDE EMPIRIQUE SUR LA SUBSTITUTION DE COMPETENCE ENTRE INGENIEURS ET TECHNICIENS AU CANADA. (MICHAEL L. SKOLNIK). **R-250270-284**

SUPERVISION

CULTURAAL DIFFERENCES AND SUPERVISORY STYLES. ENQUETE MENEES AUPRES DE CADRES DE MILIEU CULTUREL DIFFERENT, SUR LA FACON DONT LES CONTREMAITRES CONCEIVENT LEUR ROLE ET EXERCENT LEUR FONCTION. (ARTHUR ELLIOT CARLISLE). **R-230168-048**

STEEL MANAGEMENT ON TWO CONTINENTS. ANALYSE COMPARATIVE DU PERSONNEL DE SUPERVISION ET DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE AUX ETATS-UNIS ET ALLEMAGNE. SIMILITUDES ET CONTRASTES DES DEUX SOCIETES. (FREDERICK H. HARBISON). **R-100255-111**

SUPREME ALUMINIUM INDUSTRIES LTD

LE PARTAGE DES PROFITS A LA COMPAGNIE SUPREME ALUMINIUM INDUSTRIES LTD. ETUDE D'UN PLAN EN PARTICULIER. (GASTON CHOLETTE). **R-110356-161**

SUSPENSION

RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. SUSPENSIONS POUR RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION. (JEAN H. GAGNE). **R-070352-190**

SYNDICALISATION

FAUT-IL PREVENIR LE PATRON LORS DE L'ORGANISATION D'UN SYNDICAT? (OMER GENEST). **R-020647-008**

SYNDICALISATION (SUITE)

L'EXTENSION DE LA FORMULE SYNDICALE A DES SECTEURS NON- TRADITIONNELS. LA MONTÉE EN FLECHE DE CES SECTEURS NAISSANTS. LES OBSTACLES A LEUR SYNDICALISATION ET LES CHANGEMENTS DANS LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL QUI LES ONT POUSSÉS A L'ACTION SYNDICALE. (SHIRLEY B. GOLDENBERG). COMMENTAIRES D'ANDRÉ THIBAUDEAU (SCFP). RAYMOND LALIBERTE (CEQ) ET JEAN-PAUL BRASSARD (CSN). **C-002368-145**

LE SYNDICALISME ET LES TRAVAILLEURS NON-SYNDIQUES. L'APPORT DU SYNDICALISME AUX TRAVAILLEURS NON-SYNDIQUES. LA SYNDICALISATION INTEGRALE: REALISME OU UTOPIE. CARACTERE DU SYNDICALISME ET SYNDICALISATION DES NON- SYNDIQUES. (LEO ROBACK). COMMENTAIRES DE JEAN GERIN-LAJOIE (METALLURGISTES UNIS D'AMERIQUE) ET F.X. LEGARE (CSN). **C-002368-119**

LES EMPLOYES DE BUREAU ET LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. PARTICULARITES ET DIFFICULTES DU SYNDICALISME CHEZ LES COLLETS-BLANCS. (LEO ROBACK). **R-140159-068**

PARTICIPATION DES FEMMES AUX MOUVEMENTS SYNDICAUX. EXPERIENCE SYNDICALE DES MIDINETTES DE MONTREAL (U.I.O.V.D.). MESURE DE LA SYNDICALISATION DES FEMMES. POURQUOI LA FEMME MARIEE TRAVAILLE. REALISATIONS DE L'U.I.O.V.D. (YVETTE CHARPENTIER). **C-002267-137**

THE GROWTH OF WHITE-COLLAR UNIONISM AND PUBLIC POLICY IN CANADA. PROBLEMES SOULEVES PAR LA CROISSANCE DU SYNDICALISME CHEZ LES COLS BLANCS. COMMENT LE GOUVERNEMENT POURRAIT, PAR SES POLITIQUES, FAVORISER ET ENCOURAGER LE SYNDICALISME DANS CE SECTEUR. (GEORGE BAIN SAYERS). **R-240269-243**

SYNDICALISME

ACTION SYNDICALE ET BIEN COMMUN. DEFINITION DU BIEN COMMUN ET PERSPECTIVES DE L'ACTION SYNDICALE EN REGARD DU BIEN COMMUN. (ROGER CHARTIER). **R-150460-483**

L'ETAT-EMPLOYEUR ET LA FONCTION PUBLIQUE. LE SYNDICALISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE. LA NEGOCIATION COLLECTIVE: CONFLIT DE TRAVAIL. CONSIDERATIONS PRATIQUES. INTERET PUBLIC. DISCUSSIONS SUR LE SUJET. (S.J. FRANKEL). **C-001863-099**

LA THEORIE DE SELIG PERLMAN. UNE ETUDE CRITIQUE DE CETTE THEORIE DE L'ACTION SYNDICALE. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-200265-295**

LE SYNDICALISME EN CONTEXTE SOCIALISE. CONSEQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR L'ACTION SYNDICALE. CARACTERE TRIPARTITE DES RELATIONS DE TRAVAIL. DEPLACEMENT DES PROBLEMES ET DE LEURS SOLUTIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE. NECESSITE D'ADAPTATION STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE POUR LE SYNDICALISME. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **C-001863-057**

SYNDICALISME (SUITE)

LE SYNDICALISME ET LA PARTICIPATION AUX DECISIONS ECONOMIQUES. L'ACCES AU POUVOIR DE DECISION ECONOMIQUE COMME REVENDICATION DU MOUVEMENT SYNDICAL. LE PROBLEME DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE. LES VOIES ET LES CONDITIONS D'UNE PARTICIPATION SYNDICALE AUX DECISIONS ECONOMIQUES. (BERNARD SOLASSE). COMMENTAIRES DE JACQUES ARCHAMBAULT (CSN), FERNAND DAOUST (FTQ) ET CHARLES PERREAULT. **C-002368-171**

LE SYNDICALISME OUVRIER FACE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. SECTEURS TOUCHES PAR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. CONSEQUENCES POUR LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES ET POUR LES SYNDICATS. CONSIDERATIONS GENERALES. (LEWIS A. COSER). **C-001560-136**

LE SYNDICALISME, LA SOCIETE NOUVELLE ET LA PAUVRETE. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE NOUVELLE. LE PROBLEME DE LA PAUVRETE ET LE SYNDICALISME DANS LA SOCIETE D'ABONDANCE. (MAURICE LA MONTAGNE). **C-002368-227**

LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE. RAISON D'ETRE, NATURE, ROLE ET DESTINEE DU SYNDICALISME. (MARC LAPOINTE). **C-000853-065**

LES OBJECTIFS DU SYNDICALISME ET SON ACHÈMINEMENT VERS L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. CE QU'EST LE 'CORPORATISME' PRECONISE DANS L'ENSEIGNEMENT DES SOUVERAINS PONTIFES. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090264-117**

LES OBJECTIFS SYNDICAUX TRADITIONNELS ET LA SOCIETE NOUVELLE. OBJECTIFS TRADITIONNELS ET LIMITES DU SYNDICALISME. LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE. (JEAN-REAL CARDIN). COMMENTAIRES DE GERARD PICARD (CSN), LOUIS LABERGE (FTQ) ET JEAN BRUNELLE. **C-002368-015**

LES TRAVAILLEURS ET LA CULTURE. LE MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN ET LA PROMOTION CULTURELLE DES TRAVAILLEURS. **R-090354-295**

LOOKING BACK AND LOOKING FORWARD: CAN ORGANIZED LABOUR STAND THE TEST OF TIME?. RAISONS POUR LESQUELLES LE SYNDICALISME DOIT REPENSER PERIODIQUEMENT SES STRUCTURES ET SA PHILOSOPHIE. (JOHN H. CRISPO). **R-200465-700**

ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET SYNDICALISME: ESSAI DE REEVALUATION EN REGARD DES EXIGENCES PRESENTES. NOTION ET SITUATION DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET DU SYNDICALISME, ROLE ET RELATIONS ENTRE EUX. (JEAN-REAL CARDIN). **R-160461-427**

POUVOIR ET ACTION SYNDICALE. FONCTION ET PLACE DU POUVOIR DANS UNE SOCIETE ET DANS LES GROUPES SOCIAUX ET INSTITUTIONS QUI LA CONSTITUENT. POUVOIR SYNDICAL DANS L'ENTREPRISE ET DANS LA SOCIETE POLITIQUE. (DANIEL VIDAL). **C-002570-117**

PROGRES DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. INTEGRATION DU SYNDICALISME DANS LA STRUCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE. (JEAN-PIERRE DESPRES). **R-010445-006A**

SYNDICALISME (SUITE)

REFORMES DE STRUCTURES ET SYNDICALISME. CONSEQUENCES THEORIQUES ET PRATIQUES DES REFORMES DE L'ENTREPRISE SUR LE SYNDICALISME. (MARCEL CLEMENT).

R-040348-021

RESPONSABILITES DE L'ETAT A L'EGARD DU SYNDICALISME ET DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE. DEVOIR DE L'ETAT DE FAVORISER LE SYNDICALISME OUVRIER ET PATRONAL. LA CONVENTION COLLECTIVE GENERALE. LA REPRESENTATION AUPRES DES POUVOIRS PUBLICS ET LA COLLABORATION PATRONALE- OUVRIERE. (DR GASTON CHOLETTE).

R-150460-502

SYNDICALISME ET DEMOCRATISATION DE L'ECONOMIE. RESUME DES COMMUNICATIONS PRESENTES SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE A LA SEMAINE SOCIALE DU CANADA POUR SES ASSISES ANNUELLES.

R-150460-477

SYNDICALISME ET VIE DEMOCRATIQUE. NECESSITE DU SYNDICALISME DANS UNE DEMOCRATIE. ROLE DE L'ETAT. (EMILE GOSSELIN).

R-100355-174

SYNDICALISME AMERICAIN

ANNEXE I: LE SYNDICALISME AU CANADA. LES GROUPEMENTS ET LES EFFECTIFS SYNDICAUX. LES SYNDICATS CANADIENS ET AMERICAINS. L'ACTION SYNDICALE. LES CENTRALES SYNDICALES ET LA POLITIQUE. (GERARD DION).

C-002368-263

COMPARATIVE ASPECTS OF LABOR MOVEMENTS. CADRE THEORIQUE ET APPLICATION A UNE ANALYSE DU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN. (RODNEY F. WHITE).

R-100359-337

FORCES INFLUENCING THE AMERICAN LABOR MOVEMENT: PAST, PRESENT AND FUTURE. FACTEURS QUI ONT EU LE PLUS D'INFLUENCE SUR LE SYNDICALISME AMERICAIN AU COURS DES TRENTE DERNIERES ANNEES. PROBLEMES MAJEURS AUXQUELS LE MOUVEMENT SYNDICAL AURA A FAIRE FACE DANS LA PROCHAINE DECADE. (JACK STIEBER).

R-230468-591

INTERDEPENDANCE ENTRE L'ECONOMIQUE, LE SOCIAL ET LES STRUCTURES SYNDICALES. REFLEXIONS SUR L'EVOLUTION DU SYSTEME CAPITALISTE EN PARALLELE AVEC L'EVOLUTION DU SYNDICALISME EN AMERIQUE DU NORD. (EMILE GOSSELIN).

C-001257-017

LA PARTICIPATION DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN A L'ETABLISSEMENT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. (LEON DALE).

R-170162-034

LE ROLE ECONOMIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS (II). ROLE DES SYNDICATS DANS DIFFERENTS DOMAINES TELS QUE L'AGRICULTURE, LE LOGEMENT, L'AUTOMATION, LE CHOMAGE, ETC. (LEON DALE).

R-180263-230

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. ACTION POLITIQUE DE L'AFL, DU CIO ET DE L'AFL-CIO. (LEON A. DALE).

R-170462-422

LE ROLE SOCIAL DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. LES ACTIVITES MULTIPLES DE L'AFL - CIO. (LEON DALE).

R-180363-363

SYNDICALISME AMERICAIN (SUITE)

LES SYNDICATS DANS LA VIE AMERICAINE. LE PASSE DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN (AFL ET CIO); DEBUTS DU MOUVEMENT; CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET DIFFICULTES DE L'AFL; ASCENSION DU MOUVEMENT DANS LES ANNEES 40. (LEON A. DALE).

R-170362-304

QUELQUES ASPECTS PARTICULIERS DU SYNDICALISME AUX ETATS-UNIS. UNITE SYNDICALE AFL-CIO, ET AUTRES ASPECTS DU SYNDICALISME AMERICAIN. (LEON DALE).

R-190264-201

THE DEVELOPMENT OF CANADIAN-AMERICAN TRADE UNION RELATIONS. LA STRUCTURE SYNDICALE CANADIENNE: SES CAUSES. LE SYNDICALISME AMERICAIN ET SES INTERETS AU CANADA. CONTROVERSES AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER CANADIEN ET AMERICAIN. (C. BRIAN WILLIAMS).

R-210366-332

THE EVOLVING STATUS OF AMERICAN UNIONISM. FACTEURS DE STAGNATION DU SYNDICALISME AMERICAIN. EVOLUTION DEPUIS 1920. AVENIR ET ORIENTATION. (KENNETH O. ALEXANDER).

R-220367-344

UNION MERGERS. IMPORTANCE DE REEXAMINER LA STRUCTURE DU SYNDICALISME AMERICAIN. LA FUSION DES SYNDICATS SEMBLE ETRE LA SOLUTION LA PLUS PRATIQUE POUR REMEDIER A L'INSUFFISANCE ACTUELLE DES STRUCTURES SYNDICALES. (HARRY GRAHAM).

R-250370-552

TOWARD A THEORY OF THE DEVELOPMENT OF UNIONISM IN THE U.S. ANALYSE DES CONCEPTS DE BASE ET TENTATIVE DE FORMULATION D'UNE HYPOTHESE GENERALE. (JOSEPH L. MASSIE).

R-140159-038

SYNDICALISME BRITANNIQUE

BRITISH UNIONS: A CULTURAL ANALYSIS. ORIGINE, CONCEPTION TRADITIONNELLE ET NOUVELLE DU SYNDICALISME BRITANNIQUE. (W. CAMPBELL BALFOUR).

R-130358-313

L'IMMATRICULATION DES SYNDICATS OUVRIERS EN GRANDE-BRETAGNE. AVANTAGES DE CE SYSTEME. (JOHN WALTON).

R-170162-085

T.U.C. PLANS TO RECAST TRADE UNIONISM AND JOIN NATIONAL ECONOMY INQUIRY. REAMENAGEMENT DES FONDS SYNDICAUX POUR L'EDUCATION. PARTICIPATION AU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT NATIONAL.

R-170462-501

SYNDICALISME CANADIEN

A TENTATIVE FRAMEWORK FOR THE PHILOSOPHY OF THE CANADIAN LABOUR MOVEMENT. PHASES DE DEVELOPPEMENT DU SYNDICALISME. (ARANKS E. KOVACS).

R-200165-025

ANNEXE I: LE SYNDICALISME AU CANADA. LES GROUPEMENTS ET LES EFFECTIFS SYNDICAUX. LES SYNDICATS CANADIENS ET AMERICAINS. L'ACTION SYNDICALE. LES CENTRALES SYNDICALES ET LA POLITIQUE. (GERARD DION).

C-002368-263

SYNDICALISME CANADIEN (SUITE)

BILAN ET HORIZONS. CRITIQUES A L'EGARD DU SYNDICALISME CANADIEN: LES STRUCTURES, L'IDEOLOGIE ET LA STRATEGIE.

C-002368-243

CANADIAN LABOUR - THE NEED FOR SOCIAL RENEWAL. CHANGEMENT DU ROLE TRADITIONNEL DU SYNDICALISME. NECESSITE POUR CELUI-CI DE PRENDRE EN CONSIDERATION LES QUESTIONS SOCIALES ET ECONOMIQUES DE GRANDE ENVERGURE ET DE REFORMULER SES OBJECTIFS A LONG TERME. (ANTHONY CAREW).

R-230468-613

DATES IMPORTANTES DANS L'ORGANISATION DU SYNDICALISME AU CANADA.

R-120157-139

EFFECTIF SYNDICAL. STATISTIQUES SUR LE SYNDICALISME OUVRIER AU CANADA. (31 DECEMBRE 1946).

R-030347-046

HISTOIRE DU SYNDICALISME AU CANADA. (ANDRE ROY).

R-120157-010

INSIGHTS INTO LABOUR HISTORY IN CANADA. DES ORIGINES AU DEBUT DU SIECLE. (EUGENE FORSEY).

R-200365-445

INTERDEPENDANCE ENTRE L'ECONOMIQUE, LE SOCIAL ET LES STRUCTURES SYNDICALES. REFLEXIONS SUR L'EVOLUTION DU SYSTEME CAPITALISTE EN PARALLELE AVEC L'EVOLUTION DU SYNDICALISME EN AMERIQUE DU NORD. (EMILE GOSSELIN).

C-001257-017

L'INFLUENCE EXTRAGENE EN MATIERE DE DIRECTION SYNDICALE AU CANADA. SYNTHESE HISTORIQUE ET L'APPORT ETRANGER A LA CONDUITE DES SYNDICATS CANADIENS. (LOUIS-MARIE TREMBLAY).

R-190164-036

OPINIONS SYNDICALES SUR LES STRUCTURES SYNDICALES. LE CTC DOIT DEVENIR INDEPENDANT DU MOUVEMENT SYNDICAL AMERICAIN QUI EST AVANT TOUT UN SYNDICALISME D'AFFAIRES ET SE REPENSER EN FONCTION DES EXIGENCES SOCIALES, ECONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA REALITE CANADIENNE. (S.T. PAYNE).

R-230468-649

THE DEVELOPMENT OF CANADIAN-AMERICAN TRADE UNION RELATIONS. LA STRUCTURE SYNDICALE CANADIENNE: SES CAUSES. LE SYNDICALISME AMERICAIN ET SES INTERETS AU CANADA. CONTROVERSES AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER CANADIEN ET AMERICAIN. (C. BRIAN WILLIAMS).

R-210366-332

SYNDICALISME CATHOLIQUE

LA FEDERATION OUVRIERE MUTUELLE DU NORD. HISTOIRE DE LA FONDATION DES SYNDICATS CATHOLIQUES DANS LA REGION DE CHICOUTIMI. ROLE DE MGR. LAPOINTE; EVOLUTION DE SES CONCEPTIONS SYNDICALES; TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES DE LA FEDERATION JUSQU'A SON INTEGRATION DANS LA CTCC. (MICHEL HETU).

R-170462-402

SYNDICALISME CHRETIEN

CHRISTIAN TRADE UNIONS AND EUROPEAN INTEGRATION. STRUCTURE SUPRANATIONALE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS. ANALYSE DES PROBLEMES D'ORIENTATION AVEC LESQUELS SES ACTIVITES SUPRANATIONALES L'ONT CONFRONTEE. (SAMUEL H. BARNES).

R-170162-015

L'EGLISE CATHOLIQUE ET LES TRAVAILLEURS. ROLE DE L'EGLISE, RESPONSABILITES DES OUVRIERS ET BUT DU MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN. (MGR MAURICE ROY).

R-050149-002

L'INTERCONFESSIONNALITE DES ASSOCIATIONS OUVRIERES CHRETIENNES DE L'ALLEMAGNE. EVOLUTION DES SYNDICATS CHRETIENS ET PROBLEME DE LA CONFESSIONNALITE SYNDICALE. (EGBERT MUNZER).

R-020346-008

POLITICAL CULTURE AND CHRISTIAN TRADE UNIONISM: THE CASE OF BELGIUM. ORIGINE ET STRUCTURE DU SYNDICALISME CHRETIEN BELGE. QUESTIONS RELIGIEUSES ET IDEOLOGIQUES. RELATIONS AVEC LES AUTRES SYNDICATS ET AVEC LES PARTIS POLITIQUES. LA CULTURE POLITIQUE ET LE PLURALISME SYNDICAL. (SAMUEL BARNES).

R-190364-354

THE CHANGING CHARACTER OF THE CHRISTIAN INTERNATIONAL. HISTORIQUE DU SYNDICALISME CHRETIEN. ET SON EVOLUTION VERS UN CARACTERE NON-CONFESSIONNEL. (EFREN CORDOVA).

R-230168-070

SYNDICALISME DE CADRES

LE BILL 36 ET LE SYNDICALISME DE CADRE. CETTE LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL ECLAIRCIT LES QUESTIONS CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DES SYNDICATS DE CADRES ET INDIQUE L'ORIENTATION DE LA PENSEE DU LEGISLATEUR A L'EGARD DU SYNDICALISME DE CADRE. (CLAUDE D'AOST).

R-250370-617

LE SYNDICALISME DE CADRES ET LA LEGISLATION QUEBECOISE DU TRAVAIL DANS LE CONTEXTE DE LA REALITE SOCIALE, POLITIQUE, ECONOMIQUE ET JURIDIQUE. (ROGER CHARTIER).

R-200265-278

LE SYNDICALISME DES CADRES. DEFINITION DES CADRES ET EXAMEN DE LEUR DROIT SYNDICAL ET DE LEURS ATTITUDES. (JACQUES COUSINEAU S.J.).

R-150460-492

SYNDICALISME INTERNATIONAL

INTERNATIONAL TRADE SECRETARIATS. NAISSANCE, EVOLUTION ET OBJECTIFS DES SECRETARIATS INTERNATIONAUX DE SYNDICATS DE TRAVAILLEURS. (LEON A. DALE).

R-220167-098

LE CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA ET LE CANADIANISME. AUTONOMIE DU CTC VIS-A-VIS LES UNIONS AMERICAINES. (EUGENE FORSEY).

R-120157-124

LE CONGRES MONDIAL DES SYNDICATS OUVRIERS. UTILITE D'UNE FEDERATION INTERNATIONALE SYNDICALE.

R-010145-004C

LE CTC ET LA VIE INTERNATIONALE. COMPOSITION ET ROLES DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES. (CLAUDE JODOIN).

R-120157-080

SYNDICALISME INTERNATIONAL (SUITE)

THE CHANGING CHARACTER OF THE CHRISTIAN INTERNATIONAL. HISTORIQUE DU SYNDICALISME CHRETIEN, ET SON EVOLUTION VERS UN CARACTERE NON-CONFESSIONNEL. (EFREN CORDOVA). **R-230168-070**

SYNDICALISME LIBRE

PLANIFICATION, ENTREPRISE PRIVEE ET SYNDICALISME LIBRE. CONSEQUENCES DE LA SOCIALISATION SUR LES CADRES JURIDIQUES DES RELATIONS DU TRAVAIL. LIGNES DE FORCE DE L'EVOLUTION DU DROIT DES RELATIONS INDUSTRIELLES POUR REPONDRE AUX IMPERATIFS DES SITUATIONS NOUVELLES. (PAUL NORMANDEAU). **C-001863-165**

SYNDICALISME QUEBECOIS

L'EVOLUTION DU SYNDICALISME DANS LA REVOLUTION TRANQUILLE. DEFINITION ET EVOLUTION DE L'ACTION SYNDICALE AU QUEBEC DURANT LES ANNEES QUI ONT SUIVI 1960. DEGRE DE L'INTEGRATION POLITIQUE DES SYNDICATS SOIT COMME GROUPEES DE PRESSION SOIT COMME CORPS INTERMEDIAIRES, AU COURS DE CETTE PERIODE. RAPPROCHEMENT DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DEUX GRANDES CENTRALES. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-220167-086**

LE MOUVEMENT SYNDICAL QUEBECOIS (1957). OPPOSITIONS DONT IL EST L'OBJET; DIVISION DANS SON ETRE ET SON ACTION. (GERARD DION). **R-130458-366**

POUVOIR ET POUVOIRS DANS LES SYNDICATS. NOTION DU POUVOIR ET DISTINCTIONS FONDAMENTALES QUI TIENNENT A LA NATURE MEME DU SYNDICALISME OUVRIER. REPARTITION DES POUVOIRS SELON L'OBJET DE LA DECISION A PRENDRE ET LE NIVEAU OU ELLE SE PREND DANS LA STRUCTURE SYNDICALE. PROBLEME DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE. (GERARD HEBERT). **C-002570-089**

SYNDICALISME SUEDOIS

INDUSTRIAL RELATIONS AND TECHNOLOGICAL CHANGE. SWEDISH TRADE UNION AND EMPLOYERS' VIEWS AND AGREEMENTS. EVOLUTION DE LA PENSEE SYNDICALE EN SUEDE EN EGARD AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES. ROLE ET FONCTION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS REPRESENTANTS DANS LA PRISE DES DECISIONS DU NIVEAU DE L'ENTREPRISE. (PAUL MALLES). **R-230268-265**

SYNDICAT

GARE A LA TACTIQUE COMMUNISTE. MOYENS DE LUTTER CONTRE L'INFILTRATION COMMUNISTE DANS LES SYNDICATS. **R-010946-001**

L'INFILTRATION COMMUNISTE. LES SYNDICATS DOIVENT SE MEFIER DU NOYAUTAGE COMMUNISTE. **R-011046-001**

L'OUVRIER ET SON SYNDICAT. DROITS ET RESPONSABILITES DES TRAVAILLEURS A L'EGARD DE LEUR SYNDICAT. **R-010846-001**

LA MORALE DANS LES RELATIONS DU TRAVAIL. DEVOIRS DE JUSTICE ET DE CHARITE DES SYNDICATS ET DES PATRONS. (GASTON CHOLETTE). **R-030247-019**

SYNDICAT (SUITE)

LA SECURITE SYNDICALE ET L'EMPLOYEUR. ROLE DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS. OBJECTIONS DES EMPLOYEURS AUX CLAUSES DE SECURITE SYNDICALE. RESPONSABILITE DU SYNDICAT DANS LA PROFESSION ET L'ENTREPRISE. PROCEDURES PATRONALES POUR ACCORDER LA SECURITE SYNDICALE. (ARTHUR DROLET). **R-020847-008**

LABOUR, MANAGEMENT AND THE PUBLIC. LES RELATIONS PATRONALES-OUVRIERES: LES PROBLEMES, LES SOLUTIONS, ET L'ATTITUDE DU PUBLIC LORS DES CONFLITS. (CARL H. GOLDENBERG). **R-190164-071**

LES COMMUNISTES ET LES UNIONS OUVRIERES. COMMENT EMPECHER L'INFILTRATION DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS. (GERARD DION). **R-020947-001**

SYNDICAT ET PARTIS POLITIQUES. ROLE RESPECTIF DU SYNDICAT ET DU PARTI POLITIQUE. LIENS IDEOLOGIQUES VITAUX QUI DOIVENT S'ETABLIR ENTRE LES DEUX. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090454-314**

THE DUTY OF FAIR REPRESENTATION - EFFECTIVE PROTECTION FOR INDIVIDUAL RIGHTS IN COLLECTIVE AGREEMENTS? EXEMPLE ILLUSTRANT LE CAS D'UNE ACTION INDIVIDUELLE D'UN EMPLOYE CONTRE SON SYNDICAT QUI AVAIT MANQUE A SON DEVOIR DE JUSTE REPRESENTATION. (B.L. ADELL). **R-250370-602**

THE PROTECTION OF INDIVIDUAL MEMBERS OF UNIONS. DISCUSSION DE L'ANALYSE ET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WOODS CONCERNANT LA POSITION ET LES DROITS DU MEMBRE DU SYNDICAT EN TANT QU'INDIVIDU. (E.E. PALMER). **R-250170-083**

SYNDICAT - ETAT

SYNDICAT ET ETAT. PRINCIPES ET EVOLUTION HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE SYNDICAT ET ETAT. DROITS ET DEVOIRS DE CHACUN. (MGR PIETRO PAVAN). **R-100154-002**

SYNDICAT CONFESSIONNEL

SYNDICAT ET RELIGION. DEFINITION DE SYNDICAT CONFESSIONNEL ET SYNDICAT NEUTRE. DIFFERENCE ENTRE LES SYNDICATS EUROPEENS ET ANGLO-SAXONS. EVOLUTION DES SYNDICATS CHRETIENS D'EUROPE. (MGR PIETRO PAVAN). **R-090354-230**

SYNDICAT DE BOUTIQUE

ACCREDITATION SYNDICALE. 'DOMINATION' D'UN SYNDICAT PAR UN EMPLOYEUR. DEMANDE CONJOINTE DE DEUX SYNDICATS POUR FORMER LA MAJORITE DANS UNE UNITE DE NEGOCIATION, SELON LE CODE DU TRAVAIL. **R-200265-372**

SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ETAT DU QUEBEC

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL - LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE - GREVE - SERVICES ESSENTIELS. INTERPRETATION DE L'ARTICLE 75 DE LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE CAS DES SALARIES ENSEIGNANTS REPRESENTES PAR LE SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ETAT DU QUEBEC. **R-210266-258**

SYNDICAT INDEPENDANT

LES GROUPEMENTS SYNDICAUX DANS LA PROVINCE DE QUEBEC (1955). ESQUISSE GEOGRAPHIQUE DU SYNDICALISME DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. EFFECTIFS DES GROUPEMENTS INDEPENDANTS ET DES GRANDES CENTRALES. (GERARD DION).

R-110155-001

SYNDICAT NATIONAL DES FONCT. MUNICIP. DE MONTREAL

LE SERVICE D'EDUCATION DU SYNDICAT NATIONAL DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE MONTREAL. BUT ET FONCTIONNEMENT DE CE SERVICE. (JEAN DUPIRE).

R-120357-231

SYNDICAT NEUTRE

SYNDICAT ET RELIGION. DEFINITION DE SYNDICAT CONFESSIONNEL ET SYNDICAT NEUTRE. DIFFERENCE ENTRE LES SYNDICATS EUROPEENS ET ANGLO-SAXONS. EVOLUTION DES SYNDICATS CHRETIENS D'EUROPE. (MGR PIETRO PAVAN).

R-090354-230

SYNDICAT NON-INCORPORE

SYNDICATS NON-INCORPORES ET POUVOIRS DE POURSUIVRE EN JUSTICE. REJET D'UNE ACTION EN RECOURS DE FONDS VOLES FAITE PAR UNE ASSOCIATION VOLONTAIRE.

R-150160-131

SYNDICAT PROFESSIONNEL

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. STATISTIQUES SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES, LES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AU QUEBEC.

R-040549-047

SYSTEME BROWN

LE SYSTEME BROWN EN MATIERE DE DISCIPLINE INDUSTRIELLE. IMPLANTATION D'UN SYSTEME DE DISCIPLINE. BASE SUR L'ALLOCATION DES POINTS CUMULES DE DEMERITE DANS UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU QUEBEC. GENESE, CONTENU ET EVALUATION GLOBALE. (DENIS GERMAIN).

R-150360-361

SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES

APRES VINGT ANS. TABLEAU DES CHANGEMENTS MAJEURS AU COURS DES 20 DERNIERES ANNEES EN RELATIONS DE TRAVAIL ET DES TRAITS QUI SEMBLER MASQUER LA REALITE D'AUJOURD'HUI. (GERARD DION).

C-001964-153

INDUSTRIAL RELATIONS IN SCANDINAVIA. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES SCANDINAVE EN CE QUI A TRAIT AU TRIBUNAL DU TRAVAIL, A LA MEDIATION ET AUX COMITES MIXTES. COMPARAISON AVEC LE SYSTEME CANADIEN. (GIL SCHONNING).

R-250270-212

LES DONNEES NOUVELLES DES RELATIONS DU TRAVAIL EN EUROPE DEPUIS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE. EVOLUTION DES CONTEXTES, DES IDEOLOGIES ET LEUR INCIDENCE SUR LES STRUCTURES ET LES FONCTIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX. (JEAN-REAL CARDIN).

R-200165-003

LES RELATIONS DU TRAVAIL EN EUROPE OCCIDENTALE ET LEUR SIGNIFICATION AU NIVEAU DES COMMUNAUTES NATIONALES. (JEAN-REAL CARDIN).

R-200465-593

SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES

(SUITE)

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL (I). DEFINITION, MOYENS ET STRATEGIE DU POUVOIR; COOPERATION ET CONFLIT; FACON DONT SE DEROLENT LES JEUX DU POUVOIR. (VINCENT LEMIEUX).

C-002570-015

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL (II). TENTATIVE D'APPOSER LE CHAMP DES RELATIONS DU TRAVAIL AU CADRE DE REFERENCE GENERAL PRESENTE DANS LA PREMIERE PARTIE DE L'EXPOSE. (GERARD DION).

C-002570-024

POUVOIR ET POUVOIRS EN RELATIONS DU TRAVAIL. INTRODUCTION AU 25EME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (GERARD DION).

C-002570-011

PROPOSED REMEDIES. PROPOSITIONS POUR REMEDIER AUX PRINCIPAUX MAUX QUI ASSAILLENT LE SYSTEME QUEBECOIS DE RELATIONS DE TRAVAIL. (H.D. WOODS).

C-001358-151

THE REFORM OF BRITISH INDUSTRIAL RELATIONS. REVUE CRITIQUE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DONOVAN. PROJETS DE REFORME DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE. (ROBERT F. BANKS).

R-240269-333

SYSTEMES DE REMUNERATION

METHODES PRATIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE. AVANTAGES, INCONVENIENTS, DOMAINES D'APPLICATION DES SYSTEMES DE REMUNERATION AU RENDEMENT ET LEUR ADAPTATION AUX DIFFERENTES CIRCONSTANCES. PRINCIPES A SUIVRE LORS DE L'INTRODUCTION D'UN SYSTEME.

R-090153-079

TACHES

ARBITRAGE - TACHES - RECLASSIFICATION A CAUSE D'UN NOUVEL EQUIPEMENT.

R-200265-391

TASK FORCE

FEDERAL GOVERNMENT TASK FORCE ON LABOUR RELATIONS. CREATION D'UN COMITE D'ETUDE FEDERAL SUR LES RELATIONS OUVRIERES. CARACTERE ET OBJECTIFS POURSUIVIS PAR CE COMITE. (H.D. WOODS).

R-220167-130

TAUX DE ROULEMENT

LE REMPLACEMENT DU PERSONNEL. MOYENS DE REDUIRE LE TAUX DE ROULEMENT DANS UNE ENTREPRISE. (GERMAIN GIROUX).

R-030548-069

TAXATION

LE RESPECT DES CHARGES DE FAMILLE DANS LA TAXATION ET LA SECURITE SOCIALE AU CANADA. (CLAUDE MORIN).

R-140459-589

TECHNICIENS

AN EMPIRICAL ANALYSIS OF SUBSTITUTION BETWEEN ENGINEERS AND TECHNICIANS IN CANADA. ETUDE EMPIRIQUE SUR LA SUBSTITUTION DE COMPETENCE ENTRE INGENIEURS ET TECHNICIENS AU CANADA. (MICHAEL L. SKOLNIK) **R -250270-284**

TECHNIQUE

LA TECHNIQUE ET LES VALEURS HUMAINES. ORGANISATION DE LA SOCIETE HUMAINE ET LES RAPPORTS ENTRE LES PEUPLES. DIGNITE HUMAINE MENACEE PAR LA TECHNIQUE ET L'ORGANISATION. (PIE XII) **R -080253-230**

TEMPS ET MOUVEMENTS

LES CADRES ET LES DIRECTIONS DEVANT LES TEMPS IMPRODUCTIFS. ANALYSE DES TEMPS IMPRODUCTIFS ET DU ROLE DES CADRES DANS LES ENTREPRISES. (PIERRETTE SARTIN) **R -230268-201**

THE STANDARD DATA AND THEIR LIMITATIONS. PROBLEMES DE DETERMINATION DES TEMPS REQUIS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES ELEMENTS LES PLUS SIMPLES D'UNE TACHE. (JEAN-PAUL DESCHENES) **R -120357-211**

TEMPS STANDARD

UNE CRITIQUE DE LA REMUNERATION SELON LE RENDEMENT (II). ETUDE DE LA POSSIBILITE D'ETABLIR AVEC UNE PRECISION MATHEMATIQUE UN TEMPS STANDARD. (JEAN-PAUL DESCHENES) **R -140359-322**

TEXTILE

LA GREVE DU TEXTILE DANS LE QUEBEC EN 1937. RECIT DES EVENEMENTS TELS QUE VECUS PAR UN DES PRINCIPAUX ACTEURS. (ALFRED CHARPENTIER) **R -200165-086**

PERIODE TRAGIQUE DANS L'HISTOIRE DU RHODE-ISLAND. EVOLUTION HISTORIQUE ET ECONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DU TEXTILE AU RHODE-ISLAND. (CHALRES B. QUIRK) **R -070352-168**

UNE SOLUTION COURAGEUSE. EXPOSE D'UN PLAN DE PARTICIPATION AUX BENEFICES DANS L'INDUSTRIE DU TEXTILE. (W.J. WHITEHEAD) **R -030447-055**

LA STABILITE DE L'EMPLOI. L'EXPERIENCE DES TEXTILES. SITUATION DE CETTE INDUSTRIE DANS LE CADRE INDUSTRIEL GENERAL DU QUEBEC. CAUSES ET CONSEQUENCES DU CHOMAGE DANS CE SECTEUR ET MOYENS D'Y REMEDIER. (W.M. BERRY) **R -110356-178**

THEOLOGIE DU TRAVAIL

THEOLOGIE DU TRAVAIL. LE TRAVAIL EST UNE VOCATION, UNE CREATION ET UNE REDEMPTION. (GEORGES-HENRI LEVESQUE OP) **C -000348-157**

THEORIE DE L'ORGANISATION

THE INFANCY AND CHILDHOOD OF ORGANIZATION THEORY. EXPOSE DE CERTAINS PRINCIPES D'ORGANISATION ET DE LEUR EVOLUTION. EXEMPLE DE LA NASA. MODELE D'ORGANISATION DU FUTUR. (RICHARD C. HODGSON) **R -220467-480**

THEORIE DE LA NEGOCIATION

A THEORY OF COLLECTIVE BARGAINING. INSUFFISANCE DES MODELES THEORIQUES EXISTANTS POUR EXPLIQUER LA NEGOCIATION COLLECTIVE. ELABORATION DES JALONS D'UNE NOUVELLE THEORIE D'UN REGIME DE NEGOCIATION. IMPORTANCE DE L'UTILISATION DE TERMES OPERATIONNELS DANS UN SCHEMA THEORIQUE DE CE GENRE. (SGED M.A. HAMEED) **R -250370-531**

THEORIE DES BESOINS

THE INSENSITIVITY OF THE UNION MOVEMENT TO THE REAL NEEDS OF THE UNION MEMBERS. TROIS PROPOSITIONS POUR AIDER LES SYNDICATS A SATISFAIRE LES BESOINS REELS DE LEUR MEMBRES. BASEES SUR LA THEORIE DES BESOINS DE MASLOW ET SUR LES CONCLUSIONS DE HERZBERG SUR LA MOTIVATION DES EMPLOYES. (MICHAEL HUMPHRIES) **R -230468-605**

THEORIE DU SYNDICALISME

LA THEORIE DE SELIG PERLMAN. UNE ETUDE CRITIQUE DE CETTE THEORIE DE L'ACTION SYNDICALE. (LOUIS-MARIE TREMBLAY) **R -200265-295**

TOWARD A THEORY OF THE DEVELOPMENT OF UNIONISM IN THE U.S. ANALYSE DES CONCEPTS DE BASE ET TENTATIVE DE FORMULATION D'UNE HYPOTHESE GENERALE. (JOSEPH L. MASSIE) **R -140159-038**

THESES DE MAITRISE

RELEVÉ DES THESES DE MAITRISE EN RELATIONS INDUSTRIELLES. UNIVERSITE LAVAL ET UNIVERSITE DE MONTREAL. **R -210466-629**

TRADE UNION CONGRESS

T.U.C. PLANS TO RECAST TRADE UNIONISM AND JOIN NATIONAL ECONOMY INQUIRY. REAMENAGEMENT DES FONDS SYNDICAUX POUR L'EDUCATION PARTICIPATION AU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT NATIONAL. **R -170462-501**

TRANSPORTS PUBLICS

SALAIRES. C NO SENTENCES ARBITRALES DETERMINANT LES SALAIRES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS. (JEAN-H. GAGNE) **R -070452-301**

TRAVAIL

ALLOCATION D'OUVERTURE. CONCEPTION DU PROBLEME DU TRAVAIL ETUDIE AU COURS DU CONGRES. ROLE DE L'UNIVERSITE ET DU PATRONAT DANS CE DOMAINE. (MGR FERDINAND VANDRY) **C -000550-015**

ALLOCATION D'OUVERTURE. LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE COMME BASE D'EDIFICATION DU MONDE DU TRAVAIL. (MGR ALPHONSE-MARIE PARENT) **C -000853-015**

TRAVAIL (SUITE)

DOUBLE CARACTERE DU TRAVAIL. DIMENSION INDIVIDUELLE ET SOCIALE DU TRAVAIL.
R-010946-006

HUMANISATION DU TRAVAIL. PROBLEME POSE PAR LA SOCIETE INDUSTRIELLE. (J.T. DELOS)
R-030147-007

INTRODUCTION. PRESENTATION DU SUJET: PROBLEMES HUMAINS DU TRAVAIL. PROGRAMME DETAILLE DU CONGRES. (GERARD TREMBLAY).
C-000853-005

LA NOBLESSE DU TRAVAIL. (PIE XII).
R-010245-001

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LA REPARTITION DU PRODUIT DU TRAVAIL. DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE.
R-200465-706

LE TRAVAIL ET LES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE. 51IEME SESSION DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE.
R-190464-520

LE TRAVAIL. NATURE. UTILITE. NECESSITE ET DIFFERENTES CONCEPTIONS DU TRAVAIL. (MGR JOSEPH GUERIN).
C-000247-171

LOISIRS ET RELATIONS DE TRAVAIL. EVOLUTION DES LOISIRS ET LEUR INFLUENCE SUR LE TRAVAIL. (LOUISE DUMAIS).
R-040348-027

PROPOS SUR LE TRAVAIL HUMAIN. ASPECTS SOCIAUX DU SECTEUR D'ACTIVITE DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE. (PIE XII).
R-130258-232A

THEOLOGIE DU TRAVAIL. LE TRAVAIL EST UNE VOCATION. UNE CREATION ET UNE REDEMPTION. (GEORGES-HENRI LEVESQUE OP).
C-000348-157

TRAVAIL DOMINICAL

LA CONTINUITE DES OPERATIONS DANS L'INDUSTRIE DE LA PULPE ET DU PAPIER. PROBLEME DU TRAVAIL DOMINICAL DANS CETTE INDUSTRIE AU POINT DE VUE ECONOMIQUE. (JACQUES ST-LAURENT)
R-160261-242

RAPPORT DE LA COMMISSION ALLEYN. COMMENTAIRES. SUR LA NECESSITE DE LA PRODUCTION LE DIMANCHE DANS LES USINES DE PATES ET PAPIERS. (BERTRAND BELZILE).
R-210366-436

TRAVAIL EN EQUIPES

LE TRAVAIL EN EQUIPES. RAISONS TECHNIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES DU TRAVAIL EN EQUIPE. FORMES, ORGANISATION ET DIFFICULTES FAMILIALES, SOCIALES ET PHYSIOLOGIQUES DU TRAVAIL EN EQUIPES. SOLUTIONS A CES DIFFICULTES. HORAIRES TOURNANTS. (PIERRETTE SARTIN).
R-220367-357

TRAVAIL FEMININ

ASPECTS ECONOMIQUES DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL. ANALYSE DES RAISONS D'ORDRE ECONOMIQUE QUI MILITENT EN FAVEUR DE L'INTEGRATION DES FEMMES AU MONDE DU TRAVAIL OU S'Y OPPOSENT. (JACQUES ST-LAURENT).
C-000267-075

TRAVAIL FEMININ (SUITE)

ASPECTS SOCIOLOGIQUES DU TRAVAIL FEMININ. LE MARIAGE ET LES CONDUITES DE TRAVAIL DES FEMMES. LE TRAVAIL FEMININ REPLACE PARMIS LES AUTRES ROLES DEFINIS POUR LA FEMME PAR NOTRE SOCIETE. (GERALD FORTIN).
C-000267-061

EVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU MONDE DU TRAVAIL. LES DEUX PHASES DE CETTE EVOLUTION. (JEAN-PIERRE DESPRES).
C-000267-013

INTRODUCTION. PRESENTATION DU THEME DU CONGRES: LE TRAVAIL FEMININ.
C-000267-011

LA FEMME DANS LE MONDE DU TRAVAIL D'AUJOURD'HUI. ETUDE DU TRAVAIL FEMININ DANS LA PERSPECTIVE D'UN MONDE QUI EVOLUE RAPIDEMENT. PROBLEMES POSES PAR LE TRAVAIL DE LA FEMME ET SA PARTICIPATION A LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE. (PIERRETTE SARTIN).
C-000267-159

LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL FEMININ. BILAN DES LOIS ET REGLEMENTATIONS DETERMINANT LA CONDITION DE LA FEMME AU TRAVAIL. ANALYSE DES CONSEQUENCES DE LEUR APPLICATION. AMENDEMENTS POSSIBLES. (REJEANNE COLAS).
C-000267-039

LA REMUNERATION DU TRAVAIL FEMININ. CRITERES DE REMUNERATION ENTRE HOMMES ET FEMMES. LA FORMULE 'A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL' ET SES CONSEQUENCES. (ROGER CHARTIER).
R-080353-309

LE TRAVAIL FEMININ. TEMOIGNAGES. HUIT TEMOIGNAGES DE LA PART DE REPRESENTANTS D'EMPLOYEURS ET D'EMPLOYES BIEN AU FAIT DES PROBLEMES DU TRAVAIL FEMININ.
C-000267-095

PARTICIPATION DES FEMMES AUX MOUVEMENTS SYNDICAUX. PROBLEMES DE TRAVAIL PARTICULIER A LA FEMME: FACTEURS QUI EXPLIQUENT SA FAIBLE PARTICIPATION AU SYNDICALISME. (LUCIE DAGENAIS).
C-000267-146

PARTICIPATION DES FEMMES AUX MOUVEMENTS SYNDICAUX. EXPERIENCE SYNDICALE DES MIDINETTES DE MONTREAL (U.I.O.V.D.). MESURE DE LA SYNDICALISATION DES FEMMES. POURQUOI LA FEMME MARIEE TRAVAILLE. REALISATIONS DE L'U.I.O.V.D. (YVETTE CHARPENTIER).
C-000267-137

TRAVAILLEURS

ADAPTATION DU TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE. DEFINITION DES TERMES 'ENTREPRISE', 'TRAVAILLEUR' ET 'ADAPTATION'. METHODE D'ADAPTATION: LA DISCUSSION EN GROUPE. (LOUIS-PHILIPPE BRIZARD).
C-000853-113

CONSEQUENCES POUR LE TRAVAILLEUR. CONSEQUENCES DE L'EXTENSION DES BENEFICES MARGINAUX POUR LE TRAVAILLEUR. (ROLAND PARENTEAU).
C-001459-083

LE TRAVAIL ET LES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE. 51IEME SESSION DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE.
R-190464-520

TRAVAILLEURS NON-SYNDIQUES

LE SYNDICALISME ET LES TRAVAILLEURS NON-SYNDIQUES. L'APPORT DU SYNDICALISME AUX TRAVAILLEURS NON-SYNDIQUES. LA SYNDICALISATION INTEGRALE: REALISME OU UTOPIE. CARACTERE DU SYNDICALISME ET SYNDICALISATION DES NON-SYNDIQUES. (LEO ROBACK). COMMENTAIRES DE JEAN GERIN-LAJOIE (METALLURGISTES UNIS D'AMERIQUE) ET F.X. LEGARE (CSN).

C-002368-119**TRAVAUX FORCES**

LES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. RAISONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE L'ETABLISSEMENT DES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN PAYS COMMUNISTES. (FRANCOIS BREGHA).

R-060251-048

LES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN TCHECOSLOVAQUIE. RAISONS OFFICIELLES DE L'ETABLISSEMENT DES CAMPS DE TRAVAUX FORCES EN TCHECOSLOVAQUIE. BASE LEGALE. REGLEMENTS. NOMBRE ET SITUATION GEOGRAPHIQUE DES CAMPS. (FRANCOIS BREGHA).

R-060150-004**TRIBUNAL CIVIL**

L'INTERVENTION DU TRIBUNAL CIVIL DANS CERTAINS CAS DE MISE A EXECUTION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE. LA CONVENTION COLLECTIVE N'EST PLUS TOUT A FAIT UN CHAMP RESERVEE A L'ARBITRE DES GRIEFS. (PIERRE VERGE).

R-230468-672**TRIBUNAL D'ARBITRAGE**

APPEL A UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'UNE DECISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES. ABSCENCE DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-487

ARBITRAGE. DEFAUT DE JURIDICTION DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE POUR MODIFIER LES TERMES DE LA CONVENTION OU Y AJOUTER.

R-180363-412

DAMAGES AWARDED BY ARBITRATION BOARD. APPLICATION FOR CERTIORI TO QUASH AWARD. WETHER BOARD HAS POWER TO AWARD AND ASSESS DAMAGES. DOMMAGES-INTERETS ATTRIBUES ET EVALUES PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

R-160461-479

DAMAGES-POWER OF BOARD TO AWARD. POUVOIR D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'ATTRIBUER DES DOMMAGES-INTERETS.

R-160461-475

GRIEFS APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE. UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE A JURIDICTION POUR ENTENDRE UN GRIEF. MEME S'IL NAIT APRES L'EXPIRATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

R-150360-372

RETROACTIVITE - SERVICES PUBLICS - POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE EN CETTE MATIERE.

R-170162-075

SERVICES PUBLICS-POUVOIR DU TRIBUNAL D'ARBITRAGE D'AMENDER SA PROPRE SENTENCE.

R-170362-327

STATISTIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL. STATISTIQUES SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES. LES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AU QUEBEC.

R-040549-047**TRIBUNAL D'ARBITRAGE (SUITE)**

TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. STATISTIQUES.

R-060251-062

Y-A-T-IL LIEU A UN BREF DE PROHIBITION CONTRE UN CONSEIL D'ARBITRAGE? JUGEMENT DE LA COUR SUPERIEURE DU DISTRICT DE QUEBEC QUI A TRAIT AUX POUVOIRS DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET A LA POSSIBILITE DE PRENDRE CONTRE CES DERNIERS UN BREF DE PROHIBITION. (JEAN-H. GAGNE).

R-090354-287**TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN**

LES JURIDICTIONS CIVILES. PENALES ET CRIMINELLES SUR CERTAINS CONFLITS DE DROIT. TRES PEU DE CONFLITS DE DROIT ECHAPPENT AUX TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN. (THEODORE LESPERANCE).

C-000954-037**TRIBUNAUX DU TRAVAIL**

ANNEXES: LOI INSTITUANT DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. PROJET DE LOI PREPARE EN 1940 PAR ME BEAULIEU, A LA DEMANDE DU MINISTRE DU TRAVAIL DU QUEBEC. LE MEMOIRE EXPLICATIF ACCOMPAGNANT CE PROJET. LETTRE DE L'AUTEUR AU SOUS-MINISTRE DU TRAVAIL. (ME MARIE-LOUIS BEAULIEU).

C-001661-147

COMPOSITION ET REGLES DE PROCEDURE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (ANDRE DESGAGNE).

C-001661-083

CONCILIATION, ARBITRAGE ET TRIBUNAUX DU TRAVAIL. DIFFERENTS MECANISME QUI ONT POUR BUT DE REGLER LES CONFLITS DE TRAVAIL AU QUEBEC. (LOUIS-PHILIPPE PIGEON).

C-000146-065

EXPERIENCES ETRANGERES: RAISONS POUR LAQUELLES DE NOMBREUX PAYS ONT CREE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. ROLE DE CES TRIBUNAUX. (RENE H. MANKIEWICZ).

C-001661-043

INDUSTRIAL RELATIONS IN SCANDINAVIA. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE RELATIONS INDUSTRIELLES SCANDINAVE EN CE QUI A TRAIT AU TRIBUNAL DU TRAVAIL, A LA MEDIATION ET AUX COMITES MIXTES. COMPARAISON AVEC LE SYSTEME CANADIEN. (GIL SCHONNING).

R-250270-212

JURIDICTION DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (GERARD PICARD).

C-001661-077

JURIDICTION OF A LABOUR BOARD. CONDITIONS DE CETTE JURIDICTION. (JEAN-REAL CARDIN).

R-160161-093

LA PLACE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL DANS L'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE. CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL, POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL. (MARC LAPORTE).

C-001661-093

LABOR RELATIONS BOARD. SOME ELEMENTARY PRINCIPLES. QUELQUES PRINCIPES ELEMENTAIRES DU CONTROLE JUDICIAIRE EN RELATIONS DU TRAVAIL. (W.B. CUNNINGHAM).

R-190264-179

LABOUR COURTS IN QUEBEC. RECENTS AMENDEMENTS A LA LOI DES RELATIONS OUVRIERES. (PAUL F. RENAULT).

R-170162-080

TRIBUNAUX DU TRAVAIL (SUITE)

LE TRIBUNAL DU TRAVAIL. ETUDE DES DISPOSITIONS NOUVELLES RELATIVES AU TRIBUNAL DU TRAVAIL DANS LE CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC. (ANDRÉ ROUSSEAU).
R-250270-301

LES NOUVEAUX POUVOIRS DE LA C.R.O. EN MATIÈRE DE RENVOI POUR ACTIVITÉ SYNDICALE ET LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (MARIE-LOUIS BEAULIEU).
R-170162-062

LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. NECESSITE DE CREER UNE JURIDICTION PARTICULIERE POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL. (EMILE COLAS).
C-000954-073

LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. RESUMES DES CONFERENCES PRESENTES LORS DU 16IEME CONGRES DES RELATIONS INDUSTRIELLES.
R-160361-348

LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL: DISCUSSION-SYNTHESE SUR TOUTES LES QUESTIONS QUI ONT ETE SOULEVEES AU COURS DU 16EME CONGRES. (GASTON CHOLETTE ET AL.).
C-001661-135

NATURE ET RAISONS D'ETRE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (EMILE GOSSELIN).
C-001661-017

SENS DES MOTS 'EQUITE' ET 'BONNE CONSCIENCE'. EXPOSE SUR LE DROIT. CONSIDERATIONS SUR LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL. (JEAN-H. GAGNE).
R-070151-059

UN PEU D'HISTOIRE. HISTORIQUE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE QUEBEC. (GERARD DION).
C-001661-011

TRUST

LES CARTELS ET L'ARBITRAGE DES PRIX. DEFINITIONS DE MONOPOLE, TRUST ET CARTEL: MODE DE FORMATION DES CARTELS; LEGISLATION ANTI-CARTELS. (MAURICE LAMONTAGNE).
R-050750-063

UNION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU VETEMENT POUR DAMES

PARTICIPATION DES FEMMES AUX MOUVEMENTS SYNDICAUX. EXPERIENCE SYNDICALE DES MIDINETTES DE MONTREAL (U.I.O.V.D.). MESURE DE LA SYNDICALISATION DES FEMMES. POURQUOI LA FEMME MARIEE TRAVAILLE. REALISATIONS DE L'U.I.O.V.D. (YVETTE CHARPENTIER).
C-002267-137

UNITE DE NEGOCIATION

ACCREDITATION SYNDICALE. 'DOMINATION' D'UN SYNDICAT PAR UN EMPLOYEUR. DEMANDE CONJOINTE DE DEUX SYNDICATS POUR FORMER LA MAJORITE DANS UNE UNITE DE NEGOCIATION. SELON LE CODE DU TRAVAIL.
R-200265-372

ACCREDITATION. COMPETENCE DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL QUANT A LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION.
R-190464-505

ANCIENNETE - ASSIGNATION DE TRAVAIL HORS DES LIMITES GEOGRAPHIQUES DE L'UNITE DE NEGOCIATION.
R-210366-447

UNITE DE NEGOCIATION (SUITE)

L'ACCREDITATION SYNDICALE AU QUEBEC. LES ASSISES JURIDIQUES DU REGIME D'ACCREDITATION. LES EFFETS DE L'ACCREDITATION A L'EGARD DE CERTAINS SALAIRES ET A L'EGARD DU SYNDICAT ET LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION APPROPRIEE. (FERNAND MORIN, CLAUDE D'Aoust ET RAYMOND LACHAPPELLE).
R-250370-401

L'EXTENSION JURIDIQUE ET LES METIERS DE LA CONSTRUCTION AU QUEBEC. INFLUENCE DE LA LOI DE L'EXTENSION JURIDIQUE DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES METIERS DE LA CONSTRUCTION SUR L'ORGANISATION PATRONALE ET OUVRIERE, SUR L'UNITE DE NEGOCIATION, SUR LE NIVEAU DES SALAIRES ET SUR SUR LES DIFFERENDS INDUSTRIELS. (GERARD HEBERT, S.J.).
R-180363-299

LE CODE DU TRAVAIL DU QUEBEC: PRINCIPALES ORIENTATIONS. INNOVATIONS DANS LES DOMAINES DU DROIT D'ASSOCIATION, DE L'UNITE DE NEGOCIATION ET DU REGLEMENT DES CONFLITS. (GERARD HEBERT).
R-200165-052

LE STATUT PARTICULIER DES UNITES DE NEGOCIATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC. LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DEMANDE SI ELLE PEUT MODIFIER LES UNITES DE NEGOCIATION PREVUES PAR LA LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE. (PATRICE GARANT).
R-230468-667

LES UNITES DE NEGOCIATION AU QUEBEC DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DANS LES SECTEURS HOSPITALIER ET SCOLAIRE. ELEMENTS FONDAMENTAUX D'UNE NOTION UNIVERSELLE DE FONCTIONNAIRE. (YVES OUELLETTE ET JEAN-REAL CARDIN).
R-250370-445

RECONNAISSANCE SYNDICALE. DISCRETION DE LA COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DANS LA DETERMINATION DE L'UNITE DE NEGOCIATION.
R-180263-254

UNITE OUVRIERE

LA CTCC ET L'UNITE OUVRIERE CANADIENNE. HISTOIRE DES RAPPORTS ENTRE LA CTCC ET LES AUTRES GROUPEMENTS SYNDICAUX TEL LE CTC. (GERARD DION).
R-120157-032

UNITE SANITAIRE DE COMTE

SECURITE DE LA FAMILLE OUVRIERE PAR LA PREVENTION SOCIALE DE LA MALADIE. L'UNITE SANITAIRE DE COMTE: DEFINITION, ROLE ET IMPORTANCE. EFFICACITE DES SERVICES D'HYGIENE AU QUEBEC. (JEAN GREGOIRE).
C-000651-091

UNITE SYNDICALE

L'UNITE SYNDICALE ET LA C.S.N. (JEAN MARCHAND).
R-160261-267

LA CTCC ET LA FUSION. OPINION DU PRESIDENT DE LA CTCC SUR L'UNITE SYNDICALE ORGANIQUE. (GERARD PICARD).
R-100455-294

LA CTCC ET LA FUSION. RESOLUTION DU CONGRES CONCERNANT L'UNITE SYNDICALE.
R-120157-172

UNITE SYNDICALE ET CARTELS INTERSYNDICAUX. MOYEN DE PALLIER AUX INCONVENIENTS DU PLURALISME SYNDICAL. (JEAN-PIERRE DESPRES).
R-030748-106

UNITED AUTOMOBILE WORKERS

IMPARTIAL UMPIRESHIPS: THE GENERAL MOTORS UAW EXPERIENCE. LE REGLEMENT DES GRIEFS: HISTOIRE, FONCTIONNEMENT ET APPRECIATION DE CE SYSTEME. (GABRIEL N. ALEXANDER). **R-140459-517**

LE PARTAGE DES PROFITS DANS LES NEGOCIATIONS DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE. POSITIONS ACTUELLES DES JAW EN LES PLACANT DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE. (GASTON CHOLETTE). **R-130258-154**

UNITED STEELWORKERS OF AMERICA

LA RESPONSABILITE CIVILE DES CENTRALES SYNDICALES. EXTRAITS DU JUGEMENT DU JUGE LACOURSIERE DANS LA CAUSE GASPE COPPER MINES VS UNITED STEELWORKERS OF AMERICA. **R-200165-150**

UNIVERSITE

ALLOCATION D'OUVERTURE. CONCEPTION DU PROBLEME DU TRAVAIL ETUDIE AU COURS DU CONGRES. ROLE DE L'UNIVERSITE ET DU PATRONAT DANS CE DOMAINE. (MGR FERDINAND VANDRY). **C-000550-015**

ALLOCATION DE MGR A.-M. PARENT. C.S. ROLE DE L'UNIVERSITE DANS LA FORMATION ET L'EDUCATION DES INDIVIDUS. L'ENSEIGNEMENT DE LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES ET DU DEPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES. (MGR A.M. PARENT) **C-000247-013**

L'UNIVERSITE ET LES RELATIONS INDUSTRIELLES. L'UNIVERSITE PEUT CONTRIBUER A AMELIORER LE CLIMAT DES RELATIONS DE TRAVAIL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE OP). **C-000146-001**

UNIVERSITE DALHOUSIE

THE NOVA SCOTIA EXPERIMENT IN LABOR MANAGEMENT RELATIONS. EXPERIENCE DU COMITE D'ETUDE PATRONAL-OUVRIER DE L'UNIVERSITE DALHOUSIE. (C. ROY BROOKBANK). **R-200365-478**

UNIVERSITE LAVAL

ALLOCATION D'OUVERTURE. MOT DE BIENVENUE AUX CONGRESSISTES. ROLE DE L'UNIVERSITE LAVAL. PRESENTATION DU THEME DU 11EME CONGRES. (MGR ALPHONSE-MARIE PARENTT). **C-001156-007**

HOMMAGE DES AUTORITES CIVILES A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE L'UNIVERSITE LAVAL. (F. MILTON GREGG). **C-000752-199**

HOMMAGE DES PATRONS A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE L'UNIVERSITE LAVAL. (J.-ARTHUR BEDARD). **C-000752-193**

HOMMAGE DES TRAVAILLEURS A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE L'UNIVERSITE LAVAL. (GERARD PICARD). **C-000752-189**

HOMMAGES A L'UNIVERSITE LAVAL CENTENAIRE. (GERARD TREMBLAY). **C-000752-181**

L'UNIVERSITE AU SERVICE DE LA SOCIETE. (MAURICE ROY). **C-000752-213**

UNIVERSITE LAVAL (SUITE)

PRINCIPES ET FAITS DANS L'ENSEIGNEMENT DONNE PAR LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES A L'UNIVERSITE LAVAL. (GEORGES-HENRI LEVESQUE, O.P.). **R-020246-001**

UN DEPARTEMENT DE PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL. ROLES ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT D'HYGIENE ET DE BIOLOGIE HUMAINE DE L'UNIVERSITE LAVAL. **R-010946-003**

UNIVERSITES CANADIENNES

RAPPORT SUR L'ETAT DE LA RECHERCHE EN RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LES UNIVERSITES CANADIENNES DEPUIS 1960. (LOUIS-MARIE TREMBLAY). **R-210466-485**

USAGE

OPPOSITION ENTRE USAGE ET CONVENTION ECRITE. SUPERIORITE DE L'ECRIT SUR L'USAGE DANS UN LITIGE. (ROGER CHARTIER). **R-140159-092**

VACANCES PAYEES

CONSIDERATIONS SUR L'ARBITRAGE 1952-1953. ETUDE COMPARATIVE DES CAUSES D'ARBITRAGE PORTANT SUR LES VACANCES PAYEES, LES CONGES STATUTAIRES, LES HEURES DE TRAVAIL, LA RETROACTIVITE ET LA SECURITE SYNDICALE. (GILLES BEAUSOLEIL). **R-090153-029**

LES VACANCES PAYEES AU CANADA. STATISTIQUES POUR LES EMPLOYES DE BUREAU ET LES TRAVAILLEURS D'USINE. **R-130158-103**

PREMIER PAPER BOX. MONTREAL ET L'UNION DE SES EMPLOYES. RECOMMANDATION DU TRIBUNAL CONCERNANT LA CLASSIFICATION DES TACHES, LES CONGES STATUTAIRES ET LES CONGES PAYES, LES VACANCES PAYEES. (JEAN-H. GAGNE). **R-060451-123**

VACANCES PAYEES, FACTEUR DE STABILITE. **R-051050-098**

VENDEUR A COMMISSION

'SALARIES' SELON LE CODE DU TRAVAIL. POSITION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA DETERMINATION DU STATUT DES VENDEURS A COMMISSION. (PIERRE VERGE). **R-230168-165**

VIAISON DES CONTRATS

LE CODE CRIMINEL ET LES UNIONS OUVRIERES. ARTICLES SUR L'IMMUNITÉ DES SYNDICATS OUVRIERS CONTRE LES COMLOTS EN VUE DE RESTREINDRE LE COMMERCE, SUR LA VIOLATION DES CONTRATS, L'INTIMIDATION ET LE PIQUETAGE. **R-110356-217**

VOTE D'ACCREDITATION

L'EFFET DU VOTE AU SCRUTIN SECRET (ART. 25 C.T.) PREALABLE A L'ACCREDITATION. SENTENCE DE LA CRT SUR L'EFFET DU VOTE AU SCRUTIN SECRET PREALABLE A L'ACCREDITATION. (FERNAND MORIN). **R-240269-432**

WELFARE STATE

LE 'WELFARE STATE'. OBJECTIFS ECONOMIQUES ET FINANCEMENT. (RENE TREMBLAY). **R-060351-066**

WELFARE STATE (SUITE)

LE CONCEPT DU 'WELFARE STATE': ESSAI D'INTERPRÉTATION SOCIOLOGIQUE DU CONCEPT QUI DÉSIGNE LE RÉGIME PARTICULIER D'ORIENTATION ÉCONOMIQUE ET D'ASSISTANCE SOCIALE, À MI-CHEMIN ENTRE LE RÉGIME DU 'LAISSEZ FAIRE' ET LE RÉGIME SOCIALISTE. (MAURICE TREMBLAY). **R-060251-042**

WHITE LUNCH LIMITED

L'AFFAIRE 'WHITE LUNCH LIMITED': UNE ILLUSTRATION DU RÉALISME DU DROIT DU TRAVAIL. DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA QUI DÉMONTRE LA PORTEE DES RÈGLES DU DROIT DU TRAVAIL, LE DOMAINE EXCLUSIF DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET LA SOUPLESSE DE CE DROIT NOUVEAU. (FERNAND MORIN). **R-220267-278**

WOODS LABOUR BOARD

THE NEWFOUNDLAND WOODS LABOUR BOARD. ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET RÉSULTATS DE CETTE COMMISSION POUR ASSURER LA COLLABORATION PATRONALE-OUVRIÈRE DE L'INDUSTRIE DU BOIS. (R. GUSHUE). **R-110456-268**